

Radio-Télévision / Heures locales

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15046 - 7 F.

- DIMANCHE 13 - LUNDI 14 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNI

En lançant une offensive militaire dans la capitale somalienne

Les forces des Nations unies tentent de neutraliser la principale faction armée à Mogadiscio **Une question** d'autorité

OUELQUES mauvais esprits Lavaient osé critiquer l'opé-ration humanitaire « Rendre l'esmendement eméricain, en décembre dernier. « Si vous avez eimé Beyrouth, voue ellez edorer Mogadiscio », avait lencé un connaisseur du terrain, l'amhazandeur eméricain eu Kenya, à l'intention de ses compatriotes.

Faute d'avoir mené l'opération jusqu'à son terme logique notamment en désarment lee chefs de guerre, - la Somalle est devenue un e bourbier » dens lequel l'ONU est maintenant conduite à intervenir par la force, saul à y perdre toute crédibilité. Pouvait-elle garder les bras croleée après l'embuecade qui a causé la mort de vingt-trois « casques bieus » pakistaneis? Attendue depuis plusieurs jours, son opération eérienne et terrestre e finelement été jencée samedi 12 juin à l'aube.

CETTE offensive – une pre-mière pour les Netione unies – vise notemment à arrêter es responsables de l'attaque de nt à la résolution adoptée dès le lendemain par le Conseil de sécurité. Le général Mohemed Farah Aidid n'est pas officielle-ment cité, mais Il figure en tête de liste. Les Etats-Unis, qui ont passé le flambeau du commandement de l'opération multinatio-nale à l'ONU début mai, mels n'en sont pas moins les principaux artisans de cette intervention, confirment là leur changement d'optique : dieposée à traiter avec les chefs de faction à leur errivée en décembre, ils ont été amenés à l'offensive devant leur irréductibilité.

Grâce à la mobilisation internationale, on ne meurt plus de faim en Somalle. Mais les puissances étrangères n'ont pas su ramenes ie paix dens l'encienne colonie italienne, en proie d'ebord à la guerre contre son encien maître Syaad Berré, chessé du pouvoir en janvier 1991, pule aux conflits

DOUR les cept milione de Somaliene, otages de bendes menées par des » eelgneurs de la guerre », la reconstitution de l'Etat demeure une chimère. La force multinationele a certes tenté, ces demiers temps, de privilégier la réhabilitation de la « société civile », en relèguent à l'arrière-pian les contacts avec les chefs de clans. Un travail de Sysiphe. Car l'émergence d'un tlasu eccial suscaptible da reconstruire le peye semble impossible eussi longtemps que la population ne sera pas dé

Les marques d'hostilité des bendes armées à l'égerd de l'« Ingérence » étrangère n'ont jamais cessé en Somalle depuis le lancement de l'opération » Rendre l'espoir ». Nul doute que cette nouvelle intervention portera à son combia l'exaspéra des irrédentistes qui se sont déjà attaqués aux troupes étrangères. Leurs actions pourraient donc se multiplier. L'ONU pouvait-elle pour autant labser impunie la mort de vingt-trois de ses « casques bleus », au risque de faire le jeu des extrémistes ? Elle a estimé devoir répondre par la



Sous l'autorité des Nations unies, evec des effectifs et du matériel fournis essentiellament, était considéré par l'ONU comme responsable par les Etats-Unis, une offensive e été lancée, des heurts qui avaient causé la mort de samedi 12 juin à l'eube, contre les positions 23 « casques bleus » pakistanais une semaine tenues à Mogadiscio par les hommes du géné- auparavant. Les forces des Nations unies ont ral Aldid. Principal chaf de faction dans la attaqué la station de radio du général Aldid et

par les hélicoptères, des explo-

dessus de le villa du général MOGADISCIO Aïdid. Quelques instants eupede notre envoyé spécial revant, plusieurs ohus tombaient sur le bâtiment de Radio-Une heure evant l'aube, eprès Mogadiscio, qui était tenue par le général et lui servait à régler un intense survoi de la capitale

sions de forte puissance ont evec les Netions unies. secoué la ville, suivies de grands éclairs orange à l'horizon, ce qui Au milieu des gravets, dans un studio de fortune, Hassan Aich Bogorch hoche la tête en montrant un générateur explosé marquait vraisemblablement la destruction de dépôts de muni-tions ou d'armes à la périphérie. dans la salle voisine. « Pourquoi L'artillerie est elors entrée en avoir casse ma radio sans même prévenir?, dit-il. Nos familles ection en divers endroits, mais, selon des témoins somaliens, il devait s'agir de tirs à blanc desauraient pu être tuées!». tinés à provoquer une riposte et

publiquement ses désaccords

Selon lui, une quinzaine d'obus ont atteint la radio, tirés localiser les canons adverses. Toutefois, la seule réponse de la mer, à 4 heures du matin. des miliciens du général Aidid, depuis le QG de «l'homme fort Un officier de police a affirmé à l'AFP que quinze de ses hommes avaient été hiessés par de Mogadiscio», a été hrève et désordonnée : des tirs de des éclats d'ohus dans un commissariat voisin. Radio-Manta, mitrailleuses à balles traçantes contrôlée per l'Opération des Netions Unies en Somalie qui n'ont pas interrompu un instant le bellet des hélicoptères. Au lever dn jour, ces eppareils ont à nouveau survolé la ville, lâchant des tracts et sta-(ONUSOM), a laconiquement annoncé dans ses bulletins que Radio-Mogadiscio aveit été tionnant un long moment au-

qué l'intervention internationala, ce dernier guerre civile qui a ravagé la Somalie et provo- des dépôts d'armes contrôlés par sa faction.

> An lever du soleil, les gens sont sortis de chez eux comme si de rien n'était. Une situation étrange, compte tenu da vecarme de le nuit, mais les gens, ici, en ont vu d'eutres depuis deux ans et demi. Les vendenses de thé, les petits commerçants, ont ronvert leurs échoppes. Un coiffenr précise qu' « il faut bien vivre ».

Les passants déamhuient eu carrefour du «kilomètre 4» on les «casques bleus» pakistanais paraissent un peu plus tassés que d'habitude derrière leur fortin de sacs de sahle. Il y e foule devant le résidence du général Aīdid. Ses partisans sont ras-semblés là, comme chaque metin, pour discuter des nou-velles du jonr. Certains sont venus «pour défendre leur chef's, d'autres affirment qu'il a quitté sa résidence pont une destination inconnue.

JEAN HÉLÈNE Lire la suite et nos informations page 5

Selon de nouvelles prévisions du gouvernement

La production baisserait

Le gouvernement annoncera vendredi 18 juin, lors de la réunion de la Commission des comptes de la netion, une nouvelle révision de ses prévisions. La baisse de la production nationale etteindrait 0,8 % cette année, ce qui serait la récession la plus forte depuis la seconde guerre mondiale. En visite dans le Nord, M. Balladur e estimé néanmoins que la politique économique permettrait «un souffle nouveau» en septembre.



Lire l'article d'ALAIN VERNHOLES page 13 et nos informations sur la visite de M. Balladur dans le Nord page 6

Un geste de la Corée du Nord

Pyongyang renonce à se retirer du traité de non-prolifération nucléaire.

Sida :

la science impuissante

La conférence de Berlin e'est conclue sans beaucoup d'espoir sur le mise au point prochaine d'un vaccin ou d'un traitement efficace.

La Biennale de Venise

En marge de la manifestation internetionele qui ouvre ees portes dimenche 13 juin, un progremme de musique contemporaine rend hommage au compositeur Luigi Nono.

Alain Madelin au « Grand Jury RTL-le Monde »

Alein Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat, est l'invité de l'émiseion hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18 h 30.

Les lycéennes-mamans de Baltimore

Aux Etats-Unis, des établissements scolaires accueillent les jeunes mères célibataires et les adolescentes enceintes, dont le nombre a beaucoup augmenté

BALTIMORE (Maryland)

de notre envoyé spécial

Comme souvent aux Etats-Unis, la porte de l'école affiche un panneau dissuasif : «lci, pas de drogue». Le paysage du quartier est sans surprise : allées de meisonnettes en triste état, amoncellements d'ordures et panier de basket-ball planté sur un bout d'asphalte encadré de grillages métalli-ques. Le ghetto noir de Baltimore, le grand port du Maryland, passe pour être l'un des plus « durs » de la côte est. Comme sou-vent, encore, le porte de l'école a des allures de porte de prison : deux battants blindés avec une toute petite meurtrière.

Mais ni le panneau « pas de drogue » ni ce portail de forteresse ne suffiraient à distinguer la Laurence G. Paquin School, un établissement pour filles, des autres écoles publiques de la ville. Ce qui distingue l'école, c'est sa clientèle. A la rentrée des classes, chaque matin, les quelque 300 edolescentes - de treize à dix-huit ans - de

veeu-né au trois-quatre ens. L'école accueille des adolescentes enceintes ou mères célibataires,

C'est donc un lycée avec un jardin d'enfants. Et, si l'on se fie à l'évolution du nombre de maternités chez les adolescentes célibataires dans la population noire, c'est un genre d'établissement qui pourrait être amené à se multiplier aux Etats-Unis. La Paquin School illustre un grand débat de l'Amérique des années 90 : l'éclatement de le famille chez les plus défavorisés des Américains, héritage des années 60 et 70, entretient-il la pauvreté?

«Sans cette école, je ne m'en serais pas sortie. » Kimberley a déposé son fils Jean-Bernard, trois ans, au jardin d'enfants evant d'entrer en salle de classe. « Sans cette école, j'aurais été rangée dans la colonne « Drop out », les élèves qui ne finissent pas le cycle secondaire; j'aurais été une statistique de l'assistance sociale.» Kimberley aurait été comme la majorité des ado-

l'école viennent avec leurs enfants, du nou-lescentes mères célibataires : tirée vers le bas de l'échelle sociale, quittant l'école, vivant d'allocations, faisant un deuxième et un troisième enfant pour toucher plus d'allocations, etc. Et participant ainsi à le reproduction d'un modèle social, et culturei, qui, avec les conditions économiques, expliquerait la permanence d'un noyau dur, incompressible, de pauvres eux Etats-Unis.

Près de 90 % des filles-mères de l'école Paquin sont elles-mêmes filles de mères célibataires. Parce que l'école a pris son fils en charge, Kimberley poursuit ses études et son rève : devenir esthéticienne et, un jour, ouvrir une parfumerie. Elle e de longues journées. Lever à 6 heures, soins à l'enfant, départ en bus, ensemble, pour l'école; les mères retrouvent leurs enfants à l'heure du déjeuner mais peuvent toujours faire une rapide visite à la garderie.

> **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 4



Prix Nobel de littérature

DOUZE CONTES VAGABONDS

HEURES LOCALES

Paris: l'axe historique change de direction Un élu va présider le conseil d'administration de l'Etablissemant public de la Défense, l'aménagement prévu entre la Grande Arche et la Seine risque d'être remis en question.

Bègles: du rouge au vert

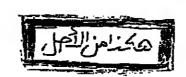
Les habitants de la banileue de Bordeaux se cherchent une Avec les pages « Régions » et « lle-de-France », les informations pratiques, les livres, le débat.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières a Marché international des capitaux.

A L'ÉTRANGER : Marce, 8 DH: Turasa, 850 m ; Alemegre, 250 DN ; Amstehe, 25 ATS ; Belgique, 48 FB; Canada, 2.25 S CAN; Amster/Héunion, 9 F; Côta-d'Noice, 485 F CFA; Denement, 14 KPD; Espagne, 190 PTA; G.-8., 95 p.; Grace, 250 DR; Irlande, 1.20 S ; ijalie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL: Morvage, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL: Purtugal Cons., 180 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (others), 2.50 S.

1,



Grasset

par Brigitte

Camus-Lazaro

« 480. à dégager », « larguer les

secteurs onnexes » ... «lorguer armement industrie mécanique ». Les chiffres dansent devant les

yeux de l'nuvrier qui nuvre ce 12 juin 1973, la serviette de l'un

des administrateurs, imprudem-ment laissée à l'abandon près de la salle où se déroule un comité d'en-

treprise extraordinaire. Il découvre le plan de restructuration élaboré

par le groupe suisse Ebauches SA, actionnaire (officiellement) à 42 % de Lip depuis 1967. En deux peges gribouillées, le sort de Lip SA, installée à Besançon dans le quartier nord de Palente depuis 1960, fleuron de l'horlogerie française et

pionnier de la montre à quartz française, est réglé. Une simple soustraction en has d'une fenille ampute de plus d'un tiers les effec-tifs (1 300 personnes).

La crise couve depuis plusieurs

mois; le déficit de Lip atteint 11 millions de francs à la fin de

1972, et les syndicats ont alerté les pouvoirs publics à Besançon et à Paris sur les carences de gestion.

En ce 12 juin, des haut-parieurs ont été installés pour que les salariés puissent suivre, de l'extérieur, le déroulement du comité d'entreprise, qui promet d'être houleux. L'irruption dans la salle d'un sala-

rié, le document accusateur à la

main, met le feu aux poudres, d'autant que quelques lignes préci-sent : « Le gouvernemen français demande à Ebouches a ottendre quelques mois, oprès les élections,

pour mettre en place le plan de

L'objectif du groupe suisse est de

L'objectif du groupe suisse est de se placer sur le marché enropéen en utilisant la renommée de la marque Lip pour contrer l'offen-sive des Etats-Unis et du Japon en Europe (déjà...). La résistance syn-dicale est prévue par la direction qui n'ignore pas que le taux de syndiqués chez Lip est élevé, – 50 % de l'ensemble des salatiés, se

50 % de l'ensemble des salariés, se partageant à égalité entre la CFDT et la CGT, – mais la direction pré-voit que tout sera réglé avant l'été.

Cette journée du 12 juin en déci-dera autrement. Vers 16 h 30, les deux administrateurs judiciaires et

l'inspecteur du travail sont pris en

minuit, grace à l'intervention des forces de l'ordre. « On vennit de

Le lendemain, à 8 heures, la pre-

Un age d'or

révolu

La France va vivre pendant qua-

tre ans à l'beure de «l'affaire

Lip»: une saga ponctuée de marches et d'occupations; l'utopie d'une autre entreprise avec Claude Neuschwander de 1974 à 1976,

puis la survie de «l'après-Lip » à partir de 1977. Dans les trois vies de Lip, Lip-1973 fut la première

lutte nationale d'envergure pour la défense de l'emploi au sortir des «trente glorieuses» et à l'entrée de

la crise née du premier choc pétro-lier. La position de la Franche-

l'armement et la machine-outil.

par les salariés.

nt libérés

restructuration. »

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société ancourse Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Mondo-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.



Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction Jacques Guiu, Philippe Dupuis Isabelle Tsaidi 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tel: (t) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Téléfax : 46-63-98-71. - Société filiale de la SARL le Monde et de Médias et Régies Encope SA Imprimerie

du « Monde »

12, r. M.-Gunsbourg

94852 IVRY Codex

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Representations paritaire des journaux

enseignements sur les microfilme e index du Monda su (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM ABONNEMENTS place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

| TARIF | FRANCE | SUISSE. BELGIQUE LUXEMR. PAYS-BAS | PAYS voic normale CES | |
|----------|---------|--|--------------------------------|--|
| 3 mais _ | 536 F | 572 F | 798 1 | |
| 6 stels | 1 938 F | 1 123 7 | 1 560 F | |
| 1 24 | 1 896 F | 25% F | 2 960 F | |

ETAANGER:
par voie zérieme turif sur dessande,
pour voiez zérieme turif sur dessande,
pour voiez zérome renvoyez ca belletin
accomagnée de votre réglement
à l'adresse ci-dessas
en par àlinniez. 36-15 LEXIONDE code d'accès ABO

e LE MONDE » (USPS » pending) in published daily for 3 392 per year by a LE MONDE » 1, place Hobert-Gouve-Mety » 94822 bry sear-Scine » France Second close public paid at Chemptin N. V. US, and additional maxing olifics. POSTPASTER: Soud address changes to DAS of NY » Box 1318, Champtin N.V. 18391 » 1818.

Pour les abonnements souscint aux USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 – 2943 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT DURKE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an П Nam:

Prénom : Adresse : _

Code postal : ___ Localité : _

301 MON 01 Le Monde

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction :
Jecques Lesourne : gérant directeur de la publication Brune Frappet directeur de la rédaction

Rédacteurs en chef :

Decial Vernet

DATES

Il y a vingt ans

Lip: les marches de l'utopie



Début juin 1973 : Premières réunions et expressions libres, affiches et journaux pirates vont fleurir. Un emboiteur et un horloger lisent un tract ; les femmes, majoritaires dans les atellers, s'interrogent sur leur avenir. Ici un « dazibao » prend à partie Jacques Welman, alors député (UDR) du Doubs.

«pré-Lip» précurseurs de 1973 : la grève des horlogers du Haut-Doubs (en 1907) et celle des plombierszingueurs-couvreurs (en 1920), avec mise en commun des payes et de la production.

Si le 12 juin constitue le tournant, le 17 avril aura été le détonateur. Ce jour-là, Jacques Saintesprit, qui a succédé à Fred Lip en février 1971, comme PDG de la société, présente sa démission et nomme deux administrateurs provisoires : il vient de recevoir la réponse négative de l'Institut de développement industriel à ses demandes de concours ponr reconstituer les capitaux propres. Les Paroissiens de Palente réagissent au quart de tour et vont faire le siège de Matignon, soutenus par le maire de Besançon, Jean Minjoz (PS), et Robert Schwint, sénateur, qui lui succédera en 1977.

«On fabrique,

on vend, on se paye»

perdre des otages humains, il nous fallait un otage matériel », raconte aujourd'hui Charles Piaget, délégué CFDT, pour justifier la décision des travailleurs, de saisir nn stock de montres qui sera « délocalisé » en eleire muit ner les sajariés de me Le 15 juin, dans Besançon déclarée « ville sinistrée », la première marche, qui réunit plusieurs milliers de manifestants, le maire en tête, se transforme en une «granden pleine muit par les salariés deve-nus, malgré eux, maltres à bord du navire déserté par le capitaine. messe » au sens propre puisque l'archeveque de Besançon, Mgr Marc Lallier, prend la parole après avoir longuement hésité. « J'ai été mière assemblée générale, des mille «AG» qui feront l'histoire de Lip ratifie la saisie du stock et décide l'occupation de l'usine, jour et mit le chercher dans l'église où il prioit », raconte Michel Jeanningros. « C'est calme? » m'a t-il demandé. « Tout est calme, pour l'instant », lui ai-je répondu. Pourtant le 15 juin marque le début des violences des forces de l'ordre qui, ce jour-là, embarquent, sans ménagement, manifestants et consommateurs assis aux terrasses!

Le 18 juin, au conrs d'une assemblée générale historique, les salariés, toujours sans patron, décident de reprendre la fabrication des montres, instituant le fameux « on fabrique, on vend, on se paye». El l'usine transformée en phalanstère bodoger, va constituer ce qui sera le «trèsor de guerre», quelque 65 000 montres, «planquées» dans des cerbes

Tont l'été, sans être cigales, les Lip vont vivre dans l'exaltation. l'âge d'or de leur lutte. Faisant fi de la liquidation des biens de la société, prononcée le 31 juillet 1973 par le tribunal de commerce de Besançon, les Lip s'installent dans la résistance et recoivent pres-que en même temps, le 2 août, leur première paye sauvage et leur lettre de licenciement.

A partir de ce jour, l'usine prend

des allures de citadelle assiégée...
Jusqu'au 14 août où, à l'aube, trente-deux compagnies de CRS investissent les lieux, sequestrent nuit des Lip et délogent les rebelles (les forces de l'ordre occuperont l'usine de Palente sans discontinuer jusqu'en février 1974). L'indignation de la classe politique de gauche et syndicale est générale et François Mitterrand dénonce « l'intervention des forces de police qui illustre le mépris du pouvoir pour les travoilleurs et l'opinion publi-

La jacquerie d'août, sur foud d'odeurs de gaz lacrymogène, de meetings, de ventes sauvages de montres, de participation à l'autre marche, celle du Larzac le 26 août. constitue les riches heures de Lip jusqu'à l'apothéose de la «marche des 100 000 » du 29 septembre à Besançon. La pluie battante et les 10 kilomètres n'entameront pas l'enthousiasme des Bisontins, du gratin politique de gauche, de la

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde

En ville, les commerçants ont baissé le rideau de fer : pas par solidarité, par peur. Cela sera la seule fausse note de cette journée qui consacre l'apogée de Lip, car, à l'automne les première felures se descinant avec l'armarition des dessinent avec l'apparition des divergences d'analyse entre la CFDT et la CGT. «Lip c'est fini», proclame le 12 octobre Pierre Messmer, ouvrant la vole à la deuxième phase: la période Neuschwander (1974-1976).

A situation atypique, patron aty-pique: Claude Neuschwander, cadre chez Publicis, est un ancien du PSU, fondateur du conseil des résidents de Sarcèlles. Le 29 janvier, les «accords de Dole», négociés par José Bidegain et les syndicats, permettent le redémairage de Lip sous forme d'une bolding, la Société européenne d'horlogerie et d'équinements mécaniques oement (SEHEM) avec 66 % de capitaux français (Paribas, BSN, Gervais-Danone, Rhône-Poulenc, Sommer-Allibert, Schlumberger: 50 %, et 16 % pour les banques) et 34 % de capitaux suisses via Ebauches SA. Le démantèlement est évité et le

Une petite annonce

assassine L'Etat français apporte au départ une subvention de 15 millions de francs sur les 57 millions que recoit le nouvean groupe Lip. Au «Lip, c'est fini» de Pierre Messmer, Clande Neuschwander peut répondre « Lip. ca recommence ». L'usine rouvre le 11 mars et conformément aux accords de Dole tous les ouvriers seront progressivement réembauchés après une formation professionnelle unique en son genre.

La lune de miel entre Claude Neuschwander et les actionnaires, qni l'ont choisi, durera jusqu'en octobre 1975. Plusieurs grains de sable ont grippé les rouages de la mnchine Lip: des erreurs dans les estimations de stocks, et du coût de certains produits; les déficits de 1974 et de 1975, etc. Une petite annonce assassine parue dans le Figaro et le Monde - «Lip cherche directeur monac – « Lip enerche directeur géneral » – met fin à la mission de Clande Neuschwander. Le 20 février 1976, il est remplacé par Jean Sargueil à la présidence de

Dans Ils ont tué Lip, manuscrit de 1976 jamais publié, pour cause de censure, l'ancien jeune patron remet les pendules à l'beure. Il reconnaît ses erreurs, et explique le revirement des actinnnaires Antoine Ribond de BSN et Renaud Gillet de Rhône-Poulene par le contexte politique et économique et la connotation négative du et la connotation negative du «symbole Lip» pour l'establish-ment. Symbole fort, pnisque, en avril 1975, une note de conjonc-ture de la Banque de France sur la crise de l'horlogerie française esti-mait que la profession horlogère pouveit s'organises autons d'une pouvait s'organiser autour d'une marque comme Lip propre à dyna-miser la commercialisation de la production française.

Mais au vu du «trou» financier, le 3 mai 1976, le tribunal de com-merce de Paris prononce la liqui-dation des biens de la SEHEM. Les ouvriers de Palente, de nouveau menacés de licenciement, occupent l'usine, reprennent la prodoction et les ventes sauvages de montres. Mais l'élan est brisé. Sur fond de crise économique, la lutte devient anachronique et les payes sauvages se transforment en indemnités de survie pour les Lip en fin de droits. Après la liquidation pronon-cée le 12 septembre 1977 par le tribunal de commerce de Besancon, Lip redémarre sous forme de phisieurs rooperatives en décembre

L'une des rares survivantes, Lip precisions SA, à rompte avec l'horlogerie pour se diversifier dans la micro-mécanique. Le seul bébé Lip à jouir d'une santé insolente est Statice SA, créée par les ingénieurs de Lip, qui tient le flambeau de l'excellence en matière de recherche. Le laboratoire technologique aura mieux essaimé que le aboratoire social.

En 1993, que sont devenus les

Avec l'accord de Fred Lip, la marque Lip a été rachetée en 1990 par Jean-Claude Sensemat, PDG da groupe Sensemat, spécialisé dans l'outillage (le chiffre d'affaires de Lip France a atteint 18 millions de francs en 1992). Les boîtiers des montres sont fabriqués en sous-traitance et le reste de la gamme, stylos, réveils, pendules, est importé et commercialisé sous la marque Lip. L'utopie en sous-trai-

Les Lip, partis en retraite pour la plupart, cultivent leur jardin. Certains font leur autocritique et refusent le culte de la nostalgie. Charles Piaget évoque «les erreurs faites dans l'approche économique». Quant à Claude Neuschwander, il exorcise sa passion en écri-vant un livre sur le chômage.

Innover pour survivre... A Besançon, le premier Musée français du temps va être créé: il exposera le passe mais également le futur, l'histoire de l'horlogerie, les signes tangibles de l'histoire de Lip, et peut-être également cette horloge de l'utopie, qui fait dire à certains acteurs, maigre les drames et les déchirures, vingt ans après, « Si c'était à refaire demain je

BIBLIOGRAPHIE:

Manrice Clavel, les Paroissiens de Palente, Grasset, 1974; l'Expérience des Lip, de Léon Vinzier dans la revue Esprit d'octobre 1974, et les Lip de l'utopie à la réalité aujourd'hui, article de Gaston Bondet dans Esprit de septem-bre 1980; Rapports d'Edgar Hir-schi, ingénieur ICB, docteur en droit, l'Industrie française de la montre, comment on détruit une Industrie en dix ans (1984) et La montre de demain sera-t-elle-française? (1988); Claude Neuschwander Patron mais, Le Seuil, 1975; Claude Neuschwander, et Gaston Bordet, Lip vings ans après (Propos sur le chômage), Syros, 1993; Monique Piton, C'est possible, édi-tions Des femmes, 1974; Collectif féminin, Lip au féminin, Syros, 1976; Joëlle Beurier, la Mémoire des Lip, maîtrise d'histoire, Paris-L

The state of the s 1000 · 1 and an experience of the committee Ser Paral أعالها ببنيد The same of the same of the And the state of

Noscou n'a pris aucun engag

protection des enclaves n

وأراز كوسا دواري

Tipmer 4

42 WAT

1

4 - 35 00

The second secon le président bosniaque appelle à sembargo sur les armes qui frapp

part of the second

litar de santé de l'opposant serbe mimie Tuk Draskovic se serait aggrave

your experience of a graph of the size

in the ground as it is with a minimum of the graph of a constant. If the constant of the const

The second secon

The state of the s

to a service of the s

allegation in and and

A STATE OF THE STA

The second secon

The second section of Mark to the state of the service The grant was a strain The second secon to the state of th

ian 2019500-02-1 Bereit in der der der The feet Control of the first of the feet No. The same of the sa E = 2 = 1 The K feet military 20 mm Economic State Reference de la compa - 45 15 2 2 THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN TW The latest to th The form of the second of the The latest Action to the latest and the large de tola Sales reliction: des secults

an a Rossie - Communication de la

The second secon

THE THE CASE OF TH

manage of the control of the control

The second of th k Monde I FCONOWIE

The state of the s



Moscou n'a pris aucun engagement pour la protection des enclaves musulmanes

de l'utopie

de notre envoyée spéciale

Le ministre rosse des affaires étrangères, Andrei Kozyrev, n'a pris aucun engagement ferme, vendredi 11 juin à Athènes, devant ses homologues des pays membres de l'OTAN, quant à la participation de troupes russes à la protection des

Lors d'une réunion du Conseil de l'Atlantique nord, qui rassemble les représentants de l'OTAN et des représentants de l'OTAN et des vingt-deux pays issus de l'ancien pacte de Varsovie, les Occidentaux avaient demandé aux pays de l'Est de contribuer aux renforts de la FORPRONU nécessaires pour assurer la protection de Sarajevo et de cinq enclaves musulmanes de Bonnie. Cette demande s'adressait en particulier à la Russie. d'autant que particulier à la Russie, d'autant que M. Kozyrev evait été partie pre-nante à l'élaboration avec quatre

eutres pays (Etats-Uois, France, Graode-Bretagna, Espagne), le 22 mai à Washington, d'un e proamme d'action commun y incluant

M. Kozyrev e affirmé que son pays « continuera de participer pleimement à tous les efforts pour assurer la paix » en Bosnie. Il o'a pas exclu le principe de l'envoi de troupes supplémentaires dans l'ex-Yongoslavie (700 « casques bleus» russes sont déployés en Crostie), mais a estimé que la mission de la FORPRONU pour les zones de sécurité o'était pas encore assez clairement définie. Dans certaines délégations occidentales on regrettait le « double langue», voire le « double jeu » des Russes et on s'inquiétait de leur rapprochement avec les positions prochement avec les positions

L'OTAN s'est engagée, à Athènes, à assumer la protection aérienne des « casques bleus» qui seraient atta-qués en Bosnie. La réunion o'a, en

revanche, pas fait evancer le pro-blème des effectifs au sol nécessaires tenviron 5000 hommes supplémen-taires). Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, qui était de passage cette semaine à Paris, estime à deux ou trois nois le temps nécessaire pour les rassembler.

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, qui e proposé un redéploiement au profit de la Bosnie des « casques bleus » français déployés en Croatie, voire en d'autres régions du monde, a suggéré que certains pays qui de participent pas à la FORPRONU contribuent au moins financièrement au renforcement de ses effectifs

Klans Kinkel, le ministre alle-mand des affaires étrangères aurait accoeilli positivement cette demande. M. Boutros-Ghali entend de certains pays musulmans.

Le président bosniaque appelle à la levée de l'embargo sur les armes qui frappe ses forces

vos larmes. Nous voulons pouvoir nous défendre»: le président bosnia-que Alija Ezetbegovic a lancé, ven-dredi soir 11 juin, un appel sux Français, leur demandant d'aider le peuple bosniaque à « défendre son existence » et plaidant une nouvelle fois pour la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie-Herzégo

Arrivé en fin d'après-midi à Paris pour une visite privée durant laquelle il devait être reçu à déjenner, samedi, par François Mitterrand et rencontrer le premier ministre Edouard Balladur, M. Izetbegovie a soulighé, sur TF1, en lisant une déclaration écrite en français, que la Bosnie-Herzégo-vine était-sièmple par que de la limitopable ».

Pontant, a-t-il dit, a la commu-nante internationala, a rengiot à rous, défendre. L'histoire jugera. Mais mon

embargo sur les armes. On ne peut pas priver un homme ou un peuple du droit de se défendres. «La France, le pays de la liberté et des droits de l'homme, 2-t-il ajouté, ne peut nous lier les mains. L'humanité estime à Santino » saigne à Sarajevo.»

M. Izetbegovic, qui, avant de se rendre en France, a été reçu au Vatican par Jean-Paul II, participera la semaine prochaine à un sommet qui réunira, a Genève, outre le président bosniaque, ses homologues croate Franjo Tudjman et serbe Slobodan Milosevic.

L'état de santé de l'opposant serbe emprisonné Vuk Draskovic se serait aggravé

BELGRADE

de notre correspondante

L'état de santé du chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, qui avait été sévèrement battu lors de son arrestation le 2 juin dernier, s'est « sérieusement aggravé », vendredi 11 juin, selon plusieurs de ses avocats et deux médecins, membres de son parti, qui lui ont rendu visite à la prison centrale de Belgrade. Le dirigeant du Mouvement do renouvean serbe (SPO), L'état de santé du chef de l'opment do renouveao serbe (SPO), priocipale formatioo de l'opposition en Serbie, a été victime d'éva-nouissements – des troubles que ses avocats mettent sur le compte des mauvais traitements qui lui ont été infligés dorant sa détention. Il se plaint depuis plusieurs jours de a maux de tête violents et permanents » et il a expliqué à ses proches que, fors de soo arresta-tion, il avait été frappé à la tête à coups de crosses de fusils d'assaut.

> I Les Serbes relichent des soldats creates en Bosnie. - Quelque 900 soldats croates qui s'étaient rendus aux Serbes pour échapper à une offensive des Musulmans out quitté, samedi 12 juin, le camp de déten-tion de Manjaca pour rejoindre les forces croates, a annoncé le colonel Milovao Milotioovic des forces serbes de Bosnie. Le porte-parole s précisé que ces hommes seraieot échangés, probablement lundi, con-tre des Serbes détenus dans des zones crostes de Bosnie. - (Reuter.)

u Un officier espagnol tué à Mostar. Us officier espagnol the a Mothar.

- Uo officier espagnol de la FOR-PRONU, dont la patroulle a été prise dans une fusillade, a été tué à Mostar, dans le sud de la Bosnie, a annoncé, samedi 12 juin, un porte-parole des Nations unies. Le lieute-parole des Nations unies. Le lieutenant dirigeait une patrouille de véhi-cules blindés transportant du matériel médical. - (Reuter.)

> Le Monde L'ÉCONOMIE

De passage à Zagreb avant de gagner Rome, M. Izerbesovic a en un long entretien, qualifié de tendu dans son entourage, avec le président Tudiman sur les affrontements qui

opposent depuis une semaine forces croates et musulmanes en Bosoie centrales Brand dette roccasion, pays est toujours soumis à un tailler un fief en Bosnies, at il estiné

> Vendredi après-midi, Vuk Dras-kovic été transféré dans un hôpital de Belgrade où il a subi une tomographie cérébrale. A la soite de cet examen, le magistrat chargé de l'affaire a estimé qu' « aucun change-ment n'avait été observé», que l'état de santé de l'opposant était «satisfaisant», et il a ordonné son retour eo cellole. Un diplomate occidental, qui a requis l'annoy-mat, a déclaré so Monde avoir vu des radiographics de Vuk Drasko-vic, faites quelques heures après son arrestatioo, montrant clairement une fracture de la mâchoire et du bras.

Le comité pour la libération des époux Draskovic, eréé dimanche dernier par les pacifistes et les intellectuels indépendants de Bel-grade et auguel s'est ralliée l'ensemble de l'opposition, a appelé à une marche pacifique, le 19 juin, à

a ALLEMAGNE : M. Kinkel & à la présidence du Parti libéral. -Le ministre allemand des affaires trangères, Klans Kinkel, e été élu, vendredi 11 juin, président du Parti libéral (FDP), membre de la coalition gouvernementale, en rem-placement d'Otto Lambsdorff. Proche de l'ancien chef de la diplomatic allemeode Heos-Dietrich Genscher, M. Kiokel était le seul candidat à la direction du FDP, dont il est membre depuis février 1991 seulement, mais auquel il e 'lié toute sa carrière (le Monde du 12 juio). Sur 662 délégués, 545 oot voté en sa faveur. – (AFP.)

D TUROUIE : l'armée décidée à « nettoyer » les rebelles do PKK. -Les rebelles kurdes du Parti des traveilleurs du Kurdistao (PKK, marxiste léniniste) e seront nettoyés dans les plus brefs délais, a déclaré, vendredi 11 juin, à Diyarbakir, le chef de l'état-major des armées turques, le général Dogan Gures, selon l'agence semi-officielle Anetolie, après la déclaration do chef du PKK, qui avait annonce, mardi, la fio do cessez-le-feu unila-téral en vigueur depuis le 17 mars et déclaré une « guerre totale » à la Turquie (le Monde du 10 juin).

taire mostiman, Deux miliciens croates — et noo trois, comme annoocé dans un premier temps (le Monde du 12 juin) — ont été més par les soldats anglais. Par trois fois, le convoi, composé de quelque cinq cents camions à destination de Tuzla, a été attaqué par les Croates dans les environs de Vitez. — (AFP, Reuter.)

«casques bleus» britanniques stationnés dans la région à riposter à des tirs dirigés contre un convoi humanitaire mosulman. Deux miliciens

Vendredi, ces heurts ont amené les

RUSSIE: la conférence constitutionnelle

Un compromis semble se dessiner entre Boris Eltsine et les parlementaires

Prévue pour sièger jusqu'au 16 juin, la conférence chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour la Russie achève sa première aemaine de travaux. Composée pour l'essentiel da délégués favorables à Boris Eltsine, elle se pose en concurrente du Parlement dominé par les éléments conservateurs. Les ponte ne sont toutefois pas totafement rompus entre les deux

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ouverte, samedi 5 juin, dans le chaos, puisque le président du Par-lement, Rouslan Khasboniatov, avait été obligé de quitter la saîle, alors que l'assistance l'empêchait de par-ler, la conférence chargée de mettre au point un oouveau projet de Constitution pour la Russie a ter-miné sa première semaine de travail sur une note beaucoup plus consen-

Dans le message qu'il a adressé, vendredi soir, à la nation à la veille de la Fête de l'indépendance, Boris Elssine a qualifié de «bon et professionnel» le travail de la conference, où coute la Russie est présente». «Il y a encore peu, il était impossible de convoquer un tel farum et mainte-nant nous travaillons ensemble», a nant nous travaillons ensemble», a ajonté le chef de l'Etat, qui o'a pas hésité à déclarer qu'il voyait dans cette conférence une image du « parlementarisme de demain». Les opposants font toutefois valoir que, si cette conférence groupe effectivement les représentants des différents pouvoirs administratifs mais aussi des motis politiques et des fonces des partis politiques et des forces économiques du pays, ceux-ci ont, dans leur grande majorité, été choi-sis dans la mouvance favorable à

vue pour sa dissolution, voire d'élar-gir le champ de ses attributions, ces dernières prises de position du président russe ne peuvent que sonner comme un avertissement à l'iotention des « vrais» députés : o'est-on pas en train de mettre en place une sorte de pouvoir législatif parallèle, une assemblée de « cooseillers » chargés d'«éclairer» le président?

« Cette conférence n'o pas de visées sur les plus importantes fonctions du Parlement : l'adoption de la législation quotidienne, les fonctions de contrôle , a, certes, déclaré vendredi le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumelico, avant d'ajou-ter qu'« elle a déjà fait preuse d'une capacité intellectuelle plus élevée que celle du Parlement».

En l'absence de Rousian Khashou latov, victime d'un malaise, du, selon son entourage, wà un fort su-menage», les députés o'ont pas pour le moment réagi à cette menace. Il est vrai que soufflant, comme à son habitude, le chaod et le froid, M. Eltsine avait fait, jeudi, un pas

D Le maréchal Chapochaikov accepte la direction da Conseil de sécurité. ~ Le maréchal Evgueni Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la CEI, a accepté, vendredi 11 juin, le poste de secrétaire du Conseil de sécurité que lui proposait Boris Eltsine. Le maréchal Chapochoikov poorrait être remplacé à la tête des forces de la CEI par le général Boris Gromov, sieu ministre pare de la défenne et vice-ministre russe de la défense et véteran de la guerre d'Afghanistan. Le Conseil de sécurité, qui assiste le président Eltsine dans sa prise de décisions sur les questions de sécurité nationale lotérieure et exté-

M. Eltsioe. Venant après d'autres déclarations des proches de Boris Eltsine, qui avaient lancé l'idée de prolonger les travaux de la conférence au-delà du 16 juin, date présente la commission constitution. prendre en compte son projet de Constitutioa. Oleg Roumiantsev, le secrétaire de la commission consti-tutionoelle du Parlement, initialement opposé, comme M. Khasbou-latov, à la tenue de la conférence constitutionnelle, est désormais prêt à travailler avec la présidence pour mettre au point un projet «unifié» de Constitution. «Nous passons d'une phase de lutte impitoyable à une phase de coopération», a-t-il déclaré. Mercredi, les députés evaient, eux aussi, mootré leur volonté de compromis en demandant justement ao président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulatov, de cesser de boycotter la

> Il reste que, sur l'essentiel de sa mission, à savoir la mise au poiot d'un projet de nouvelle Constitution, un projet de nouveile Constitution, la conférence piétine, et l'équipe pré-sidentielle semble désormais exclure qu'elle parvienne à conclure avant le 16 juni. Les participants buttent sur un point essent et à savoir le statut les provincies de la savoir le statut et les pouvoirs à accorder aux diffé rentes entités, régions, Républiques, qui composent la fédération.

JOSÉ-ALAIN FRALON

rieure, est sans secrétaire depuis le limogeage de louri Skokov, le 10 mai dernier. – (AFP.)

Une régloa de Tchétchénie fait sécession. – Les autorités de la région de Nadteretchénie, en Tchét-chénie, ont décidé de faire sécession et de oe plus obéir eux ordres du général Djokhar Doudaev, président de cette République europroclamée du Caucase du oord, Le chef de cette région de 46 000 habitants, Oumar Avtourkhanov, a été investi des « pleins pouvoirs pour maintenir l'ordre dans l'économie nationale », -

LOIN DES CAPITALES

Les Fourons del and commen-«Alsace-Lorraine» des Wallons

FOURON-LE-COMTE

de notre envoyé spécial

A brochure distribuée par l'Offica du tounisme ignore superbement les antago-nismes l'inquistiquas qui aont le pre-mière «spécialité» locala : «La commune fusionnée de Fourons, qui constitue la région portant le même nom, semble evoir été prédestinée par la nature pour être un havre de verdure, de paix, de détente et de rencontre. C'est le seul bout de le terre flamande (province du Limbourg) qui se trouve sur le rive de la Meuse, une région au centre d'un trian-gle constitué par les vieilles villes de culture que sont Meaetricht, Aix-le-Chapella st Liège.

Pourtant, des cortèges haineux ont per-couru ces chemins bordés de grosses fermes à l'opulence normande, des charges de police montée se sont terminées au pied de ces-maisons de village à colombage. Les Fourons, théâtre de la plus longue et de la plus mau-vaise chistoire beige» ...

1976. Dane la cadra de la grande opération de regroupement décidée an Belgique pour réduire les dépenses locales, six localités wal-lonnes des confine hollendais et ellemands fusionnent pour former la commune dite de Fourons, une entité administrative qu'il ne faut pes chercher sur la carte puisqu'elle sa compose en feit de villages bien distincts : Fouron-Seint-Pierre (Sint-Pieters-Voeren an néerlandals), Fouron-le-Comte (Gravenvoeren), Fouron-Saint-Mertin (Sint-Martens-Voereni, Mouland, Teuven et Remersdael. Au total, cinq mille hectares habités per quelque 4 000 personnes, surrout des paysans.

Retour à 1962. Vote de la loi traçent le a frontière linguistique » entre francophones et néerlandophones. Les Fourons sont situés en Wellonia. Mais, à Bruxelles, dee esprits pervers se rappellent que ces villages, retrachés à le province de Liège à l'époque napoléonienne, étaient originellement de tradition fiamande. Qu'importe si la population e'est largement francieée depuie l'Empire et si un a référendum » à valeur consultative montre que 63 % du corps électoral (et 93 % dee votants) sont en favaur du meintien de le commune dans le province francophone l'Les cuis-tarreux sont priés da se plier eux déci-sions du pouvoir politique et, dès 1963, leurs villages sont rattachés à Tongrea, dans la province flamande du Limbourg.

1964. Les Happart, femille d'agriculteurs axpropriéa pour faira place à une usine à l'époque où la sidérurgie wallonne n'était pas encora en crise, entrent en possession d'une nouvelle ferma à Fouron-Saint-Piarra. Ils ont acheté ce bien en 1962 mais l'occupant avait droit au maintien dans les lieux pendant deux ans. Quand ils peuvent s'installer, change-

mant de décor administratif : ils evaient cru déménager à l'intérieur de la province de Liège et ils se retrouvent eu Limbourg ! Dans un village où les francophones doivent payer de leur poche pour antretenir une école privée. Un dae fils de le famille, José, a de l'énergia à revandre. Il l'e montré par dee actione musclées de syndicalieta agricole. Il cesse de pousser des taureaux à l'intérieur du Perfement et prend le tête d'une batailleuse « essociation das parents frencophones », ensuite transformée en Action fouronneise.

«Légitime défense» canine

Commence slors une eérie d'escarmouches. La fronde des francophonee fouronnels contre la tutelle flamande devient une affaire nationale qui fait tomber les gouverne-ments. Venus de Flandre, des ectivistes du TAK (Teal aktie komites, Comité d'action linguietique) font des « promenadee » punitives dans les villages indociles. Contre-manifestatione et bagarres. Un jour, la gandarmerie lâche des chiens policiers contre les partisans de José Happart. Explication du ministre (flamand) de l'intérieur : «Les chiens étaient en légitime défenee lorsqu'ils ont mordu les leunee francophonee. >



Au fil des ans, des compromis sont inter-vanus. Grand vainqueur des élections locales, José Happart a renoncé à revendiquer le posta de bourgmaetra (meire) en échange d'une modification du statut des Fourone, devenus partiellement bilingues. Il se contente de la fonction de premier échevin, refusant toujours de parier néerlandais lors des délibérationa du consell communal. Meie, un peu partout, das chaulages proclament qua cla lutte continue ». Des «FW» (pour «Fourons wallons ») demeurent inscrits jusque sur le toit

d'ardoise de l'église de Fouron-Saint-Pierre. Il est vrai que le clergé, obéissant aux ordres de la hiérarchie, officie généralement en néerlendals, y compris pour administrer lea dar-niers sacraments. Certains paroissiens préferent aller communier à Aubel ou à Visé, deux joliae localités voisines, eituéee en « vrele »

Régulièrement des « wallingants » se réuniseent eu « centre culturel » de Fouron-Saint-Mertin, un bâtiment moderne ineuguré par un « ministre » de la communauté francophone de Belgique. En septembre, chaque année, on se demende comment vs tourner la «fête du peuple fouronnais» organisée per José Hap-part et ses amis. Pas un rédecteur en chef responsable n'omet la couverture de l'événement. La tradition e été sauve en 1992 : trois bleseés dans les rangs francophones; treize manifestants flamands arrêtés.

La révision de le Constitution an vue de l'Instauration d'un système fédéral en Belgique a quelque peu modifié la donne. José Happart a mis da l'eeu dena ee bière. En novembre 1992, sans l'accord des eutori-tés, mais avec leur tolérance tacite, il e organisé un « référendum » pour savoir si la population eccepteit le bilinguisme totel et «l'appartenance birégionale». Ceux des Fou-ronneis qui veulent régler leurs effaires en français a adraeseraient à l'edministration wallonne; les autres continuaraient de traiter evec la province du Limbourg. Sur 2717 ins-crits, 1102 votants ont dit « oul » et 41 se sont prononcés pour le « non ». La forte ebstention e deventage troublé José Happart que le descente de députés flamingsnts venus verser de l'encre rouge dens l'urne de Fou-

Elu député européen, le leader fouronnaie demeure la joker régional d'un Parti socialiste dont l'image est ternie par de vilaines affaires à Liège. «Les Fourons, c'est toujours l'Al-sace-Lorraine des Wellons», constate un proche de Philippe Busquin, président national du PS. José Happart se partage entre son villege, Lièga et le Parlement européen. Il e enfourché un nouveau dada : la disparition prochaine dee Etats nationaux au profit d'un «Etat européen» et l'avenement de «l'Europe

Aujourd'hui dramatiquement endettés, les peysans qui furent ses premiers supporters epprécient-ils ce discours eemblable à celui que tiennent quelques activiates communauplus matois pensent que ces balivernes permattent surtout à « José » d'occuper une position d'attente, jusqu'au jour où l'aggrava-tion des querelles belge-belges pourrait faire rebondir le feuilleton des Fourons.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE



the second of

24-

Felipe Gonzalez veut « mettre en marche la rénovation »

de notre correspondant

Bronzé, détendu, Felipe Gonzalez a présidé, vendredi 11 juin, son prea présidé, vendredi II jum, son pre-mier conseil des ministres après sa victoire aux élections législatives. Il a précisé ses intentiuns : « Fuire le maximum pour assurer la stabilité et mettre en marche la rénovation ». Deux objectifs pour lesquels le chef du gouvernement a demandé « le calme et la réflexion ».

M. Gonzalez, qui a l'intention de prendre son temps – il a souligné qu'il avait jusqu'à la fin juin – n'a pas indiqué s'il était prêt à former un gouvernement de coalition mais s'est déclaré disposé à diriger personnelledéclaré disposé à diriger personnelle-ment les conversations «avec tous les groupes parlementaires avec lesquels, il est possible de former une majorité solide». Le responsable de l'exécutif a ajouté que « l'expérience de la légis-lature précédente nous a permis de voir que le degré de rapprochement avait été plus important avec CIU [Convergence et Union, parti catalan de centre-droit] et le PNV [Parti aatiunaliste basque] qu'avec IU [Izmierda Unida, gauche unie, coaliaatunaliste basquel qu avec l'ul l'aquierda Unida, gauche unie, coalition dominée par le Parti communistel. Cela est un fait objectif », a-t-il insisté. L'attitude de l'U, et notamment de son coordinateur, Julio Anguita, à l'égard des accords de Maastricht constitue une barrière difent franchissable.

On côté des nationalistes be Xavier Arzalluz, président du PNV, peache plutôt pour « des accords ponctuels » car il lui paraît difficile d'obtenir un accord global pour toute la législature. De même, il voit mal

de Baltimore

Les lycéennes-mamans

« Des écoles : comme celle-cl

devraient être obligatoires pour toutes les mères adolescentes, dit Kimberley. Je crois en tout ce qu'il faut, lo Famille, Dieu, l'Eglise et tout ça, mais il faut être réaliste : dans une mais il faut être réaliste : dans une partiel de la faut sont le dans une le control de la control de

actives à douze, treize ans, forcément vous avez des adolescentes mères céli-

A Baltimore, 10 % des filles de

quinze à dix-sept ans ont des enfants, et restent mères célibataires. Pour

reprendre la poétique formule de Kimberley, plus de 30 % des adoles-

centes américaines âgées de quinze

ans sont a sexuellement actives ». Il y a quarante ans, le taux de naissance

cbez les adolescentes, dans les

milieux les plus pauvres, était déjà élevé. Mais les jeunes mères finis-

C'est fini : dans la communauté nuire, la famille avec deux parents

est devenue largement minuritaire. Le modèle «muno-parentai» – en

fait, la famille directe réduite à la

mère - dumine. Depuis la fin des années 80, près de 70 % des enfants

noirs naissent dans une «famille» où la mère est le seul pareat « perotanent». Les pères font des apparitions à éclipses uu unt disparu pour de

En 1960, 5 % des naissances aux Etats-Unis avaient lieu hors mariage; depois 1988, près du tiers; et dans la scule communauté noire le chiffre est

de 70 %. Bouleversement considéra-ble. Les statisticiens uat «croisé» leurs chiffres pour arriver à des conclusions pas furcément «politi-

quemeat correctes» mais que plus personne ne cuateste vraimeni : la

supérieure dans les foyers à parent unique (encore une fois, la mère) que dans les familles «traditinnnelles»; plus de 70 % des délinquants juvé-

niles viennent de familles monopa-rentales.

rétrécit à un parent), l'école ne peut

pas ne pas changer. En clair, l'école

va pallier les carences familiales - et autres. Le très sérieux Wall Street

Journal y consacrait récemment un article de «une»: «De la distribution

de préservatifs aux discussions sur la drogue, les écoles passent de plus en plus de temps à traiter de problèmes sociaux pluiot qu'à leur mission d'en-seignement traditionnel.»

A Baltimore, l'école Paquin offre à

ses adolescentes les services les plus

divers : un centre de planning fami-lial, un centre médical, des cours

d'éducation sexuelle, des cours de

soins aux enfants, un centre de for-

mation professionnelle, un bureau d'aide administrative. Tout cela au

même endroit et dans un lieu qui n'a

propreté impeccable, murs décorés, bibliothèque, salle de presse, etc.

« l'appelle ça la théorie du Mall ou du supermarché, dit Rosetta Stith, la directrice de l'école. Les filles doivent

Parce que la famille change (se

saient par se marier.

son parti participer à un gouverne ment de coalition. De toute façon ment de coalition. De toute façon, battu sur ses terres par les socialistes, pour la première fois, il ne dispose que de 5 élus. En revanche, avec ses 17 députés, la formation catalane CTU, peut, à elle seule, permettre au Parti socialiste (PSOE) d'avoir une majorité stable. D'entrée, Jordi Pujol, président de la Généralité, a fixé comme préalable l'obtention par les communantés autonomes de 15 % de l'impôt sur le revenu (le Monde du l'impôt sur le revenu (le Monde du 3 juin). Le président de CIU a ajouté que les socialistes, u'ayant plus la majurité absolue, ne pouvaient contrôler seuls tous les postes de commande. Il s'est déclaré favorable à la candidature de son second, Miquel Roca, à la présideace du

Congrès des députés.

Pour ce qui est de la politique de «rénovation», M. Gonzalez a souligné que «le groupe parlementaire socialiste devait déjà commencer à donner une réponse claire aux idées lancées pendant la campagne». Alfunso Guerra, numéro deux da PSOE, a, pour sa part, essayé de marquer son territoire en indiquant que si la formation du gouvernement était de la compétence du président, la politique à mener devait, en revanche, être décidée par le parti. Se prévalant de son succès électoral à Séville et des bons résultats obtenus en Andalousie, l'ancien vico-président du gouvernement entend bien continuer à contrôler le parti et le groupe parlementaire. Les élections sont à peine terminées que déjà les luttes de

MICHEL BOLE-RICHARD

trouver le maximum de services dans

cet endroit protégé, sinon, réflexe de consommateurs, elles quitteront l'école, Pour la rue » Evolution discu-

table des établissements d'enseigne-ment, pour reprendre la question du Wall Street Journal? Là n'est plus le problème, tranche Rosetta Stith: « Quand vous avez affaire à une géné-

ration d'enfants qui n'ont personne à la maison, aucun adulte, pour leur expliquer que la réalité, ce n'est pas comme dans les «soap-opéras» qu'ils ingurgitent devant la télé, l'école doit

L'école distribue des préservatifs et dispense des cuurs d'éducation

sexuelle, parce que le sida menace les adolescents. C'est une initiative qui

bras, qui émettent une hormone contraceptive d'une durée de cinq

ans. La pose dure quelques minutes. Nurplant a été développée parce que,

assurent ses promiteurs, « vous ne pouvez pas demander à des adoles-centes d'avoir la discipline de prendre

Finstar de ses collègues du Tennessee ou du Mississippi, suggère de condi-tionner l'allocation de certaines aides

sociales à la pose de Norplant pour

les mères célibataires qui ont déià un

enfant et qui vivent en deçà du seuil

De l'autre côté, dans le camp des

anti-Norplant, il y a ceux qui dénon-cent sinon une menace d'engénisme du moins un début de contrôle de l'Etat sur la sexualité d'une partie de

populaire USA Today.

AMERIQUES

Congrès des députés.

peine terminées que déjà les luttes de tendances réapparaissent an sein du sina de Pyongyang de suspendre son retrait du TNP.

Sung-joo, « cela ne règle pas le pro-blème. Et en particulier le non-respect par Pyongyang des accords de sauvegarde permettant l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA. Nous continuerons de réclamer devant le Conseil de sécurité de l'ONU le respect de ces accords. Il faudra bien que la Corée du Nord accepte ces inspections ». Elle peut ainsi «sauver la face (_) gagner du temps. Mois pour quoi faire? » M. Han nous a, par ailleurs, assuré que les Américains u'avaient pas promis à Pyungyang l'annulations des manœuvres conjointes américa-

Paradoxalement, les relations entre Pyongyang et une Corée du prêts à prendre autant que faire se peut leurs craintes en considération. faiblisse le régime et ne conduise e une unification par absorption (...)
Ils reulent lo gorantie que Washington respectera leur système

M. Han estime, par ailleurs, que si les Nurd-Coréens ont refusé. l'inspection par l'AIEA de certaines installations nucléaires, «c'est et très complexe ».

et la CEE»

Le .nouveau « gouvernement

diplomatie, a ajouté M. Han. Cet ancien universitaire - qui estime que « la diplomatie est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux diplomates » - souhaite que la politique étrangère de son pays « aille plus toin que ses intérêts immédiats. Nous devons redécouvrir l'Europe et la CEE alors que nous n'étions préoccupés que par les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie (...). Nous espérons que la France redécouvrira aussi la nouvelle Corée démocratique».

« Nous devons également diversifier nos objectifs. Avant, nous ne nous préoccupions que de sécurité et d'économie. Il faut maintenant nous intéresser à l'environnement, aux droits de l'homme, au désarmement et à la paix mondiale. » C'est pourquoi, pour la première fuis, Séoul va participer à une opération de maintien de la paix des Nations unies, en Somalie, « Hier, conclut avec uptimisme M. Han, notre amatie était chartée de défen dre notre attitude sur les droits de l'homme et la démocratie. Désormais, nous pouvons nous permettre de nous intéresser à ces questions

ailleurs que de chez nous».

Propos recueillis par PATRICE DE BEER

O Visite en France da premier ministre irlaudais. - Le premier ministre irlandais, Albert Reynolds, s'est entretean, vendredi 11 juin, avec M. Mitterrand dans le cadre des discussinns préparatoires an sommet de Copenhague (21 et 22 juin). Il avait rencontre la veille son bumulogue français, M. Balladur. M. Reynolds a apporté son appui à la position française sur le GATT en souhaitant que l'agriculture na soit pas dissociée des autres volets de la discussion. Il a également exprimé le souhait de voir le prochain Conseil européen déboncher sur « une déclaration très forte permet-tant de faire redémarrer l'Europe de l'après-Maastricht, de stimuler la croissance économique européenne et de trouver une solution nu chômage qui ne cesse de progresser

O Visite surprise de la reine Eli-zabeth en Irlande du Nord. – La reine Elizabeth II d'Angleterre s'est rendue, vendredi 11 juin, en Irlande dn Nurd, pour une visite surprise d'une juurnée qui lui a permis de reucoutrer au cours d'une garden-party des représentants des deux communantés pro-testante et catholique. C'est la sixième visite de la souveraine dans la province, en proie depuis vingt-quatre ans à des violences qui ont fait plus de trois mille morts. - (AFP.)

en Europe ».

Pourquoi privatiser aujourd'hui ce qu'on nationalisait L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

DIPLOMATIE

A la suite de difficiles négociations avec les Etats-Unis

La Corée du Nord a décidé de «suspendre son retrait» du traité de non-prolifération nucléaire

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Evitant une épreuve de furee avec la cummunauté internatio-nale, la Corée du Nord a décidé, veudredi 11 juin, de «suspendre sussi longtemps qu'elle le considé-reru nécessaire l'application de son retrait du traité de non-prolifération nucléaire » (TNP). L'inten-tiun du Nurd de se retirer du trailé des samedi avait créé une situatiuu très teudue entre Washingtuu et Pyungyang. A la suite de acuf juurs de aégociations intenses à la missiun améri-caine à l'ONU, le vice-ministre des affaires étrangères uurd-co-réen, Kang Sok-ju, a annoncé la décisioa de soa pays.

M. Kaag n'a duuné aucune

que las installations sensibles punrruut être inspectées par l'Agence iaternationale de l'énergie atumique (AlEA), alors que les services de renseignement américains estiment que la Corée du Nurd aurait produit assez de plutuaium puur fabriquer an muins une bombe atomique.

Parlant aux journalistes vendredi, le sous-secrétaire d'Etat, Robert Gallucci, a admis que l'accord était loin du compte par rapport aux exigences américaines, mais qu'il permettait de « gagner du temps pour toutes les parties » et que, de toute façon, c'était ce que l'un pouvait ubtenir de mieux. Qualifiant d' e historiques » ees négociations - qui devraieat se puursnivre -

représentait un mument décisif dans les relations entre les deux pays. Les futurs repports entre Pyongyang et l'AIEA dépendront « entièrement de l'impartialité »

Da côté américaiu, bien que M. Gallucci ait affirmé qu'il s'est agi de négociations « sans conces-sions », Washington aurait promis da récompenser le retuurnement des Nord-Coréens par l'annulatiun des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud et par « l'assurance » qu'ils n'introduiraient pas d'armes nucléaires dans la péninsule.

La crise avait commencé au début de l'année lorsque les Etats-Unis et l'AIEA, qui avait envoyé

insisté sur des inspections spécifiques des installatinus nucléaires dn pays. Le 12 mars, Pyongyang annonçait brutalement son intention de se retirer du TNP. Selon les termes du traité, la pays décidant de se retirer devait attendre trois muis. Ce délai prenaît fia

Les Etats-Unis avaient menace de prendre « d'autres mesures » si la Corée du Nurd persistait à devenir le seul pays à se retirer de l'accord. Ils avaient même envisagé de demander au Cunseil de sécurité de l'ONU de vuter une résulutinu auturisant des sanctions éconumiques contre Pyong-yang, mais la Chine avait menacé d'y mettre son veto.

AFSANÉ BASSIR POUR

«Un geste positif»

nous déclare le ministre sud-coréen des affaires étrangères

De passage à Paris, uù il a été reçu vendredi 11 juin par le président Mitterrand et par son homologue Alain Juppé, le ministre sud-coréen des affaires étrangères, Han Sung-juu, a qualifié, samedi 12 juin, de « geste positif» la déci-

Cependant, aous a déclaré Han

no-sud-coréennes « Team Spirit » : « Ce n'est pas dans le texte signé

Sud dirigée par l'ancien dissident Kim Young-sam, devenu président en février dernier, semblent, pour M. Han, plus délicates: « Il leur est plus difficile de négocier avec nous parce qu'ils ne peuvent plus nous traiter de réactionnaires et de dictatoriaux. (...) Nous restons conscients de la menace que représente le Nord, mais nous ne le considérons plus comme un rival. Nous sommes Ils sont en réalité inquiets que ne se reproduise le scénario de la RDA, que l'ouverture de leur société n'af-

parce qu'ils ont quelque chose à cacher v. Mais « il est aussi possible qu'ils utilisent la question nucléaire comme moyen de pression pour obtenir une reconnaissunce pur Washington et une aide économique de notre part». De toute façon, aucune normalisation entre les deux parties de la péninsule u'est possible tant que cette question ne sera pas réglée et, sur ce point, la continuité de la diplumatie de Séoul semble claire. Ensuite, « le processus de réunification sera long

« Redécouvrir l'Europe

démocratique civil authentique» de Séoul veut toutefuis réorienter sa

CAMBODGE

Epreuve de force entre le prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh

adolescents. C'est une initiative qui soulève force débats mais qui est de plus en plus courante aux Erats-Unis. La Paquia School est allée un peu plus loin. Parmi tous les contraceptifs mis à la disposition des élèves qui en feraient la demande, il y a Norplant, une méthode contestée. Il s'agit de six implants, greffés dans le haut du bras qui émettent une hormone Alors qua l'épreuve da force est angagée entra la prince Sihanouk et le Parti du peuple (PPC) au pouvoir, le dirigeant en titre des Khmers rouges a, vendradi 11 juin, appelá les Cambodgiens à assasainer les dirigeants de Phnom-Panh. Dans un message radiodiffusé, Khieu D'un côlé, il y a Kimberley qui dit: «Au moins, avec Norplant, je suis süre de terminer mes études sans avoir un nutre enfant». Il y a le gonverneur de l'État du Maryland, William Donald Schaefer, qui, à l'instar de ses collègues du Tennessee. Samphan les a exhortés à eretourner laurs armes contre les traîtres », qui « doivent être abattus sur-le-chamo ».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial Le Cambodge est le théâtre d'une épreuve de force pour le par-tage du pouvoir entre le régime en place, qui tient toujours l'essentiel du pays, el le prince Sihanuuk, dunt les récentes élections unt confirmé la popularité. Ainsi peut-ou interpréter les derniers développements, notamment les la population. «Vous ne pouvez pas dire à une personne qui est pauvre qu'elle ne doit pas avoir d'enfant parce qu'eile est trop pauvre pour l'élever ou pour avoir une famille», écrit l'éditurialiste du quotidien est list Today. manifestations dans trois provinces orientales du pays : pour la première fois depuis le renversement des Khmers rouges en 1979 par l'armée vietnamienne, le pouvoir doit être redistribué. On pourrait même dire que les élections organi-sées par les Nations unies du 23 au 28 mai marquent le véritable début

envisager d'annuler le scrutin. Son

Rosetta Stith, la directrice de l'école, ne nie pas que la question soit grave. «Seulement, ajoute-elle, de l'ère post-vietnamienne. Pour le régime de Hun Sen et moi je suis en première ligne, dans les tranchées», en charge, en tant que directrice d'école, d'une population Chea Sim, qui comptaient obtenir 57 % des voix et doivent se coatenter de près de 36 % seuleadolescente de banlieue qui manque pour le moins de repères. A un comment, il u'y a pas de « solution birmane». A Rangoun, la junte avait refuse de tenir compte des élections de mai 1991 qui s'étaient mentateur de télévision conservateur, John Sununu, ancien secrétaire général de la Maisoa Blanche, qui lui reprochait et Norplant et la distribu-tion de préservatifs dans son école, la traduites, à la surprise générale, par l'écrasante victoire de la Ligue directrice a répliqué : « Très bien, vous avez votre moralité, moi j'ai nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi. affaire à leur sexualité» (celle de ses élèves). Le PPC ne peut sérieusement

ALAIN FRACHON isolement scrait total, alors que

22 000 functionnaires internationaux et «bérets bleus» sont encore présents dans le pays. Même le présents dans le pays. Même le Vietnam, qui a pourtant mis ea place le régime actuel, s'est claire-ment prouoncé pour le respect des élections. En outre, l'Etat du Cam-bodge est au bord de la banque-route.

Phnum-Penh a d'emblée écarté une solution de ce; genre. Certes, dans les trois provinces qui menacent d'entrer en a dissideuce », notamment dans celle de Svay-Rieng, un vingt-deux véhicules de l'ONU ont été endommages vendredi, les manifestations prennent pour cible les locaux de l'APRO-NUC (Autorité provisoire de l'ONU), du FUNCINPEC (sihanoukiste) et même du Parti démo-crate libéral bonddhiste de Sou Sann. Mais les manifestants, ea règle générale, suivent les muts d'ordre du PPC réclamant les « pleins pouvoirs » pour le prince Sihanouk et la formation du gouvernement national, annoncé le 3 juin par l'ancien roi. Le PPC a d'aniant plus besoin de s'entendre avec Sihanouk qu'il ne peut jouer la carte de l'illégalité.

> Condamnés à s'entendre

Le prince doit, de son côté - et le sait fort bieu - passer un marché avec le régime de Phnom-Penh, qui dispose d'une armée et de milliers de cadres formés en l'espace de quatorze ans aa pouvoir. Car le FUNCINPEC, fondé par Sihanouk et dirigé par l'un de ses fils, Ranariddh, n'est encore qu'une machine électorale, qui peut se targuer d'un net succès (45 % des suffrages) mais dont la présence dans plu-sieurs provinces est déjà remise en question par l'administration

Le mouvement sihanoukiste est populaire, mais il ne représente eacore qu'un pouvoir potentiel. Les cadres intermédiaires lui font défant et, surtout, il n'a pratique-ment pas de fusils. Les deux camps en présence semblent douc condamnés à s'entendre, faute de qani le Cambodge pourrait verser dans l'anarchie ou la dictature

Le problème est de savoir combien de temps il fandra atteudre pour qu'un compromis viable se dégage. Le PPC et le gouvernement de Hun Sen paraissent décidés à jouer leur va-tout pour garder une partie du pouvoir. Les sihanuukistes veulent limiter au mieux le maintien en place de l'administra-tion actuelle. Les premiers, à Kompoag-Cham comme à Svay-Rieng oa à Prey-Veng, sout en train de montrer qu'ils ne reculeront que de quelques pas. Les seconds ne veu-lent pas servir seulement d' « habillage » au régime actuel.

Dans cette épreuve de force à la cambudgienne, les enjeux sont d'une telle importance qu'un ne peut exclure un dérapage. La situation serait notamment particulièrement tendue à Svay-Rieng, un les auturités locales ont annoncé des manifestations quotidiennes et nu les locaux du FUNCINPEC ont été mis à sac vendredi. En untre, les sibanoukistes affirment que viagt-ucuf de leurs militants ont été assassinés par des chommes en uniforme » dans le nord-ouest du

Le PPC compte néanmoins participer à la première réunion, lundi, de l'Assemblée, au sein de laquelle il dispose d'une minorité de blocage. L'épreuve de force risque donc de durer encore quelque. temps. Les Khmers rouges paraissant hors course, la mise en place d'un nouveau poavoir central au Cambodge, après vingt-trois années de guerre, a de quoi donner quel-ques frissons. Notamment à l'ONU, qui a déjà investi quelque 2 miliards de dollars dans l'affaire.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les forces de l'ONL

interviennent à Mos

-

n entre Page 11 - 11 - 11 ## 12.0 L

me det . In Rest

The transfer of the first

- · · · ·

Statement

legation for ways in the

A COLUMN

Addition of the last

11 man 12 man

THE PERSON

BE ISE

Man de

to des

in Des affine

See Tomore and a second second

A mountaine de comme

erant la community

BI BREF

3275 - 311

the Beautiful and a reality of the Book of the company of the second of

The state of the s

the Charteste see Things

the field of the second section of

The state of the s

description of the second seco bor C.1. Le Monde SELECTION IMMOBILIERE feditions dutres pradi-

BEDUTI: la France seminare de la finance seminare de la finance de la fi

L'attaque aérienne, lancée à 4 heures locales (3 heures, heure françaiss), e été menée par des hélicontieres et des avions AC 130, áquipés de canons et de mitrailleuses, tous américains. Peu après, la force américaine d'intervention rapide a engagé des opérations terrastres. Selon le bureau d'information de l'Onusom (la force de l'ONU en Somalie), les soldats

été tenue secrète, seraient des « dépôts de munitions». La plupart des habitants de Mogadiscio ont repris leurs activités. Un incident a cependant été signalé en fin de matinés par des témoins : des casques bleus» palastanais auraient tué un Somalien en ouvrant le feu sur des manifestants qui protestalent contre l'intervention militaire.

matinée, le secrétaire eméricain à la défense, Les gradé en Somalie, le général-major Thomas Montgo-cette situation. - (AFP, Reuter.)

Mertinez, avaient été « inflitrés » avant l'aube aux l'ONU dirigée contre eles responsables des attaques avait pour but de localiser le général Aïdid et de alentours de cinq sites dont ils ont pour mission de armées menées contre les forces de l'ONU, le 5 juin l'arrêter. Une déclaration officielle publiée au siège prendre le compôle, L'un de ces objectifs était Radio- à Mogadiscio », et conforme à la résolution des des Nations, unies à New-York a confirmé que l'opé-Mogadiscio, dont les émetteurs ont été détruits par Nations unies e réclamant une riposte vigoureuse à ration avait été autorisée par le secrétaire général de les bombardements, les autres, dont la localisation a l'encontre des auteurs de l'agression». « Cette riposte 1'ONU, Boutros Boutros Ghali, conformément à la est inclispensable si l'ONU veut être en mesure de résolution 837 du 6 juin. L'objectit est de « rétablir la poussiure ses efforts à long terme de secous huma- sécurité à Mogadiscio », souligne la déclaration. Le nitaire et de reconstruction en Somalie », e ajouté Les texte de New-York ne memionne pas le nom du chef Aspin. Il e précisé que la force d'action rapide améri- de guerre Mohamed Farah Aïdid. L'ambassadeur du caine e été engagée en réponse é des requêtes du Pakistan aux Nations unies, M. Jamsheed Marker, e commandant de l'ONU en Somelie, le lieutenant-gé- déclare à des journalistes que « c'était triste, parce Dans une déclaration diffusée vendredi dans la commandement de l'officier américain le plus haut ajouté que c'était le général Aidid qui avait provoqué

américains, commandés par le lieutenant colonel Aspin, a précisé qu'il s'agissait d'une opération de mery. Un responsable du Pentagone a indiqué qu'elle néral Cevik Bir, un Turc, et qu'elle est placée sous le que personne ne veut la guerre ». Cependant, il e

Pour sanver le crédit des opérations

de maintien de la paix de l'ONU

Washington estimait indispensable

de « marquer le coup »

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est l'avenir des npérations de maintien de la paix de l'ONU qui

est en jeu, disait-on ces dernières

semaines à Washington, comme pour expliquer à l'avance le raid

aérien et terrestre mené samedi

En somme, laisser sans réponse l'anaque qui, le 5 juin, fit 23 morts à Mogadiscio parmi les «casques

blens » pakistanais, c'eût été pren-dre le risque de voir se multiplier les agressions contre les dizaines de

milliers de «soldats de la paix» eujonrd'hui déployés par les Netions unies, de la Bosnie à la

Come de l'Afrique. Or, à l'heure de

l'après guerre froide et de la coopé-ration entre Russes et Américains

au Conseil de sécurité, ces opéra-

tions sont appelées à se multiplier. D'où la nécessité de « marquer le

coup », de signaler clairement

qu'une agression massive contre les «casques bleus» ne saurait rester

sans reponse.

Les forces de l'ONU

Mogadiscio, de l'inpération mili-taire internationale, commendée par les Américains et baptisée Rendre l'espoir ». De violents, affrontements entre clans ont lieu à Baidoa, à l'ouest de la capitale, et ians la ville portuaire de Kisi-nayo, dans le Sud.

:hage entre les «marines» et des Somaliens. Deux hélicoptères améicains détruisent trois véhicules iquipés d'armes lourdes qui les intaquaient, à Mogadiscio.

Une longue série

d'affrontements

- 7 janvier 1993. - Intervention iles «marines» au nord-ouest de Mogadiscin dans des heurts entre ienx clans rivaux. Plus de 20 somaliens sont tués.

- 12 janvier. - Un « marine» est me lors d'une fusillade à Mogadis-in.

- 19 janvier. - Des combats entre troupes fidéles à l'ancien pré-ident Syaad Barré et forces du général Aidid font une trentaine de morts en une semaine dans le centre du pays.

- 22-24 janvier. - Série d'attaques contre les parachutistes belges a Kisimayo. Trois Somaliens sont tués, six écasques bleus belges

- 25 janvier: Attaque américamaquisards du général Said Hersi Morgan, le gendre du président

- 23-24 février. - Des centaines de partisans du général Aldid pil-ient l'ambassade d'Egypte, sapident des véhicules militaires américains et assiègent des locaux de l'action humanitaire.

- 22-28 février. - De violents combats entre factions rivales fint me centaine de morts à Kisimayo. es opérations de ratissage et les aisies d'armes.

- 15-28 mars. - Les factions se

mettent d'accord sur la mise en ransitinn pour deux ans, et un désarmement général. . place d'un Conseil national de

- 4 mai. - Les Nations nnies
(Onusom II, 28 000 hommes pouvant recourir à la force et 2 800 civils) prennent le relais de l'opération « Rendre l'espoir », au cours de laquelle 18 militaires - dont 8 Américains, 4 Belges et 2 Français - ont été tués.

- 10 mai. - Le général Aldid accuss l'ONU de «violer» son mandat et de «saboter» l'accord

. - 23 mai. - Les incidents se multiplient dans le pays. La situa-tion se dégrade, notamment, à la frontière somalo-kényane.

-5 juin. - Des affrontements, à Mogadiscio, entre bandes armées et forces de l'Onusom font 58 morts, dont 23 « casques bleus » pakistanais, et 154 blessés. L'ONU attribue la responsabilité de cette ettaque à la faction du général Aldid.

DJIBOUII : in France souhaite

la libération de l'ancien président Ali Aref. – Le ministre de la coopération, Michel Roussin, s'est

engage devant la commission des

affaires étrangères de l'Assemblée

nationale à faire une « démarche contre le gonvernement, il est emprisonné à Djibonti.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi (éditions datées jeudi)

EN BREF

interviennent à Mogadiscio

La phase terrestre de l'opération a débuté vers 9 h 30 (heure locale), avec le déploiement de la Force américaine de réaction rapide, sur les cinq sites de désarmement où les chefs de guerre - dont le général Aidid - ont accepté d'entreposer leur

Les Nations unies eveient annoncé, vendredi en début de soirée, la fermeture immédiate de l'esnace aérien au-dessus de Mosadiscio. au moment où le Pentagone déclarait à Washington que deux mille deux cents « marines» et deux mille soldats de la Navy, en manœuvres au Koweil, étaient mis en état d'alerte et prêts à partir pour la Somalie d'un instant à l'autre. Ces renforts s'ajou-teraient aux ouze mille militaires de "ONUSOM (dont quatre mille affec-

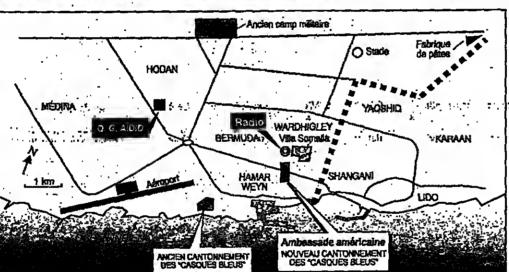
tés à la logistique) cantonnés à Mogadiscio et aux cent cinquante parach tistes français arrivés mercredi de Baidos avec leur matériel de combat.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a renforcé ses capacités hospitalières pour être en mesure de soigner plus de mille blessés et a fait parvenir à Mogadiscin plusieurs tonnes de médicaments, installant trois postes médicaux dans la partie sud de la ville, le fief du général Aïdid. Après avoir quitté la Somalie voilà à peine un mois, Médecins sans frontières est revent à Mogadiscio avec équipes médicales et matériel, en prévision d'une situatinn d'urgence où il faudrait faire face à un afflux de blessés. Une crainte évoquée à loisir par le général Aldid, vendredi matin, lors de sa conférence de presse, devant une cin-

e S'ils viennent m'arrêter, mes hommes ne combattront pas, affir-mait le général evec un aplomb qui a provoqué quelques sourires dans l'assistance, puisque conformément aux accords d'Addis-Abbeha de mars dernier, ils unt été désarmés. » Mais il ajonte qu'il ne peut répondre du « peuple somalien qui pourrait descen-dre dans les rues». Ce n'est un secret pour personne que tous les chefs de guerre n'ont remis à l'ONUSOM que les armes dont ils ont bien vouhi se séparer. «Certains villages habar-gui-dir (le clan de Minamed Farah Atdid) de la Somalie centrale regor-gent d'armement lourd et même de tanks, affirme un employé d'une organisation médicale, de retour dans la capitale. Sur la terrasse de sa rési-dence, l'«bomme fort de la Somalien réitérait encore sa demande d'une commission impartiale, neutre pour enquêter sur l' «affaire» du 5 juin qui a fait 58 morts (35 Soma-

quantaine de journalistes étrangers

bens et 23 «casques bleus» pakista-nais) et plus de cent cinquante bles-sés, dont 59 Pakistanais. JEAN HÉLÈNE



Le général Aïdid, seigneur de la guerre

leur âge exact, en l'absence d'état civil -, le général Maha-med Ferah Aldid est le principal chef de clan et « seigneur de la guerre a en Somalie, celui, en taut cas, qui a'est la plue opposé à l'intervention étrangère dans ce pays.

Très jeune, il est berger dans sa région de nalasance, Belet-Huen, frontalière avec l'Ethiopie, loin des terres de son clan qui a'étendent à l'est de Galcayo une ville du centre du paye. Il appartient à la tribu des Hawiye, du clan Hebr Gedir. A dix ans, il va à l'école à Mogadiscio puis rejoint l'ermée italianne saue la colonisation. En 1958, il est lleutanant et lors de l'indépendance, en 1960, devient capitaine au sein de la nouvelle ermée natio-

If s'oppose au nouvel homme fort de la Somalie, Mohamed

déplacement à Djibouti, pour obts-

nir la libération de l'ancien prési-

dent du territoire des Afars et des

15325, Ali Arcf Bnurhane. Condamné, en juillet 1992 à

dix ans de réclusion pour complet

Agé d'une soixentaine d'en-nées - les Someliens ignorent ration des Darod, clan Marehan) ration des Darod, clan Marchan) et passe six ans en prison. A sa libération, il se retrouve à la tête de l'Agence nationale d'importatinn de produits pharmaceutiquee, puis eu ministère de la défence no il e'nccupe de le sécurité du président Barré. Ce demier l'éloigne en 1984, en le nomment ambassadeur à New-Delhi. A son retour, Aidid a'empare de la présidence d'un nouveau mouvement de guérills, le Congrès de le Somalie unifiée (USC), en 1989, et c'est lui qui est le véritable vainqueur militaire lorsque le président Barré est chassé du pauvoir en jenvier

> Il se lence alors dans une lutte pour ce pouvair avec le président per intérim, Ali Mehdi Muhamed, lul aussi un Hawiye, maie du clan Abgal. Spécialiere dee ettaques-eurorisse et des elliances tectiques, il s'est tellé

éventuel report de l'élection. -

(AFP.)

En décembre 1992, affaibli militairement, il se résout à accepter l'opération ∢Rendre l'espoir».

Mais lui qui précédamment avait dénoncé le rôle de l'ONU et empēché t'action de celle-ci, n'e cesaé de freiner l'Intervention internationale, perient perfois d'ainvesion». Il a continué d'exercer son influence sur une grande partie de le capitale. En jenvier demier ses partisans ant perturbé le visite du secrétaire général des Nations unies à Mogediscio, puis il s'est ingénié à paralyser, à Addis-Abeba, les traveux de le Conférence de réconciliation entre les différents chefs de faction. Enfin, il e été tenu pour respansable des effrantementa qui ant fait 23 morts parmi les « casques bleus » pakistanais, le 5 juin à Mogadis-

u NIGÉRIA : l'élection présideno TOGO: création d'un mouvement de sontien en premier minis-tre. - Une « Coordination natiotielle a été maintenne. - Les Nigérians devaient élire leur premier nale des forces nonvelles», président civil, samedi 12 juin, regroupant six partis et associa-tions logolais, a été créée, vendredi comme prévu, malgré un jugement de la Haute Cour demandant une 11 juin, à Lomé, pour soutenir le suspension du scrutin (le Monde du premier ministre, Joseph Knffigoh. 12 juin). La Commission électorale et préparer les élections législatives nationale « affirme respecter le des I" et 15 enût. Le congrès cours légal de la procédure. D'entre constitutif de cette « coordination » part, le Nigéria e exigé le départ a fait savnir qu'elle entendait d'un diplomate eméricain pour « esquisser les lignes directrices d'un « ingérence grossière ». Il reproche programme minimum pour un gou-vernement prochain». M. Koffigoh a indiqué que sa décision de négo-cier avec le chef de l'Etat, le généau directeur du service d'information de l'ambassade américaine à Lagos d'avoir déclaré dans un communiqué que Washington considéral Eyadéma, s'est e avérée aujourrait enmme « inacceptable » un d'hul salutaire» en éinignant le

spectre d'une guerre civile. -

mer» les principaux chefs de clans

Washington pouvait difficilement laisser l'un de ces chefs reconquérir le terrain et menacer l'ONUSOM, la force de maintien de la paix onusienne qui a pris le place des «marines». Sauf à courir le risque d'être accusés de se désintéresser de ce malheurenz pays une fois leurs troupes repliées, les Etats-Unis ue pouvaient rester sans réagir. L'atta-que menée samedi dernier par les forces du général Aïdid contre les « casques bleus » pakistanais était l'un des scénario-catastrophe redoutés par les Américains.

Tel était, depuis le début, le point faible de l'opération « Rendre l'es-poir» en Somalie : faute d'avoir su « forcer » un réglement politique entre les factions qui se disputent le pouvoir, les Etats-Unis laissaient à l'ONU une situation des plus délicates. Pour y faire face, les autorités américaines ont cependant pris soin de ne pas totalement dégaruir le terrain. Quelque 4 200 soldats américains sont toujours en Somalie, dont les 1 200 constituant la Force d'intervention rapide.

Les Etats-Unis se sentaient, en outre, une responsabilité partieu-hère dans le cas de Somalie : c'est Fant-il, enfin, speculer sur un autre motif, celui-là de pure politi-que intérieure, qui a pu justifier la réaction rapide des Etats-Unis dans le président George Bush qui, le premier, prit, au début de décembre dernier, l'initiative de déployer, sous convert de l'ONU, quelques dizaines de milliers de « marines » cette affaire? Accusé de revirement et d'inconsistance en Bosnie, le président Bill Clinton pouvait avoir à cern de monter à la fois qu'il est capable de décision rapide et d'orpour venir en aide aux populations affamées de ce pays. Missinn accomplie, avaient dit les Améridonner l'emploi de la force. George Bush, lui aussi soupponné d'exces-sive timidité et de prudence mala-dive (on l'a oublié) au début de son cains en rapatriant début mai l'es-sentiel de leurs troupes : le port, l'aéroport de Mogadiscio, les cenmandat, avait vu son image se modifier après qu'il eut ordonné aux «marines» d'aller capturer le chef de l'Etat panaméen, le général Manuel Noriega, occusé d'être un des parrains du trafic de drogue tres d'essistence hamanitaire n'étaient plus aux mains des milices des différents chefs de guerre somaliens qui, durant plus d'un an, avaient détnurné la plupart de l'aide alimentaire internationale destinée aux populations soma-liennes. Pourtant, les Américains vers les Etats-Unix. n'evaient pas jugé utile de « désar-

ALAIN FRACHON

TRAVERS LE MONDE

Affluence pour l'élection présidentielle

Le scrutin présidentiel s'est echevé, vendredl 11 juin, tard dans le anirée, vere 22 heures locales, is fermeture des bureaux de vnte eyent été repoussée è deux reprises en raienn d'une affluence persietante dens les grendes villes, notamment à Téhéran.

La prolongation du scrutin, traditionnelle en Iran, e permis d'assurer une participation meximale de la population à une élection dont le principal anjeu était précisément le taux de participation, le président enreant, Ali Akber Hachemi Rafsandjani, étant essuré, faute de rival sérieux, de sa réélection à une large majorité pour un deuxième mandat de puetre ans lie Monde du 11 juin). Les résultets afficiele ne devaient pes être connus avent dimenche matin.

L'agence officielle IRNA e « catégoriquement démenti», vendredi, que des commandos des Moudjahidins du peuple elent attaqué à l'eube la raffinerie d'Abadan (au sud-ouest du pays), sinei que l'avait affirmé ce mouvement d'opposition armée, en dénonçant l'organisation du scrutin. - (AFP.)

UKRAINE

La grève des mineurs s'étend

L'industrie minière ukrainienne eet presque totalament paralysée per l'axteneinn de le grève des mineurs, lancée lundi 7 juin, dans le bassin du Donetz. Deux cents des deux cent cinquame puits du pays unt cessé trute activité, seinn dee estimations concordantes du comité de grève et du Camité d'État pour l'industrie minière. Déclenchée pour des motifs salariaux, cette greve prend maintenant un tour plue politique : « Aujourd'hui, ils (le gouvemement) haussent les salaires et demain les prix vont augmenter. Ce pays a besoin d'ordre », a décieré Nicolei Volynka, membre du camité de

Les grévistes demandent par ailleurs un vote de défiance national contre le président de la République et le Parlement. Dans une allocution télévisée prononcée mardi soir, Leonid Kravtchouk a estimé que la situation économique était « complexe » mels qu'il était hors de question que la gouvernement démissionne. Le dirigeant ukrainien doit rencontrer, jeudi 17 juin, son homologue russe Borie Eltsine. -

17 -

Barana Karaman

.

والمشارع والأ

Edouard Balladur promet «un souffle nouveau en septembre»

Pour son premier voyage offi-ciel en province, en dehors de colaires à Mâcon et à Caen, le premier ministre avait choisi, vendredi 11 juin, le Nord. Laa « petits cedeaux », traditionnels dans ce genre de circonstance, que le chef du gouvernement avait epportés. ne pouvaient être à la hauteur de la très grave crise économique que connaît ce dépertement. D'où la déception apparue ici ou là. Accompagné per Simone Veil et Charles Pasqua. le premier ministre d'est efforcé de redonner « confiance » è ses interlocuteurs en leur promettant aun souffle nouveau en

de notre envoyé spécial L'accueil eut lieo à Douai, la ville dont le maire, Jacques Ver-nier, est le secrétaire départemental do RPR. L'au revoir fut prononcé à Marcq-eo-Barceul, la commune de la banlieue lilloise doot le pre-mier magistrat, Serge Charles, est le président du RPR dans le Nord. On ne pouvait guère mieux signi-fier que si, pour son premier grand déplacement en province, Edouard Balladur avait choisi uoe régiun qui a particulièrement souffert des recooversions iodustrielles et qui est encore plus que d'autres vic-time de la crise, il voulait aussi aller saluer des «amis u qui vien-nent d'arracher uo département aux socialistes. Le premier ministre étant aossi le chef de la majorité tout entière, ce n'est pas non plus l'effet du basard si, au milieu de tant de cités en difficultés, il a privilégié Valeociennes, doot le maire, Jean-Louis Borloo, est aux franges de cette majorité, et Rou-baix, la ville de cette grande figure do centrisme qu'est Aodré Dili-

Respecteux, comme à son habitude, de la atraditioo républi-caine s. Edubard Balladur est allé came »; Econoru paradur est ane saluer Pierre Mauroy en sa mairie de Lille, inais/il-s'est bien gandé de se rendre au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, dirigé par uoc confision « Verts-PS » alors qu'un des deux thèmes de soo voyage était l'aménagement du territoire, domaioe de compéteuee de la régioo. Il a préféré privilégier le conseil général, dont le RPR a pris le contrôle au lendemain des élections de mars 1992.

Protocolaire et débonnaire

Curieux déplacement, tout à la fois très protocolaire et à l'ellure débonnaire, sans le dépluiement policier habituel, même si les quelques manifestants de la CGT à Valenciennes et à Lille ont été soigneusement tenus à distance. Visite mélant des contacts « de terrain » aptes à fournir de belles images de télévision, et séances de travail, politiques et des dirigeants socioprofessioonels, soigoeusement tenues à huis elos. Soucis d'écouter, mais aussi volonté de faire ter, mais aussi volonte de laire entendre un message très politique. Dès Douai, celui-ci était douné, après un occueil par uoe chonson enfautine guère de circonstance: «Je rigole, je batifole». En réponse au discours de M. Vernier lui indiquant que la région n'avait pas besuin « de l'aumône de l'Etut, mais d'une active solidarité nationale». M. Balladur a déclaré: « il nales, M. Balladur a déclaré: « il est impératif que ce département soit à la fois une vitrine de la France et une région puissante».

Au-delà de la foule qui avait envahi l'hôtel de ville, et fui a réservé un accueil enthousiaste, le premier ministre a tenu à s'adrespremier ministre a tenu à s'adres-ser à tous ceux qui s'impatieutent : « Les mesures que nous prenons ne seront susceptibles d'eutrer en vigueur qu'eu juillet et uoût, a-t-il dit. Mais nous faisons en sorte que le poys trouve en septembre un souffle nouveau. Il ne fuut pas se laisser décourager. Tout ne va pas être fait en six mois ou en un an, mais tout doit être commencé. La confiance et l'espoir sont indispensables. »

Un message qu'il répétera tunt au long de la journée. Mais à Valeociennes il fut bien mal enteudu. Non seulement par M. Borloo (lire ci-contre), mais aussi par nombre des élus politiques et des chefs d'entreprise réunis è la chambre de commerce. Si certains d'entre eux trouvèrent que bressis evalent mal préparé cet entretieo, le président de la CCI. Jean-Marie Delquignies, se déclara « Ires deçu », ttouvant insuffisaote la double annonce que le gouvernemeot se battrait pour que cette régioo bénéficie des mêmes aides de la Communauté européenne que sa voisine belge, et qu'uo « commissaire » serait oommé, sans scin-der le département du Nord, pour la reconversion des ces trois arron-dissements et le renforcement de leurs muyens administratifs, à charge pour le préfet de région de faire le hilan dans six mois.

La déoatologie de la police

Au cours d'un entretieu d'une demi-heure avec M. Balladur, M. Veil et M. Pasqua, M. Mauroy a parlé essentiellement des ravages croissants de la tuxicomanie dans l'agglomération lilloise, avant de se rendre à uo déjeuner à la préfecture réunissant « les forces vives u du département, déjeuner qui ne fut boudé que par les communistes et les élus socialistes du littoral et les élus socialistes du nttorat protestant cootre l'exclusion de Dunkerque du parcours du premier ministre. En début d'après-midi, le chef du gouvernement a eu uoc séance de travail avec l'exécutif du conseil général à qui il a demandé de « s'associer à lu politique de relonce et d'incitotion à l'emploi lancés ant le gauvernement. lancée par le gouvernement ».

La suite du déplacement fut pour Roubaix, autour du thème de «la politique de la ville», M. Dili-gent ayaot été un pionnier en la matière dans une cité qui cumule tous les handicaps. D'abord une visite pour une association de

quartier qui lutte contre la toxico-manie et qui fut créée par Michel Ghysel, député RPR. Puis, après une courte promenade au milieu d'adolesceuts, souveut des immi-grés de la «deuxième génératiou», plus attirés par M. Pasqua que par M. Balladur, le premier ministre alla dans un l'oyer de jeuues tra-vailleurs pour féliciter des associa-tions de jeunes de prendre les tions de jeunes de preudre les choses e de la borne manières : e ne pas réclomer, mais prendre rous-mêmes en main vas problèmes». Dialoguant avec les uns et les autres, il du justifier sou refus de ne pas retirer ou modifier le projet de réforme du code de la nationalité, comme cela lui était

Curieusement, e'est devant les élèves de l'École nationale de police installée à Roubaix, que M. Balladur détailla sa politique de la ville et de lutte contre la toxicomanie. Cela parce que, pour lui, « la police se trouve ou cœur du problème » étant e bien souvent la seule et lo dernière représentation de toute autorité constituée ». Il lui demanda donc de faire de la future loi sur les contrôles d'identité e un usage scrupuleux conforme au code de déantologie » dont les policiers vout être dotés, soulignant le nécessaire respect par e les gardiens de lo paix » des « lois républi-

demandé

caines» et des edroits de l'hommes. Mais il annonça que pour les former le « savoir théori-que » devait être associé « à l'expé-rience des anciens »; d'où une for-matioo « en alternance » pendant ueuf nois sur les douze que les élèves policiers passent à l'école.

Quant so déveluppement de la toxicomanie, le premier ministre en voit la cause dans une e crise morale, sociale et économique». Il confirma qu'il n'était pas question de e dépénaliser certaines drogues», que la lutte devait être menée sur deux fronts: «la répression du trafic, la prévention de l'usage». Pour ce dernier il souhaita une « stratégie globale, totale», afio « d'imaginer un dispositif à l'échelle du fléau, comme nous avons commencé à le faire pour les malades du sido». M. Pasqoe 2, lui, annoncé la préparation d'un projet de loi durcissant la répressiou du trafie et prévoyant e une stricte application des peines, notamment toxicomanie, le premier ministre n des peines, notamment

pour les étrangers ». Ce déplacement dans le Nord s'est terminé comme il avait com-mencé: une réception à la mairie de Marco-en-Baronl, puis un diner evec tous les élus nationaux du département appartenant à la majorité. Un dernier saint aux

THIERRY BREHIER

La colère de Jean-Louis Borloo

LILLE

de notre correspondant

« C'est scandaleux. Il y e eu détoumement de ce voyage par les jeunes gens du cabinet de M. Balladur. » Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député proche de l'actuelle majorité, ne cachait pas sa colère au sortir de la réunion entre les eforces vives » du Halnaut-Cambrésis et le premier ministre à la chambre de commerce et d'industria. Et quelques heures plus tard, dans les couloira de la préfecture de Lille, il fulminait toulours contre et comre le ejeu politico-RPR-pa-risien » qui ont e dénaturé » ce voyage. Dès le matin, en accueildans aon hôtel de ville M. Balladur, il avait senti le malentendu : e Lorsque le premier ministre est entré dans mon bureau, il ne savait même pas ce que voulait dire le classement du Hainaut-Cambrésis en objectif 1 [classement d'eides par zonea prioritairea établi par la CEE].

Nous evions préparé des dossiers. Rien n'est remonté. »

Outré par cette eimpréparation a du voyage, M. Borloo tenaît à corriger le tir quant au premier miniatre, chomme de parole et de bonne fois. eMais. poursuivait-II, quand on déplace un chef de gouvernement, ce n'est pas pour lire ce discours qui consiste à dire : j'ai demandé qu'on accélère les autorisations de programme, des deux (UT, qu'on regarde à nouveau les pro-blèmes de l'université, qu'on inscrive la rocade Douei-Velenciennes dans le contrat de plan Etat-région... Tout ça, reprend M. Borloo, on connett; c'était dějà prévu. Depuis deux plans dějà, pour la rocade l »

Cette vialte, tempêtait encore M. Borloo, ast a l'illustration du mauvais fonctionnement de l'administration, les dossiers n'ayant pas été transmis aux ministères techniques ni eu premier ministres. Enfant terrible impossible à teire entrer dans le jeu politique elassique, M. Borloo dit eatten-

dre que le chef du gouvernement gouverne » et que « l'on cesse de raisonner au niveau national pour des problèmes locaux ». Et de reprocher eu gouvernement «une vision exclusivement macrosconomique» des problèmes : «J'ai l'impression, proteste-t-il, que personne ne comprend que la situation se détériore à une vitesse inimagineble. Mais qu'ils ne se trompent pas. Qu'ils ne comptent pas sur mol. Ja ne

population pour leur compte la

A cette colère, par conférence de presse interposée, le premier ministre e opposé son refus de réas. M. Borloo n'ignore paa que les problèmes na peuvent se résoudre dans l'instant. Il seit aussi que la mellleure façon d'éviter l'explosion et la désespoir d'une population c'est de porter sa colère. Il e'y emploie. Hier il imaginait une marche sur Paris de tout le Hainaut-Cambré-

JEAN-RENÉ LORE

L'examen du projet de loi de privatisation

Le Sénat souhaite renforcer la protection des intérêts nationaux

Le Sénat a poursuivi vendredi 11 juin l'examen en première lecture du projet de loi de privatisation, entamé la veille. La centaine d'amendements déposée par l'opposition sur le aeul article 1 (qui définit le chemp des privatisations) n'a permis l'adoption de cet article amendé qu'à 6 heures du matin samedi. La discussion devait continuer pendant le week-end.

Plus de 300 amendements pour no projet de loi qui comporte vingt articles, 165 déposés par les socia-listes et 110 par les communistes : au Sénat, l'opposition a manifestement décidé de faire de l'obstruction. Les débats s'enlisent dans un hémicycle clairsemé où - e'est un comble - la majorité a été obligée de recourir, vendredi 11 juin en fin de matinée (1), aux scrutins publics pour rameuter quelques sénateurs de droite et empêcher ainsi que les trois motions déposées par l'opposition (exception d'irrecevabilité, questiun préalable et renvoi à la commissioo) oe soicot adoptées, les sénateurs socialistes et communistes étant plus assidus que leurs collègues du RPR ou de l'UDF.

Entamé vendredi dans l'aprèsmidi, l'examen des amendemeots s'est éternisé toote la ooit, A l'aube, le gouvernement, représenté par Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée pationale - où Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, était reparti désendre son pro-jet de loi sur la réforme de la Banque de France, - a demandé un vote uoique sur l'article premier, qui avait vu défiler quatre-vingtdisment amendements. Dix d'entre eux seulement, modifiant peu cet article qui définit le champ des privatisations, out été adoptés.

La commission des finances du Sénat avait finalement retiré un amendement destiné à permettre ao governement de remplacer immédiatement, et non plus seulement au moment de la privatisaprivatisables. Le gouvernement avait clairement fait savoir, après arbitrage du premier ministre, qu'il souhaitait laisser les présidents aller au terme de leurs mandats, prévu, pour la plupart, co juio

En revanche, le souvernement devait accepter un amendement de la commissioo des finances prévoyant l'institution de l'action spé-

aventureuses et retrouve la trace

et l'esprit de la aociété secrète

dans certains épisodes de la

Comme souvent dans l'aventu-

risme politique, ce qui ressort de

ce caa particulier est un mélange

d'audaca et d'aveuglement, de

technicité et d'amsteurisma eu

service d'une réaction violente au

malaise social ambient En l'es-

pèce. Philippe Bourdrei observe

que la stratégie de la Cagoule n'a

pas truuvé de relais dans les

cifique e avant la saisine de la commission de privatisation», et 000 plus seplement lors du transfert de la majorité du capital au secteur privé comme le prévoyait le texte gouvernemental. Cet amendement renforce donc le dispositif de l'ac-tion spécifique destinée à donner an gouvernement des droits importants «si la protection des intérêts nationaux l'exige». C'est désormais le seul mécanisme de protection, puisque la limite de 20 % applicable aux cessions de titres à des personnes étrangères existant dans la loi de privatisaion de 1986

a été supprimée. Le gouvernement était également disposé à accepter un autre amendement de la commission des finances destiné à « organiser l'information du Parlement sur la mise en œuvre des privatisations » par un rapport anouel présenté ao oment de l'examen du projet de

Le ministre de l'économie a en outre, donné satisfaction aux sénateurs en annonçant que la proposition de loi de Jean Chérioux (RPR, Paris) sur la participation, adoptée par le Sénat le 6 mai dernier, « sero inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale avant la fin de la session ». En conséquence de quoi, l'amendement qui reprenait les dipositions de cette proposition de loi a été retiré.

CLAIRE BLANDIN

(1) Nous avons indiqué per errent dans certaines de nos éditions da 12 juin, que le débat sur le projet de privatisation avait commencé au Sénat vendredi ti juis. Il fallait lire : jeudi 10 juin. De même, le collectif a été adopté jeudi matin, et non vendredi

Daniel Tonssaint (PC) the maire de Valentoo (Val-de-Marse).

Daniel Toussaint (PC) a été élu,
vendredi II mil, maire de Valenton (Val-de-Marne) an premiet tour de scoutin par 26 voix et 6 bulletins blancs. Un conseiller municipal était absent. La liste de sur 33, dimanche 6 juin, à l'occa-sion d'une élection municipale partielle (le Monde du 11 juin). Né le juillet 1948 à Dompierre sur Besbre (Allier), M. Toussaint est agent de maîtrise SNCF. Elu conseiller municipal depuis 1977, il était adjoiot an maire depuis 1983. Il succède à Roland Roche (PC), mort le 31 mars dernier. - (Cor-

ANDRÉ LAURENS

A l'Assemblée nationale

et Réalités

ce sous-groupe comprend les députés suivants: Pierre Albertini (ScineMaritime), Nicole Ameline (Caivados),
Jean-Louis Besumout (Val-de-Marit),
Didier Béguin (Nièvre), Dominique
Busserean (Charente-Maritime), Pierre
Cardo (Yvelines), Michel Cartand
(Puy-de-Dôme), Robert Cazalet
(Gironde), Jean-Jacques Descamps
(Indre-st-Loire), Eric Duboc (Vienne),
Georges Durand (Drôme), Pierre
Favre (Gironde), René Garrec (Calvados), Clande Gatignol (Manche),
Michel Godard (Morbiban), Jean-Yves
Haby (Hauts-de-Seine), Françoise Hostalier (Nord), Pierre Lequiller (Yvelines), Adrin Levoyer (Mame-et-Lonre),
Hervé Mariton (Drôme), Jean-François
Mattel (Bouches-du-Rhône), Alain
Moyne-Bressand (Isère), Jean-Marc
Nesme (Saòne-et-Loire), Michel Pelchat (Easonne), Jean-Pierre Philibert
(Loire), Ysan Piet (Var), Jean Proriol
(Haute-Loire), Marc Reymann (BasRhia), Yves Rousset-Rouard (Vauclus), François Sauvadet (Côte-d'Or) et PaulLouis Tenaillon (Yvelines).

Les Clubs Perspectives constituent un sous-groupe

Hervé de Charette, ministre du logement et délégué général des clubs giscardiens Perspectives et réalités a annoncé, jeudi 10 juin, la constitution d'un sous-groupe de trente-trois députés adhérents de ces treate-trois députés adhérents de ces clubs au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Présidé par Pierre Lequiller, scurétaire général des clubs et député des Yvelines, ce groupe entend e servir de relais, à l'Assemblée, à la réflexion des clubs sur les deux sujets majeurs de l'em-ploi et de l'Europe».

D Rectificatif. - Ernest Chenière, député RPR de l'Oise, auquel nous avons consecré un portrait dans le Monde du 12 juin, était, avant son élection, principal de collège à Creil, et non pas à Créteil, comme nous l'avons écrit par erreur.

 $((\omega_{i})^{-1})^{-1} + ((\omega_{i})^{-1})^{-1} + ((\omega_{i})^{-1})^{-1}$ 100 - MARIAM SPICE ST TENNES es Attac - AN 美国各种公司等 粉

teach 14 or 14 or

Indiana track Market and a

dem mit it in theer it

And the service of th

E63: 727 - 11 : 1 -

តិត្តក្នុង ៖

litari is ifin

(国) J.

Edmin .

Section 1

He . . .

222

But Course leave to the

E 2: 22 20

E in ere and the last of the l

or proces on: 4:

a memoire que

to Now we seem

State of the Control of the Control

La charité

et le progrès social

Portez oal tent a d'arrive.

enant vent 1: 20:

and standard to the standard s

des socialistes que

Min ou ne / ...

650H3 172122

A. San

the rate to the terms of the second

Al Recard invite les socialistes [L

Wierer 3 Jautoflagellation -

force de

of the continues to be a section

and some free manufacture of the miderite of the following of the followin display out tent the pour exorest the po

EST quand nen ne va pius dena la société publique que se développent les germes de l'ection clandestine. L'histoire de cette étrange organisation aacrète connua aoua le nom de la Cagoule en témoigne. Elle continue da susciter, par son étrangeté dans les mœurs politiques françaises, une curiosité que Philippe Bourdrel a ravivée cer, à la faveur de nouvelles informationa puiséea à des sources désormais accessibles, il revient

LIVRES POLITIQUES

sur ce sujet qu'il connaît bien. La Cagoule reste, observe-t-il, «l'exemple unique en France d'une tentative intrinsèquement fasciste d'occupation du pouvoir ». Elle est apperue à une époque troublée, les années 30, tant il aat vrai que elaa sociétée secrètes politiques dites activistes, manifestation de contestation violenta, surgissent toujours dans les grandes périodes de remise en question et de convulsions politiques ».

En la circonstance, deux dates, deux événements, encadrent la naissance de la fameuse société secrète : le 6 février 1934, qui marque l'échec sanglent d'une manifestation tournant à l'émeute des ligues de droite contre un régime parlementaire dévelorisé par l'affairisme at les scandales; le victoire électorale du Front populaire en 1935. «En germa dans le déception de 1934, le complet de la Cagoule éclôt dans is chienlit rouge >, souligne Philippe Bourdrel, en sa référant à une expression dont useit la droite pour qualifier la mobilisation de la gauche lors de son accession au

Société secrète

L'Organisation secrète d'action révolutionnaire (OSAR), qui allait se transformer en Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), e'est constituée à partir d'une disaidence au sein des troupes de choc de l'Action française, lea Camelots du roi, pour combattre à la foia l'adversaire traditionnel, la démocratie parlementaire at le danger nouveau du communisme, Elle doit son appellation spectacufaire de la Cagoule à un sobriquet dont la journal l'Action française

l'avait affublée, le maître à penser du courant monarchiste, Charles Maurras, ayant désavoué cette « franc-maçonnerie blanche». Il est vrai que la Cagoule s'inspirait pour partie de la franc-maçonnerie détestée, mais aussi du modèle militaire. Philippe Bourdrei dépeint son chef et organisateur comme eun polytechnicien doublé d'un condottiere». Après de brillentes études et de non moins brillants états de service pendant la première guerra mondiale, Eugène Deloncie avait réussi une carrière privée sans histoire jusqu'à ce que eon engagement à l'Action françalse, son goût de l'activisme et, même, da l'ésotérisme le conduieent à franchir les limites de le légalité et à agir dans la clandesti-

L'organisation qu'il met en place vise à préparer les hommes - des techniciens et des troupes d'assaut - et les armes nécessaires à le prisa du pouvoir, le moment venu. L'époque se prétait aux ans- l'cheminements de ces destinées

lyses manichéennes ainsi qu'aux tentationa fascistes qui triomphalent aux frontières. La Cegoule se mouvait dans un climat favorable et trouvait les aides et complicités dont elle avait besoin, tant en France qu'à l'étranger. Elle obtensit des subsides dans les milieux d'affaires et recrutait jusque dans les cercles militaires, mais cet aspect-là de sa pénétration fut occulté par le pouvoir politique lora da la découverta du complot. Son armement provensit de l'extérieur, de l'Italie fasciste notamment, moyennant services rendua. La société escrète se manifesta sur la place publique par des provocations, des attentats, des assassinats, jusqu'à ce que la police metta fin à ses sordides exploits et révèle la dimension du complet.

Les cagoulards ont refait aurface, parfois en sortant de prison, pendant la seconde guerre mondiale, la plupart d'entre eux rejoignant presque instinctivement, note Philippe Sourdral, le régime de Vichy, qui se méfieit de leur activisme ; d'autres s'illustrèrent dans la Résistance et les Forces françaises libres, Parmi les premiers, Eugène Deloncie fonda un parti, le Mouvement social révolutionnaire, pour agir à visage découvert, sens cesser cependant de conspirer, ce qui lui valut d'être finalement abattu par les agents de la Gestapo. L'historien de la Cagoule raconte dans le détail les

guerre d'Algérie.

massea et n'a pae davantage obtenu le basculement de l'armée. Un témoin précieux, Henry Charbonneau, qui fut secrétaire d'Eugène Deloncie, souligne les déficiencea de l'organisation dans un dossier sur « L'aga d'or de la droite, 1670-1940 » qu'e réalisé pour son numéro de printemps la revue Enquête sur l'histoire, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ella fait partie de la familla. Henry Charbonneau cite la légèreté de certains comportements. l'irresponsabilité da certains actes, la médiocrité de l'informa-

tion qui frisait l'auto-intoxication. Le combra prestige de la Cagoule, fondée sur le mystère, l'effroi et l'impunité, n'a pas résisté au dévoilement d'une réalité où le sordide de l'action le disputait à la pauvreté de l'inspiration. C'est le limite de tout activisme, lorsqu'il prétend tenir lieu de politique, ce qui ne manque pas de survenir lorsque la raison et la rigueur politiques font défaut. ► La Cagoule, de Philippe Bourdref, Albin Michel, 405 pages,

La préparation des états généraux du PS

Michel Rocard invite les socialistes à ne pas céder à «l'autoflagellation»

TARBES

de notre correspondant

« Qui disait que les sociolistes étolent déprimés? » Michel Rocard a déjà un petit aperça de ce qui l'attend à Lyon, début juil-let, à l'occasion des états géné-raux du PS. Les militants socia-listes ne l'éparameront pas Ni Ini listes ne l'épargneront pas. Ni lui ni tous les autres chefs de courant tenus pour responsables du désas-tre de mars 1993... S'il preod pour référence la réunion prépara-toire d'Orthez (Pyrénées-Atlantiques), à laquelle il a assisté ven-dredi 11 join, il trouvera sur la route de sa « reconstruction de lo

l'étranger ». Un militant a même pu monter à la tribune pour trai-ter les dirigeants socialistes d'a Idéologues pygmaliens ». Mais un seul reproche e semblé irriter réellement Michel Rocard : le procès fait aux leaders des courants « de vouloir se positionner en futurs présidentiables » est, a-t-il dit, « une calomnie ». Seloo Michel Rocard, « en fait, le Parti socialiste reste ficelé dans le sou-venir de la bataille livrée à Epinay en 1971 ».

Pour antant, l'ancien premier ministre «ne souhaite pas» que le PS change de nom. « Après avoir pensé qu'un changement de déno-

YOU'S AVEZ AIME ÉPINAY ET RENNES? YOUR ADDREREZ LYON LES 2-3-ET 4 JuillET 93



gauche » un parterre de sympathisants, de soo aveu même, e offensifs, en colère, mais constructifs ».

Dans la haile de la Moutète, où Dans la halle de la Moutète, où la célèbre équipe de basket de l'Elan béarnais d'Orthez a bâti sa réputation européenne, désormais rendoe à sa vocation initiale de marché hebdomadaire des capards gras, des lapins et des produits fermiers du cru, l'accido premier ministre a ouvêtt le dialogue devant un publie de plus de logue devant un public de plus de trois mille personnes. Le prési-dent de la direction nationale du PS eotend, a-1-il dit, a redonner un sens à lo gauche sons perdre l'esprit de responsabilité d'un grand parti ».

Michel Rocard a fait soo examen de cooscience et celui do PS: « Notre progromme conçu dons les années 70 ne s'est pas révélé adopté oux réalités nou-velles de l'économie mondiale, a-t-il dit. Il o fallu - et cela o ete 2-t-il dit. Il o faltu — et ceta o eté vrai de tous les gouvernements de lo gauche depuis 1983 — mettre en œuvre un équilibre entre la nécessoire efficacité de l'économie nationale et la protection sociale. Qu'il y oit eu des erreurs, que toutes les marges de manœuvre n'oient pas été utilisées, cela est vrai. Mais il ne faut pas céder à vrai. Mais il ne faut pas cèder à l'outoflagellation. Nombre de mesures prises ont été bonnes et salutaires. La comparaison avec ce que fait ou ne fait pas lo droite aujourd'hui doit nous aider à garder en mémoire que pour le pays nous ovons trovoillé positive-

« L'emploi demande que nous repensions l'organisation du tra-vail dons notre société, a-t-il ajouté. C'est le fil qui commande tout. Nous ne serons fidèles au nom des socialistes que si nous donnons comme premier principe lo solidarité...» « Les hésitotions de lo droite à trouver les bonnes formules, les prises de position sur l'immigration » doiveot, selon Michel Rocard, aider la gauche à retrouver « ses capacités de convic-

La charité et le progrès social

Avaot d'arriver à cette échéance, les militants socialistes d'Orthez ont teou à se faire entendre pour exorciser les vieux démoos. Une militaote de la CFDT a regretté que le cordou ombilical avec la base ait été rompo: «Notre expression ne remontait plus...» Uo habitant de la banliene de Pau s'est 'plaiot « du manque d'imagination et de création » de Michel Rocard. Un jeune chômeur de dix-neuf ans l'a nouspillé sur le RMI : « Quelle différence entre la charité et le progrès sociol?» Un quatrième intervenant vent imposer nox hommes politiques « la limitation à un seul mandat ». Le frère du cooreur cycliste Ducios-Lassalle s'est plaint que la gauche e n'ait pas imposé de charges sociales

mination du parti pouvait accompagner sa mutation, a-t-il indiqué ao cours d'une cooférence de presse, nous sommes en train de découvrir que si ce débat s'ouvre, on ne parlera plus que de cela. » Rappelant que la sectioo PS de Conflans-Sainte-Hooorioe, ville dool il est le maire, avait proposé que le PS soit rebaptisé « Mouvement des-socialistes.» (le Monde du 12 juio), M. Rocard a souligné que sur cette question il apparte-

COMMUNICATION

L'enquête sur la machination avortée contre Hervé Bourges

La justice ordonne une perquisition à TF 1

Le juge d'Instruction Colette Bismuth-Sauron, chargé de trouver qui est à l'origine de le machination visant à associer le nom du président de France Télévision, Hervé Bourges, à ceiui de Pierre Botton, a ordonné, jeudi 10 juin, une per-quisition à TF1. Celle-ci e été menée, de 9 h 30 à 18 heures, par les policiers du quatrième cabinet des délégations judiciaires de la préfecture de police de Paris qui ont fouillà les locaux de la chaîne, du bureau du PDG, Patrick Le Lay, jusqu'à ceux du eervice dee informations ganarales. Ils ont saisi

Jusqu'à présent, dans cet imbroglio, deux journalistes ont été mis en examen pour faux et usage de faux : Aymard du Châtenet, le collaborateur de TF 1 qui a apporté le 24 février au Figuro eo insistent en vain pour obtenir sa parution avec l'accord et à la demaode, affirme-t-il, de sa hiérarchie, ce que

divers documents.

celle-ci continue de démentir – une copie des statuts de la société EN.F.IN l'agence créée par Pierre Bottoo et Yves Mourousi sur laquelle le nom de Hervé Bourges avait été fraoduleusement ajouté, et Philippe Palat, un pigiste qui ecopérait avec Aymard do Châtenet dans le suivi de l'affaire Botton.

Précisions techniques

Aymard du Châtenet affirme que le document falsifié lui a été transmis par fax, à TF 1, le 22 février, par Philippe Palat, sans pour autant accuser celui-ci d'être personnellement le faussaire. Philippe Palat reconnaît avoir transmis par fax à TF 1, le 22 février, une copie des statots de ladite société qu'il avait demandée an tribunal de commerce de Paris pour rendre service, dit-il, à Aymard dn Châteoet, mais il affirme o'evoir aucune responsabilité dans la falsification et il laisse entendre que celle-ci a pu intervenir à TF 1. celle-ci a pu intervenir à TF1.

Le joge d'instruction cherche donc à retrouver la copie de ces statuts telle qu'elle a été transmise

fication a cu lieu avant on après la transmission de ce document. Me Bismuth-Sauron a délivré une commission rogatoire qui semble avoir déjà permis à la police d'ob-tenir des précisions techniques auprès de la Direction générale des

An cours de la perquisition, les policiers se seraient particulière-ment intéressés au bureau d'un collaborateur d'Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1, Pascal Houzelot, auquel Aymard do Châtenet affirme avoir remis, dès réception, le document reçu de Philippe Palat. Agé de trente-qua-tre ans, ce chargé de mission, dont le oom avait circulé dès le début le oom avait circulé dès le début de l'affaire et qui a toojours refusé de s'exprimer à ce sujet - il s'y refusait encore vendredi 11 juin - est un ancien étu local du RPR. Il avait été élo en 1983 conseiller municipal de Le Bouscat sur la liste cooduite par Jean Valleix, dépoté RPR de la Gironde, qui dirige cette municipalié, avant de faire partie de l'équipe chargée du service de presse de l'Hôtel Matignon entre 1986 et 1988.

Après la polémique déclenchée par sa dernière émission

«Mea culpa» rejette toute culpabilité

Elle est belle comme un cœur, cette jeune Nelly qui, le 27 mai, sur le plateau de «Mea eulpa» (TF 1), a cherché à «briser le silence » qui enferme les gamines violées par leur père. Après avoir eu le courage de s'exposer sur un piateau de lélévision, face à des villenceis villageois de Suze-la-Rousse (Drôme) qui défendaient plutôt son père violeur, Nelly a en également le désir de renooveler publique-meot sa confraoce à Patrick Meney, producteur et animateur de

L'émission du 27 mai a, en effet, déclenché une polémique : le maire et nombre d'habitaots de Suze-la-Rousse oe se soot pas sentis « représentés » par l'échantillon villes de la principal de la partie cois invité sur le plateau et onl violemment proteste (le Monde du « Mea culpa », un JEAN-JACQUES ROLLAT

JEAN-JACQUES ROLLAT

JEAN-JACQUES ROLLAT

JEAN-JACQUES ROLLAT

JEAN-JACQUES ROLLAT

en positioo d'accusée, a fait chorus. Pour se défeodre, Patrick Meney, Pascale Breugnot, Nelly et sa mère ont donc rencootré, ven-dredi 11 juin, ao siège de TF 1, tous les journalistes qui le sonhai-taient. «Il fallait casser le mur du silence, et toute l'émission a été menée avec une grande honnêteté», affirme la mère. eSi je n'avais pas eu confiance en Potrick Meney, jamais je n'avais fait cette émission », affirme Nelly. Du côté des producteurs, la défense est simple : « Quand un sujet est traité sous forme documentaire c'est le point forme documentaire, c'est le point de vue des réalisateurs qui y est exprimé. Avec les reality shows, ce sont les acteurs eux-mêmes qui par-

sont les acteurs en publiquement. A lent et s'engagent publiquement. A

fille violée par son père se retrouve avons tentée n'o pas abouti », explique Pascale Breugnot.

Pour Patrick Meney, les villa-Pour Patrick Mency, les viula-geois invités sur le plateau étaient parfaitement représentatifs. « Nous avons fait trois semaines d'enquête, ils n'ont dit qu'un dixième de ce que nous avons entendu là-bas. » C'est le regard que les autres ont porté après l'émission sur leur vil-lage, les coups de téléphone ven-geurs venos de la France entière qui « ont créé une prise de conscience là-bas ». Patrick Mency affirme que l'émission est enregistrée, doe cliacin e la cassette et a tout le temps occessaire pour se rétracter avant la diffusion de l'émission. Conclusioo : « Ce n'est pas un hasard si lo polémique est née sur l'inceste. Ça reflète le tabou

YVES MAMOU

Tapage et silence

TF1 e fait grand tapage vendredi. Les responsables de « Mea culpa » ae sont insurgés contre les détracteurs de leur émission du 27 mai, qui confrontait une adolescente de quinze ens violée trois ans auparavant par son père à un «échantillon» d'habitanta de Suze-la-Rousse. Ils se sont vivement átonnés de la colère de cette localité de la Drôme dont la population a'était découverte à l'écran complice du père Incestueux. Comme preuve de leur bonne foi, ils ont donné à la presse la possibilité de rencontrer la petite Nelly et sa maman qui ont dit tout le bien qu'elles pensaient de cette émission. Ile ont omie de rappeler qua l'émotion des habitants de Suze-la-Rousse tenait surtout au fait que le crime en question n'avait pas eu lieu dans leur commune, mais... dans le dépertement voieln, en Vaucluse, et que Nelly avait déjà tout dit, la semaine dernière, en expliquant que cette «sorte de mensonge» n'était «pas grave», puisqu'il e'egissait surtout de echoquer les gens. bouger les consciences (le Parisien daté 5-6 juin). Les produc-teurs de «Mes eulps» ont elmplement vu chez leurs censeurs l'expression d'une «prise de conscience» ter-

TF1 e fait euasi grand silence ce même vendredi. Les fidèles téléspectateurs de le principale chaîne privée n'ont rien au de la perquisi-tion conduite la veille, pendant près de neuf heuree, dans ses locaux, par le megletrat et les policiers curieux de savoir qui e voulu mathonnatement e mouiller », en février, le président des principales chaînes publiques, Hervé Bourges, dans l'affaire Botton. Peut-être a'agissait-il simplement d'un autre retard dana le eprise de conscience»...

Votre force de frappe



7,48 Newtons

Pour obtenir ce que vous voulez, il suffit d'un simple motsvement du doigt appuyez sur une touche du clavier d'un portable Toshiba avec une force de 7,48 Newtons et votre travail s'accomplit. Non seulement le clavier Toshiba est agréable au toucher, mais il est aussi réputé pour l'agencement de ses tou-

ches: toutes exactement à l'endroit où yous yous ettendez à les trouver.

Les derniers portables Toshiba yous proposent encore plus de confort. Grâce à leurs touches de configuration Instantanée, leur panneau de contrôle QuickReadTM et leur souris BallPoint® sans fil, la facilité d'uolisation est inégalée. Notre gamme de 18 portables i486TM comporte sürement celui qui convient à vos besoins et à votre budget. Votre force de frappe

est juste au bout de vos doigts. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67

ou 3615 Toshiba.

L'Empreinte de Demain DSHIBA

MILLIONS

DECINE

L'impuissance de la science à vaincre le sida

Berlin, conférence du désespoir

de notre envoyé spécial

Une étrange et terrible rumeur a parcouru les interminables cou-lnirs du Centre international des Cnngrès de Berlin. Il y avait « quelque part », dans l'enecinte de la réuninn, une grande salle hianche « interdite à la presse » remplie de malades allangés sur des hrancards.

La presse a-t-elle cherché à les voir, à les photographier, ces sidéens qui n'en pouvaient plus de cette suffocante chaleur berlinoise, de cette conférence-mara-thon qui avait, entre autres finnctions, comme les précédentes, de donner à voir quelques personnes des hamasexuels masculins le plus snuvent - infectées par le virus de l'immuno-déficience humaine? Existait-elle vraiment cette salle commune, cnulisses d'une rencontre où, sous i'œil des caméras, la communauté des virolngues et des immunologistes crnise celle des mnlades, tnus communiant dans ln même fni en la science? Conférence internationale sur le sida, certes, mais aussi dunloureuse vitrine d'un fléau épidémique qui continue de défier la raison, la science et la médecine contemporaine.

Jamais maladie, infectieuse nu non, n'a suscité de telles rencon-tres. Berlin, nprès Amsterdam, Mnntréal, Stockholm ou San-Francisco, a une nouvelle fnis démontré, dans la passico et l'exagération, l'impériense nécessité de telles réuninns. Ce temps suspenda autorise les confrontations les plus atypiques, l'affirma-tinn de sa sexualité et, au-delà du théatralisme, l'exposition du corps, de ses sooffrances, une teotative poignante pour dépasser le désespoir individuel et collectif.

On exagère, dira-t-on. li oc s'agit là que de la vision idéalisée d'une reocontre internationale dominée par d'autres démons. Sans doute les règles sont-elles fixées par des instances qui échappent le plus souvent aux maindes. La quête acharoée du profit des compagnies pharmaceu-tiques, l'incroyable starisation de queiques chercheurs et les effets convent pervers de la compétition entre équipes scientifiques réglent ce jeu . camplexe. D'autres ne manqueront pas de souligner cer-taines inégalités criantes. A commencer par cette surreprésentatinn des associations - snuvent homosexoelles - occidentales alnrs que l'épidémie mnrtelle sexuellement transmissible concerne plus particulièrement les adolescents et les adultes, hummes et femmes, des pays du

La recherche de nouveaux médicaments

Pnurtnnt l'essentiel n'est sans daute pas là. Et il faut, de toute façon, faire avec le cadre imposé. Le cnût et le gigantisme de ce type de manifestations, dont le « succès » est tnujours calculé en function du numbre de partici-pants (Berlin 1993 : 12 000 personnes, 166 pays représentés), ne peuvent entraîner que concentra-tinn et distorsinn, l'épidémiologie ne retrouvant nullement iei son campte. A l'inverse, cette méme concentration aide merveilleusement à la perceptinn des conflits, des urgences, des drames. « Wa die and Roche makes money!» (« Nous maurons et Roche gagne de l'argent (a) : les archives des présentes à Berlin garderont lang-temps en mémnire l'« assaut » donné par les militants d'Act-Up

□ Le Conseil d'Etat annule la suspension infligée par les Instances ordinales au professeur Schwartzen-berg. – Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 11 juin, pour « irrégularité» la suspension d'exercice d'un an infligée le 25 septembre 1991 an professeur Schwartzenberg par la chambre disciplinaire du conseil national de l'ordre des médecins. Le Conseil d'Etat a estimé que le conseil départemental de l'Essonne, qui avait initialement porté plainte, n'avait pas compétence pour le faire. Seul le conseil départemental ao tableau duquel est inscrit le médecin - celui dn Val-de-Marne à l'époque - était fondé à engager une procédure discipli-oaire. Le cancérologue avait été sanctionné pour des déclarations sur l'euthaoasie publiées par le Journal du dimanche du 16 août 1987 (le Monde des 19 et 20 juillet

New-Yark et d'Act-Up Paris au valumineux stand aseptisé de la multinatinnale pharmacentique

Celle-ci n heauenup investi dans la recherche de nnuveaux dans la recherche de nuveaux médicaments pouvant lutter contre l'infectinn par le virus du sida. Or Act-Up estime que cette firme profite de l'nctuelle situation et l'accuse - entre autres - de ne pas rendre publique une série de données dant elle dispose quant à la véritable efficacité de certaines mulécules en cours d'expérimentation chez des malades. Act-Un tation chez des malades. Act-Up ne s'est pas arrêtée là, évaquant dans sa foulée martiale et revendicatrice la firme Astra (qui vend, selon elle, heaucoup trop cher un médicament puuvant, chez les maindes, prévenir l'apparitinn d'une cécité) ou encore la très respectable Association française de lutte contre le sida (le Monde du

Fnce à cette somme de déses-pnirs, à ce sentiment d'urgence absolue qu'imposeot ici les morts annucées par les médecins, face à l'insupportable fatalité et à la certitude d'une injustice, la seule espérance réside-t-elle daos la science? Situation parfois haute-ment paradnxale, qui voyait à Berlin certains manifester pnur les droits de l'hnmme, mais contre l'expérimentation animale, dans une enceinte nù des milliers de enmunications scientifiques résultaient précisément de tre-vaux menés sur l'animal.

Les stigmates biologiques

La science? Dans la recherche sur le sida, elle hésite, halbutie, touroe aujourd'hui souvent eo beaucoup, sinon de sa superbe, du moins de ses certitudes. Les histo-riens de la hiologie et de la méde-eine expliquent volontiers que i'on est rarement ailé aussi vite entre l'ideotification d'une nouvelle muladie; la découverte du germe impliqué, et le démembre-ment d'une entité physiopathologique. Il n'en reste pas moins vrai que le seotiment d'être dans une impasse grandit. A Genève, les épidéminlogistes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annoncent déjà les chiffres cumu-lés des cas d'infectinn (plus de 50 millions) pour les premières années du vingt et unième siècle. A l'inverse, rien ne permet de fixer une échéance, fût-elle imprécise, quant à la mise au paint d'un traitement médicamenteux ou d'une arme vaccinale.

A cet égard aussi la Conférence de Berlin anra été exemplaire. de Berim anra eté exemplaire.
L'impuissance de la science à
fiurnir des répnoses thérapeutiques crédibles alimente la
détresse du plus grand numbre.
Dix ans après la décnuverte, à
l'institut Pasteur de Paris, de
l'entité virale à l'inrigine de la maladie, et en dépit d'une somme ennsidérable de travaux interoaennsueranie de travaux interoa-tinnaux groupant des centaines de findamentalistes de diverses dis-ciplines, le paysage ne s'est nulle-ment éclairei. Sans donte disposet-on des techniques permettant de dépister au plus tôt les stigmates hinlogiques de l'infection. Mais il ne s'agit le plus souvent que de l'annonce d'une maladie martelle à venir. De la même manière a-t-on développé une hatterie déboucher sur une thérapeutique véritablement efficace, ne permet-tent que d'affiner la chronnlogie des éléments pathulugiques à

Plus le temps passe et plus l'angnisse collective grandit en face des balhutiements du enrous scientifique. Comment comprendre, afors que les techniques de binlogie mnléculaire n'ont Jamais été aussi performantes, alors que l'on sait tout de l'intimité structu-relle du virus mnlécule après molécule, que l'on ne soit pas en mesure de mettre au point les nntils vaccinaux nu médicamen-teux assurant le contrôle de l'évotructinn du virus? Le désarroi est d'autant plus grand que plusieurs scientifiques de renom ont, ces dernières années, imprudemment fixé des échéances, depuis lang-temps déjà dépassées. « Donneznous suffisamment d'argent et nous trouverons le vaccin ontisido avant l'an 2000... » déclarait-on encore, il y a peu, de part et d'au-tre de l'Atlantique.

Berlio n'a pas fait l'éconnmie de cet iosupportable chantage. Quelques voix américaines oot, une fnis de plus, affirmé qu'avec un peo plus de chance et beaucoup de crédits le miracle vaccinai ne tarderait guère. Rien - ou

d'être raisonnahlement optimiste. La maladie neparaît chaque jour plus incompréhensible, et chacune des communications scientifiques renvoie à plus de complexité et plus d'inconnues. Immanquable corollaire, certains en viennent à radicaliser leurs propos, à sontenir les plus incrnyables extrémités. Ainsi le virus de l'immunndéficience humaine n'anrait-il aucune responsabilité dans l'apparition de la maladie, ainsi encore l'AZT, tenu hier pour un médicament miracle, ne serait-il plus

aujourd'hni qu'un hnrrihle poi-

Face à cette inquiétante perte de repères essentiels, d'autres, comme le professeur Lue Mantagnier, piaident pour une relecture quelque peu révolutionnaire de la physiopathologie de cette maladie hars da comman, Réunira-t-on demain, sous un même nom, pinsienrs acteurs pathogènes d'espèces différentes 7 Jamais l'incertitude n'n été aussi grande, la mort aussi apparemment inévita-

Les ennférenciers de Berlin viennent de se séparer. Queiques prophètes annancent qu'il s'agissait là de l'ultime grand-messe de ce type. La prochaine, qui devrait se tenir dans un an au Japon, est fortement contestée, tant pour des raisons éconnmiques que politiques, et l'oo s'oriente vers des réunions continentales plus adaptées nux besoin d'échanges scientifiques et à la réalité épidémiologique. La raison y gagoera peut-être. Retrouvers-t-oo pour autant, dans ces rencontres éclatées, in passion qui anjourd'hui courrit un combat qui o'a de sens que planétaire?

L'immigration des séropositifs interdite aux Etats-Unis

Une loi signée par M. Clinton

Le président américain Bill Clinton a signé, jeudi 10 juin, une loi sur la recherche médicale coote-nnot une dispositino interdisant l'immigration aux Etats-Unis des personnes porteuses du virus do sida. Pendant la campagne electorale, M. Clinton s'était opposé à cette interdiction, mais il a refusé d'entrer en conflit nvec les parlementaires en utilisant son droit de

La nnavelle disposition légale avait déjà été contournée, mercredi 9 juin, quand la Maison Blanche avait renoncé à demander un sursis à l'exécution d'une décision de justice ardannant la lihéretian immédiate de cent cinquante-huit refugiés halticus, la plupart séro-positifs, retenus sur la base navale américaine de Guantanamo Bay (Cubaj (le Mnnde du 10 jnin). — (AFP.)

ti M. Douste-Blazy propose une réunion des pays du G7 sur le sida. Le ministre délégué à la santé,
 Philippe Douste-Blazy, a proposé
 vendredi 11 juin à Berlin lors de la 9- conférence internationale sur le sida une réunion de réflexion sur la nandémie de sida avec les ministres de la santé des pays du G7, « le plus vite possible ». « Dix ans. cein suffit! », a lancé le ministre français, annonçant que, « dans les prochains mnis, la France, en étroite liaison avec les organismes internationaux impliqués dans la lutte contre le sida, va engager de nouvelles initiatives en faveur de l'Afrique». « C'est matre rôte vis-à-vis des chefs d'Etat et de gouvernement, a ajouté Philippe Douste-Blazy. C'est à nous de dire : atten-tion, il y n une véritable explosion qui touche toute la planète. C'est à nous de convaincre les chefs d'Etat d'ougmenter les fonds nécessaires pour faire face à cette épidémie.»

O Une veuve fait appel du jugement ial refusant la restitution d'embryons congelés. - M= P., trenteneul ans, veuve, à qui le tribunal de grande instance de Toulouse avait refusé, le 11 mai dernier, de restituer les embryons fécondés et contelés do vivant de son mari (le Monde du 13 mai), a fair appel de la décisioo. Par décision de justice, les embryons doivent être conservés, dans l'attente d'une décision définitive sur le fond

FAITS DIVERS

Au Haut-Vernet, dans la périphérie de Perpignan (Pyrénées-Orientales)

Près d'une centaine de tombes juives ont été profanées

Quatre-vingt-quatorza tombes du carré juit du cimetière du Haut-Vernet à la périphérie de Perpignan (Pyrénées-Orientales) ont été profanées dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 juin. Les profanateurs - sans doute un commando de plusieurs personnes - ont renversé et cassé plusieurs stèles. Des ceveaux ont été ouverts. Aucune inscription n'a été apposée sur les pierres tombales. Ces actes de vendajisme, commis à daux jours du second tour des élections municipales enticipése (dimanche 13 juin), n'avaient pas encore été revendiquée samedi matin.

PERPIGNAN

de notre correspondent

Des caveaux ouverts, des stèles détériorées, des plaques de marbre hrisées, des dailes descellées... Dans la ouit du jeudi 10 au vendredi 11 jnin, quatre-vingt-quatorze des cent vingt-deux tnmbes du carré juif du cimetière du Haut-Vernet, à Perpignan, ont été profa-nées. « Un speciacle de désolation » découvert, vendredi matin, par le gardien et les ouvriers d'entretien. Ces sépultures étaient, pour la plu-part, celles de juifs morts en internement pendant la seconde guerre mandiale dans le camp de Rivesaltes, distant de quelques kilomè-tres. Les profanateurs oot égale-ment détruit le mémorial aux victimes de la déportation et jeté à terre les Tables de la ini.

«C'est l'œuvre d'un antisémi-tisme latent et lâche qui frappe aveuglément», a déclare le rabbin de Perpignan, Hervé Krief. Aucune inscription o'a été relevée. Ces

actes de vandalisme, perpétrés à quarante-huit heures du second tuur des municipales anticipées, ont été commis dans un carré où il n'y avait plus eu d'inhumations depuis une vingtaine d'années. Le cimetière juif, situé au sud de la ville, n'a pas été profané.

« Dérives mafienses »

Pierre Cayron, président de la délégation spéciale chargée d'administrer la ville depuis la dissolution du conseil municipal par le conseil des ministres jusqu'à l'élection du prochain maire (dimanche 13 juin), a déposé plainte contre X... au prochain le communauté de Berni. a depose piante contre X... au nnm de la communauté de Perpignan. Uoe information judiciaire a été ouverte par le procureur de la République. L'enquête n été confiée au service régineal de police judiciaire (SRPJ) de Muntpellier. Le préfet des Pyrénées. pellier. Le préfet des Pyrénées-Orientales, Pierre Steinmetz, a promis aux familles des victimes que tout «serait falt pour retrouver les auteurs de ce geste abominable».

De nombreux hommes politiques locaux se sont rendus an cimetière du Haut-Vernet et n'ont pas hésité à replacer ces profanations dans un contexte électoral très tendu (le Mnnde du 12 jain). Paul Aldny (UDF-PSD), ancien maire de Per-pignan, a ainsi déclaré : « C'est un acte de racisme délibèré. Ce n'est pas une simple coincidence qu'il ait eu lieu dans une période de tensiun électorale. A qui profite le crime? Il n'est pas possible que l'on n'arrive pas à déterminer qui o commis cet

Sno fils, Jean-Paul Alduy (UDF-CDS), conseiller général du canton du Haut-Vernet, candidat à l'élec-tion municipale de dimanche, indiquait pour sa part : e Cet acte de provocation et de lâcheté nous rap-pelle que les hommes politiques doi-

vent d'abord être des hommes de paix et de tolérance, qu'ils doivent mesurer à tout moment les mots et messages qui peuvent exciter les instincts les plus vils du racisme.» M. Christian Bourquin, candidat PS, n souligné que « l'absence de respect, le mépris des valeurs, la haine et l'Intolérance sont en train de gagner la ville de Perpignan, pré-sageant de sinistres lendemains ».

Dans l'après-midi, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, adres-sait un télégramme aux représentants de la communanté juive de Perpignan: « De tels actes nous rappellent à quel point nous devons rester vigilants à l'égard de toutes les résurgences du racisme et de la xénophoble. » Enfin, Jean-Clande Martinez, député européen, candidat FN, déclarait : e Par ma bouche et par mon ame, je condamne avec colère un tel acte, non seulement pour son ignominie et sa bassesse, mais aussi pour lo manœuvre grossière et écœurante qu'il révèle. Le crime est signé de ceux à qui il profite. C'est la triste et poignante projue. C est la trise et porfuente confirmation de ce que je dis depuis des semaines : les tambes ne sont plus respectées. Après l'attentat con-tre Jean-Claude Madrenas, c'est bel et bien que des intérêts énormes, sans frontières, menacent Perpignan et les Pyrénées-Orientales de dérives

Le 5 février, pendant la cam-pagne des législatives, le maire de Bages, M. Madrenas (CDS), avait été griévement hiessé dans un attentat à la voiture plégée, Les auteurs n'ont toujours pas été identifiés. En l'absence d'indices sur les profanations, la date choisie, entre les deux tours des municipales, ne manque pas de susciter des ques-tions sur les motivations profondes

JEAN-CLAUDE MARRE

Après la mort suspecte de trois toxicomanes

Un médecin et une pharmacienne parisiens mis en examen et écroués

Le docteur Antoine Khouri, médecin généraliste boulevard de Believille à Parie, et une pharmecienne du quartier qui délivraient un médicament morphinique de synthèse à hautes doses, ont été mis en examen. mercredi 9 juin, pour «homicides involontaires et infraction à la législation sur les stupéfiants», et écroués dans la soirée. Les prescriptions du docteur Khoufi euralt provoqué la mort par surdose d'eu moins trois toxicomanes. Une associetion de praticions généralistes au fait de ses pratiques avait tenté, à deux reprises, de le persuader d'arrêter.

Installé depuis 1987 au 47, boulevard de Belleville à Paris, l'un des quartiers de la capitale cu sont concentrés revendeurs et consom-mnteurs de drogue – d'hérolne pour la plupart, – le docteur Khnuri, trente-neuf aus, s'était constitué une clientèle de proxi-mité. Il prescrivait à ses clients toxicomanes - une centaine selon les estimations des confrères qui le connaissaient - une molécule classée comme «stapéfiant» an tableau i de la pharmacopée (i). Il en prescrivait beaucoup, et sur de simples ordonnances, alars que l'atilisation da carnet à souches, l'atilisation da carnet è sonches, édité et fourni par le conseil de l'ordre, est ohiigatoire pour ce type de produits. Une connivence avec la pharmacienne de l'officine voisine, à qui il envoyait ses patients, lui permettait de transgresser la régle.

Le docteur avait déjà été entendu par la brigade des stupéfiants après la mort suspecte, vrai-semblablement due à «un détour-nement du traitement prescrit», d'un toxicomane âgé de trente-six ans. Le décès par surdose de deux autres toxicomanes agés de vingttrois et vingt-six ans ont conduit les policiers à l'entendre à nonvean et à le convoquer, mardi 8 juin, ainsi que la pharmacienne. Les praticiens auraient reconou que les deux jeunes gens décédés étaient de leurs clients. Ils ont été mis en examen, mercredi 9 juin, per Chantal Perdrix, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour e homicides involontaires et infrac-tion à la législation sur les stupéflants et le soir même, un juge délégué les a placé sous mandat de dépôt.

Les enquêteurs auraient été renseignés sur les largesses des deux praticions par des toxicomanes de «passage» dans leurs locaux. Une ordonoance da docteur Khanri anrait même été retrouvée sur l'une des victimes, dent la famille aurait porté plainte. Dans le même temps, le laboratoire Dela-lande, qui distribue le médicament morphinique, aurait alerté les autorités de tutelle sur les quantités massives commandées par la pharmacienne. Entre les mais de mars et de mai, 83 000 ampoules et 14 000 comprimés auraient été fournis par cette seule pharmacie.

Pratiques à risques

Comment un généraliste de quartier a-t-il pu prendre une ini-tiative isolée et s'arroger le droit de décréter cette substance «pro-dmt de substitution»? Avait-il été omi de substitutions? Avait-il été ému par la détresse des toxico-manes qui venaient consulter chez lui, ou était-il simplement attiré par l'argent? Et la pharmacienne? Quel intérêt avait-elle à fnurnir ces produits? Etait-ce pour aug-menter son chiffre d'affaires?

Jean Carpentier, président du tout onuveau Réseau des profes-sionnels d'Ile-de-France pour les soins aux usagers de droque (REP-SUD), a en affaire avec le docteur Khouri. Il explique que l'associa-tinn « n rejuré sun chèque » d'adhésion car elle ne cautionnait pas ses pratiques. Le président du REPSUD dit même nvoir aierté le conseil de l'ordre, en janvier. En outre, par deux fois, Antoine Khouri n'été prévenn de la dange-rosité de sa «méthode».

Dans une première lettre, datée du 22 mars 1993, le bureau du REP-SUD le met en garde : « Les prescriptions intravelneures peuvent peut-être se justifier, mais les doses prescrites dont su nous as parlé ne peuvent pas se justifier médicalement. La stabilisation par le Palfium est très difficile à obtentr. mais devrait se situer sur le plan médical à six-huit ampoules par jour maximum. Au-dessus, les

risques d'overdose sont très importants et nous ne sommes plus dans une thérapeutique d'aide aux soins, mais dans le deal.»

Le docteur Khouri écrit alors à l'association pour lui demande unc e leure afficielle » stipulant que « le REP-SUD interdit de pres-crire plus de six ampoules de Pal-fium par jour », afin de l'afficher dans soo cabinet. Une deuxième lettre, en date du 30 avril, le renvoie confraternellement à la promière réponse qui lui avait été

Jean Carpentier estime que Antoine Khouri a commis une for-midable « erreur thérapeutique ». Le REP-SUD défend en effet une e stratégie de substitution médicalement contrôlée » sur la besc d'un e enntrat » avec le malade, et se adhérents utilisent principalement le Temgésic. Une stratégie fermement condamnée par le responsa-hie de la brigade des stupéfiants, le commissaire Bouchet, qui dénonce à cet éand « la fourniture de drogues de substitution qui maintiennent les toxicomanes en that de dépendance ». Une optique thérapeutique qui provoque selon lui, e un seul changement, ceiul du statut des revendeurs » et engendre, autrement dit, des « médecins despopulation toxicomane du quartier, risque pour sa part le docteur Carpentier, et il a dû paniquer. A in fin, il s'est fait débordé. Il faut savoir dire non. » Aujourd'hui, les patients du docteur Khouri sont dans la nature et certains confrères tentent de les retrouver. Ce dossier, quelle que soit la suite qui lui sera donnée, ne manquera pas de raviver la querelle sur la prescription des produits de subs-titution et de rappeler combien l'encadrement des pratiques est

LAURENCE FOLLÉA

(1) Cette molécule, la destronocamide commercialisée sous le nom de Palifum, est un inédicament morphinique de synthèse qui agit sur une courte durée, entre quatre et aux heures, et qui est généralement utilisé pour soulager les soulfrances des maisdes en place terminale. Il provoque, à l'instar de l'hérolne, un plc d'action — que les tonicomenes désignent sous le nom de «flaxh» — et entraîne, es eas d'administrations répétées, une dépendance physique et psychique.

colère de

11:11:1 - 1 - 1 WA - THE T

The train a large taken the graphs

A CONTRACT

ter same

THE PERSON AND THE PE

The second second

Bitaziere prompte de la libridita de la militario de la migraaufage de Paris rentre de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya del la companya del la companya de la companya Bills or ard: sans a ter de des conteurs. Villand. Gar. and the second of the second of the second of the second of Matter Verter Dans in carden and card a

Philips alors que los de la marcha de la monte de la companya del companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya del companya the sont poursum a transmission of the second secon Me Me Francois Microtte

ST-1800 9- 112

Section 1

11.

DENNE 1 E. L. L.

The second secon

THE IS MADE IN THE REAL PROPERTY.

ESTE L TOWN

117 7 31 31

part of sparse and the

Electric de la la

Territor Sugar Williams

A Real Property and the second second

The second of the second

TEEN

WATER SEED TO LOS

Program State for the state of the

21 3 Carry 2 1 1 1 1 1 1 1

252 % (27); t it 7,80

Elektrich farten in einer

B 1,82 90.02" 1 '4 - 03

gart out to " harris the a

agreer of bearing

Common and transfer of the

latte eine eine bien bieben.

Et e ister distantin ins in hijasin a

afann son constitution

"man of the second

2 = 1

A Sec. ! Margar 1

epica is a consti

-2 -1

12 nes 120 h

the Me Frances Microrre

Apis A.t. Semanter

On the Service for the period of the Service for the Service for

Donze personnes sont mises en exames por excitation de mineurs a la debasete

MARSELLE

A NOTE CONTESCO

Date number of the state of th

May succes adepted the property

The second secon

Le groupe russe Mig choisit un réacteur français pour son nouvel avion

Gérard Renon, PDG de la SNECMA, et Rostislav Belyakov, PDG du groupe russe ANPK Mig, ont annoncé, vendredi 11 juin, au Salon du Bourget, la signature d'un accord de principe aux termes duque le réacteur français Lazzac a été choisi pour équiper le futur avion d'entraînement militaire Mig-AT, dont le premier vol est prévu pour le début de 1995. D'autres groupes français, comme Messier-Bugatti et Sextant-Aviation, ont été pressentis pour s'associer à cet accord au financement duquel des banques seront associées. Le Larzac, qui équipe déjà mille deux cents avions dans le monde, est principalement la moteur de l'Alpha-Jet franco-allemand. C'est la raison pour laquelle cet accord n'est pas « un investissement démesuré », a expliqué M. Renon qui, quand il était secrétaire d'Etat à la défense en 1989-1991, a signé avec Moscou une convention pour l'aida de le France au démantèlement des armements nucléaires

D'autre part, la même SNECMA est convenue d'étudier, avec les groupes américains Pratt and Whitnay et Ganeral Electric, et avec le groupe allemend MTU, le développement d'une gamme da moteurs nouveaux (entre 6 at 10 tonnes de poussée) face à una alliance anglo-allemande Rolls Royce et BMW, qui était déjà consti-

Il faut y vnir un signe des temps : des industriels de l'ancienne URSS, comme les construc-teurs d'avions Tupolev nu d'hélicoptères Mil, exposent sous leur propre raison sociale et nnn plus sous la bannière Aviaexport, qui a longtemps été la maison mère exclusive - on le drapeau national - servant à l'exportation des prodnits aéconautiques ex-soviétiques, qu'il s'agisse de matériels civils ou militaires. Les exposants de la CEI, puisque c'est sous cette étiquette-là qu'ils ont été classés par les neganisateurs du Salon, sont venus au Bourget non pas en ordre dispersé, ais comme des «grands», libres, à l'instar de leurs concurrents, de commercer avec les clients.

Les prenves de cette émaneipation - qui traduit la volonté politi-que de l'ex-URSS de figurer parmi les exportateurs de technologies

C'est, par exemple, la société Mikhall Kalashnikov qui a été autorisée en Russic à se dispenser de tout accord nfficiel avant de signer un contrat à l'étranger. Ce passe-droit court, dit-on, jusqu'à la lin de l'année. De quoi satisfaire les 8 à 9 milliards de francs de commandes qu'elle avait en attente. C'est, aussi, cette évidence au Bourget même : les pays de la CEI, outre l'effort qu'ils font traditionnellement dans le domaine spatial, exposent, cette année, plus d'avious civils ou militaires et plus

Une privatisation à marche forcée

L'enjen, pour la Russie qui compte aujnurd'hui 800 000 chercheurs et quelque 35 millinns de personnes, directement ou indirectement, dans l'industrie de défense, est simple : il s'agit de sauver cet immense potentiel technologique que les commandes nationales ou celles des pays jadis satellites ne suffisent plus à maintenir et qui est censé ponvnir rapporter des dévises à un Etat en situation de collapsus économique.

Au demeurant, cette industrie russe subit de plein fouet les contre-coups des réformes de Brris Eltsine, à savoir une privatisation à marche forcée qui n'est pas assurée de réussir dans un secteur habitué tout obtains du l'Elter insparent de reussir dans un secteur abottue à tout obteuir de l'Etat et ignorant jusqu'aux lois élémentaires du mar-ché. De ee point de vue-là, le « lobby » militaro-industriel russe est assez divisé, et des responsables présents au Bnurget admettent qu'ils ne savent plus à quel saint se vnuer : les ûns se déclarent partivnuer: les uns se déclarent parti-sans de distribuer des actinns à leur personnel (s'ils ont de quoi les acheter), mais d'autres, comme chez Sukhoi, se prétendent exelus du champ de la privatisation pour cause d'indépendance nationale, et d'autres encore, chez Mil, semblent te préparer propressivament à

étrangers. mondiale.

d'entraînement

tuée et qui espérait pouvoir attirer la SNECMA et MTU.

Une volonté de s'émanciper

aéronautiques et spatiales en dehors des marchés dits ecaptifs » de l'ancien «bloc» de l'Est – ne

d'hélicoptères que les Etats-Unis, à peine moins que la France, qui est l'organisateur du Salon.

se préparer progressivement à l'idée de s'nuvrir à des capitaux

Tous partagent la même nbsession: trouver - au besoin par l'ex-portation militaire tous azimuts et par la conversion à des fins commerciales de technologies militaires développées à grands frais du temps de l'ancienne URSS – les financements qui leur sont nécessaires pour rester dans la course

JUSTICE

centaine de tombs

ont ete profanees

 $T_{t_{1}}(x_{t_{1}})=\alpha_{t_{1}}$

Part Land

diag to the

25, 10 10

Trans.

40 m

A Buckeye

797 34. . .

Sec. 35

The unit pharmatient w

examen el ente

The second secon

, ·

The second secon

The Late of the La

ARISTA.

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

L'ami Boublil

Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy en 1988, s'est expliqué, vendredi 11 juin, devant la 11. chambre correctionnelle du tribunal da Paris, !! s'est défendu d'avoir reçu des informations aur le rachat du groupe Triangle par Pechiney de son ami Samir Traboulsi, la conseiller de Triangle, et d'en avoir données à son ami Roger-

Patrice Pelat. C'est l'initié parfait. Trop parfait? Alain Boublil, quarante-cinq ans, directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances au moment des faits, ne le fait pes dire. Sûr de kil, cet ange déchu de l'appareit d'Etat qui jouait avec le grand Meccano de l'industrie française n'est pourtant pas parvenu à conveincre.

C'est qu'Alain Boubill, dens cette terrible affaire Pechiney-Triangle, est partout, tout le temps, systémati-quement. En cet été 1988, tel un Bibendum, il rebondit toujours au bon androit... Le voità à Monaco, sur l'invitation da son ami Semir Traboulai, pour les week-ends du 18 juin, et des 14 et 21 juillet. Le voilà au Recing Club de Paris, raquette de tennis à le main, croisant le directeur financier de Pechiney: «Tiens I bonjour...». Le voille encore, en famille, à la mi-soût, sur le yacht louié par Traboulsi, dans la bale de Figari.

Alain Boubill, l'air boudeur, sort da son silenca : eQuand je vois M. Traboulsi, je ne lui donne pes d'informations!» La présidente, l'air dubitatif : «Vous átiez bien présent sur le yacht lorsque les dirigeants de Pechiney sont venus discuter avac le POG de Trisigle?

200

11774

, <u>s</u> 25

.

... es 4 %.

د مین بر مندون

- Ma présence était déplacée. l'étais trop occupé la Certes, Mais I reconnelt Alain Boublit. Pas à cause des négociations qui devaient s'y tenir mais parce que ce n'était pas

- Vous ne lui donniez pas d'informations?

 Ja n'avais pas à informer qui que ce soit des affaires de l'Etat l Je suis un heut fonctionnaire. Mes relations avec lui étaient exclusives de mes fonctions.

- Mais lui-même ne vous e-t-il pas dit, après leur réunion, que l'ambiance n'avait pas été mau-

Alain Boubill, pria da court :

eBen, ouis Même en vacances, Alain Boubill ne peut pes s'étendre sur un drap de bain sens glaner des scoops. Même an vecances, se passion pour le Mecceno la poursuit. Surtout, surtout, I ne veut pes qu'eon puisse dire que les antreprises nationalisées sont privées d'éven-tuelles possibilités d'expension».

Mais que n'a-t-il pris garde à lu-même? En sa pavanant obstiné-ment au milieu des négociateurs, il s'offrait d'avance à la auspicion de tous, Sanction imperable, même s'il ne veut voir dans le délit d'initié qui lui est reproché qu'un edélit d'amities. Ainsi le substitut Jean-Claude Marin est-il convaincu que l'ancien directeur de cabinet, sens profitei financièrement du etuyaus en se possession, en a feit cadeau à Roger-Patrice Pelet, l'ami du prési-dant de la République décédé

La réception chez Edgard

Boubii croise les bras. C'est sa manière de démemir. «J'avais pour M. Pelet de l'affection et de l'admiration, fence Alain Boubill. Mais, en 1988, je la voyais moins souvent,

eut tout de même l'occasion de déjeuner avec lui le 13 novembre, une semaina avant la conclusion définitive de l'accord entre Pachiney et Triangle. Ce jour-le, les époux Bérégovoy fétalent leur quarantième anniversaire de marlage avec leurs

Samir Traboulal décrit catta réception, Chez Edgard. «Nous étions une centaina. Ca n'était pas un déjeuner placé. Les choses se sont passées neturellement. Nous nous sommes assis, à une teble d'une vingtaine de personnes avec les Bérégovoy, les Peier et les Bou-bill. » La présidente : «Avez-vous informá M. Boubli de ce que les négociations étaient sur le point d'aboutir?» Samir Trabouisi, l'air peiné : eMais ce n'était pas l'am-

blance i il y avait de la musique. C'était femiliel !» Plus réservé, Alein Boubli assure un service minimum ; e.le suis sûr que M. Treboulsi ne m'a pes perié de cette effeire au déjeuner du 13.» Mais n'était-il pas déjà au courant de tour? La directeur financier de Pachiney, l'un de ses parteneires au tennis, ne lui avait-il pas téléphoné le 9 novembre de la part de son PDG pour lui demander un rendez-vaus avae Pierre Bérégovoy la

14 novembre? eDonc, la 9 novembra, yous êtes optimiste», avance la présidenta. «Madame, répond Alain Boubill, je ne suis ni optimiste ni passimiste. Je feis mon métier, C'est un dos-sier important mais il n'y a pas ils de dimension personnelle.» En réalité, la tribunal découvre ébahi que ce « dossier important» est treité bien succinctement rue de Rivoli. Pierre Bérégovoy, qui n'a jamais été mis au courant per son cabinet du projet de rechet de Triengle per Pechiney, reçoit une simple nota

fondemant d'una note at d'un entretien?». Alain Boubili: «Oui, mais ce n'est pas une décision du ministre. C'est sa position sur l'affaire.» La présidenta: «Et c'est bien le première fois qu'il repoit une l'affaire.

d'un conseiller une heure avant son

entretien avec Jean Gandois, PDG

Au terme de cette conversation, la note est perephée per le ministre, avec son accord. Le substitut Jesn-

Claude Marin : «Si ja comprends bien, le feu vert est donné sur le

de Pechiney.

information sur ce dossier?

– Oui, par ses collaborateurs », sourit l'ancien directeur de cabinet. L'étonnement du tribunal n'est pas fini. «Soutenez-vous toujours que vous ignoriez, le 14 novembre, que le groupe Triangle était coté en Bourse à New-York?

- Je le maintiens. Je ne connaissais pas les structures juridiques de ce groupe. Cela ne ma concernait

- Vous êtes compétent, vous consellez le ministre et vous ne

- Beaucoup de sociétée eméricaines ne sont pas cotées i Ce n'est pas un point mejeur dans le processus de la décision de l'Etat. Les modelités sont du ressort de

- Mais cela fait plus de deux mais que vous sulvez ca dossier... - Je ne suis jamais entré dens les détais, Ce n'était pas mon rôle Je savais parfaitement de quoi je

- Sauf que vous ne conneis pas l'existence des titres Triangle! - Je vous l'accorde. »

Ainsi en a-t-on peut-êtra plus appris sur l'étrange fonctionnement des cabiness ministériels que sur le cléit d'initié.

Procheina audiance marcredi

LAURENT GREILSAMER

La fin du procès du sang contaminé

La colère de Me Morette

La treizième chambre de la cour d'appel de Paris rendra, la 13 juillet, son arrêt dens le procès des docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Aliain et des professeurs Jacques Roux et Robert Netter. Dans le cadre de l'affaire dite du sang contaminé, les deux premiers répondaient du délit de etromperie sur la qualité substantielle d'un produit », alors qua les deux eutras sont poursulvia pour e non-assistance à personne en danger s. Ouvert depuis le 3 mal, ce procès s'est achevé, vendredi 11 juin, par la plaidoi-rie de M- François Morette.

Après six semaines d'un procès dont la sérénité fut à peine ébréchée per quelques rares incidents, fallait-il que la fureur réponde à la fureur? C'est en tout cas le choix que semble avoir fait M. François Morette, dernier défenseur de docteur Garretta.

de M. Morette trouve son origine dans une poorsuite presque exclusi-vement dirigée contre son client.

« Comment peut-on imputer à cebul-là une responsabilité unique des événements? clame » l'avocat qui rappelle le drame ayant conduit à la contamination de 1 200 hémophiles et fait plus de 250 morts. Beaucoup de gens appartenant aux mondes scientifique, médical, administratif et politique out participé aux décisions, mais le défenseur constate : « On a mais le défenseur constate : « On a donné à la foule un visage et un nom. C'est ce que la foule attendait.» Et il précise : « Il y avait trop de monde, trop de gens concernés dont la qualité est telle qu'ils ne doivent pas apparaître. Alors un pêche une tête dans la marmite et on la montre. »

L'avocat se fait cinglant pour fusti-ger l'instruction «incomplète», le jugement correctionnel et surtout l'ai-titude du parquet. ell avait accepté sa peine. Il la purgeait. Il avait au moins le droit à la liberté intérieure dans sa cellule. Mais le parquet a fait appel et on va chercher le ballon de foot pour continuer la partie. »

uier défenseur du docteur Garretta.
Le choix d'une défense visoérale et fiévreuse pour celui qu'il présente comme « le numéro d'écrou 3227 à la maison d'arrêt de la Santé», pour ajouter aussitôt e le seul numéro d'écrou de ce dossier». Car la colère

client. «Il n'y a pas de mobile. Alors on parle de la logique industrielle, mais l'usine des Ulls était déjà programmée avant son arrivée au CNIS.» C'est ensuite le tour de la distribution des produits contaminés effectuée parallèlement à celle des produits chanifiés. «La décision de la double distribution, il ne l'a pas prise tout seul. C'est avec un groupe d'experts, avec une commission.»

Et pour répondre à l'accusation qui soutient que le docteur Garretta n'a pas informé les hémophiles des dangers présentés par les produits sanguins, M. Morette brandit le numéro du mois de mai 1985 de la munito du mois de mai 1983 de la Gazette de la transfusion sanguine.

Dans un encadré intitulé «A l'intention des hémophiles et des prescripteurs», figure un article particulièrement inquiétant sur les risques de contamination des dérivés sanguins. alls savaient tout!

Le ton et certains arguments per fois maladroits de l'avocat agacent une partie de la salle essenticlement composée des victimes et de leurs familles auxquels se sont joints quel-ques habitués des prétoires prêts à intervenir sur toutes les causes. Ainsi, quand l'avocat évoque le rôle d'un médecin prescripteur en se deman-dant : « Devoit-on aussi l'envoyer devara la tribunal correctionnel? »

- Ouil Ouil, crie in salle.

- Je ne suis pas votre allié pour ça, je le suis pour autre chose.» La salle se calme, M. Morette continue, s'attaque de nouveau an parquet, pais s'exclame : «Si vous croyez qu'en condamnant le docteur Garretta on va condamner le sida,

TOUS YOUS D'OMPEZ. - Le docteur Garretta et les autres/s répondent quelques voix. Mais l'avocat insiste : « Vous ne pourez pas condamner une chose, alors vous condamnes un hommes.

Le braukaka s'amplifie. Me Morette hurie: «On me laissera parler! On me laissera parler!» en tambourinant sur son pupitre. Le président intervient. Les avocats des hémophites calment la salle.

La plaidoirie s'achève. C'est la fin du procès. Un procès que l'avocat ne comprend pas : «Il n'y a eu aucun procès de cette nature dans aucun pays du morde. Pourquoi? Parce que dans d'autres pays les hommes politi-ques ont réuni tout le monde. Ici, les haumes politiques ont été des

M. Morette revient pourtant au docteur Garrette pour dire: «Ce qui a probablement été une erreur, on va en faire une faute et de la faire un crime. Son erreur ne s'explique que

par l'erreur des autres, » MAURICE PEYROT

A Larrazet (Tarn-et-Garonne)

René Bousquet a été inhumé

L'enquête sur la secte des Enfants de Dieu

Douze personnes sont mises en examen pour excitation de mineurs à la débauche interpellés à Saint-Herblain (Loire-

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Douze membres de la secte des Douze membres de la secte des Enfants de Dieu appartenant à la communauté d'Eguilles, près d'Aix-en-Provence, ont été mises en examen pour excitation de mineurs à la débauche, vendredi 1t juin, par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Serge Maekowiak (le Monde des 11 et 12 juin). Il s'agit de quatre hommes et de huit femmes de huit nationalités différences (oustre Français, deux Esparentes de huit instonante universe quatre Français, deux Espa-gnols, un Canadien, un Hollandais, un Belge, un Danois, un Américain et un Anglais). Ils ont été laissés en liberté, mais placés sous contrôle judiciaire svec interdiction de quit-

ter le territoire national. Neuf antres adeptes de la secte,

Atlantique), Condrieu (Rhône) et Thionville (Moselle), ont fait l'ob-jet de mandats d'amener er devraient être présentés, au cours vendredi il juin, aux côtés de son du week-end, devant le magistrat épouse dans le caveau familial du instructeur pour se vnir natifier cimetière de Larrazet (Tarn-et-Galeur mise en examen du même ronne). Le village était désert au chef. Le juge pour enfants d'Aixmoment des nhsèques, en sin en-Provence a également pris des d'après-midi. Quatre membres du mesures d'assistance éducative à conseil municipal nat porté le cerl'égard des enfants vivant avec cueil jusque dans la nef de la petita leurs parents dans la douzaine de église. Senle une vingtaine de per-«colonies» contrôlées par les gensonnes, essentiellement des proches darmes. Les nourrissons unt été de René Bousquet, nnt assisté à laissés avec leurs mères. Les autres l'office mortuaire. Le prêtre n'a pas oot été placés dans des foyers fail référence à la vie du défunt. dépendant de la direction des interventions sanitaires et sociales

dans la plus grande discrétion René Bousquet, ancien secrétaire qu'une association allait se créer

général de la police du régime de Vichy, assessiné mardi 8 juin à son domicile parisien, a été enterré, to juin, l'avocat de l'ancien Dans une déclaration en date du t0 juin, l'avocat de l'ancien chef milicien Paul Touvier, Me Jacques Trémolet de Villers, indiquait qu'il s'inclinait « avec respect devant la dépouille sanglante de René Bousquet » : « Devant la montée de l'intolérance et de la haine dont ce crime est le signe manifeste, j'en appelle aux autorités de notre pays pour qu'elles rétablissent le caime et la tranquillité publique à laquelle tous les citayens ont droit. En ma qualité d'avocat, je déclare que le climat créé par ce crime, les décla-Au cimetière, Guy Bousquet, le fils rations et les rumeurs qui ont suivi de l'ancien secrétaire général de la son annonce, enlèvent tota espoir de police, a dit que son père avait sérénité à un éventuel procès de G. P. eterminéson chemin de croix et Paul Touvier ».

Faut-il s'étonner, dès lors, que la Russie fournisse des missiles sol-air

compter les pièces d'artillerle de seconde main que les accords Est-Ouest de désarmement l'obligent à retirer de son arsenal? Faut-il s'étnaner, camme l'affirme un industriel allemend, que la Russie pratique des prix « discount » dans l'espoir d'arracher une décision, sachant à l'avance que son client rednute le manque d'expérience d'un service après-vente défaillant ou rarement à la hauteur?

à la Chine ou des hélicoptères à la

Torquie, que l'Ukraine livre des

missiles de croisière à la marine de

l'Iran, qu'un elient ait le chnix

entre deux Mig 29 nu deux chars

russes pour le prix d'un seul F 18 ou d'un seul char américains, ou

enenre que la Russie snit en mesure de brader ses surplus, à

savoir les quelque 1 600 avinns de combat, 20 000 blindés, sans

Un nonveau symptôme d'échec

Pnur l'instant, la concurrence russe reste, en réalité, assez marginale. Les Occidentaux crient au lnup, en majorant une rivalité commerciale avec Mnscou qui n'est pas de la même can que la compétition véritablement sans pitic à laquelle se livrent en perma-

nence Européens et Américains. D'autant que, dans le même temps, ces mêmes Occidentaux taillent des croupières aux industriels de l'Est sur leur propre terrain. C'est le cas pour ces matériels de conceptinn ex-saviétique si anciens qu'ils nnt besoin aujnurd'hui d'être modernisés, voire remplacés par les Etats auxquels ils avaient été cédés lors de la splendeur du « bloc » communiste. En Inde, par exemple, ou en Rouma-nie. Dans le premier de ces deux pays, une centaine de réacteurs défaillants de Mig 29 nnt dû être retirés du service, et les équipe-ments de bord de quelque cent quatre-vingts Mig 21 dnivent être remis au gnût du jnnr. Des constructeurs européens - dont des gronpes français - nnt fait des nffres de services à l'Inde. Dans le second cas, ce sont des industriels israéliens qui viennent d'être sollicités par Bucarest de rénnver une centaine de vieux Mig 21

La Russie perd donc des marchés, dits de «retrofitage» par les experts, qui auraient dû en prin-eipe lui revenir de droit dès lurs que les matériels lui appartenaient d'nrigine.

A sa façon, le choix par la Rus-sie du réacteur Larzac des groupes français SNECMA et Turbomeca est un autre symptôme de cet échec. On connaissait déjà le retard que les Russes ont accumulé, en matière d'aviatinn commerciale, par rapport au savoir-faire occiden-tal. Au point que, pour le Tupolev 204, censé succéder au Tupolev 154, il leur a fallu en appeler à des mnteurs du groupe britannique Rolls-Rnyce. Comme ils out dû mnnter des réacteurs américains Pratt and Whitney sur un fliouchine 96 M. Mais, on s'accordait jusqu'à présent pour reconnaître à la Russie un succès indéniable dans le domaine militaire. En optant pour un réacteur français éprouvé, les Russes n'ont apparemment pas hésité à prendre cette légenda à contre-pied et à faire dépendre leur aviatinn d'entraînement militaire d'une technologie élaborée sous d'autres cieux.

JACQUES ISNARD

pes un homme facile : 21 h, dim. 16 h. MATHURINS (42-65-90-00). En etten-dant las bosufs : 20 h 30, dim. 15 h. MÉTAMORPHOSIS (42-91-33-70). Tonnelle d'été : 15 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 16 h.

20 h 45.
PALAIS OES GLACES (PETTY SALLE)
(42-02-27-17). Bud dans tu t'ss vu
quand t'as ril : 21 h.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-91). Ubu ;
11 h

21 h.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-99). La
Laçon de composition: 21 h.
POCHE-MONTPARNAS E
(45-48-92-97). Salle I. Vingt-quetra
heures de la vie d'une femme: 18 h et
21 h, dim. 15 h.

21 h, dim. 15 h.
PORTE SAINT-MARTIN
(42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45.
POTINIÈRE (42-61-44-19). Méir-méir-meir: 21 h, dim. 19 h.
PRÉ-CATELAN, JAROIN SHAKES-PEARE (42-27-39-54). Les Femmes, les truffes et le musique ou Mon gendre tout est rompul: 21 h 30, dim. 17 h 30.
PROCRÉART (42-52-09-14), Tonton Arthur; 21 h.
RANFI AGH (42-68-64-44). Les Enfents

Arthur; 21 h.
RANELAGH (42-68-64-44), Les Enfants
du silence: 20 h 45, dim. 11RENAISSANCE (42-08-18-50), La Jeva
des mémoires: 16 h et 21 h.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), Un
acteur (oue Bret: 20 h 30, L'Homme et
son double: 22 h 30, dim. 17 h.
SALLE OE LA ROOUETTE
(40-04-93-69), Paroles en voyage:
15 h, dim. 19 h.
SENTIER DES HALLES (42-38-37-27)

17 h. BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55).Dim. Les Champètres de joie : 20h30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). L'Avare : 21 h. dim. 19 h. SOUFFONS-THÉATRE OU XIX-(42-38-36-53). Gale : 19 h. SOUFFON9-THÉATRE OU XIX(42-38-36-53), Gale: 19 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les
Zappeure: 20 h. Le Graphique de
Soscop: 21 h 15.
CAVEAU OE LA RÉPUSLIQUE
(42-79-44-45). Etate frères? Et ta
sow...: 21 h. dim. 15 h 30.
CENTRE CULTUREL OU MINISTÈRE
DES FINANCES (40-04-20-65). La
Soulanger, la boulengère et le patit
mitron: 16 h.
CENTRE POUCHKINE (44-05-64-20).
Des pommes pour Eve: 20 h 30.
CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE
PARIS (40-28-28-40). Dim. Les Nocas
de Figero: 15h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Oui:
20 h 30, dim. 17 h 30.
C1TÉ INTER NATIONALE
(45-89-38-69]. Masques: 19 h. Croisements, divagations: 21 h. dim. 17 h.
CRANCE Balle. On a marché sur la Terre:
19 h. Quelques jours avant l'équinoxe de
printemps: 19 h. dim. 17 h.
COLLÈGE FRANCO-SRITANNIOUE
(43-07-14-30). Meurtre à l'aube;
20 h 45,
C OM É OIE CAUMARTIN

(43-07-14-30). Meurtre à l'autre ; 20 h 45, COMÉOIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coga se couchent à

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 19 h (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 19 n et 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 15 h et 20 h. dim. 14 h. L'Epouse prudente : 21 h 15, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Les Précieuses ridicules ; l'Impromptiu de Verseilles : 14 h. Le Feiseur ; 20 h 30,0 mr. Le Prix Marrin : 20 h30. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 14h. COMÉDIE-FRANÇAISE THÉATRE DU VIEUX-COLOMBIER (42-22-79-22). Le Silence : Elle est là : 20 h 30, dim. 19 h 30, CRYPTE SAINT-SULPICE (EGLISE

19 h 30, CRYPTE SAINT-SULPICE (EGUSE SAINT-SULPICE) (42-84-15-14). Récits d'un pèlerin russa : 15 h et 20 h 30, dim. 17 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGUSE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Lettre : 18 h 30, dim. 15 h. La Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30. EDOUARO-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). La Frousse : 21 h, dim. 15 h. 15 n. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), L'In-vitation de l'ange : 21 h. ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). os Moustaches do la raine : 21 h.

Les Moustaches de la reine : 21 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'île des esclevse : 19 h, dim. 15 h, Feu la mère de madame : 20 h, dim. 19 h. Le Mouette : 21 h.Dim. Le Mariage de Figuro : 16h. Figuro : 16h.
FONTAINE (48-74-74-40), Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45.
G A I T É · M O N T P A R N A S S E (43-22-16-18). Ce qui enrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. attend: 20 h 45, dirt. 15 h.
GALERIE CHRISTIAN SIRET
(42-61-46-04). Un amour: 17 h 30.
GRAND EOGAR (43-35-32-31). La
Système Ribedier: 20 h. Mignonne,
allons voir eile rose: 22 h.
GUICHET MONTPARNASS5
(43-27-68-61). Eux seuls le savent:
19 h. Amours en piòces: 20 h 30, Feis
uns pause, on est dimanche: 22 h 15.
HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmallon:
19 h 30 et 20 h 45.
HUCHETTE (43-75-38-99). La Canta-

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. 20 h 30.

LA SRUYÈRE (48-74-79-99), Temps contre temps: 20 h 30, dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Ticket du pressing: 20 h 30.

LE FUNAMSULE THÉATRE (42-23-88-93). Man, Doris, Gue: 19 h 30, dim. 17 h. Le Horla: Boule de suif: 20 h 45. suif: 20 h 45. LE TRIANON (45-63-40-80). Auguste et Chambre-à-Air au pays des piranhes :

14 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Salls Roger Blin. Diderot, le fils naturel ou lae Epreuvee de le vertu : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 19 h 45.
Le Banc : 20 h. Isabelle Eberhardt ou la Magie des sables : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 19 h. Les Aventures du baron de Faeneste : 20 h. La Si Joife Vie de Sytvie Joly : 21 h 30.

MADELEINE 142-95-67-001 MADELEINE (42-95-07-09). Atout coeur : 21 h, dim. 15 h 30. coeur : 21 h. dim. 15 h 30.

MARIE-STUART (45-08-17-80), Je ms
tiens devant toi nue : 19 h et 20 h 30.

Huis cloe : 19 h 30. Tampête sur une
toile cirée : 22 h 30.

MARIGNY (42-58-04-41). Je ns suis

PARIS EN VISITES

a Dessoue et bibliothèque-musée de l'Opéra » (Ilmité à trente per-sonnes), 13 h 15, dans le vestibule, etatus de Luiii (Monuments histori-«La Conciergarie, du palais des roie

de France à la prison révolution-naires, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann). s.La Mosquée de Paris»,)4 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (S. Rojon-Kern).

s Hotels du Marale spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers incon-nus >, 14 h 30, eortie métro Saint-Paul (j. Hauller).

«Le parc des 9uttee-Chaumont», 14 h 30, métro 9uttee-Chaumont (M.-G. Lebland).

«Le parc Georges-Brassene, des abattoirs hippophagiques aux aména-gements du parc», 15 heures, à l'an-

(40-04-93-69), Parolee an voyage:
15 h, dim. 19 h.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).
A l'abordage: 20 h 30.
SPLENOIO SAINT-MARTIN (42-09-21-93). Improvizationd:
20 h 30. Didier Benureau: 22 h.
THÉATRE 13 (45-99-92-22). La Caresse: 20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). La Dame en noir: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Ele Kakou dans Ça va jaser: 20 h 30, THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Ele Kakou dans Ça va jaser: 20 h 30, THÉATRE DEJAZET (48-87-62-97). Union libra: 20 h 30, alm. 17 h.
THÉATRE DEJAZET (42-79-97-97). Union libra: 20 h 15. Les Sacrés Monstree: 22 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Laurent Violet: 21 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Laurent Violet: 21 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-OE-MAI (48-05-67-89), L'aiseau n'a plus d'ailea: 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mai. L'Abercation des étables fixes: 21 h, dim. 17 h.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-9RU (42-23-15-85). Les Symptômes de la vache foile: 19 h 30, dim. 19 h.
Mademe de Sade: 20 h. Hietoires de paroles: 22 h, dim. 15 h.
THÉATRE MAURICE-RAVEL (43-48-

paroles: 22 h, dim. 15 h.
THEATRE MAURICE-RAVEL (43-4810-99). Dim. Littorina littoralia ou le
Complexe du bigormeau: 20h30.
THEATRE OE MENILMONTANT
(48-38-98-60). Spectacle de patroraga:
20 h 30, dim. 16 h.
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-91-15). Salla Gámier. Eva
Paron: 20 h 30, dim. 17 h. Sella Jean
Viar. La Mégère apprivoisée: 20 h 30,
dim. 15 h. dim, 15 h.

THÉATRE NATIONAL OE LA COLLINE (43-66-43-60. Grande salle. Main
Kempf (farce): 20 h 30, dim, 15 h 30.
Petite salle. Staline: 21 h, dim, 15 h,
THÉATRE NATIONAL OE L'OOÉON
(44-41-36-39). Le Pélican: 20 h 30,
dim, 15 h.

(44-41-36-39). Le Pélican : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE OE NESLE (46-34-61-04). La Théatra de Srei : 15 h. A Life in the Theatra (en angleis) : 20 h 30. On va faire la cocotte. Mais n'te promiène donc pas toute nue : 22 h 15.

THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-55-74-40). Santimentai Bourreau : 20 h.

THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-36). La Pezu des eutres : 20 h 30. dim. 17 h.

TOURTOUR (48-67-92-48). M'eleur Offenbach : 19 h. Chronique d'une mort retardé : 20 h 30.

TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-FRÉRES (42-54-91-00). L'Orchestre : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARO (45-22-08-40). TRISTAN-BERNARO (45-22-08-40). Chopelia : 21 h.

RÉGION PARISIENNE NEUILLY-PLAISANCE (BATEAU-THEATRE OURAGAN) (43-08-72-31). Le Horts: 20 h 30, dfm. 17 h. CERGY-PONTOISE (THEATRE OE L'USINE) [30-37-84-57). Oon Oulchotts: 20 h 30. MUSÉE NATIONAL OES GRANGES OE PORT-ROYAL (30-43-73-05).0im. Le Verger des solitaires: 15h30, 16h45. VITRY-SUR-SEINE (STUOIO-THÉA-TRE) [48-61-75-50). Pertage de midi: 20 h 45.

LUNDI 14 JUIN

gle de la rue Grancion et de la rue des Morillons (Monuments historiques), «La rue Seint-Denis, les cours des miracles et les etraboules e du Sen-tier», 15 heures, métro Bonne-Nou-velle, devant la poste (P.-Y. Jasiet). « Hôtels et jardins du Merais. Place des Voegees, 15 heuree, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du «Le qual Voltaire et ses shords »

15 heures, engle de la rue du Bec et du quai Voltaire (Approche de l'art). e La maison de la Légion d'honneur Sgint-Denie », 15 heures, porche da baeilique (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : «Pen-ser japonais», par 6. Frenk (Acadé-mie des sciences morales et politi-

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

AMANTS, Film espagnol de Vicente Aranda, v.o.: Espaca Saint-Michel, 5-(44-07-20-49); Elysées Lincoln, 6-(43-59-36-14) ; Sept Pernassiena, 14- (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18- (36-68-20-22).

BODY SNATCHERS. Film américain BODY SNATCHERS. Film américain d'Abel Ferrara, v.o.: Gaumont Lea Halles, 1- (38-86-75-55); Gaumont Lea Halles, 1- (38-86-75-55); Gaumont Hautafouille, 8- (36-68-75-55); Publicis Chemps-Elyséee, 8- (38-99-75-55); Gaumont Parnesee, 14- (38-68-75-55); v.o.: Rex, 2- (42-38-93-93; 39-65-70-23); Paramount Opéra, 9- (47-42-68-31; 36-66-70-16); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-64); Gaumont Gobelins, 13- (36-68-75-55); Geumont Alésia, 14- (38-66-75-14); Mompenasse, 14- (36-69-75-55); Gaumont Convention, 15- (38-68-75-55); Pathé Cilchy, 19- (36-68-76-55); La Gambetta, 20- (46-39-10-96; 36-65-71-44).

CE QUE FEMME VEUT... Film fracceis de Gérard Jumel : Ciné Beeu-bourg, 3· (42-71-52-39) ; Europe Penthéon (ex-Reflet Panthéon), 5· (43-54-15-04) ; Le Belzac, 6· (45-81-10-80) ; Sept Parnessiens, 14· (43-L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE. Film vietnamien de Hung Tran Anh. v.o.: 14 Juillet Oddon, 6: (43-25-59-83); 14 Juillet Oddon, 6: (43-25-59-63); La Pagode, 7: (39-68-75-55); Gaurnont Ambassade, 8-(38-88-75-55); 14 Juillet Beatille,

TOUT CA POUR CA. Film français de Claude Leicuch avec Marie-Sophie L., Vincent Lindon, Gérard Darmon, Francis Huster, Alessandra Martines Fabrice Luchini, Evelyne Boubt, Char les Gérard : Forum Horizon, 1" (45-06-57-57 ; 36-85-70-83) ; Rex 9e Grand Rax), 2: (42-38-93-93; 38-95-70-23); UGC Montpernasse, 6-(45-74-94-94; 36-65-70-14); UGC (45-74-94-94; 36-65-70-14); UGC Odéon, 9· (42-25-10-30; 38-85-70-72); Gaumont Marignen-Concorde, 8· (39-68-75-55); UGC Normandie, 8· (45-63-18-19; 38-65-70-92); Paramount Opére, 9· (47-42-58-31; 36-65-70-19); Lee Nation, 12· (43-43-04-67; 36-65-70-13); UGC Lyon Bestille, 12· (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobelina, 13· (36-68-75-55); UGC Gobelina, 13· (45-61-84-95; 36-65-70-41); Montparnasse, 14· (36-68-75-55); 14 Juillet Beaugrenelle, 15· (45-75-79-79); UGC Conventioh, 15· (45-74-95-40); 36-65-70-47); UGC

11* (43-57-90-81); Gaumont Grand

Ecran Italie, 13' (36-68-75-55): 14 Juillet Geaugrenelle, 16: (45-75-79-79); Bienvende Montparnesse, 15: (35-85-70-38).

10-95 ; 36-65-71-44). UN JOUR OU L'AUTRE, Film fren-

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS OE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
RAI 2: l'écran mutant : las Meäleurse intentions (1992, v.o. s.t.i.), de Bille August, 14 h 30 ; Henri IV, le roi lou (1988, v.o. s.t.i.), de Marco Bellocchio, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI
Histoire permenente du cinéme : Crime et Châtiment (1934), de Fierre Chenel, 19 h 30 : Crime er Châtiment (1935, v.o.), de Josef von Stemberg, 19 h : le Vie selon Luc (1991), de Jean-Peul Civeyrac, Pickpocket (1959), de Robert Bresson, 21 h.

DIMANCHE Histoire permanente du cinéma : le Bianc, le Jazine et le Noir (1974, v.o.), de Serglo Corbucci, 19 h 30; Branca-leone a en va-t aux croisades, v.f.), de Mario Monicelli, 19 h ; la Grande Zorro (1580, v.o. e.l.f.), de Peter Medak, 21 h 15.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI
Le Chéme arménien: Au début (v.o. s.t.f.), d'Arthur Pelechien, les Habitants (1970, v.o. s.t.f.), d'Arthur Pelechien, Nous (1999, v.o. s.t.f.), d'Arthur Pelechien, Nous (1998, v.o. s.t.f.), d'Arthurad Pelechien, les Salsons (1972, v.o.), de Arthurad Pelechien, 14 h 30; Visions (1982, v.o. s.t.f.), de Garine Torossan, Family Viewing (1987, v.o. s.t.f.), d'Atom Egoyan, 17 h 30; las Chevaux de feu (1985, v.o. s.t.f.), de Serge Paradjanov, 20 h 30.

Debasantine SAMEDI

DIMANCHE DIMMARCHE
Le Cinéme emérien : Serguel Paradja-nov (1988, v.o. s.f.f.), de Petrick Cazale, Achik Kerib (1988, v.o. s.f.f.), de Ser-quel Paradjanov st Devid Abachidze, 14 h 30 : Triengle (v.o. s.f.f.), de H. Mellen, 17 h 30 : Nahepet (1977, v.o. s.f.f.), d'Herrik Mallen, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

(40-28-34-30)

SAMEDI
Les Seventies - 2- partie : l'après-Mai
68 : Années érotiques : 9ende
annonce : Cet obscur objet du désir
(1977) de Luis Bunuel, Gros Căfin (1979)
de Jean-Pierre Rawson, 14 h 30 : Spot
Semaritaine (1980-1999) : Zig Zig
(1974) de Laszic Szabo, 16 h 30 : Spot
Samaritaine (1980-1969), la Dérobade
(1979) de Baniel Duval, 19 h 30 : le
Corps dans tous ses états : le Dernier
Tango à Parts (1972) de Bernardo Bertofucci, 21 h : Sweet Movis (1974) de
Dusan Matxwejev, 23 h 30 : les Valaeuses (1974) de Bartrand 9fier,
1 h 30 : Change pas de main (1975) de
Pauf Vecchinf, 3 h 45.

DIMANCHE DIMANCHE

DIMANCHE
Les Seventies - 2- partie : l'eprès-Mai
88 : Années férminnes : Spot Dim
11987), Anetonie d'un rapport (1975)
de Luc Moullet et Antonietts Fizzono,
14 h 30 ; Dim Dem Dom (1987) de
Daisy Galard, SOS Carein (1970) de
Caude Grinberg, la Mode cet été (1974)
d'Anne-Marie Diman, 19 h 30 ; Génération (1988) de Daniel Edinger st Francoise Prébole, is Fernme de Jean (1974)
de Yannick Bellon, 16 h 30 ; la 6 octobre, la longue marche (1979), Histoires
d'A (1373) de Charles Selmont,
20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (sed., v.c.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-53). AGAGUK (Fr.-Can., v.c.) : Lucernaire, 6-14 (46-43-1-83).

AGAGUK Fr.-Cen., v.o.): Lucernaire, 6(45-44-57-34).

ANTONIA & JANE (Bift., v.o.): Lucernaire, 6(45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHEQUE (Fr.): Lex Trois Luxembourg, 6(46-33-97-77; 36-65-70-43).

AR(ZONA DREAM (A.-Fr., v.o.):
Forum Orient Express, 1.,
(42-33-42-26; 36-65-70-67): Les
Trois Luxembourg, 8(46-33-97-77; 36-95-70-44).

45-62-41-46; 38-65-70-74): UGC
Opéra, 9(45-62-41-46; 38-65-70-74): UGC
Opéra, 9(46-74-96-40; 38-65-70-44).

AVRIL ENCHANTE (Brit., v.o.): Forum
Orient Express, 1(42-33-42-28; 36-65-70-67); George V. 8(48-82-4)-48; 38-65-70-74).

cais d'Otvier Noin ; Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). BAD LIEUTENANT (**) (A., v.o.): Ciné Bastbourg, 3- (42-71-52-39); Utopis, 5- (43-26-84-65).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.): Studio Galende, 5- (43-64-72-71; 39-65-72-05); UGC Triomphe, 9- (45-74-93-80; 38-85-70-78).

LA BATAILLE OE SALAMMISO (Fr.): La Géode, 19- (40-05-80-00).

9EAUCOUP DE 9RUIT POUR RIEN (9rt., v.o.): Forum Hortzon, 1*- (45-08-57-57; 38-65-70-63); Geumont Opére - ex-Impérial, 2*- (38-88-75-55); Les Troise Lixambourg, 6*- (48-33-87-77; 38-85-70-43); UGC Oanton, 6*- (42-25-10-30; 38-65-70-68); Les Troise Lixambourg, 6*- (48-33-87-77; 38-85-70-14); La Pagode, 7*- (38-98-75-55); UGC Champs-Elyséee, 9*- (45-82-20-40; 35-65-70-89); La Bastille, 11*- (43-07-48-80); Las Netion, 12*- (43-43-04-87; 39-65-71-33); Gaumont Grand Ecren (telle, 13*- (39-98-75-58); Mistral, 14*- (39-98-75-58); UGC Gobellins, 13*- (45-61-94-95; 38-65-70-45); Gaumont Pamasse, 14*- (39-68-70-55); UGC Gobellins, 13*- (45-61-94-95; 38-65-70-45); Gaumont Pamasse, 14*- (39-68-75-55); UGC Convention, 15*- (45-74-98-40; 38-85-70-44); UGC Gobellins, 13*- (45-61-94-95; 38-65-70-45); Gaumont Pamasse, 14*- (39-68-75-55); UGC Convention, 15*- (45-74-98-40; 38-65-70-47); BEIGNETS OE TOMATES VERTES DGC Convertion, 15 (45-74-83-40; 38-85-70-47).
SEIGNETS OE TOMATES VERTES (A. v.o.); Choches, 5 (48-33-10-82); UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50; 38-85-70-76). 38-66-70-76', 9ENRY'S VIOEO (Autr., v.o.): Unopia, 5- (43-28-84-65), 9LADE RUNNER-VERSION (NEDITE (A., v.o.): Ciné 9eeubourg, 3-(42-71-52-35); Seim-Lambert, 15-(45-32-91-88), C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (1) (9el.): Epée de 8ois, 5-(43-37-57-47).

Besubourg, 3s. (42-71-52-36); Geumont Marignan-Concorde, 6s. (39-68-75-56); Sapt Parneasiene, 14- (43-20-32-20).
HOOK (A., V.f.): Cinoches, 5s. (48-33-10-82).
INDOCHINE (Fr.): George V. 8s. (48-63-14-46; 38-65-70-42); Seint-Lambert, 15s (48-32-91-68).
JENNIFER 8 (A., V.0.): George V. 8s. (48-62-41-46; 38-65-70-42); Seint-Lambert, 15s (48-32-91-68).
JENNIFER 8 (A., V.0.): George V. 8s. (48-62-41-46; 38-68-70-42); Seint-Lambert, 15s (48-68-71-48).
JERICO (V., V.0.): Latins, 4s. (48-78-47-88).
LA LECON DE PIANO (Austr., V.0.): Latins, 4s. (42-78-47-88).
LA LECON DE PIANO (Austr., V.0.): Caurnont Las Haikes, 1s. (36-68-75-55); 14 Juillet Odéon, 6s. (43-25-69-33); 6sumont Haurarfeuille, 6s. (36-68-76-55); 14 Juillet Odéon, 6s. (43-25-69-33); 6sumont Haurarfeuille, 6s. (36-68-76-55); 14 Juillet Odéon, 6s. (43-25-69-33); 6sumont Authorstander, 6s. (39-68-76-55); LIGC Biarritz, 8s. (43-68-76-56); LIGC Biarritz, 8s. (43-68-76-68); LIGC Gondon Copies, 1s. (43-68-76-68); LIGC Gondon, 1s. (43-68-76-68); Caumont Copies, 2s. (48-68-76-68); Caumont 74-93-40; 36-65-70-47; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18; 38-85-70-61); Pathé Wepler, 18- (38-88-20-22); La Gemberta, 20- (48-36-10-98-26-65-71-44) MENOIANI S E! ONGUEILEUA RG., V.O.): Utools, 5: (43-26-84-85), LE MILICIEN AMOUREUX (Fr. ukrainlen, v.o.): Reflet Logos I, 5: (43-54-42-34): L'Entrepôt, 14: (45-43-41-83).

MO MONEY (A., v.o.): George V. 8: (45-62-41-48: 38-85-70-74): v.f.: Rex, 2: (42-38-83-83: 38-86-70-23): Mot IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.): Geome V. 8: (45-86-76-55): Ciné Sesubourg, 3: (42-71-52-36): Racins Odéon, 9: (43-26-18-98): Le Balzac, 9: (45-81-10-80): 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81): EscurisI, 13: (47-07-29-04): Bienvende Montpannesse, 15: (36-65-70-38).

MONSIEUR LE OEPUTE (A., v.o.): Images d'ailleurs, 6: (45-87-19-09): UGC Normandie, 8: (45-87-19-09): UGC Normandie, 8: (45-87-19-09): UGC Normandie, 8: (45-74-94-94): 38-65-70-14).

NIAGARA, AVENTURES ET LEGENOES (A.): La Géode, 19: (40-05-80-00).

NINJA KIDS (A., v.I.): Forum Horbon, 1: (45-08-57-57: 38-85-70-23): UGC Montpannesse, 9: (45-74-94-94: 36-65-70-14): UGC Montpannesse, 9: (45-74-94-94: 36-95-70-14): George V. 9: (45-62-41-45; 38-65-70-23): UGC Montpannesse, 8: (47-42-89-31: 36-95-70-14): UGC Montpannesse, 9: (45-74-94-94: 36-95-70-19): UGC Montpannesse, 9: (45-74-94-94: 36-95-70-94: 36-95-70-94: 36 (1) (9el.): Epée de Bois, 5(43:37-57-47).

CARMEN RÉVIENT AU PAYS (Jap., v.o.): Reflet République, 11(48:05-51-33).

CERCLE OE FEU (A): La Géode, 19(40:05-80-00).

CHUTE LIBRE (*) (A. v.o.): Forum Horizon, 1" (45-09-57-57; 39-95-70-93); UGC Odéan, 6(42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, 9139-68-75-55): LIGC Normandie, 8(45-93-16-19; 38-65-70-62); Gaumont Grand Ecran Italie, 13(36-68-75-55): 14 Julier Beaugrandle, 15(45-75-79-79); UGC Melliot, 17(40-68-00-19; 38-65-70-81); v.f.; Ren, 2- (42-38-63-83; 38-65-70-23); UGC Montparmase, 8- (45-74-94-94); UGC Montparmase, 8- (45-74-94-94); UGC Montparmase, 8- (45-74-94-94); UGC Montparmase, 8- (45-74-94-94); UGC Montparmase, 8- (43-43-01-59; 38-65-70-49); UGC Lyon Bastilie, 12- (43-43-01-59; 38-65-70-41); UGC Goberns, 13(45-81-64-65:38-65-70-49); Miratral, 14(39-65-70-38); Lig Commention, 15(45-74-93-40; 36-65-70-47); Pathé Wapier, 16- (36-68-20-22); Le Germent Ambassade, 8- (38-68-75-55); Caumont Ambassade, 8- (38-68-75-55); Las Montparmas, 14- (38-65-70-42).

LES OÉCOUVRIEWRS (A): La Géode, 19- (40-05-80-00).

OELCATESSEN (Fr.): Reflet Logoe I, 5(43-54-42-34); Studio Galende, 5(43-59-488).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.): Chin, v.o.); Ciné Sesubourg, 3- (42-71-52-39); Lucernaire, 9(45-46-73-40).

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Gaumont Las Helbes, 1(36-68-76-55); Pubblets Saint-Lambourg, 6(46-33-10-82).

FIORILE fr., Part., v.o.): Choches, 6(46-33-10-82).

FOREVER YOUNG (A., v.o.): Ciné Sesubourg, 3(42-71-52-39); Leuernaire, 9(45-46-73-65).

FOREVER YOUNG (A., v.o.): Ciné Sesubourg, 3(42-71-52-39); Denlert, 14(43-21-41-01).

HEROS MALGRÉ LUI (A., v.o.): Ciné Sesu Cicity, 19: (38-88-20-22): Le Gernbetts 20: (49-36-10-99; 36-65-71-44).

LES NUITS FAUVES (7) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); UGC Rotonds, 9: (45-74-94-94; 19GC Rotonds, 9: (45-74-94-94; 19GC Opers, 9: (45-74-95-40; 38-65-70-45).

L'GEL DE VICHY (Fr.): Reflect Logos i. 5: (43-54-42-34).

ORLANDO (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Epée de Bois, 5: (43-37-67-47).

PASSAGER 57 (A., v.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-29; 36-65-70-67); Images d'alleurs, 5: (45-87-18-08); George V. 8: (45-87-18-08); UGC Gobalins, 13: (45-81-94-95; 39-65-70-42).

LE PAYS DES SOURDS (Fr.): 14 Justict Paysasse, 6: (43-29-47-2).

PEPH, LUCI, BOM ET AUTRES FRILES DU GUARTIER (Esp., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Studio Galande, 5: (43-64-72-71; 36-95-70-91); Mistral, 14: (38-65-70-41); Sept Parnassiens, 14: (42-33-42-26; 38-85-70-67); UGC Biarritz, 8: (45-82-20-40; 36-85-70-67); UGC Odéon, 8: (45-87-20-72); UGC Rigring, 9: (48-62-20-40; 36-65-70-71).

PROPOSITION (NDÉCENTE (A. v.o.): Forum Orlant Express, 1" (42-33-42-29; 36-65-70-67); UGC Danton, 8" (42-25-70-67); UGC Danton, 8" (42-25-70-67); UGC Danton, 8" (42-25-70-67); UGC Danton, 8" (45-63-16-18; 36-65-70-69); UGC Gobeline, 13" (45-61-94-95; 36-65-70-45); Sept Parressions, 14" (43-20-32-20); v.f. Parressions, 14" (43-40-32-20); UGC Montparresse, 8" (45-74-94-94; 36-95-70-14); Parremount Opéra, 8" (47-42-56-31; 36-65-70-19); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59; 36-85-70-84); Gaumont Gobelins, 13" (36-65-76-14); Montparresse, 14" (36-65-75-14); Chré Besubourg, 3" (42-71-52-36); Uropia, 5" (43-26-34-85). RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5" (43-37-57-47); Gaumont Andresse, 14" (43-30-32-20); SINGLES (A. v.o.): Forum Orient Express 1" (42-33-42-29: 39-65-70-87); UGC 9isrritz, 9" (45-62-41-48: 36-65-70-74); Studio 28, 18" (45-68-670-42). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (44-47-20-48). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (44-47-20-49). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Espace Saint-Milchel, 5" (45-44-57-34). LE SONGE OE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Gaumont Marignen-Concorde, 8" (36-68-76-55). V.O. 7:20-49).

LE SOUPER (Fr.): Lucarnaire, 6-44-57-34).

LES SURVIVANTS (A., v.o.): Gaumont Marigner-Concords, 9-136-68-76-55).

TALONS AIGURLES (Esp., v.o.): Studio Galands, 5-143-54-72-71; 35-95-72-05]: Denfert, 14-43-21-41-01): Salmt-Lambert, 15-46-32-91-68].

THE CHYING GAME (7) (Brit., v.o.): Cind Seaubourg, 3-42-71-62-38]: Images d'alleurs, 5-45-87-18-09; George V, 9-45-82-41-46; 36-85-70-74].

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Cind Seaubourg, 3-42-71-52-38]: Cinochea, 6-46-33-10-82).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Cind Beaubourg, 3-42-71-52-39]: Saint-Lambert, 15-45-32-91-88].

TOXIC AFFAIR (Fr.): Geumont Las Halles, 1-46-88-75-56): Gaumont Copéra - ex-impérial, 2-(36-88-75-55): Brittagna, 6-36-85-70-81; UGC Denton, 6-42-25-10-30; 36-85-70-88]; UGC Sierritz, 9-45-82-20-40; 36-85-70-81]; Gaumont Gobelins, 13-(36-88-75-55): Gaumont Gobelins, 13-(36-88-75-55): Gaumont Gobelins, 13-(36-88-75-55): Gaumont Conversion, 15-(36-88-75-55): Gaumont Conversion, 15-(36-88-75

PROPOSITION (NDÉCENTE (A., v.o.) :

LES SÉANCES SPÉCIALES ALPHA 9RAVO (A., v.f.): Cinaxe, 18-42-08-34-00) 19 h. LES AMIES OE CEUR (it., v.o.): Latine, 4- 42-78-47-86) 20 h, 22 h. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.): Saint-Lambert, 15-45-32-81-88) 21 h. ATTACHE-MCII (Esp., v.o.): Studio Galanda, 5- (43-54-72-71; 36-66-72-05) 20 h. (A., V.O.): Saint-Lambert, 15° (4532-91-88) 21 h.

ATTACHE-MON (Esp., v.O.): Studio Galande, 5° (43-54-72-71; 36-65-72-05) 20 h.

BLUE VELVET (*) (A., v.O.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-82-35) 0 h 05.

LES COMMITMENTS (firandels, v.O.): Le Berry Zèbre, 11° (43-67-51-65) 17 h 30.

LA CRISE (Fr.): UGC Triomphe, 8° (45-74-83-50; 36-85-70-76) 17 h 50, 19 h 65, 22 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.8fit., v.O.): Studio Gelende, 5° (43-54-72-71; 36-65-72-05) 16 h 10.

OROWNING BY NUMBERS (Brit., v.O.): Studio Gelende, 5° (43-54-72-71; 36-65-72-05) 16 h 10.

EXCALIBUR (A., v.O.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 21 h.

HAIRSPRAY (A., v.O.): Le Beatile, 11° (43-07-48-80) 0 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (*) (A., v.O.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) 0 h 35.

L'INCONNU DU NORD-EOPRESS (A., v.O.): L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63) 19 h.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-LANO (A., v.S.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-88) 18 h 45.

LE KIO (A.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-88) 16 h 40.

MALCOLIM X (A., v.O.): Images d'ableurs, 5° (43-68-180) 18 h 30.

1492, CHRISTOPHE COLOMS (A., v.S.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-88) 18 h 45.

STORM90Y (Austr., v.S.): Le Berry Zèbre, 11° (43-57-51-55) 16 h.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.O.): L'Entrepôt, 14° (45-43-41-83) 21 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.O.): Suit Gesting, 5° (43-64-72-71; 36-65-72-05) 22 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-8el.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 16 h 40. Le chant suspend The second secon

The state of the s

The second secon

The said of the sa

The second of th

BILL TO THE STATE OF THE STATE The second second 100 Feb (100 Feb)(100 Feb (100 Feb)(100 Feb (100 the same of the second section of the second second

The state of the s Decision of the second USE STATE OF ir er. British a proportion and interpreta-2281-001 11111111 ENTERNA CONTROL OF THE CONTROL OF TH mona ti will to the in the mona ti will be the Experience of the control of the con MASTER A

222:0:

MATERIAL TRANSPORT AND A STATE OF The fig. of the state of the st Bullet Unit . The state of the state of the state of the (43-37-57-47).
UNE PAUSÉ... QUATRE SOUPIRS
(A., v.o.): Studio des Ursulines, 5(43-26-19-09).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.): Extra 15 il 1911 di con inclui della con inclui di con inc Utopia, 5- (43-26-84-65). VILLEGIATURE (Fr.) : Rollet Logos), 5-La mort en ce jardin

> Control of the contro A TAKEN SAMES TO A LONG. The street of the figures are noted to The first of the state of the s SERVICE STATE OF THE STATE OF T

CONTRACTOR OF THE STATE OF THE Rs : dans : ... Garden 2 1 3 Res Fortung

Reser la Benna a de la companya del companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya de la companya del companya d

describe of the control of the contr

Gest Control of the c Reg of the action of the second of the secon module de décembre :

Bride of Colors Colombination of VIDE A Colomb TIN ET LE Lamber Seint-Lamber Seint-Lamber Seint Gans S

Le chant suspendu de Luigi Nono

La manifestation s'ouvre dimanche 13 juin au public mais la musique contemporaine est déjà à l'honneur à la Fenice

VENISE

de notre envoyée spéciale

Dens l'avion qui vole vers Venise, oo entend ca et là des conversations sur la Biennale. Il o'y en a que pour les aris plasti-ques et pour l'ouverture officielle, dimaoche 13 joio, des grandes expositions aux Giardini.

«Et la musique, s'enquiert une dame soudain prise de scrupules. J'ol entendu dire qu'on donnoit quelque ehose à lo Fenice. » On eignale done, puisqu'on est venu pour cela, que la Fenice s'ouvre en effet, pour cette Biennale, à la musique contemporaioe. « Tu rois bien, dit le mari, qu'il n'y a rien à

45 Est.

-22.

w S. D

12

TIME.

. . . . UM

. . .

8.225

.1! SINE

1.5

18 July 25

4.1

A Property

The state.

The second secon

11 4144

Eh oni, c'est ainsi. Ce même public professiocoel oo branché qui a pris d'assaut les chambres d'hôtel par passion pour le pein-tre Francis Bacon, pour les sculp-tures de Louise Bourgeois ou par iotérêt poor les tendances du marché de l'art, ees mêmes escouades de snobs ou de passion-oés oe feraient uo détour par la Fenice que si l'on y donnait une bonne vieille Travlata!

C'est dooe un autre poblic, composé de producteurs à la radio, d'éditeurs, des critiques au grand complet et de fort peu de ocophytes, que l'oo retroove en train de se bousculer, dans la cha-leur orageuse, aux portes d'une des plus belles et des plus aceieces maisons d'opéra d'Eu-rope, salles ovoïdes d'or et de soie ornées. Pour cette quarantecinquième édition de la Biennale vénitienne, la Fenice a renoncé à Verdi et aux stars du chaot pour offrir ses fastes d'antan à la musique de ce siècle.

L'alliance d'one institution aussi traditionnelle (00 y vit Pavarotti) et des « forces de pro-grès » ne, x'est, pas faite saos peine d'estallus toute la diplomasaire de la sectioo musique, homme d'ouverture à la RAI, un

entier ne lui est étranger. Messi-ois faillit y gagner la direction artistique de la Fenice, hors Bienoale. Mais l'ancien iotendant a été remplacé, les alliances se sont renversées, Messinis a démissionné. Reste que cet bomme pla-cide a gagné d'occuper la Fenice pour deux ou trois concerts quotidiens du 13 su 20 juin. Avec quel argument? C'est Luigi Nono que cette édition, honore. Et Luigi Nono, mort il y a trois ans, en a fait presque auant pour la gloire de Venine et pour le prestige de la musique vénitience que Vivaldi, toute proportion gardée.

Ami de Bruno Maderna, élève de Gian Francesco Malipiero, compagnon à Darmstadt de Bou-lez et de Stockhausen, Luigi Nono est ici une sorte de commandeur : la conscience à vif de la musique italience. Fut-il jamais officiellement un compositeur sériel? Eut-il sa carte ao PCI? Une sorte de mystère se perpétue sur cette immense personnalité. Oo sait que des batailles théoriques l'opposèreot à toot ce qui pouvait l'enrégimenter,

Un itinéraire très souple

Qu'il lutta contre l'intolérence. Et que, s'il fit entendre sa musi-que dans les usines - en un temps où Mauricio Pollini et Claudio Abbado militaient avec ini - son movre fut toujours d'uo sbord difficile, cadenassée sur ses réfé-rences intimidantes, qu'il s'agisse de Maïakovski, Gorki, Ungaretti, Gramsci, de la mythologie anti-que ou de la poésie d'Hölderlin.

Grace ao Festival d'automoe qui lui ouvrit tont grand son pro-gramme eo 1987, la Fracer connaît surtoot Nooo par l'immense : Prometeo : plas de trois heures de musique, l'aboutissement des recherches do com-positeur en matière de spatialisatioo des sources sooores et du traitement en direct de ces mêmes sources par l'électrooigoe. La temps directeur du festival de lente traversée de Prometeo teste Gibelline en Sicile. Rien de ce les capacités de l'eodireur à se

qui se compose dans le monde couler dans un flux de sonorités souveot ooo identifiehles. En cours d'édition chez Ricordi (il existe plusieurs états de la partition) Prometeo est en tout point le testament de Nono.

La Biennele a donc entrepris d'exposer – car il s'agit bien d'une exposition, con dans l'es-pace mais dans le temps – ce qui a précédé, ce qui a préparé Prometeo. Pour plus de clarté, la rétrospective est mise en perspective et les grandes œuvres exécu-tées eo compagnie de partitions qui les évoquent ou qui ont pu les

L'itioéraire est aiosi très sou-ple. Il y a les polyphonistes de la Renaissance. Il y a aussi le Portu-gais Nunes, l'Allemand Lachco-mann et l'Américain Feldman. Il y a en fin, en toote liberté, de jeunes compositeurs italiens et un trio de Chinois totalement incoonos. On sait déjà que Messinis, s'il obtient les crédits d'une pro-chaice édition, la consacrera à l'exotisme, offrant la comparaison entre les traditions japonaises ou chinoises et ce qui se fait dans ces pays aujourd'hui.

Le Chant suspendu est le nom choisi par Nooo pour une sorte d'opéra qu'il composa au milieu des années 50. Trois voix solistes, un chœur mixte : c'est presque l'effectif de la Cantate opus 31 de Webern. Les deux pertitions furent d'ailleurs exécutées successivement vendredi par le chœur de Sruttgart et l'orchestre de la Fenice, placés aous la direction de Gary Bertini.

Chez Webern (il composa sa cantate entre 1941 et 1943), le texte chanté garde l'allure tradimême si l'accompagnement orchestral est éclaté en de minuscules tonches impressioonistes entre lesquelles le silence règne. Nono est allé plus loin dans le Canto sosteso. Il a enacassé la ligne chantée, en particulier dans les parties confiées an chœur. Les voix ne composent plus une surface lisse mais se rapprochent, se superposent ou disparaissent à l'hnrizon sonore, un peu comme la technique cubiste brisait l'ho-mogénéité à l'horizontale de la surface peinte.

Noco composa dans la foulée les Cori Didone (1958): entremèlées au chœur, les percussions poient encore davantage les perspectives sonores, créant des effets d'ombres ou d'échos.

Viot eofio (1980-1983) Das ormende Klarsein pour petit chœur, flûte basse et live electro-nic (exécution du studio de Fribourg, direction André Richard, Roberto Fabbriciani à la flûte). C'est la fin de la soirée et oe a retrouvé le Prometeo, celui des longues teoues vocales saus attaque oi fin. Celui du temps sus-pendu, celui do temps surhumain.

Reprises par un dispositif électronique et rediffusées sur hautparleurs, les voix tourneat leotement dans la salle. La flûte basse, démesoremment amplifiée, se transforme en tempête, co cataracte. C'est le chant universel, e'est tonte la nature des vieux mythes qui vous arriveot aux oreilles. L'orage, ce soir-là, allait se déchaîner sur le Grand Canal.

La mise à nu

Les installations de Kuntzel dénudent les corps et les images

THIERRY KUNTZEL d la Galeria nationale du Jeu de poume

Six installations vidéo occupent tout le rez-de-chaussée du Jen de paume. Cest la première fois que cette maisoo accorde une telle importance à un vidéaste. Il était temps que le travail de Thierry Kuntzel, de tous les vidéastes français le plus connu et le plus exposé à l'étranger, soit pleicement reconou en France. A l'exception de Nostos II, créé au Centre Pom-pidou en 1984 et repris l'été dernier par l'exposition « Manifeste »,

le Jeu de paume donne à voir l'in-tégrale de son œuvre. Uoe installetioa vidéo consiste en général à exposer plusieurs images ensemble, evec, parfois, certains objets. Kuntzel ne fait pas appel à des objets, et les images qu'ils coovoqueot oe soot jamais nombreuses. Comme Gary Hill ou Bill Viola, il fait partie des artistes vidéo qui raréficat les éléments, rondeosent les évènements, apu-rent les mouvements, plutôt que de les multiplier ou de les amplifier, comme Nam June Paik ou Antony

Dans Printemps, il o'y a qu'une image. Et elle consiste en un seul mouvement. Au centre d'un triptyque formé par trois grands écrans, dont deux restent étais, ue couple nu dans un jardin, est enve-loppé par la camera qui moute en spirale vers le ciel. Au moment où elle débouche dans l'azur, les deux écrans latérsux s'illuminent d'un blanc intense. En synchronisant un évènement dans une image (le montée vers l'azur) et l'avene montes vers razur; et l'avenement soudain d'une eutre image (réduite à sa dimension lumineuse), Kunt-cel produit le spectacle de la méta-morphose immédiate d'une action eo représentation. Comme à la télévision, mais plus radicalement encore. Et, ce faisant, il dessine le cadre dans lequel se trame aujourd'hui toute représentation.

Ses Quaire saisons moins une renvoient à des tableaux de Pous-sin, dont ils se veuleot une version moderne. Kuntzel proclame du même coup que la peinture anjour-d'hui ne peut méconnaître l'ensei-gnement de la télévision, sa formi-dable vitessa. Dans le triptyque de l'Hiver, les écrans latéraux exposent des monochromes gris, bleus, violets, comme autant de réactions immédiates aux mouvements qui dévoilent, par de lents travellings, dans l'écran central, le devenir-ca-

davre en même temps que le deveoir-représeotation d'un homme. C'est une sorte d'action painting.

L'installatioo intitulée Tampico, la plus récente, risque un auto-portrait. Tompico offre, sur deux grands écrans placés côte à côte, le spectacle d'un homme fumant une cigarette devant le large panorama d'une ville qui s'étale à ses pieds . C'est la même image, avec un certaio décalage, qui figure sur les deux écrans. Un moovement de caméra, constitué d'uo seul plan, fait passer lentement, très lentement le finneur d'un bord à l'aotre de l'écran, tandis que le paysage, au gré du mouvement, change, se déploie. On est au Mexique? Le titre le dit. Mais le sous-titre (Un non lieu) ôte toute tentatioo de repérage géographique. Le spectacle n'est donc pas celui d'une ville à découvrir, meis celui de cet bomme eo train de se regarder. D'une image à l'antre il se tourne le dos, se contemple, se voit partir, sortir du champ, passer à travers le temps. temps. Le son oe vient pas des écraos, meis de baut-parleurs répartis dans toute la salle, posés sur le soi comme des banques l'on peut s'asseoir. Oo entend des chansons, américaioes, italiennes, argentines, françaises. Et la voix grave, cassée, d'un homme qui lit des fragmeots de son journal intime. L'irraption du son, de la parole, dans l'œuvre de Kuntzel sonne comme une libération. Après avoir travaillé à effacer le corps de ses modèles, l'artiste arrive à ce qu'il cherchait depuis toujours : se réapproprier le sien.

Des sculptures conceptuelles, en néon et en marbre, des années 70, avant que Thierry Kuotzel, alors féru de sémiologie du cinéma, ne découvre la vidéo, à Tampico, si subtilement oarcissique, l'expos tion du Jeu de paume dessine ninsi un parcours éloquent : on y voit un artiste passer de la reveodication do « presque rico », en vogue à une certaine époque, à l'affirmation d'un «à peine mien», doulou-reux et nécessaire. Le déshabillage élégant des premières installations aboutit à une mise à on intérieure. Le style demeure identique, mais le propos a changé. Ce n'est plus du même détachement qu'il s'agit.

JEAN-PAUL FARGIER ▶ Galerie nationale du Jeu de paunta, pleca de la Concerde, 75008 Paris, Tál.: 42-60-69-69, Jusqu'au 20 juin. MUSIQUES

kd lang simplement ambiguë



Il n'était pas prévu que kd lang, qui a déjà donné un concert parisien en octobre dernier, revienne aussi vite. Mais le succès d'Ingénue, les honocurs accumulés (elle e reçu le Grammy 1993 de la meilleure chanteuse pop) en ont décidé autrement. kd lang vient d'un tout petit village de l'Alberta.

Arrivée à l'université, elle s'est essayé so performance-art. Comme elle jouait de la musique, comme elle avait one belle voor, elle a appliqué les procédés subversifs acquis en premier cycle à la musique country. Mais kd lang a été prise à son pro-

chanteuse de country, respectée jusqu'à Nashville. Aujourd'hui, elle estime avoir fait le tour de la campagne. Les chaosoos d'Ingénue, courries d'infloences européennes, d'images troubles et intenses, met-tent encore mieux en valeur l'ambigrité tranquille de kd lang, sa voix grave et ses gestes puissants. Comme une image inversée des stars mascu-lines, Jagger, Bowie ou Prince.

kd lang, à l'Olympia, 28, bou-levard des Capucines, 75009 Paris, Lundi 14 à 20 h 30, Tél. : 47-42-25-49.

Les frissons d'Alem Qasimov

Le chanteur azéri était de passage à Paris pour un concert unique

France, il y e un an, Alem Casi-mov, natif d'Azerbaldjan, ex-citoyen soviétique et musicien très ancré dans l'Asie centrale, a'est rasé la mouetache. Cele lui donne des ellures d'adolescent joueur. Petit homme sec, le chanteur azéri e encore gagné en adilité : la voix est remarquabla, et le ballet des doigts sur le rambourin daf, fascinant de pré-

A trente-six ana, Alem Qasimov, en pleine poasaasion da eon art, e eu e'entourar da jeunea musiciens d'exception, les frères Mansurov, Melik eu ter (un luth à long menche), Elshan au karmantché (une vièle à quatre cordes), tous deux premiers prix du Conservatoire de Bakou. La complielté du trio engendre un dialogue muelcal où chacun exprime eee talents dans une vibration continue. Les notes égrenésa du ter,

sant une toile aarrée, eur laquelle Ossimov peint un univers poétique à grands traits, reviert sur les détails avec une ecuité vocale rare, en phrases modulées du lond de le gorge ou en envolées générauses. Au daf, Queimov décline les rytimes complexes qui donnent sa lorce à la musique azérie. De la voix, il excelle à traduire le eensuslité et les métaphoras énoncées dene les poèmes classiquae, mais eussi les ballades des berdes, les Eshiq. chantées en langue azérie, cou-sine du turc. Alem Qasimov se permet même la koxe de mettre son auditoire à genoux avec une de ces chansons à lorte composante russa communément entendues sur las radios azé-

Ahi ces lévres sur son visage de lune... Ma chèra a commencé à sourire, les rossianois ont contamplé la rose..... le canevas musical s'appuie aur la eclence du mūguam, les modas en uaege monis Mundi.

Depuis sa demlàra venue en dans la tradition irano-arabo-turque, dont les nuances vont ici jusqu'au huitiame de ton. La musique classique d'Azerbaldjan comote douze mūgam, sur lesquels le musicien est libre d'improvisar, d'explorer lea moindres recoins de l'édifica et de e'y strarder. Qasimov e de l'aisance, on le eent entier, sans souci, réconciliant en lui le masculin at le léminin d'une voix tendue, haute. Au Théâtre de la Ville, on I'e vu par deux fols, en mel 1992, puis, pour un concert unique, ce jeudi 10 juin, se réjouir des frissons donnés et des ovetions reçues en retour.

> été enregistré per Radio-France, Ocora, Il y e quelques ennées seulement, l'Azerbaïdjan était synonyme en Europe da pétrole et de caviar. Adossée à l'Arménie, la province soviétique avait du mai à retrouver ses racinee iraniennes et turques. A le place du loiklore déauet attendu, l'ethnomusicologue Jean During y trouva une musique savante. quelques maîtree - Haji Beba Haeynov, Nerimen Aliev, Age Khan Abduleyev, - et de bril-lante disciples, Alem Casimov, par exemple.

Le concert de l'en passé avait

Invité en 1989 à la Maison des cultures du monda à Paris, Ossimov étonna. Là encore, un album fut enregistré (Alem Kassimov, Mugam d'Azerbeldjen, deux CD Inédit W260012 et W260015, distribué par Auvi-dis). Il revint l'année suivante à l'Institut du monde arabe, au milieu d'une tournée en Europe er eux Etats-Unis, Aujourd'hui, à l'image du Pakistanala Nusrat Fateh Ali Khan, il est en passe da devenir un des très grands noms du chant oriental.

VÉRONIQUE MORTAIGNE National Album : Azarbaīdjan, Alem Qasimov, 1 CD Ocora C560013 distribué par Her-

La mort en ce jardin

de notre envoyée spéciale

Le nouveau patron de la Bian-nale. Achille Bonito Oliva, e voulu rompre avec l'esprit natio-naliste ambient depuis un siècle, en incitant les pays participants à accueillir les nomedes de l'art . qui, aujourd'hul, sont souvent des nomades lorcés. Et de brouiller les pistes, de proposer des regroupements thématiques d'œuvres là où on ne les attend pas : dena plusieurs pavillona des Giardini, à la Giudecca, au palais Fortuny, plutôt que d'organiser la Biennale autour d'une menifeatation de prestige comme avant. Avant l'horreur toute proche, de l'autre côté de

On peut se demandar ce qu'est cette Biennale, qui, à première vue, paraît confuse et le restera probablement aux yeux de beaucoup de visiteurs. Emiettement de l'édifice, depuis longtemps ébranlé, ou mosaique?

Une image s'y impose d'em-blée, celle de la mort. La mort est partout, sans masque, non seulement dans les expositions mala aussi dans Venise, diffusée par sac interposé sur lequel la photo an noir, très bella, d'un crâne humain, est reproduite. Il y manque la mâchoire inférieure. Les os sont tenus per des cor-

C'ast un crâne ancien. D'où vient-il? On peut le savoir en le demandant à Jean-Pierre Raynaud qui en est le propriétaire et en a incorporé l'image à son module da céramique blanche, répété quelque trente mille fois sur les murs intérieurs du pavillon français redécoupé en cha-

pelles. La prestation est juste. Quant au sac, il ne véhicule fort peut servir d'emblème à toute le Biennale. haureusement aucun nom et

Jean-Pierre Raynaud e choisi de travailler dans l'Intemporal, contrairement à beaucoup d'ar-tistas comma lui bouleversés par l'état de la planète, mais qui expriment leur inquiétude, leur engolsse, tout eutrentent. Per exemple en multipliant les images de le sexualité ou du corps agressé.

Si Actille Bonito Olive a cherché la raison d'être de la Biennale de Venise; des ertletse invités n'ont pas manqué non plus de se poser la question. Hans Heacke, au pavillon ellemend voisin de celui da Raynaud, a choisi de revenir sur un point du passé : la Biennale de 1934 à l'époque du fascisme, qu'il évoque en défonçant le aol de la salle - rien de plus.

Boltanski, au pavillon italien, traite du même problème avec son mur d'images lié à la Blen-nale da 1936. Il y met en paral-lale des documents d'actuelité sur le guerre d'Espagne, lae pogronta, l'entrée d'Hitler en Tchécoslovaquie, et des œuvres d'artistes sagement néo-classi-ques, retombés dens l'enony-

La Biannala de Venise, décidément, n'est pas réjouissants. Mais ella peut être source de réflexion. Pas sur l'ert en vase clos, ou sur la place de l'artiste dana l'histoire de l'art, mais sur le plece de l'artiste dans le monda, C'est tout à son honnaur. Et à l'honneur des artistes.

GENEVIÈVE BREERETTE

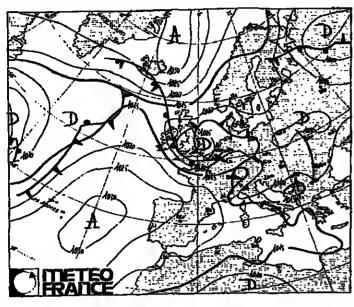
d'Elisabeth Platel à Marie-Claude Night de Jerome Robbins. dia des pas de deux classiques et 100 tranes à 1 200 francs.

o Gala an bénéfice d'AIDES. - De contemporains (Forsythe, Kylian), Patrick Dupond à Laurent Hilaire, un solo de Béjart et le sexuor in the

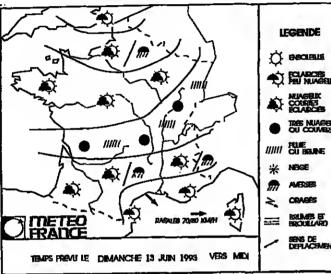
Pietragalla, toutes les étoiles de > Au pelais Garnier, le dimanche POpera de Paris se mobilisent contre 13 juin à 20 heures. Tél. ; le sida, dans un gala qui compren- 47-42-63-71. Prix des places : de 12 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 juin 1993 •

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 JUIN A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN 1993



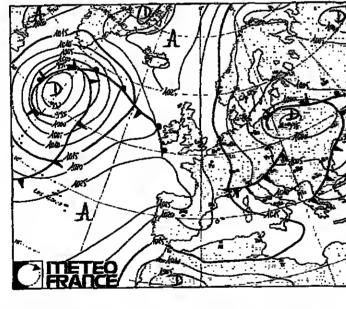
Dimanche : temps maussade sur la majorité du peys, - Seules les régions du pourtour méditerranéen, du Languedoc-Roussillon à la Provence-Côte d'Azur, ainsi que le Corse, euront encors une journée bien ensoleillée. La tramontane et le vent d'ouest en Corse souffleront jusqu'à 80 km/h en rafales.

La matin, on retrouvers la perturba-tion pluvieuse du Poitou à la Bour-gogne, à la Franche-Comté, à l'est de la Lorraine et à l'Alsace. Celle-ci don-nera souvent un ciel très nuageux à couvert avec des pluies faibles à modé-

Sur le reste du peye, malgré que ques éclaircies qui gagneront par la nord-ouest en sours d'après-midi, le des averses locales. Le vent de nord-ouest soufflers jusqu'à 50 km/h sur les côtes de la Manche et faiblira en cours

Côté températures, au lever du lour, il fera entre 14 degrés et 16 degrés sur le pourtour méditerranéen et la Corse et entre 10 degrés et 12 degrés sur la reste du pays. L'apri rées. Ce corps pluvieux gegnera en cours de journée nord de l'Aquitaine et le nord des Alpes en perdant de son 24 degrés sur l'extrême nord-ouest à 23 ou 24 degrés sur l'extrême sud-ést du

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1993 A 0 HEURE TUC



| TEMPÉRATURES | maxima | - min | lms a | it tem | | |
|---|------------------------------|--|---|--|---|---|
| Vale le 11-6-1993 à 18 heures T | rs relevées JC et le 12-6 | -1993 à 6 l | acures TU | | 12-6-9 | 5 |
| FRANCE AJACIO 25 14 D BIABRITZ 18 12 P BORDEAIX 18 10 C BREST 15 11 C CAER 15 11 C CAER 15 11 C CHERSURG 14 10 P CLEMERTFER 19 10 C GRESORIE 29 11 C GRESORIE 29 11 C GRESORIE 29 11 C GRESORIE 29 12 C MANCE 15 10 C NANCY 21 12 C NANCE 15 10 C PARE 15 10 C PARE 15 10 C PARE 15 11 C PRICE 15 11 C PARE 15 11 C PARE 15 11 C PRICE 15 11 C PARE 15 11 C PRICE 15 11 C PRICE 15 11 C PARE 15 11 C PRICE 15 11 C PARE 15 11 C PRICE | STRASBOUT TOULOUSE TOURS | 20 15 RANGER 27 28 35 RE 24 35 RE 24 31 RE 25 55 RE 24 25 RE 25 25 RE 24 25 RE 25 25 | 11 N N 12 N N 12 N N 12 N N N 13 D N 13 C N N 14 D N 15 P N 14 C N 16 D N 16 D N 16 D N 16 D N 17 D N 17 D N 17 D N 17 D N 18 D | MADRID- MARRAKE MELICO- MARRAKE MELICO- MILAN- MONTEÉA MOSCOU- NAIBOREI NEW-PELI NEW | CEL 29 22 22 25 1. 27 13 17 46 18 28 29 29 29 20 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 | 9 D 14 D 14 D 12 C 12 C 12 D 18 D 18 D 21 N 18 D 21 N 18 D 21 N 18 D 21 N 18 D 21 N 18 D 21 N 18 D 21 N 21 D 21 D 21 D 21 D 21 D 21 D 21 D 21 D |
| A B C cicl convert | D cid degage | N ciel nuageux | O | Piwie | T (empète | neige |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi arec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 12 juin

TF 1 19.50 Sport : Football.
Finale de la Coupe de France :
PSG-Namtes; à 20.45, Mitemps et Loto; à 21.00,
2 mi-temps; à 22.00, Loto,
Tiercé et Météo. 22.15 Téléfilm : Piègée dans lu désert. De Bradley Battersby.

23.55 Magazine : Formule foot. Retour sur la finale de la Coupe de France. 0.35 Magazine : Formula 1. Grand Prix du Canada.

FRANCE 2 Surprise sur prise. 22.30 Veriétés : Taratata.

23.50 Journal et Météo. 0.10 Magazine : La 25- Heure. Le Retour (Togo) et Un grand quelqu'un (Côte-d'Ivoire).

FRANCE 3 20.45 Série : Puissance 4. Chlens écrasés. 22.10 Journal et Météo.

22.35 Magazine : Pégase. A l'occasion du Salon du Bourget. 22.45 Magazine : Repères. Invité : Bernard Tapie, Guy de Rotschild, Christiene Taubire-Delannon. 23.40 Magazine : Musiques

sans frontière, La Grèce, 0.25 Continentales club.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Procès du Jackie Robinson. De Larry Peerce. 22.00 Documentaire: La Forêt des géants. De Mike Birkhead. 22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : La Manière forte. Film américain de John Bedhem (1991).

0.45 Cinéma : Homicide.
Film uméricain de David Mamet (1991) (v.o.).

ARTE 20.40 Les Documents interdits. Les Plongeurs, l'Enfant, les Fantômes, le Naufrage, le Plous-nique, le Cas Fergus-son, l'Extraterrestre, la Sibé-

21.55 Téléfilm : Violence sous silence. De Theodor Kotulis (v.o.).

23.40 Musique : Montreux Jazz Festival. Série : Monty Python'e Flying Circus (rediff.). 0.45 Cinéme d'enImation : Snark. A Normen McLaren.

M 6 20.45 Téléfilm : Le Rapt de Charles Lindbergh junior. De Buzz Kulik. Téléfilm : Un détective pas comme les autres. De John Llewellyn Moxey.

0.50 Série : Soko, brigade des stups.

Dimanche 13 juin

TF 1

19.35 Sport : F1 à la Une, Grand Prix du Canada, en direct de Montréal ; à 19.55, dépert de la course ; à 21.45, le podium. 22.00 Magazine :

Ciné dimanche. 22,20 Cinéma : Les Bérets verts. ■ Film américain de John Wayne et Rey Kellog (1968).

0.40 Journal et Météo. 0.50 Magazine: Le Vidéo Club.

FRANCE 2 20.50 Cinéma : Le Brasier, a Film français d'Eric Berbier (1990).

22.55 Téléfilm : Condamné au silence. De Peter Levin.

0.35 Journal et Météo. 0.55 Magazine : Musiques eu cœur.

FRANCE 3

20.45 Spectacle: Attention magie I Présenté par Vincent Perrot. 22.00 Magazine : A vos emours. Invité : Claude Lelouch. 22.45 Journal et Météo. 23.10 Magazine : Pégase.

A l'occasion du Salon du Sourget. 23.20 ➤ Cinêma : Freaks. ■#■ Film eméricain de Tod Brow-ning (1932) (v.o.).

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Epouses et Concubines. == Film chinois de Zhang Yimou

22.35 Flash d'informations. 22.40 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football ; actualité.

1.10 Sport: Basket-ball eméricain. 3º match de la finale de la NBA, en direct du Chicago Stadium.

ARTE

20.40 Soirée thématique : Hens Albers. Soirés conçue par Peter von

20.45 Documentaire: De Klaus Goldinger. 21.20 Cinéma :

La Paloma. ■■ Film alternand de Halmut Kautner (1944) (v.o.). 23.10 Documentaire : Hans Albers et le cinema sous le III· Reich.

Montage d'archives et d'in-terviews, de Peter von Roden et Martine Graf. 23,30 Débat. Avec Ingrid Scheithauer, directrice de rédaction à la

Frankfurter Rundschau; Michael Marek, politologue de Hambourg; Jean-Pierre Bertin-Maghit, spécialiete et auteur d'une thèse du cinéma

sous Vichy. 0.00 Cinéma d'enimation : Fétiche prestidigitateur, de Ladisles Starevitch (13 min).

M 6

20.45 Cinéma : La Salamandre, Film italo-britannique de Peter

Remix : La fin du cliché; Arthur Martin: L'enfer du linéaire; Planète pub.

Carole et ses démons.

Film français de Max Pécas (1970).

Six minutes

0.45 Magazine : Nouba. Bobby Brown, les Christians, Fishbone, Liane Foly.

CARNET DU Monde

Naissances

André URIEN

le 7 juin 1993. Patrice HUERRE et Sylvie,

née Debré, se, Thomas et Autonin

le 5 juin 1993, à Paris.

50, rue Michel-Auge, 75016 Paris.

<u>Décès</u> - Le président du conseil d'adminis

Le directeur général,
Le directeur général,
Et l'ensemble du personnel de la
Compagnie française pour le dévelop-pement des fibres textiles, 13, rue de
Monceau, Paris-S, Monceau, Paris-5-, ont le regret de faire part du décès de leur collaborateur et ami

Georges BATAILLE, directeur de l'unité de gestion coto de la Guinée-Bissau,

servenu le 5 juin 1993.

~ Sa famille. Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès d

Mª Frances CHURCH,

Les obsèques auront lieu au cimetière de Brancourt-en-Laonnois (Aisme), le lundi 14 juin 1993, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-66-29-96 a'lle nous perviennent avant 6 h.

au siège du journel. 15, rue Falguière, 76016 Paris Telex : 206 806 F Télécopleur: 45-66-77-13 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F Abonnée et actionnuires 90 F Communications diverses ... 106 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la bese de deux lignes.

GUY RAVIART, uittait les siens entouré de leur affec-

La cérémonie funéraire aura lieu le mardi 15 juin, à 16 heures, au crémato-rium du cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20.

<u>Anniversaires</u> - Le 13 juin 1981, disparaissait Sziama PRESBURGER.

Que ceux qui l'ont conuu sient une pensée pour lui.

Il y a maintenant deux ans, Charles WOHRLÉ

il est toujours dans nos cœurs.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 12 juio : UN DÉCRET

- Nº 93-837 du 7 juio 1993 relatif eux modalités du transfert do compéteoce de la direction générale des impôts à la direction générale des douanes et droits indi-rects et relatif à l'organisation et à l'assainissement do marché du vin et à l'orientation de la production viticole.

SPORTS

n ATHLÉTISME : victoire de Marie-Josée Pérec eur 200 m à Saint-Denis. - La Française Marie-Josée Pérec s'est imposée sur 200 m lors du meeting d'athlétisme de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), vendredi 11 juin, devant la Russe Galina Malchugina et la Jamaīcaine Mcrleoe Ottey. La championoc olympique du 400 m bat ainsi Merlène Ottey pour la première fois, avec un temps médiocre de 23 s 21, obtenue sous la pluie et face à un vent défavorable de 3,5 m/s. Marie-José Pérec devrait vraisemblablement s'aligner sur 200 m lors des prochains championnats du monde de Stuttgart, en

D FOOTBALL: Jacques Perrilliat chargé de mission pour le Grand Stade. - Jacques Perrilliat a été chargé par Michèle Alliot-Marie. ministre de la jeunesse et des sports, do l'étude des solutions alternatives eu site de Sénart pour l'implantation du Grand Stade en vuc de la Coupe du moodo do football 1998. Jacques Perrilliat, préfet et ancion directeur des sports (de 1974 à 1980), evait suivi le dossier du Grand Stade pour la mairie de Paris depuis décembre

PROBLÈME Nº 5060

HORIZONTALEMENT

1. Eclipse de lune. En gérance. C'est en vain qu'on le chercherait de nos jours sous les fraises, - II. Converti, Vibrent quand on les frappe. -III. Aide de cemp. Attendait ceux qui avaient une grosse peine. Eau. -IV. Contraints supplémentaire. Merchand

mentaire. Merchand
de papiers. - V. A
représenté en France
le eouverain engleis.
A l'étranger. - IV
Manifeetetion
sonore. Dans sa profession, les accrétaires n'étalent pas
commodee. Lettree
d'amour. - VII. Proféré per des gens
ordonnés. Dane un
certain sens, c'est un
transporter. certain sens, c'est un don en nature. Est

rage. On y pose par-fols dee lapins. Ne fleurit que lorsqu'il est cultivé avec soin. - IX. Marseille le connut enfant (inversé). Donnent une longueur plus grande. - X. On peut en faire son deuil. Invisibles, elles ne peuvant s'apprécier qu'à vue du nez. - XI. Atteintes à la constitution. Läché par qui encaisse. -XII. Cité, Alfas. On n'apprécie pas mieux sa bouche que son regard. -XIII. Grade. Tourne plus ou moins bien. Maître de chapelle. -

XIV. Préposition. Sur la cou d'un

roi. Celle de la douceur de vivre est

bien morte. - XV. Tableau de prix.

Pas introuvables.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 XI . familler aux mueiciens. - VIII. Dont le XIII
chef est ie centre XIV d'un brillant entou- XV

VERTICALEMENT

1. Pape en captivité. Offre à boire et à manger. - 2. Ne se conçoit pas sans objet. Il suffit d'un certain toupet pour pouvoir le dominer. -3. En France. Dans un certain sans. elle est déjà chevronnée. -4. Figure mythologique. Des serins ou des bécasses. En caquetant. -5. Un médecin serait inexcusable de n'y comprendre goutte. Abréviation. Buvette du corbeau. -6. Sans en tenir compte, il est difficils d'apprécier la valeur d'une pièca. Complète l'œuvre de qui taille des croupières à eon pro-

chain. Etre inférieur. - 7. Avec elle, on peut s'attendre à de douces caresses. Font un travail de fileteurs. - 8. Ses épigrammes sont sens dureté. Donnaît naissance à une place vacante. - 9. Est tendre svent d'être ingret. Ensemble d'êtree que les intérêts divisent entre eux. Fin de participe. -10. Ce que Churchill n'a jamais considéré comme un mauveis esprit. Disparaissent dès qu'on les s rattrapés. Prix réduit de moitié. -11. Travail de colffeur. Soldat. Dépassent généralement les limites humaines. - 12. Elle prise (épald). Est au thé ce que le doigt est au porto. - 13. Fis en sorte d'obtenir de brillants résultats. Fortement ettachés à leur berceau. -14. Sigle. N'offre à la vus qu'un horizon restreint. En France. – 15. Morceau de musique. Conti-nent inexploré. Taches blanches sur un tapig vert.

Solution du problème nº 6059 Horizontalement.

I. Plaire. Mi. - 11. Aigrette. III. St. Cire. - IV. Sténo. Cid. -V. Œdipe. De. - VI. Irisé. Tin. -VII. Rettrapé. - VIII. El. Rau. N. N. - IX. IV. Brune. - X. Atellanes. -XI. Série. S. S.

Varticalement

1. Passoire. As. - 2. Littéralité. 3. Ag. Edit. Ver. – 4. Ironiste. Li.
5. Ré. Opérable. – 6. Etc. Aura.
7. Tic. T.P. (treveux pratiques). Un. - 8. Méridiennes. - 9. Eden

GUY BROUTY

Le groupe

The second of the second

100 mg ور استان در دود در این این این هما از مرابعها این این این

with the property problem Committee of the second of the

September 1985

ASSESS SECTION 2 logament and an order of the con-ET 050 05 0.0 10 / 10 / 1 reserve a a company The second of th 1594 a bance . : 4 reported a On 2:2: 56...

acectes says Persens signature decrete 3 3 - 2 - 2 Pases ce = 1 + 1 =
| ian). Certa | 2 |

| minobilier se | - 1 |

| day recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5 | 2 |

| day as recrées = 5

(ICTIA)

Single and a singl

SECTION OF A CASE A

masures of C. T.

gene 1925.1"

CÉCCTÉTIC DE LA CALLACTE

Nites treasure the second second

pas 2 - 2 - 2 - 1 - 2 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1

Enterant

porters fortale rest in the wint

de la seconde 120 s.

deta de munitión por por la ma-

par e government :

20 1 2 2 3 4 2 5 5 6 7 7 1

les taxas distantinament a decid

percent of an author to the second

dura 209 to 2011 miles

here-

157 cm cm 2/2/2

tere tree sourcement from a

12.00 - 9.9.2 17 ET 25 2 26 5 7

Report du conse qui avant fait tamb qui bro : /-1992 (le Monde : ... 17 novembre 1993 ----

wait 616 multiplie pie fancs courants 0-1-0 13-1 1990 et par 118,3 5 ...

transactions son; e-Mest-ce pas anti-o---Contrecarrer ains: 2 14 1 11 111 taux d'intérêt > % est anisocial de péris sa baiment, alors que a gouvernement engage antisocial de pera ser a

FRANÇOISE ... SS:

d Oxuna : accord can see de salaires de 6 t₁. Yvetor (Seine-Marine) rvetot (Seine-Martine)
rigionale CFDT c
dredi 11 juin.
intervenu print direction print direction print direction print direction de la directi Actizion de la Ci mentale du tra al portionnelle au salaire domt son F dont 800 F seron:
Les pouvoirs pur
châmana chimage parties
direction de l'entrer
baiser les revents ce
primant le trerzione
primes d'ancientation
amoncé sa décusion

annouce & decision countries and destrict section of the section of th

22.30 Megazine : Culture pub. 23.00 Cinéma : 0.35 Informations: première heure.

Deux fausses notes pour le logement

Le logement est en crise. Tout le monde en est convaincu. Le message est si bien passé qu'una des tâches prioritaires du nouveau gouvernement a été de voler à son secours, en élaborant un plan de relance mobilisant 6 milliards de francs. Un beau plan, quoi qu'en disent les esprits chagrins, jouant sur la locatif (privé et social) et sur l'accession à la propriété. Mais assombri par deux fausses

La première a été le gel pour un an dee aides personnellan eu logement (le Monde du B juin), particulièrement mai venu en pleine crise économique. Mais le gouvernement affirme avoir été obligé de prendre cette mesure

en raison d'un trou de 3 milliarde dans les comptes. On espérait que les sénateurs réussiraient à la faire revenir sur cette décision, en échange de mesures endiguent les débordements observée dans le nombre d'étudiants bénéficient d'une aide au logement. Malheureusement pour les 4,5 millions de bénéficieires en majorité des gens modestes, - cela n'e pas été le cas.

Il faut reconnaître, à le décharge

des sénateurs, qu'ils n'étaient pas à l'origine de cette mesure. En revenche, c'est bien eux qui portent l'entière responsabilité de la seconde fausse note : le coup de frein à la baisse des droits de mutation programmée par le gouvernement précédent. Il s'agissait d'abaleser à 5,5 % au 1" juin, puis à 5 % en 1995, les taxes départementales qui constituent une bonne part de ce que l'on nomme injustement les «frais de notaire» et qui viennent renchérir l'achat d'un logement ancien. Les sénateurs ont décidé que ces taxes resteront plafonnées à 6 % en 1994, la baisse à 5 % étant reportée au 1º juin 1996. On avait senti venir le coup : il y a quelques jours, les notaires parisiens e'étaient émus de la discrète augmentation des droits à Paris et dans les Yvelines (passés de 4,2 % à 5 % le 1º juin). Cartes, la chute de l'immobilier se traduit depuis plusieurs moie par une baisse des rentrées fiscales. Maia cela n'a pas toujours été le cas : le rapport du conseil des impôts. qui avait fait tant de bruit en 1992 (le Monde du 17 novembre 1992) indiquait

1.5

= -

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE STA

- Care 1 - 2 - 2 - 1

que le rendement de cet impôt avait été multiplié par sept an frencs courants entre 1985 et 1990 et par 118,9 % en francs constants. N'est-ce pes scier la branche sur laquelle on est assis que d'augmenter la prix des mutations alors que les transactions sont en chute libre? N'est-ce pas anti-économique de contrecarrer ainsi la décrue des taux d'intérêt? N'est-il pas antisocial de pénaliser le bâtiment, alors que la gouvernement engage une

du groupe textile Ozona, implanté à Yvetot (Seine-Maritime), et l'Union régionale CFDT ont annoncé, vendredi 11 juin, qu'un accord était intervenn pour diminuer les salaires de 6 % d'ici à la fin de l'année. Les négociations ont été menées avec la médiation de la direction départementale du travail, une prime proportionnelle au salaire d'un montant moyen de 1 800 F étant accordée. dont 800 F seront pris en charge par les pouvoirs publics, au titre du chômage partiel. A l'origine, la direction de l'entreprise souhaitait baisser les revenus de 10 % en supprimant le treizieme mois et les primes d'ancienneté. Elle avait annoncé sa décision par une lettre envoyée anx quatre cents salariés.

Après la démission du PDG, Henri Lagarde

Le groupe italien de la famille Nocivelli prend les rênes de Thomson électroménager

Six mois après sa privatisation écleir et sa cassinn au groupe italien Elettrofinanziaria Spa (Elfi) des frères Gianfranco et Luigi Nocivelli, le groupe Thomson électroménager connaît de nouvelles turbulences. Vendredi 11 juin, san PDG, Henri Lagarde, e remis sa démission. Serge Le Camus, PDG d'Elfi France, lui e suc-cédé.

Cela s'appelle un dossier mal ficelé. Six mois à peine après une privatisation éclair que tout le monde semblait appeler de ses veux, monde semblast appeier de ses vœux,
Thomson électroménager (TEM)
entre dans une période de turbulences. Une période dont nul ne peut
prédire la sévérité ni la durée. Vendredi II jnin, son PDG, Henri
Lagarde, l'homme qui depuis son entrée dans l'entreprise en 1976 avait contribué à bâtir un groupe pesant 6 miliards de francs de chiffre d'affaires et sept mille salariés, a remis sa démission. Le conseil d'administration à désimé Sarre Le Contribution d'Administration à désimé Sarre Le Contribution de la Con tration a désigné Serge Le Camus, PDG d'Elfi France, pour lui succé-

L'engrenage du divorce s'est, en réalité, noué dès 1992. Lorsqu'il est devenu évident que le groupe public Thomson SA – faute d'être recapitalisé - serait une nouvelle fais contraint de céder des actifs pour pouvoir afficher une situation financière présentable en fin d'année. Vendre TEM était une vieille idée; un partenaire semble s'imposer : le groupe italien Elettrofinanziaria Spa (Elfi) fondé par les frères Gianfranco et Luigi Nocivelli. Un groupe pré-sentant d'évidentes complémentarités industrielles et géographiques, mais de taille suffisamment modeste pour que le vendeur, l'État français, puisse espérer garder sur son territoire le centre de gravité de la nouvelle

En juillet 1992, le ministre socia-liste de l'industrie et du commerce extérieur, Dominique Stranss-Kahn, se fait le défenseur d'un montage se taut se defenseur d'un montage financier scindant le capital de TEM en deux parts égales: 49 % pour Elfi; 49 % pour le Crédit national, qui présente la caractéristique d'être, à la fois, le banquier traditionnel d'Elfi France et un établissement financier dont le PDG est nommé par la gruponament. Pour necessirale par le gouvernement. Pour verrouiller le dispositif, le solde du capital – 2 % - devrait être cédé au management

Des procédures de consultation expédiées

«Le Tresor n'était pas chaud, raconte aujourd'hui un connaisseur du dossier. Mais c'est surtou le Cré-dit national qui trafnait les pieds. » Ce dernier, malgré une plaquette publicitaire vantant sa « solide expérience» dans les interventions en «fonds propres», ne veut pas investir à hanteur de ce qui hi est demandé. Fin nuvembre, Elfi et son banquier font une contre-proposition - 66 % et le contrôle pour le premier, 34 % et la minorité de blocage pour le second. Le Trésor, soucieux de voir Thomson SA rapidement requinqué, donne son appui. Le ministère de l'industrie finit par céder.

Le 23 décembre, le conseil d'adapprouve l'accord qu'on lui soumet parmi les «questions diverses» (le Monde du 25 décembre 1992); les procédures de consultation des par-29, le décret de privatisation est publié. Les frères Nocivelli atten-dront jusqu'en mai que les audits et l'accord soient définitivement parachevés pour prendre un pouvoir qu'ils n'avaient, en réalité, jamais cessé de guigner.

Une prise de pouvoir sur la fina-lité de laquelle il est permis de s'in-terroger. Est-ce pour bloquer l'investissement et fermer des sites industriels, comme s'en alarme la industriels, comme s'en alarme la CFDT, inquiète d'éventuelles difficultés financières d'Elfi (le Monde du 27 mai)? Ou bien est-ce pour conforter l'avenir de TEM, comme l'assure son nouvean PDG, M. Le Camus? «Le holding Brundt Electroménager dont nous avions annoncé la création, est constitué, assure ce dernier. Détenu à 66 % et 34 % par le Crédit notinnal comme prévu, il contrôle national comme prévu, il contrôle national comme prévu, il contrôle 100 % de TEM et se verra apporter, d'ici à la fin 1994, toutes les sociétés du groupe Elfi spécialisées dans le gros électroménager : Ocean, Elektra-Bregenz, Blomberg. L'outil industriet est lourd, maix il sera modernisé. TEM en a les moyens : nous venons de mettre en place un crédit d'écoloide mettre en place un crédit d'exploi-tation avec un pool de plusieurs bar-ques françaises conduites par la Société générale,»

PIERRE-ANGEL GAY

Les suites d'un accord avec Washington

L'Allemagne est contrainte de choisir pour ses télécommunications entre la CEE et les Etats-Unis

En se soustrayent à une directive européenne et en se mettent à l'abri du différend qui oppose Européens et Américains dans les télécommunications, l'Alfemagne s'est placée en position difficile vis-è-vis de ses parteneires (le Monde du 12 juin). Le conflit, que le ministère de l'économie ellemend a essayé d'epaiser, semble loin d'être résolu.

FRANCFORT

de notre correspondant

Tont s commencé à Paris, il y a dix jours. Lors de la réunion de l'OCDE, le ministre allemand de l'économie, Günter Rexrodt, ren-contre le délégué américain an commerce Michey Kantor et lui explique que l'Allemagne n'appli-quera pas une directive adoptée par les Douze qui donne une préférence aux firmes communantaires lors des appels d'infire publics.
Cette directive, explique, alurs,
M. Rexrodt, s'oppose à un pacte
signé en 1954 entre Washington et
Bonn qui interdit à l'Allemagne
toute discrimination à l'encontre des produits américains. M. Kan-tor demande à M. Rexrodt de mettre cet engagement par écrit.

M. Rexrodt ne le fera pas. Mais tempête. La directive communautaire sur les marchés publics, entrée en vigueur au 1 janvier

1993, est âgrement contestée pa les Américains. Et si un accord partiel n pu être trouvé pour le matériel électrique, le différend persiste dans le domaine des télécommunications. Washington et Bruxelles ont déjà annoncé sanc-

tions et contre-mesures.

Jendi 10 juin an soir, M. Kantor, qui sent bien qu'il tient un bnn moyen de diviser les Douze, fait savnir publiquement qu'il a signé « un accord avec l'Allemagne » et que celle-ci sera donc éparenée par caines. Stupenr à Bruxelles. Ven-dredi, le commissaire européen Leon Brittan, chargé des relations commerciales, demande sèchement des explications à Bonn et souligne, dans un communiqué, que tout «accord» séparé, contraire au droit européen, expose l'Allemagne à des sanctions.

L'embarras de M. Kohl

Après une matinée d'hésitations les services de M. Rexrodt démentent l'existence d'un «accord» tout en restant fermes sur le fund ; la directive est incompatible avec le pacte de 1954. Le ministère ajoute, cependant, que «l'Allemagne agira toujours en accord avec les règles de

L'affaire pourrait en rester là. Mais Bruxelles regrette qu'un ministre allemand se soit fait ainsi piéger par les Américains en pleine bagarre du GATI et à huit jours dn sommet européen qui duit se tenir à Cupenhague, Sir Leon a répondu vendredi à l'Allemagne que le traité de Rome de 1958 comprend une clause qui oblige les Etats membres à mettre leurs pré-cédents pactes «en conformité»,

Il est à craindre que le chancelier Kohl, en voyage à Sofia, n'apprécie pas de se voir, pour un bénéfice économique mineur, mis en devnir de chnisir entre les Etats-Unis et l'Europe, une position que tous les hommes politiques allemands redontent au plus au point. L'affaire souligne aussi combien, sur les contentieux du GATT et, plus largement, sur le commerce inter-

Nouvelle révision des comptes officiels

Le gouvernement prévoit une baisse de 0,8 % de la production nationale en 1993

détail en mai. Prenant en compte ce mauvais climat, le ministère de l'économie et des finances annuncera vendredi 18 juin, lors de la réuninn de la Commission des comptes de la nation, un recul de 0.8 % du produit intérieur brut mar-chand (PIB) cette année par rapport à 1992

Ainsi sera officiellement confirmé ce que chacun savait : la récession actuelle est la plus grave qu'ait connue le pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale puisque même le premier choc pétrolier qui, en 1974, avait si fortement ébranlé notre économie - comme du reste l'ensemble des pays industrialisés n'avait pas provoqué une baisse de la production nationale aussi forte (-0,3 % en 1975). Les comptes offi-(-0,3 % en 1975). Les comptes offi-ciels avaient déjà été révisés, il y a quelques semaines, lorsque M. Balla-dur avait présenté la première étape de son plan de redressement de l'économie : la prévision de crois-sance de 2,6 %, retenue à l'automne 1992 par le gouvernement de M. Bérégovoy et devenue totalement irréaliste, avait été remplacée par une baisse de 0,4 % du PIB. Ce faisant, le nonvean gouvernement n'svait fait qu'aligner ses comptes

Selon des prévisions de l'INSEE

La hausse des prix des services s'est ralentie en mai

FRANÇOISE VAYSSE

Ozona: accord sur une réduction du groupe textile Ozona, implanté à Yvetot (Scine-Maritime), et l'Union

Les prix de détail out faiblement augmenté en mai, l'indice de l'INSEE g'étant inscrit à 107,9 contre
107,7 en avril sur la base 100 en 1990, soit une hausse de 0,2 %. Sur un an (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 2 % (le Monde du 12 juin).

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % en un mois, buissant de 0,8 % par rapport à mai 1992. Les prix des produits manufacturés du secteur privé sont restés complètement stables par rapport à avril, augmentant de 1,6 % sur un an. Les prix des services du secteur privé ont augmenté de 0,3 % par rapport à avril, la hausse sur un an atteignant 4,2 %. L'ensemble des prix des services (privés et publics) a augmenté de 0,2 % en un mois et de 3,7 % en un au. 3,7% en un an.

Les chiffres fournis par l'INSEE pour mai sont encore provisoires. Mais l'indication la plus notable est

La recessina que connaît, la sur ceux des principaux instituts de France depuis l'autonne 1992 n'a conjoncture, notamment sur ceux de toujours pas pris fin et semble Rezecode - organisme d'étude même s'approfondir si l'on en juse par la médiocrité des ventes de débnt d'avril, avait annoncé une récession en 1993.

Cette fois, les calculs officiels sont

plus précis. Ils prennent en compte la nunvelle baisse des investissements qui pourrait atteindre 11 % en volume dans l'industrie. Ils prennent également en compte la récesneat eguement en compte la reces-sion allemande, beaucoup plus grave que prévu puisque le recul du PIB pourrait atteindre dans la partie ouest de ce pays entre 1,5 et 2 %. Encore une baisse de 0,8 % de la production nationale en France (chiffre révélé par Libération et dont l'exactitude nous a été confirmée), suppose-t-elle l'arrêt de la dégrada-tion de l'activivité à partir de l'été et un second semestre plat. Les choses seraient pires si la récession allemande se prolungeait et si les ménages françals continuaient d'épargner plutôt que de consommer. Si la production continuait de baisser même légèrement jusqu'à l'automne, la récession prendrait une ampleur supplémentaire (un recul de 1,5 % du PIB scrait possible) avec toutes les conséquences qu'un tel phénomène pourrait avoir sur notre politique, notamment notre politi-

ALAIN VERNHOLES

Des licenciements annoncés par haut-parleur

A l'issue da la réunion du camité d'entreprisa, jeudi 10 mai, la liste des trentequatre personnes licenclées par l'entreprise de confection Tandem, de la Mothe-Achard (Vendée), e été affichée dans les ateliers.

Jean-François Coulan, la

POG, est alors intervenu par haut-parleur pour annoncer aux cent quarante-cino salariéa gu'ils pouveiant gultter leur poste de travail et prendre conneissance des noms. «J'utiliae tnujours cetta méthoda pour diffuser une information eu personnel», a précisé l'employeur. « J'ai ensuite informé les salariés que j'étais à leur disposition pour toute information complémentaire. »

La crise financière de l'assurance-chômage

M. Giraud et les partenaires sociaux se donnent jusqu'à la fin juillet pour clore le dossier UNEDIC

ministre du travail, vendredi 11 juin, n'a pas, en apparence, été décisive pour l'avenir financier du régime d'assurance chômage. Chacun est resté sur ses positions, alors que l'es-sentiel du débat avait eu lieu sur la place publique, notamment par des interventions de Michel Giraud sur Europe 1, le 10 juin, et surtout dans nos colonnes (le Monde du 12 juin).

Une méthode a toutefois été adoptée, avec la nomination, annoncée par le ministre du travail, d'un par le ministre du travail, d'un chargé de mission, en la personne de Pierre Cabanes, ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du groupe Thomson. Après nvoir entendu toutes les parties, celui-ci devra remettre ses conclusions le 1= juillet. Ensuite, il est prévu que les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, se retrouvent pour une séance de négociation fixée au 7 juillet. Après quoi, aux environs du 10 juillet, les mêmes reprendront la discussion avec le ministre, qui souhaite, comme eux, aboutir à une conclusion pour fin juillet. Ce qui supposerait que le rythme des réunions devienne échevelé dans la der-nière ligne droite, l'intention étant de construire un système équilibré pour les années 1994-1995.

En réalité, et malgré les commentaires désabusés des organisations syndicales (la CGC qualifiait la réusyndicales (la CGC qui synchesis la CCC quantum la reti-nion de « surréaliste», FO en est sor-tie avec « une impression de temps perdu», la CFDT s'est étonnée de « l'absence de réponses» à ses préoc-cupations, etc.), tous les éléments d'une confrontation finale se sont d'une confrontation finale se sont mis en place au cours de cette entrevue formelle. M. Giraud a rappelé que «l'accompagnement» des pouvoirs publics serait conditionné par une hausse des cotisations, mais aussi par un effort d'assainissement, et donc d'économies, renvoyant ainsi des des le cette par le medient dos à dos le patronat et les syndicats.

Du refus d'une augmentation de sa contribution, le CNPF est passé insensiblement à une dénégation moins catégorique (« Nous n'allons pas dire à priori que la contribution aggravée est la solution »), mais a mieux précisé son objectif. Les employeurs veulent obtenir le règlement du contentieux sur la participation financière de l'Etat, puis, dans un deuxième temps, ils réclameront en soutien de gouvernement pour combler le déficit structurel. Tous fermement opposés à une baisse des prestations versées aux chôneurs indemnisés et estimant qu'ils sont allés «au maximum» de leurs possi-bilités avec l'accord de juillet 1992, les syndicats ont maintenant en tête

Relativement courte, la rencontre si le CNPF ne joue pas cette carte

De toute manière, le rendez-vous du 7 juillet sera décisif. Soit les partenaires sociaux avancent d'euxmêmes, soit ils laissent l'Etat imposer | national, le chancelier est peu sûr ses choix. Mais, alors, le paritarisme de son propre gouvernement et des sera sérieusement compromis. sera sérieusement compromis.

ALAIN LEBAUGE

ÉRIC LE BOUCHER

ALLEMAGNE

 Ventes de détail : - 1.4 % en avril. - Las ventas du commerce de détail ant baissé da 1.4 % en avril par rapport à mars at da 2 % par rapport à avril 1992. Sur les quatre premiers mois de l'annéa, las ventes du commerce da détail étalent an baisse de 4 % par rapport à la même période de 1692.

INDICATEURS

Prix de gros : stables en mai. - L'indice des prix de gros aux Etats-Unie ast reaté stabla an mai par rapport à avril. En glissement annuel (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 2 %.

• Ventes de détail : + 0,1 % en mai. - Les ventes de détail ont augmenté de 0,1 % en mai par repport à avril. La progression avait été de 1,5 % en avril par rapport à mars. Ce sont surtout les ventes d'automnbiles at de matériaux de construction qui unt progressé. Sur un an (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 5,5 %.

GRANDE-BRETAGNE

• Déficit commercial: 4,5 milliards de livres au premier trimestre. – Le déficit de la balance commerciale a'est légèrement creusé au premier trimestre pour atteindra 4,5 milliards de livres (37 milliards da francs) enntre 4,35 milliarda lara du trimaatre précédent. Las axportations ont attaint le chiffre record de 29,6 milliards de livres au premier trimestre, en hausse de 14 % par rapport à la période comparable de 1992. Las importations ont également atteint un niveau record, evec 34,1 milliards da livres contre 29 milliards un an plus tôt.

EN BREF

Gobain : démenti de Pechiney. - Le groupe public Pechiney dément que des discussions soient en cours nvec le groupe privatisé Saint-Gobain sur un rapprochement capita-listique entre les deux sociétés. « Nous démentans » ces informa-tions, a déclaré vendredi 11 juin, à PAFP un porte-parole de Pechiney. Dans untre édition du 12 juin, nous signalinns qu'nn tel projet était envisagé, ce qui ne signifie pas forcément que les deux groupes en soient nn stade des négociations directes.

□ Grève d'Air Inter : pen de perturbations land 14 et mardi 15 juin. - Le mouvement de grève lancé par les principaux syndicats dn personnel navigant d'Air Inter les lundi 14 et mardi 15 juin ne les syndicats ont mamienam en ière les innoi 14 et marei 13 juin de prise.

la menace d'une intervention autoritaire des pouvoirs publics par décret.

taire des pouvoirs publics par décret.

Certains – dont FO – se demandent affirme an effet qu'e elle sera en juillet. devrait pas entraîner trop de per- prise. L'échéance pour le choix turbations, selon la direction. Elle d'un repreneur a été fixée à la mi-

□ Rapprochement Pechiney-Saint- mesure d'assurer entre 85 % et 100 % de ses vols ». Elle demande à ses passagers avant une réservation pour lundi matin de la confirmer en téléphonant an 16 (1) 45-46-90-00 ou en tapant le 3615 ou 3616 code Air Inter.

Grundig-Creutzwald: Suppression «inévitable» de trois cent cinquante emplois. - Selon des sources syndicales, la directinn de l'usine Grundig de Crentzwald (Moselle) considère comme « inévitable » la suppression de trois cent cinquante des neuf cents empinis, quel que soit le repreneur éventuel de la fabrique de téléviseurs. Un projet de plan social sera présenté le mercredi 16 juin, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprécise que 4,4 millions d'actions

eerom placées à l'étrangar et environ 8,5 millions d'actions an

France. Une fois le prix fixé par les pouvoira publics, la période d'offre s'étendra sur quetre jours de Bourse, et le résultat de l'of-fre publique de vente, ainsi que

lee ellocationa sur la tranche

internationala, seront communi-qués au plus tard la 16 juillet.

A signaler, par ailleurs, que la Commission des opérations de

Bourse (CO8), en accord avec l'Aasociation das sociétés at

fonds français d'investissements,

e décidé de mettre en place une

nouvalla grilla de classification des OPCVM (organisme de pla-cements collectifs de valeure mobillàres). Elle entrera en vigueur le 1º janvier 1994 et per-

mettra à l'épargnant de disposer

d'informations plus complètes. L'ancienne grille de claseification,

qui datait de 1985, ne tenait pas

compte das innovatione finen-

cièrea intervenuea depule -

notammant en matière de pro-

duits dérivée - at reposait uni-

quement sur la nature juridique

La critère majeur retenu pour la

clessement est désormais la réfé-

rence à un marché : actions, ins-

truments de taux, monétaire. Au 31 décembra 1992, le montant

total des OPCVM (4 532 Sicav et

Fonds communs de placements) s'élevait à 2 500 milliarde de

francs, dont 1 500 milliards pour

Maria Maria makaniani

ERIC LESER

des titres détenus.

les monétaires.

PARIS

Des raisons d'espérer

NOICE CAC 40

Divine surprise l
La Bourse de Paris
e samblé retrouver, d'un vendredi à l'autre, la à l'autre, la consistanca qu'elle avait perdue depuis de lon-

gues semaines. La raprise technique de la fin du mois de mei e trouvé un second souffie, et l'indice CAC 40 est repassé résolument au-dessua du eeuil dea 1 900 pointe. Avec quatre séances de hausse dana la sernaine, la progression atteint au total 3,23 %, et le CAC 40 s'est inscrit vendredi en clôtura à 1 920,43 points. Il faut remontar au début du mois de février pour trouver une performance hebdomadaire supérieure.

L'origine de ce ratour à un optimisme raisonné, on ne la trouvera pas du côté de la réforme de l'impôt de Bourse et de son plafonnement à 4 000 francs réintroduit par le Sénet, maie dans de nouveaux espoira de baisse des taux d'intérêt. «Le marché considère que la Banque de France e aujourd'hui la possibilité de faire cavalier seul et de prendre les devants en attendant une baisse des taux allemands le 1= iuillet », explique un opérateur. Une balsse du prix de l'ergent jugée d'autant plus probabla que les pronostice dea instituts de conjonctura ee font de plus en plus pessimistes sur l'ampleur de

Selon le président de l'OFCE

(Obeervatoira francela das conjoncturea économiquaa), Jean-Paul Fitoussi, la récession en France aera cetta ennée de l'ordre de 1 %, aulvia d'une croissance «modérée» en 1994, comprise entre 1 % et 1,5 %, à la suite d'une sugmentation des exportationa et d'une légère reprisa de la consommation et de l'Investissement. Le plus significatif eux yeux das boursiera, e'est qu'il y a un peu plus d'un mois, au moment de la publication das comptes de la nation, l'OFCE tableit encore eur une

Soutenir le moral

croissance de 0,5 % cetta ennée.

L'Inetitut de conjoncture s'aligne maintenant sur las prévi-aiona renduea publiques, jeudi, per deux grandee banquea : le Crédit lyonnais, qui e'ettend à une croissance française négative en volume de -- 0,9 %, et la Banque Indoeuez, qui prévoit - 0,8 %. M. Fitoussi préconlae une décrue rapide des taux d'intérêt en Europe autour de 3 %, sous peine d'antrer «dane une logique de récession ».

Aux yeux de bon nombre d'enalyates, les eutorités monétaires françaises se retrouvent eu pled du mur. Avec une Inflation inférieure de 2 % à celle de l'Allemeane et una économie an plein marasma, le Benque de France peut se fixer pour objectif

1/2 %. Et elle doit le faire la plus vite possible, ainon elle risqua de mettre an péril la politique da relance du gouverneme

Un scénario auguel les marchéa se raccrochent notamment pour des raisons politiques. Una poursuite de la réduction du loyer de l'ergent est le seul levier dont disposent les pouvoire publics pour favoriser une petita reprise da la consommation at de l'inveetieeement. Les opérateure comptent également aur la nécessité pour le gouvernement - e'il veut réaliser dans lee six ou

sept prochaina moie un programme de 40 milliards da francs de privatisations - da soutenir la moral des investisseurs. Et cela, même si Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a déclaré cette semaine au Sénat ne pas avoir « d'inquiétude perticulière quant à l'accueil que réserveront les investisseure institutionnels français et étrangers aux privatisatione». «Les recommandations des analystes des grandas ban-ques eont unenimement favora-bles à l'echat d'ections francaisas et [...] j'ai surtout une grande confiance dens le comportemant des ménages français », a-t-il ajouté.

La pramière opération de privatisation du nouveau gouvernement - le cession de 30 % du capital du Crédit local de France - aera effective dane les procheines aemelnee. La Benqua Paribes, qui dirige l'opération,

<u>Immobilier et foncier</u>

Investissement

et portefeuille

420.50 NC 52.50

471 ... -721 -- -508 --692 ... + 660 : +

10-6-93

NC

450 79,10 1 115

LES PLUS FORTES VARIATIONS

NEW-YORK

Prudente

preuve d'une grande prudence cette semaioe et semble un dérapage de l'inflation et des taux

d'intérêt. L'indice

Dow Jooes des valeurs vedettes o perdu 40,13 l'autre pour terminer la semaine à rend également les iovestisseurs 3 505,01 points, juste au-dessus de la barre des 3 500 points.

Ponrtant, la situation s'est redressée en fin de semaine sur le marché obligataire à la suite de la publication de chiffres meilleurs que prévu sur l'ioflation américaine . L'indice des prix de gros est resté inchangé en mai par rapport à ovril, alors que les experts tablaient sur une hausse de 0,1 %. Du coop, il y eut une vagus d'achats d'obligations vendredi qui ont fait tomber le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans à 6,79 % cootre 6,90 % la semaine précédente.

Mais les iovestisseurs o'ont pas saisi cette occasioo du côté des actions et ont préféré rester sur la

Wall Street a fait défensive en attendant la publication, mardi, de l'indice des prix de détail en mai et l'expiration trimestrielle en fin de semaine d'options toujours eraiodre liées oux indices boursiers (la journée « des trois sorcières »). Cet événement rend généralement le mar-ché très volatil, et les détenteurs de capitaux préfèrent limiter les risques. L'approche de la publication points (-1,13 %) d'un vendredi à des résultats financiers des sociétés

MACHE INTERNATIONAL DES CAPITALES

ELVERY CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

15,50

21.00

TELETINE TO THE TELETINE TO TH

TELET TO SEE THE SECOND

2272 E - 110 2272 E - 110

entral

24 K2122 - 117 117 117

NATERES PREMIÉRES

100 mm

Finder D'2

The property of the control of the c

1122

3- -

======

Attrait persistant de l'e

The state of the s

المستري المنظم المناسبة المناسبة المناسبة

and the second second

er against an an an an a

april .

Contraction of Physics

11. 1 miles

And the second section of

 (a_1,a_2,\dots,a_n)

THE PROPERTY OF CHARLES

Les oléagineux malgr

English and the second of the

1 F samena

277. B. 1992

Fr. Charles ريديه الهالي

BETYEUX.

| | Cours 4 juin | Cours 11 juin |
|---|-------------------|-------------------|
| Alcoe | 69 3/4 | 97.30 |
| Boelog | 39 5/8 | 36 提 |
| Chase Mars. Bertk Du Pout de Namours . | 29 7/8 12 1/8 | 29 層 |
| Eastman Kodek | 51 3/4 | 61 7 |
| Food | 65 1/4 55 1/8 | 83.4F |
| General Electric | 93 7/8 41 3/8 | 94 124 |
| General Motors | 41 1/8 | 39 34 |
| ITT | 54 84 | 52 M |
| Mobil Oil | 70 1/4 | 71 74 |
| Schlumburger | 69 7/8 67 | 20 M |
| Texason . | 66 1/8 | 63 1/8 |
| UAL Corp. (ex-Allegie) | 136 6/8 18 1/2 | 139 3/8 |
| United Tech | 52 3/4 14 1/8 | \$2 1/2 16 1/8 |
| Westinghouse Xerux Corp | 76 1/2 | 76 1/2 |

TOKYO ·

Repli

NOICE NICKE

Les valeurs oot légèrement rebondi à la Bourse de Tokyo pour la dernière séance de la semaine après une baisse de quatre jours, mais elles ont néaumoins perdu

do terrain sur vendredi dernier, les investisseurs restant en retrait sous l'effet de l'envolée du yen. L'indice Nikkei a clôturé à 20 500,95 points contre 20 882,24 points une contre 20 882,24 points une semaine suparavant, soit un appli de 1,83 %. Les échanges on été peu étoffés, le volume quotidien moyen des transactions evoisinant 408 millions de titres par jour, cootre 466 millions la semaine précédente. La Bourse était fermée mercredi, proclamé jour chômé à l'occasion du mariege du prince béritier Naruhito avec l'ancience

diplomate Masako Owada. Veodredi, les échanges étaient plus animés, portant sur 622 mil-lions d'actions, en raison de la liquidetioo des contrats à terme

Un rapport trimestriel de la Banque du Japon publié vendredi o'a mootré aucune amélioration de l'indice de confiance des entreprises nippones, qui se trouve toujours à son plus bas depuis dix-huit

«L'indice Nikket va probablement poursuivre sa consolidation pendant quelque temps, jusqu'à l'automne peut être, quand les affaires reprendront à la stude le directeur général de Kankaku Investment? Management, Akira

Shimozu. Indices du 11 juin : Nikkei, 1 661,04 (c. 1 671,70).

| | Allinomoto Bridgestone Canon Pull Bank Hosea Motors Matereshita Electric Mitsubishi Henry Sony Corp. Toyota Motors | 1 380 1 380 1 410 2 320 1 390 1 360 717 4 690 | 1 350 1 340 1 360 2 310 1 350 1 290 706 4 510 1 670 | |
|---|--|--|---|--|
| 1 | FRANCFOR | rT | | |

LONDRES Résistance

de juin.

+ 1,1 % Les soubresauts politiques de la

crise de confiance envers le gouver-nement de John Major o'ont pas empêché la Bourse de Londres de redresser la barre. L'indice Footsie des cent grandes valeurs o terminé la semaine en hausse de 31.9 points (1,1 %), à 2 861,9 points. La tendance o été soutenne à la

fois par l'annooce d'uoe hausse plus forte que prévu des crédits à la consommation en avril, et par des déclarations de Keooeth Clarke, le nouveau chancelier de l'Echiquier, semblaot écarter l'éventualité d'une hausse des

Toutefois, les gains auraient po être bieo plus importants sans la crise de confiance envers le gouvernement eprès le réquisitoire prononcé, jeudi 10 juio, par l'ex-chancelier de l'Echiquier, Norman Lamoot. D'outant que les espoirs de baisse des taux d'intérêt se sont dissipés après un discours sans concession du futur gouverneur de la Baoque d'Angleterre Eddie

Indices «FT» du 11 juin : 100 valeurs 2 861,8 (c.2 829,9); 30 valeurs 2 244,2 (c. 2 213,2); fonds d'Etat 95,37 (c . 95,18); mines d'or 179,6 (c. 192,2).

Cours 4 juin

5,18 3,07 6,02 4,44 11,40 5,90 29,13 6,89 13,66 6,53 6,02 10,17

5,32 3,13 6,13 4,80 11,18 5,59 30 6,90 13,53 6,53 6,16 10,28

En dépit des signes persistants

Les courtiers soulignent toutefois

le faible volume des transactions et attribuent pour l'essentiel la bonne tenue du marché à des espoirs de baisse des taux et à des facteurs techniques, ovec notamment le franchissement du seuil des 1 650 poiots du DAX dès lundi. La Bourse allemande est également en phase de rattrapage, après plusieurs semaines de baisse.

plus optimistes à long terme, tablant sur une poursuite de la baisse des taux d'intérêt directeurs

| | Cours 4 juin | Cours 11 juin |
|------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| ARGBASF | 145,80 231,80 | 150,50 236,80 |
| Commerchank | 284,30 288,10 | 268,40 298 695,00 |
| Hoechet | 245,70 530,90 | 247,50 534,50 |
| Mannesman Siemens Volkmensen | 247,20 607,50 374,70 | 257,20 618,50 340,50 |

| | 10-6-93 | Diff. | _ |
|-----------|---|--|---|
| Bongstin | 2525 875 892 3860 3712 379,90 156,10 1 220 | + 30 + 19 - 26 + 10 + 113 + 10,50 + 0,60 + 54 | Also Book Cast Cast Cost Cost Dam |
| Assurance | es . | | Dock Gal. |
| | 10 0 00 | D:44 | Guill |

10-6-93 Diff.

| SCOR SA | 620 588 | + 20 + 40 | | | | | |
|-----------------------|---|---|--|--|--|--|--|
| Bâtiment et matériaux | | | | | | | |
| | 10-6-93 | DHf. | | | | | |
| Botygues | 638 311 840 35,80 950 411 139,50 1 040 | - 4 - 11 - 5 - 0,15 lack - 4,50 + 0,50 inch. | | | | | |

| Scie-Batignolles. | 4 |
|-------------------|---|
| Chimie | |

| | 10-6-83 | Um. |
|------------------|--|---|
| Air Squide (L') | 730 965 306 10300 140 780 548 520 560 1 175 | + 23 + 27 - 12 + 400 + 6.20 - 18 + 5 + 2 + 16 + 23 |
| Consommat | іол поп я | limentaire |
| | 10-8-93 | Diff. |
| BIC | 1106 | + 22 |

| | 10-8-93 | L | Diff. | |
|--------------------|---------|------------|-------|--|
| BIC | 1106 | ١. | 22 | |
| Chargeurs | 1.031 | 1+ | 43 | |
| Christian Dior | 263 | l÷. | 6 | |
| Clarins. | 618 | - | 42 | |
| DNsC | 247 | 1- | 4 | |
| EBF | 611 | ۱- | 18 | |
| Engler lat | 448 | ۱+ | 10 | |
| Groupe André | 638 | j - | 29 | |
| L'Ordel | 1044 | + | 28 | |
| Mouthopt | 89,5 | - | 1,50 | |
| Salomon | 1447 | 1+ | 49 | |
| SEB | 440 | | 9,80 | |
| Stis Rossignal | 1 074 | + | 24 | |
| Sommer-Allibert | 1 515 | + | 23 | |
| Yvez Saint Laurent | 741 | (+ | 0 | |
| Zodlac | 1 679 | + | 29 | |

| Cr | édit | et | ba | ng | ues |
|----|------|----|----|----|-----|
| | | | | | |

| [| 10-6-93_ | L | Diff. |
|------------------|----------|----|-------|
| Comp. bencaire | 478,80 | + | 7.70 |
| BNP C2 | 568 | + | 9 |
| Catelan | 1280 | į. | 29 |
| CPR | 318.90 | Ľ | 8.10 |
| CDF | 219 | | inch. |
| CCF | 234 | | Inch. |
| CFF | 1075 | _ | 20 |
| CLF | 409.80 | | 14.60 |
| Crédit Ivon. Ci | 574 | + | 38 |
| Crédit cational | 1243 | - | 7 |
| Société générale | 587 | - | á |
| SOVAC | 1294 | 7 | 44 |
| | 285 | • | 14 |
| UFB Located | | + | |
| UIC | 569 | ŧ | 29 |
| Vie Benque | 325 | + | 2 |

de ramener see taux diracteurs

| <u>Distributi</u> | <u></u> | |
|----------------------------|---------|----------------|
| | 10-8-93 | Diff. |
| Alsacienne Sup | 2 250 | + 69 |
| Bon Marché | 510 | + 8 |
| Carrefour | 2 765 | + 164 |
| Casino | 134,90 | + 2 |
| Custorama | 595 | + 8 |
| COME | 469 | + 3,70 + 10 |
| Compt. Modernes: Damert | 3 720 | + 220 |
| Docks de France: | 473 | 10,50 |
| Gal. Lafayette | 1 501 | - 19 |
| Guilbert SA | 1 531 | - 4 |
| Guyerane Gast | 1 453 | + 27 |
| Plaquit Printeraps. | 748 | + 2 |
| Primagaz | 814 | + 2,70 |
| Promodès | 795 | + 18 |

14,50 -Electricité et électronique

| | 10-6-93 | Diff. |
|-------------------|---------|--------|
| Alcatel Alsthorn | 847 | + 29 |
| Alcatel-Cibis | 537 | + 31 |
| CSEE | 508 | - 31 |
| Intertechnique | 450 | + 29 |
| Labinal | 698 | + 4 |
| Logrand | 4 086 | - 115 |
| Matra Hachette | 119.90 | + 3.90 |
| Radiotechnique | 283 | + 21 |
| Sagera | 3 380 | + 49 |
| Schneider | 570 | + 30 |
| Sextant Avionique | 167 | - 0.50 |
| Thomson CSF. | 172,90 | + 9.80 |

| VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM | | | | | |
|--|------------------------------------|-------------------------------------|--|--|--|
| Nombre Valeur et de titres cap. (MF | | | | | |
| Alcatel Aisthorn Ordal (L') | 1807180 674105 2225975 | 1 148 979 089 418 643 903 | | | |
| SLF Aquitains | 1 528 100 1 564 820 1 20 000 | 588496 448 <i>926</i> 442,088 | | | |
| Paugant | 439 240 736 450 626 050 | 382 369 376 600 371 970 | | | |

| | Nombre de titres | Valeur en cap. (MF) |
|-----------------|---------------------|------------------------|
| Acatal Alsthon | 1807180 | 1 148 979 |
| réal (17 | 674105 | 689 418 |
| THE | 2225975 | 643903 |
| F Aguitaire | 1 628 100 | 588496 |
| | 1884820 | 448 926 |
| 141 | 120000 | 442088 |
| N | 439 240 | 382 369 |
| ogeat | 736450 | 376 600 |
| ciátá gánárala | 526050 | 371 970 |
| thes | 807 575 | 311567 |
| oe. agus Dumez | 842 266 | 289 396 |
| or IC- ofmbalel | 128036 | 283 982 |
| chelle | 1802590 | 243986 |
| Auge | 663509 | 241 289 |

| IRAH | EES AU K | M | DE COURS | ממטני | MINTAIN |
|---|--|---|--|--|--|
| | Nombre de titres | Valour en cap. (MF) | Valours | Hausse % | Valous |
| catal Aisthon fai (L') fai (L') fa Aquitaine fai (L') fa Aquitaine fai (L') fa Aquitaine fai (L') fai | 1807180 674105 2225975 1628100 1864823 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 120580 | 1 148 979 683 418 643 903 688 496 448 926 448 926 448 926 370 600 371 970 311 567 223 329 243 288 241 289 | Inform. Crigis Surque Culbert See East | + 9,4 + 8,4 + 8,1 + 7,7 + 7,2 + 7,1 + 7 + 6,5 + 5,8 + 5,8 + 5,2 + 5,2 | Rochette (L. Offper Clarins ENF |
| | | | | | |

| Latings | 663509 | 241 289 | Some | + 5.2 G.de | - 3.5 |
|----------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| LE | VOLUME DE | S TRANSAC | TIONS (en mi | itiers de franc | -el |
| | 4-6-93 | 7-6-93 | 8-6-93 | 9-6-93 | 10-6-93 |
| RM Comptant | 2 251 154 | 2 524 324 | 2 587 966 | 3 548 701 | 2 450 740 |
| R. et obl. | 25 887 885 256 550 | 19 461 598 477 864 | 28 162 697 258 757 | 31 496 272 287 487 | 29 099 821 291 984 |
| Total | | | | 35 332 460 | |
| | IND | CES CAC (du | mardi au merc | redi) | |
| | 7-6-93 | 8-6-93 | 9-6-3 | 10-6-93 | 11.5.03 |

| Total | 28 395 589 | 22 463 786 | 31 009 420 | 35 332 460 | 31 842 545 |
|---------------|------------|-------------|---------------|------------|------------|
| | INDI | CES CAC (du | mardi au merc | redil) | |
| | 7-6-93 | 8-6-93 | 9-6-3 | 10-6-93 | 11-6-93 |
| Indice gén l | 509,1 | 516,8 | 520,5 | 524,3 | 521,9 |
| | | | lécembre 1987 | | |
| Indica CAC 40 | 1 887 86 | 1 203 RE | 1 015 22 | 1 911 22 | 1 020 42 |

| | 7-6-93 | 8-6-93 | 9-6-3 | 10-6-93 | 11-6-93 |
|-----------------|----------|---------------|--------------|----------|----------|
| Indica gén | 509,1 | 516,8 | 520,5 | 524,3 | 521,9 |
| 1 | | (base 100, 31 | décembre 198 | 7) | |
| Indice CAC 40 . | 1 887,86 | 1 893,65 | 1 915,23 | 1 911,22 | 1 920,43 |
| | | | | | _ |

| M A T1F Notionnel 10 % Cotation en pourcentage du 11 juin 1993 Nombre de contrats : 141 733 environ | | | | | | |
|---|-----------|------------|-----------|-----------|--|--|
| ***** | | ÉCHÉ. | ANCES | | | |
| COURS | JUIN 1993 | SEPT. 1993 | DÉC. 1993 | MARS 1994 | | |
| Premier | 118 34 | 119 14 | 117 56 | 110 76 | | |

118.08

117,48

119,68

118,30

| | | 10-6-93 | Diff. |
|---|--------------------|---------|---------|
| | Carnaud-Metalbox | 201,40 | + 1,90 |
| | Dasseult Aviation. | 526 | + 3 |
| | De Dietrich | 1 567 | - 13 |
| | Fives-Like | 299 | - 2,60 |
| | Imétal | 417,60 | - 2,50 |
| | Legnis Industrie | 148 | -14 |
| | Métaleurop | 66,35 | ~ 0,20 |
| | Pachiney Classes | 278 | ~ 20 |
| | Pechiney Int | 196,80 | + 3,30 |
| ٠ | Paugeot SA. | 6245 | +20 |
| | Strafor Facom [1]. | 441.50 | ~ 37,50 |
| | Valen | 818 | + 58 |

| :: | * | 13 3 | -0" | Pengeot SA Strator Facom (1 |
|----|----------|---------|-----|--------------------------------|
| | | | | ValeoVallourec |

25 9

Diff.

0,70 26 14

| ValeoVallotrec | 818 145,50 | + 58 + 1,50 |
|--|---|---|
| [1] Coupon = 23 | | |
| Mines d'o | r, diama | unts |
| | 10-6-93 | Diff, |
| Anglo-American Buffelsfortein De Beers Defelontein Gescor Hannony Bandfortein Seiste-Heiens Western Deep | 160 50,50 93,50 62,50 13,50 24,70 39,90 40 128,70 | - 1,90 - 4 + 0,40 - 4,50 - 0,10 - 3 - 1,30 - 4 - 9,70 |

| W | STATI | Deep |
|---|-------|------|
| _ | St | ole |

| | 10-6-93 | Diff. |
|-----------|---------------------------------------|--|
| BP-France | NC 393 317 730 620 279 | + 16.2 + 5 + 10 + 18 + 11,50 |
| Sicomi ou | ex-Sico | mi |

| Sicomi ou ex-Sicomi | | |
|---------------------|---|---|
| | 10-6-93 | Diff. |
| Bail Izvestie | 940 315,50 414 536 568 896 | + 14 + 0.50 + 8 - 4 + 18 + 5 |

| Selectibanque | 170,4 398,50 | + 0.2 + 18,50 |
|---------------|-----------------|------------------|
| Transports, | | |

| | 10-6-93 | | Diff. |
|-------------------|------------|------------|---------------|
| Accor | 579 | | 19 |
| 365 | 155,50 | i - | 3.50 |
| Canal Plate | 1 315 | ! + | 29 3 5 |
| Carp Gernini | 158 | ۱+ | 3 |
| CEP Communic | 352 | I – | 5 |
| CGI Inf | 325 352 | i+ | 17,90 |
| Club Miditarranie | 352 | + | 11 |
| Despirin Cta | 245 | í – | 25 68 |
| Génér. dez stezz | 2233 | ١+ | 68 |
| Ecco | 430 | | 16,20 |
| Esto Dissey | 68,65 | + | 2,95 |
| | 432 | + | 9,40 |
| Lyomaico-Dunez. | 455,90 | + | 22,90 |
| Pdb. Fillosophi | 550 | | 0 39 12 |
| | 718 | + | 39 |
| Potalis | 681 | - | 12 |
| Debnes Vieljeux | NC. | ı | Q |
| SITA | 633 | ١- | • |
| \$5gae | 485 | + | _! |
| Soderdo | 979 | + | 74 |
| TF1 | 439,90 | - | 14,20 |

Valeurs à revenu fixe <u>ou indexé</u>

| | 10-6-93 | Diff. |
|-------------|---|---|
| 3.80 % 1978 | 100,10 101,49 104,84 5 520 100,25 NC 100,10 101,20 | lach. + 0,05 + 1,02 + 50 lnch. 0 + 0,05 + 0,95 |

Rattrapage + 2,6 %

de récession eo Ailemagne, la semaine s'est traduite à la Bourse de Francfort par une progressico assez oette des cours. L'indice DAX des valeurs vedettes a gagné, en tout, 2,6 % d'un vendredi à l'autre pour finalement s'inscrire à 1 680,98 points.

Selon la Dresdner Bank, cette reprise ne peut toutefois être inter-prétée comme une tendance ferme et durable. Les fondamentaux écocomiques sont toujours aussi peu favorables. La plupart des observa-teurs s'attendent d'ailleurs à des prises de bénéfices dans les jours prochaios. Mais ils se mootrent

| 'allemands. | | |
|--|---|------|
| Todice DAX du 1 690,98 (c. 1 637,85). | H | juin |

| | Cours 4 juin | Cours 11 juin |
|--------------|------------------|------------------|
| ARG | 145,80 231,80 | 150,50 236,80 |
| Bayer | 264,30 288,10 | 268,40 |
| Deutschebunk | 678,90 245,70 | 695,00 247,50 |
| Karstadt | 530,90 247,20 | 534.50 257,20 |
| Siemons | 607,50 324,70 | 818,50 340,80 |

Attrait persistant de l'eurofranc

Le compartiment de l'eurofranc est le seul à accueillir actuellement des emprunts d'établissements publics français dont les noms ne figurent sur aucune liste de privatisation. Qui veut investir dans des nouveaux titres de la SNCF, de la Caisse pationele des aveces, de la contratte de la co Caisse nationale des autoroutes ou de France Télécom n'a pas le choix. De telles obligations ne sont disponibles que libellées en francs, et ce monopole est l'une des nom-breuses raisons qui expliquent l'attrait international qu'exerce le marché français.

Terms on

Contract of the

de maria

un te se

man and a second

40

\$ 75 W.

Bores

1

基本

Selevano :

The same of the sa

The state of the s

Agrana 199 1 1

Section 2016 Section 2017 Se

- 3r e- - -

المعاديد فيكان

the later of

A STATE OF THE STA

and the same of the same

A ASSESSED OF

a was fire

grade to the parties of the

Art of the second

No. O. a. a.

and the second

See Andrews

A STATE OF THE STA

0. 1988 ALC: 100 Complete of the

ما المعالم الم Company of the second

Ye.

A second

To the state of th

كالوب مهيون

0 x 24 - 17

A STATE OF S

المراجع والمساوية

خينه و و

A SECTION AND A SECTION AND ASSESSMENT OF THE PERSON ASSESSMENT OF

....

**

the second second

En soi, il n'y a rien de surpre-nant que des débiteurs du secteur public choisissent de lever des fonds dans leur propre monnaie. Les spécialistes remarquent toutefois que ce n'est pas tonjours la solution la plus économique et ils mentionnent à cet égard l'exemple de la Caisse nationale des anto-rantes qui est frappant. Cette entreprise s'apprête à rembourser un emprant de 100 millions de dentschemarks qu'elle avait contracté en 1984. On a'attendait qu'elle le remplace par une nnn-velle émission allemande qui l'an-rait fait bénéficier de la forte baisse du niveau de l'intérêt qui s'est produite ces derniers mois. Il n'en a rien été. Pourtant, pour le moment encore, il est nettement plus avantageux de se procurer des ressources en marks et la Caisse des autoroutes aurait certainement en à débourser moins que les 6,90 % l'an que lui coûte son dernier emprunt français de 1,7 milliard de francs, qui a vu le jour le 10 juin et qui viendra à échéance en 1999.

Il est difficile de savoir avec précision pourquoi sucune entreprise d'Etat n'a été antorisée ces dernières semaines à emprunter des fonds en devises. D'ancuns supposent que c'est tout simplement une mesure d'ardre technique pour rehausser l'éclat du marche du franc. D'autres y voient une déci-sion d'ordre politique destinée à éviter de donner l'impression que

. . .

100000

A 14

- d

. ...

et ,

le pays multiplie hors des fron-tières les opérations à caractère budgétaire afin de combler son

Pagni les émissions de plus faienorme déficit.

Quoi qu'il en soit, le seul émetdont qu'il en soit, te sein emer-teur français de tont premier plan à solliciter ces derniers jours un marché étranger a été le Crédit local de France, dont an connaît les projets de privatisation et qu'on ne saurait donc sonponner d'em-prunter à la place de l'Etat. Cette société vient d'accéder pour la pre-mière fois au marché des titres en pesetas, nù il a été très hien accaeilli. La banque espagnole Banesto qui s'était chargée de son Banesto qui s'était chargée de son affaire, a permis à l'emprunteur de enuclure un contrat d'échange au terme duquel il dispose de funds en dollars des Etats-Unis, à de très honnes conditions de l'nrdre de vingt-cinq points de base de moins que le Libor, le taux interbancaire qui sert de référence sur le marché monétaire international. L'opéra-tion a une durée de cinq ans.

L'emolire en pleine évolution

Dans le compartiment de l'euro-dollar, l'activité a été très forte et l'Italie n'a en ancune difficulté à mener à bien son projet d'emprint à taux variable. L'affaire porte sur 2 milliards de dollars, soit 500 mil-bions de plus que ce qui était prévu au départ. Dans le damaine des emprunts rémunérés à taux fixe, les principales opérations en dul-lars qui viennent de voir le jour nut pour débiteurs un établissement public allemand de grand renom et une ville japonaise qui bénéficie de la garantie de son pays. Kreditanstalt für Wiederauf-ban s'est procuré 500 millions de dollars pour une durée de sept ans en proposant aux souscripteurs vingt-trois points de base de plus que ce que rapportaient les obliga-tions du Trésor des Etats-Unis, et la ville de Kobe a obtenn 240 mil-lions de dollars pour une durée de

Parmi les émissions de plus faihle dimension, celle de la société pharmaceutique Eli Lilly a été la plus remarquee. Il s'agit d'un euro-emprunt de cinq ans qui se monte à 150 millions de dullars. Le débiteur qui jouit d'un prestige extraor-dinaire anprès du publie a pu se contenter de n'offrir qu'une prime de 15 points de base au-dessus des fonds d'Etat américains, Par ailleurs, l'attention est rete-

nue par le compartiment de l'enro-lire qui, en pleine évolution, prend nue place de plus en plus impor-tante sur l'euromarché. La Banque européeane d'investissement y a levé paur 700 milliards de lires pour une durée de cinq ans. Trais banques transalpines étaient à la tête de cette affaire, la Banca commerciale italiana, la Banca nazionale del lavaro et le Credito italiano. Elles unt sans peine placé plus des trois-quarts de l'emprunt hors des frontières de leur pays. L'émission était construite de façon à rapporter 10,20 % l'an. Le débiteur, qui n'a pas l'emplui immédiat de la totalité du muntant, a conchi avec ces banques un accord qui lui permet d'étaler sur une periode de six mois la mise à disposition des fands, à concurrence de 500 milliards, à un coût qui, comparativement, sera le même : il demeurera à égale dis-tance des fonds d'Etat de référence.

Pour cette semaine, on attend de nombreuses émissions internationales. Les banques habilitées à diriger des émissions en francs français songent à accueillir des débiteurs étrangers. La Norvège figure parmi les pays dont nn espère qu'ils reviendront prochainement. Sur le marché allemand, on se prépare à un euro-emprunt de l'ordre de 500 millions de marks pour le compte de la Banque européenne d'inves-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Coup d'arrêt sur le dollar

Qu'il est difficile, pour les opéra-teurs des marchés des changes, d'anticiper les mouvements des monnaies! Ainsi, à la fin de la semaine dernière, le dollar amnr-çait une remonté-surprise, après la publication de « bons » chiffres sur le chômage aux Etats-Unis. Cette remontée se poursuivait tout au long de la semaine suivante, dans l'attente d'une autre publication, celle de l'indice des prix de gros celle de l'indice des prix de gros américains: si la progression de cet indice, après sa poussée en svril, se poursuivait en mai, ce serait le signe d'une reprise de l'in-flatinn, qui inciterait la Réserve fédérale à relever ses taux direc-teurs, décision de nature à rendre plus rémunérateurs les placements en dollars, pour le plus grand béné-fice de cette monnaie.

Eh bien, vendredi en début d'après-midi, la variation de l'indice clignots sur les cerans des ter-minaux informatiques du mande entier: stabilité de l'indice, sprés une hausse de 0,6 % en avril, et progression de 0,2 % hors alimenprogression de 0,2 % nors augmen-tation et énergie, soit une augmen-tation, en rythme annuel, respecti-vement de 2 % et 1,7 %. « Pas de danger inflationniste » en unt conclu les apérateurs, « pas de nécessité, pour la Réserve fedérale de selleurs est sour « Plus de de relever ses taux», et plus de raisons d'acheter du dollar, dont les cours pourraient reculer. En conséqueace, les cours du billet vert qui, en milieu de semaine, avaient frôlé 1,64 DM et dépassé 5,50 francs se retrouvaient, ven-dredi, à 1,6250 DM et un peu plus

SEU

de 5,46 francs. Pour la prochaine semaine, toutefais, un attend les chiffres de l'indice des prix de

Mercredi 9 juin, le dullar avait bénéficié d'un coup d'accélérateur par rapport au mark, que déprimè-rent les propos assassins du finan-cier américano-hungrois George Soros. Ce dernier, dans une lettre nnverte an Times, affirmait, tout nnverte an Times, affirmait, tout erûment, qu'il fallait vendre le mark et les obligations allemandes.
« Patiends une chuie du mark vis-àvis de toutes les devises, y compris la livre sterling. J'attends également une chuie des cours des titres d'Etat allemands vis-àvis des titres d'Etat français, car la France est en train de gagner en compétitivité à l'égard de l'Allemagne. »

En dépit des contre-attagnes immédiates des dirigeants de la banque centrale allemande (voir en rubrique marché monétaire et obligataire), le mark a accusé le coup. A Paris, le franc français a continué de se renforcer vis-à-vis de la devise allemande, dant le cours, cette semaine, a glissé jusqu'à 3.3618 francs avant de terminer à 3,3630 francs environ, retrouvant ses niveaux de mai 1992, avant le « nnn » danns an référendum sur le traité de Maastricht, à peu de distance de son cours pivnt de 3,3538 francs.

A Tokyn, enfin, le dollar a encore battu tous ses records de baisse, à 105,80 yens pour remon-ter légèrement à 106,10 yens, A Madrid, la victoire aux points du Parti socialiste espagnol (PSOE) et

Franc bulge

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 11 JUIN 1993

(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

2,7761 1,8218 332,4079 1,2550 112,2342 5,4602 -

France France Streets

le maintien au pouvoir de Felipe Gonzalez - même si ce dernier, dant le parti a perdu la msjarité absolue aux Cartès et devra faire appel aux députés catalans ou bas-ques - ont rassuré les marchés et raffermi la devise espagnole. Dès le lendemain du scrutin, le cours du mark redescendait de 78 pesetas à 76,80 pesetas pour se retrouver aux environs de 76,50 pesetas, c'est-à-dire au nivean qu'il avait atteint après la troisième dévaluation de la mnnaie ibérique, le 13 mai. A Paris, vendredi t l juin, la peseta valait toujours 4,30 centimes, sans changement d'une semaine sur l'autre, cette stabilité résultant d'une hausse du franc vis-à-vis du mark, d'nà l'évolution divergente que l'on constate. Dans le futur, le comportement de la peseta dépen-dra des mesures que prendra le gouvernement de Msdrid ponr empêcher la pays de sombrer dans une crise éconnmique déjà large-ment amprée (le Monde L'écono-

mie du 8 juin). Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes est retombé de 376 dollars à moins de 367 dollars sur le marché à terme de New-Ynrk, après la publicatina de l'indice des prix de gros en mai : la crainte de l'inflation se calme un peu et la fièvre sur le métal aussi.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN" Juln 1993

MATIÈRES PREMIÈRES

Les oléagineux malgré tout

dix ans en offrant vingt-sept points

Insensibles à une actualité bruyante, les cours des oléagmeux poursuivent leur train. Calmement mais fermement. Cette semaine, le colza valait entre 122,124 francs le quintal et le tournesni 129,50 francs le quintal. A la même période de l'année dernière, ces deux plantes coûtaient 106 francs le quintal environ.

Selon les professionnels, cette fermeté devrait être de longun durée, jusqu'en septembre à peu près, date de la récolte canadienne de colza. Pour l'instant, la période est propice à la France, où le colza issonne à partir du 15 juillet. Sur une récolte européenne de 5.9 millions de tonnes an lieu de 6,2 millinns l'année dernière, la France devrait récolter 1,8 million de tonnes cette saison. Et elle est le seul pays à pouvoir actuellement scul pays à pouvoir actuellement approvisinner ses commandi-taires. Ce que n'a pes manqué de remarquer le Japon, qui vient de passer commande. Selnn des rumeurs persistantes, 80 000 tannes de colza seront embarquées pour ce pays au mois de juillet. D'autre part, plusieurs navires doivent charger à Rouen pour des livraisons au mois d'août.

e Le marché, contrairement à l'année dernière, est plus ferme en début qu'en fin de campagne», remarque un npérateur. D'évi-dence, les acheteurs nnt des besoins urgents à couvrir, car les professionnels savent d'ores et déjà que la récolte canadienne sera

| PRODUTTS | COURS DU 11-6" |
|-------------------------|-----------------------------|
| Cuivre la. g. (Londret) | t 206 (- 56) |
| Troit mois | Livres/tonne |
| Abunisines (Losdes) | 1 182 (+ 13) |
| Trois mois | Dollars/tome |
| Nickel (Loutes) | 5 615 (- 175) |
| Trois mois | Dollars/tonne |
| Sacre (Paris) | 236,50 (+ 12) |
| April | Dollars/tonne |
| Calle (Lonines) | 892 (+ 28) Dollars/tonne |
| Cacae (New-York) | 348 (~ 60) |
| Juillet | Dollars/tonne |
| Blé (Chicago) | 283 (- 2) |
| Juillet | Cents/hosssess |
| Math (Chicago) | 215 (- 4) |
| Juillet | Cents/boissean |
| Soja (Chicapa) | 187,6 (+ 0,20) |
| Judilet | Dollars/t. courte |
| Pétrole (Logica) | 17,70 (- 0,68) |
| Juillet | Dollars/barii |

Le chiffre cutre parenthèses indique la

importante cette aunée. Les statisticiens d'Oil World prévoient, en ce qui concerne le premier exporta-teur maudial, une moisson de 4 700 000 tonnes pour la saison prochaine; soit environ 1 million de tonnes de plus que l'année der-

Bien sûr, le disponible exportable est inférieur: l'année dernière, un valame de 2,2 millians de tannes s'est vendu à l'étranger, dont une bonne partie au Japon. Car ce pays, premier importateur mondial de colza, est un des clients mondial de colza, est un des clients habituels du Canada. Dezuis l'année dernière, il semblerait que la tendance s'inverse en raison de la baisse de qualité de la moisson canadienne. En 1992, en effet, seulement 40 % de la récolte appartenaient an grade supérieur, alors qu'habituellement la presque totalité de la moisson était d'excellente qualité. Anssi, le pays du Soleil-Levant s'était-il tourne vers l'Europe, et l'Allemagne surtout avait su se et l'Allemagne surtout avait sn se placer sur ce marché.

Un accord anticipé .

Ce changement radical de flux commerciaux est notable dans un contexte man pas de surproduction, mais d'offre mondiale en progres-sion. Celle-ci, de 26,6 millions de tnnnes l'année dernière, devrait, selon tontes les probabilités, se situer cette année entre 27 millions et 27 millions 400 000 tonnes. Sur ce volume, il est vrai, il faut comp-ter la Chine et l'Inde, respectivement premier et deuxième produc-teurs, mais qui n'exportent pas.

Bref, les manifestations du Japon Bref, les manifestations du Japon nnt beanconp plus d'effets sur ln marché qu'un accord depuis long-temps annnoé, depuis long-temps annnoé, depuis langtemps anticipé. Dans la mesure of « der-rière tout producteur d'oléagineux il y n un céréalier qui sommeille » (1), selon la formule d'un opérateur, les professionnels espèrent que ce qui a été perdu sur les oléagmeux sera a cue peruu sur les céréales et que les américains s'apaiseront. e Nous avons devancé les desiderata de l'Oncle Sam, disent certains agriculteurs. Ils voulaient une limitation de la production et des surfaces cultivées en Eurone page pages. cultivées en Europe; nous avons diminué nos surfaces de 10 % par rapport à l'année dernière; cela devrait nous valoir quelques com-pensations. D'autres ne manquent pas de souligner le paradoxe de la situation : « Pourquoi limiter les oléagineux, pour lesquels nous sommes déficitaires, et nous inciter ainsi à cultiver plus de céréales, alors que nous croulons sous les stocks? », «'interrogent-ils.

La guerre entre les deux pnissances semble apparemment absurde, en effet, parce que l'offre oléagineuse ne résorbe pas la demande sor le plan communautaire. Quant au niveau mondial, les stocks s'élèvent à 30 millions de tonnes, soit à peine sept semaines de consommation. Une bagatelle au regard des réserves de céréales, qui a'établissent à peu près à 250 millions de tonnes, soit... quatre mois de consommation! Stocks qui ne manqueront pas de grossir dans les années à venir, car il y aura probablement transferts d'hectares. Pour maintenir leurs revenus, les producteurs auront la ten-tation de cultiver en céréales les surfaces qu'ils n'ont pas ensemen-cées en oléagineux.

tivez vos céréales, exporiez-les, à condition que nous fassions de même pour notre sojna, disait l'Oncie Sam. Et ce fut chose faite; aujourd'hui encore, les échanges entre la Communauté et les Etats-Unis sont réglés sur ce priacipe: l'Europe importe régulièrement du saja américain, mais sans pour autant se croire empêchée de cultiver d'antres plantes oléagineuses comme le colza et le tnurnesol; une entorse à la rècie du jeu que une entorse à la règle du jeu que les Américains, eux, ne sont pas près d'oublier.

MARIE DE VARNEY

(1) Les producteurs d'oléagineux sont, pour la plupart, des céréaliers, car le coèza et le tournesol s'utilisent comme tête d'assolement.

| MARCHÉ LIBE | RE DE L' | OR |
|--|---|---|
| | Cours 4-5-93 | Cours 11-6-93 |
| Or fin fells on herre! Files fempales (20 F) Files fempales (20 F) Files before (20 F) Files before (20 F) Files before (20 F) Files before (20 F) Sourceals Historians (20 F) Sourceals (20 Historians (20 Histori | 55 500 55 300 372 330 377 375 371 470 488 277 2 350 1 225 600 2 456 485 382 283 | 54 800 55 100 370 347 365 367 472 469 247 2 327 1 112,56 500 2 400 445 384 270 |

2253.71 1451.98 271.2454 1021.7316 912.5971 44.4211 813,7353 - 2259.69 1452.25 275.9718 1821.5369 913.5263 44.462 813.5758 - 162.17 106.10 19.43223 73.19765 63.37277 3.18236 53.28570 1071.641 1673.80 21.573.69 74.28389 66.440.88 12.3723 91.9824 8.072.77 A Paris, 100 yens étalent cotés, le vendredi 11 juin 1993, 5,1460886 F contre 5,06957328 F le vendredi 4 juin 1993. MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE Nouveau pari sur la baisse des taux

PLACE Live

Et e'est reparti! Quni dane? Eh bien, l'anticipation d'une annvelle baisse des taux à Paris, dans l'espoir que la Banque de France rectes en oléagineux.

A cette logique de l'absurdité, il y a un problème historique que les questions de faux Candide ne sont pas près de poser : le différend entre les Etats-Unis et l'Europe est fondé sur un accord entre les deux puissances qui date de 1962. « Cultivez vos céréales, exporiez-les, à condition que nous fassions de prendra un peu de liberté vis-à-vis France lundi, ramenés, vraisembla-blement, de 7,50 % à 7,25 %. Cette diminution est rendue possible à la fois par l'excellente tenue du franc vis-à-vis du mark (voir en rubrique Devises et or) et par le recul du loyer de l'argent an jour le jour, tombé de 7 7/8 % à 7 5/8 %. Ven-dredi soir, il frôlair même 7,50 %, venent buter sur le taux des appels d'niffres de la Banque centrale, 7,50 % précisément.

Du coup, la spéculation sur la baisse des taux à court terme, calmée la semaine dernière, s'est réveillée avec vigueur, thut le mande pariant sur un « décroche-meat » de la France sur l'Allemagne, nourrie par l'évolution des taux à trois mois, 7,25 %-7,40 % à Paris, soit au-dessons des 7,63 % cotés à Francfort, un écart de 0,30 point au profit de la France. L'écart sur les rendements des emprunts d'Etat à dix ans, au profit de l'Allemsgne cette inis-ci, continue de se réduire : 0,18 point seulement (6,83 % à Francfort con-itre 7,01 % à Paris). Du coup, le cours de l'échéance juin sur le MATIF s'est envolé, passant de 116,72 à 118,30, après un plus baut de 118,44, au vnisinage du record historique depuis l'ouver-ture du MATIF, le 22 février 1986. e On anticipe à mort », estimait un opérateur sagace à la veille du week-end, notant que si les espoirs de baisse des taux de marché étaient décus, on pouvait s'attendre à un beau retour de bâton, la pro-. Cos pièces d'or me sont coties qu'à la sience chaine diminution des taux directeurs de la Banque de France étant curieuse de M. Schlesinger à Sta-

déjà dans les cours. Quelle peut ckholm: «Si la France veut baisser ses taux sans attendre l'Allemagne, je lui souhaite bonne chance, et si l'opération réussit, turn mieux ».

O 50 %, estiment de bons spécia
O 50 %, estiment de bons spécia
Chiche! listes, à l'imitation de l'écart de 0,40 % en dessous des taux alle-mands que pratiquent les Banques centrales des Pays-Bas et de la Bel-

Pas de dévaluation du mark

L'attitude de la Bundesbank dans le futur reste un mystère : toutefnis, sa riposte aux propos de Georges Soros (voir en rubrique Devises et or) est révélatrice de l'état d'esprit de ses dirigeants.

Dans nne charge féroce, M. Soros l'accuse d'avoir e raté le train dans la balsse de ses taux, qui sont restes trop hauts trop longtemps ». Il ajonte qu'il n'attend pas une modification de la politique de la Buba avant le départ en retraite de son président actuel, Helmut Schlesinger, à l'automne, au profit du président Hans Tietmeyer, jugé moins coriace (NDLR: c'est ignorer les règles de prise de décision collégiales à la Bundesbank et l'importance du vote majuritaire des

administrateurs venus des Lander, plutôt conservateurs et rigoristes). En inut cas, les réactions des dirigeants en questinn ont été immédiates : «La marge de manœuvre de la Bundesbank est M. Schlesinger, relayé par M. Tiet-meyer, pour qui «la Buba ne per-mettra pas une dévaluation du mark» suggérée par M. Soros, et qui provoquerait, selon la Banque centrale allemande, une diminution trop rapide des taux à long terme. Vendredi soir, un antre dirigeant de la Buba, Horst Schlumann, a assuré que « Francfort ferait le nécessaire pour que le mark demeure une monnaie de référence ». Notons enfin une réflexion

Sur le marché nbligataire, dopé par la forte remontée des cours sur le MATIF, la scule émission a été celle des Charbonnages de France. menée par la BNP et le CCF pour I milliard de francs à 10 ans, à 7,25 % nominal et 7,33 % pour les souscripteurs, soil 0,28 pnint audessus du rendement de l'OAT d'une durée correspondante. L'accueil a été bon, grace à la remontée du MATIF précédemment évoquée et à la baisse du rendement. In « papier» ayant même fait un pen

Pnur la semaine prochaine, on n'attend que l'Assistance publique qui va lever 600 millinns de francs. Il va failoir faire de la place pour l'emprunt « Balladur » de 40 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD

□ Baisse du trux de l'escompte italien. - La Banque d'Italie a décidé de baisser le taux de l'escompte de 10,5 % à 10 % à partir du lund 14 juin s annoncé, vendredi 11 juin, l'institut d'émissinn à Rome. « Les taux d'intérêt sur le marché italien ont continuè à diminuer dans les dernières semaines, dans des conditions de substantielle stabilité des changes. Malgré l'impulsion donnée par les exportations, l'activité économique reste faible, l'expansion du crédit et de la monnaie, modérées : ces différentes évo lutions ont permis une nouvelle réduction des taux officiels», a précisé un communiqué de la banque centrale. La dernière réduction du taux de l'escompte remnnte au 21 mai.

DARS NOTRE PROCHAIN NUMERO 系 Monde L'ÉCONOMIE

Cinquante députés de la majorité refusent d'avaliser la réforme de la Banque de France

L'analyse du scrutin

Les députés unt adopté, en première lecture, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin, par 433 voix contre 90, le projet de loi réformant les statuts de la Banque de France, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie. Toutefois, quarante RPR et huit UDF se sont abstenus nu n'ont pes participé eu vote, en raison de le tonalité « maastrichtienne » imputée au projet. Deux députés UDF ont même voté contre, comme l'ont fait les socialistes et les com-

Il n'y svait certes pas péril en la demeure. Mais Edmond Alphandéry n'a pas dissimulé son soulagement à l'issue du vote. Le ministre de l'économie evait encore en mémoire cette étrange nuit de mercredi à jeudi où les bancs du RPR ue résonnaient que des réquisitoires prononces par le camp «anti-Maastricht» sous le regard gourmand des com-munistes et des amis de Jean-Pierre Chevenement. Comble de l'infor-tune, les traditionnels alliés pro-européens dn PS étaient, cette fnis aux ebonnés absents car il n'était pas question pour eux de cautionner le «dogmatisme libéral» du gouver-

Mais, somme toute, l'essentiel evait été sanvé pour M. Alphandéry. Ancun amendement n'était venu altérer l'article premier du texte, qui définit les missions fundamentales de la Banque de France. En vertu de celles-ci. l'institut d'émissinn aura donc pour charge de « définir et mettre en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix» et s'acquittera de cette tâche e dans le cadre de la politique écono-mique générale du gouvernement ». Et pour qu'aucune ambiguité ue per-siste sur la réalité du relâchement des liens evec le pouvoir politique, il est explicitement dit que « la Banque

u Créatise d'un luipôt sur le L'Assemblée territoriale de la Polynésie française, réunie en session extraordinaire e décidé, vendredi 11 juin, sur proposition de Gaston Flosse, président (RPR) du gouvernement, de créer, à enmpter du le juillet, un impôt direct progressif allant jusqu'à 3 %, à partir d'un revenn de 8 250 francs. Destiné prioritairement à assurer une couverture sociale aux 40 000 Polynésiess qui en sont aujnurd'hui dépourvus, ce prélèvement a suscité de vives critiques de la part du conseil des emplayeurs (patronst local) et de certains syndicats. -

de France, en la personne de son gouverneur, de ses sous-gouverneurs ou d'un membre quelconque du conseil de la politique monétaire, ne peut ni solliciter ni accepter des ins-tructions du gouvernement».

En réponse à ceux qui estimaient que cet article était une contradic-tion dans les termes — comment le gouvernement peut-il s'assurer du respect du « cadre » de sa politique sans adresser des instructions? -M. Alphandéry e repris à son compte la formule de Valéry Giscard d'Estaing qui svait souhaité aboutir à «l'autonomie d'un établisaboutir à «l'autonomie d'un établis-sement conduisant de façon indépen-dante la politique monétaire de la France». Fort de cette mance entre une institution « autonome » et des dirigeants « indépendants », le minis-tre de l'économie a jugé la querelle

Le second point fart du débat touchait à la composition du conseil de la politique monétaire qui comprend, outre le gouverneur et les deux sous-gouverneurs, six person-

L'Assemblée netinnele e adopté en première lecture, per 433 voix contre 90, dans la ruit

du vendredi 11 eu samedi

12 juin le projet de loi réformant

le etatut de la Banque de

enciene nun-inscrits) sur 23 : Ednuard Chammougon, Alein

Ferry, Plerre Gascher, Jacques

Le Nay, Jeen-Claude Lenoir, Philippe Martin, Jean-Pierre Sols-

aon, Christiane Teubira-Dalan-

1 non-inscrit (sur 1) : Michel

9 RL : Gilbert Baumet, Jean-

Louis Borloo, Bernard Charles.

Régie Fauchnit, Jesn Rnyer,

Gérerd Seumsde, Bernerd

Tapie, Paul Vergès, Emile Zuc-

2 UDF : Daniel Mandon, Phi-

20 RPR : Jesn Auclair,

Richard Dell'Agnnia, Jean-Jac-

ques Delvaux, Xavier Denlau, Emmanuel Dewees, Jeen de

non, André Thien Ah Koon.

Ont voté contre :

57 PS (sur 57).

22 PC (sur 23).

lippe de Villiers.

Se sont abstenus :

218 RPR (sur 258).

205 UDF (sur 215). 9 RL (République et liberté, nalités. Le texte prévoyait que ces dernières étaient choisies par décret en conseil des ministres parmi une liste de dix-buit postulants établie par le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, le vice-président du Conseil d'Etat, le président du Conseil économique et social, le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes. L'Assemblée a finalement edopté des amendements réduisant la liste de dix-huit à douze candidats et supprimant la présence du premier prési-dent de la Cour de cassation et du premier président de la Cour des comptes au sein du collège d'autori-tés habilitées à dresser cette liste.

Les députés ont en outre mécisé le profil des postulants en indiquant que ces derniers devront être retenus en fonction de leur « compétence » et de leur « expérience professionnelle » dans le domaine éconnmique et monétaire. L'idée est d'éviter que le conseil de la politique monétaire ne soit investi par des hauts fonction-

Geulle, Genrges Gorse, Michel Hannoun, Gabriel Kaspereit, Phi-

lippe Langenlaux-Villard, Jean-

Louis Masson, Pierre Mazeaud,

Denis Marville, Jacques Myard,

Eric Ranult, Georgee Richard,

Antoine Rufenacht, Michel Ter-rot, Léon Vachet, Robert-André

2 UDF : Marc-Philippe Dau-

5 RL: Thérèse Alllaud, Alein

Madelle, Alfred Muller, Jean

N'ont pas pris part au vote :

20 RPR : Emmenuel Aubert,

Jean Bardet, Pierre Bedier,

Ranul Béteille, Franck Borotra, NIcole Catale, René Chabut,

Serge Charles, François Comut-Gentille, Alain Coueln, André

Fantan, Jeen-Michel Ferrand,

Jean-Louis Goasduff, Francois

Guilleume, Jecques Masdeu-

Arus, Jeen-Cleude Mignon,

Etlenne Pinte, Pierre Quillet,

Suzanne Sauvaign et Philippe

Séguin, précident de l'Assem-

8 UDF : René Besumant, Christine Boutin, Raymond Mar-

cellin, Jean Prorini, Gillae de

Robien et Pierre-André Wiltzer,

qui présidant la séance.

1 PC : Guy Hermier.

hide nationals.

Urbaniak, Aloysa Werhouver.

bresse, Alain Griotteray.

naires an détriment des « profession neis». C'est ce même sonci qui avait initialement conduit la commission des finances à souhaiter que le ministre de l'économie, qui peut sié-ger an conseil sans voix délibérative, ne puisse se faire représenter par un de ses collaborateurs alors que le texte envisageait cette possibilité. Opposé à cet amendement, M. Alphandéry a convaince l'Assemblée de ne pas le voter. Mais Philippe Auberger, rapporteur du texte, s notenu que le premier ministre puisse participer - toujours sans voix délibérative - aux séances du conseil de la politique monétaire,

Soucieux de contrôle parlementaire, les députés ont également précisé que le gouverneur de la Banque de France adressera un rapport en président de la République et an Parlement e au moins une fois par ans et sera e tenu de se rendre aux convocations » des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat.

FRÉDÉRIC BOBIN

Sa carte de résident étant arrivée à expiration

Une Algérienne est rapatriée après trente-cinq ans passés en France

Une Algérienne, âgée de qua-rente et un ans, e été rapatriée à Alger, mercredi 9 juln, elnre trente-cinq ens et qu'elle est mère d'une edulescente agés de treize sas, de netinnalité

Djernes Boueeekine, qui dit être « la première victime de la politique musciée de M. Pasque envers les étrangers », e été rapatriée car sa carte de résident était arrivée à expiration : « J'ai été l'objet d'une décision injuste et inhumaine. Alors que étals convoquée à la prélecture de Paris pour régularieer me carte de ééjaur que j'avais nmie de rennuvaler, j'al été retenue toute le jaurnée puis embarquée dene l'après-midi dans un avion à destination d'Alger, où je n'ai plus aucune

M- Boussekine effirme que les policiere français lui unt laices une seule sitemative : embarquer pour l'Algérie nu aller en prison en cas de refue.

d'enfante français ne peuvent être expuisés de France. Mais, précise-t-on à le préfecture de police de Paris, un accord franco-algérien, datant de décembre 1968, permet de renvoyer dans eon peys tout ressortissant aigérien qui se trouve « de son propre fait sans emploi et dépourvu de ressources depuie plus de six moie coneécutifs.

Or, trujours selon le préfecture, la jeune femme était dans ce cas : « M- Boussekine e été interpellés le 6 mai pour prostitution et se carte de séjour de dix ens était périmés depuis 1991. Le droit a été appliqué, en parfeit accord avec les autorités algériennes. Il ne a agit ni d'expuleion ni de reconduite à la frontière, mais de rapatriement. Rien ne ful interdit de déposar maintenant une demande de visa. »

En dépit de l'opposition du Livre CGT

Le Syndicat de la presse parisienne demande aux pouvoirs publics de cofinancer un nouveau plan social

industries du Livre, du papier et de la communication (FILPAC-COT), le comité intersyndical du Livre parisien CGT et la FILPAC d'Ile-de-France, ont publié le vendredi 11 juin, quelques heures avant le début de la réunion du Livre CGT avec le Syndicat de la presse parisienne (SPP) représentant les éditeurs, un communiqué dans lequel

Is rejetteut avec me rateme les
meté les prétentions des éditeurs
parons (...). Relancer la presse nationale ne peut se faire à coup se de plans sociaux érigés en méthode alors qu'ils ne solutionnent en rien difficultés». Pour les trois organisations, l'industrie de la presse souffre d'abord ed'une baisse du lectorata, le coût de la fabrication des

« l'application de l'accord de juin 1992 (sur la modernisation) reste d'actualité » et qui appellent « l'en-semble des salariés de la presse à

journaux représentant « 15 % à 20 % du coût global ». «Les divers plans sociaux qui oru réduit le nombre de salariés (...) et permis d'augmenter d'une manière lérable la productivité, n'ont pas résolu les problèmes de cette indus-trie», soulignent les trois organisatinns syndicales qui estiment que

La Fédération des travailleurs des s'opposer avec détermination à toute remise en cause des accords signés». Au cours de leur rencontre du vendredi 11 juin, le SPP s remis une unts au Livre CGT dans laquelle il indique qu'il a « démontré depuis des décennies sa volonté de négocier et son attachement aux ins-

ritutions partiaires», politique qu'il est «décidé à poursuivre pour moderniser la fabrication des quotidiens parisiens en assurant sa mise à niveau international». Comme dans sa note récente aux pouvoirs publics (le Monde du 10 juin), le SPP se fondo sur la ecrise structurelle sans parisienne et sur «les bouleversements techniques intervenus mondia-lement dans la préparation » des jnurnaux pour souligner que «la fabrication traditionnelle ne peut plus être à Paris un point de passage obligé et que les conséquences doivent en être tirées», même si cela s'exclut pas « la participation d'ouvriers du Livre qualifiés dans le corps de ce

Dans le domaine de la préparation, le SPP fait remarquer que « la suppression ou la transformation des ateliers techniques entraîne corrélati-rement la disparition des ouvriers chargés de la maintenance ou de 'entretien d'ateliers qui peuvent cesser d'exister ou dont la maintenance doit être confiée à des sous-traitants spécialisés. Quant aux correcteurs, ils ont vocation à assurer un rôle se situant de plus en plus en amont sous l'autorité de la rédaction». Dans le domaine de l'impression et de l'expédition, « la tendance générale consistera en un transfert des taches propres de production vers des taches de contrôle et de surveillance (...). Des techniciens qualifiés seront indispensables pour faire fonctionner les rotatives et les salles d'expédition, H. de B. SPP indique également an Livre

CGT que la diminution des effectifs et les nouvelles technologies doivent s'accompagner « d'une amélioration de la productivité et de la maîtrise de l'organisation du travail».

me.: :

Pour accomplir ces mutations, le SPP a demandé oux pouvoirs publics de cofinancer un plan social qui permettrait des départs en congé de conversion des ouvriers du Livre, ranties de ressources, et des incitations an départ volontaire d'ouvriers plus jeunes. Ce plan social sera ouvert aux entreprises qui en feront les mesures proposées» (âge, catégories) selon leurs besoins propres. Le SPP espère que les dossiers présentés par chaque entreprise pourront attre traités dans les meilleurs délais». Jean Miot, président sortant du SPP et nouveau président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), a écrit en ce seus au premier ministre, Edouard Balladur, et aux autres ministres concernés (Alain Carignon, ministre de la communication, Michel Giraud, ministre du travail et Nicolas Sarkozy, ministre du budget).

□ COLOMBIE: ls destructiss d'us héllcoptère militaire fait 9 morts. - Six militaires et trois policiers sont morts lorsque leur hélicoptère s'est écrasé, vendredi 11 juin, dans des circonstances mal éclaircies, près de la ville de Turbo (nord-ouest du pays), a déclaré le ministère de la défense. L'appareil patrouille attaquée par une colonne de l'Armée populaire de libération (EPL, marxiste). L'affrontement terrestre e en outre fait deux morts, un disparu et sept blessés chez les militaires, a précisé l'étatmajor. - (Reuter, AFP.)

D INDE : ouze personnes tuées par des militants sikhs. - Onze personnes ont été tuées, dans la nuit de mercredi 9 à jeudi 10 juin, par des militants sikhs, lors de raids menés contre trois villages hindous ide l'Uttar-Pradesh, eu nord de l'Inde. Les assassins ont indiqué dans une lettre leur appartenance aux Commandos da Khalistan (KCF) . - (AFP, UPL)

D SALVADOR : le Consell de sécurité de l'ONU exige que la FMLN dépose tontes ses armes. -Le Conseil de sécurité de l'ONU e exigé, vendredi 11 juin, que le Front Farabundo Marti pnnr Is libération nationala (FMLN) remette toutes les armes restant en sa possession. Le Conseil s'est dit e gravement préoccupé » par la lécouverte d'un dépôt elandestin d'armes eppartenent an FMLN, estimant qu'il s'agit de « la plus grave violation à ce jour des compromis passés en vertu des accords de paix ». — (AFP.)

SOMMAIRE

Il y a vingt ens, Lip : les marches ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie et la réunion de l'OTAN à Athènes . 3 «Loin des capitales» : les Fourons, «Alsace-Lorraine» des Wallons . 3 Espagne : Felipe Gonzalez veut «mettre en marche la rénovation». 4 Somalie : l'intervention des forces de l'DNU contre le général Aidid. 5

POLITIQUE

Le voyage du premier ministre Michel Rocard invite les socialistes à ne pas céder à « l'autofisgella-

COMMUNICATION

L'enquête sur la machination avortée contre Hervé Bourges 7

La conférence de Berlin sur le sida. 8

La fin du procès du sang conta-Le 40- Salon aéronautique du Bour-CULTURE

Biennale de Venise : le chant suspendu de Luigi Nono...... 11 Musiquee : les frissons du chanteur azéri Alem Qasimov.......... 11

Le groupe italien de la familla Noci-

veili prend isa rênes de Thomson Le gouvernement prévuit une

nationale en 1993...... 13 Revue des valeurs 14 Crédits, changes et grands mer-

HEURES LOCALES

Seyne-sur-Mer repense son avenir e lle-de-France : du travail pour nublier la drogue e Doseier lumières eur la ville e Citéa Bègles, du rouge au vert .. 17 à 24

Services

Mátéorologia. 12 12 Spectacles.

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté de 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 32 Le auméro du « Monde »

daté 12 juin 1993

a été tiré à 473 502 exemplaires.

Alors que les violences anti-immigrés se poursuivent en Allemagne

Les Turcs de Berlin se mobilisent contre le racisme

BERLIN

de notre correspondant

a Notre magasin est fermé pour une heure aujourd'hul. Nous voulors ainsi commémorer les victimes des crimes racistes de Mölin, de Solingen et d'ailleurs, et manifester notre colère»: la ptupart des 5 000 maga-sins turcs de Berlin ont baissé sym-boliquement leurs rideaux de fer, vendredi 11 juin entre 12 et 13 heures, pour protester contre la nouvelle vague de violence anti-im-migrés qui s'est abattue depuis deux semaines ou les cilles de l'acceptant de la comment de la comme semaines sur les villes de l'ouest de l'Allemagne.

Organisée par l'Union des immigrés turcs de Berlin-Brandebourg et plusieurs organisations professionnelles turques, cette ectinn s'est déroulée dans le calme. Les responsables de la communauté berlinoise, forte de 130 000 personnes, evalent organisé un bref rassemblement, sans stentatinn, dans le quartier de Kreuzberg pour en exposer le sens. Le sénateur de Berlin pour l'économie, Nurbert Meisner, est venn y apporter un message de soutien du Sénat de Berlin, la plus grande ville

turque en dehors de la Turquie. Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux nouvelles tentatives d'incendie criminel unt été déjouées dans des immeubles habités par des familles turques ou d'autres groupes d'immi-grés près de Darmstadt, dans la Hesse, et de Sinsheim, dans le Badsl'un des principaux sujets de préocca-pation des rencontres annuelles de

l'Eglise évangélique qui se déron-laient cette semaine à Munich. La présidente de ces rencontres, Erika Reihlen, a appelé les communautés protestantes à s'investir partout au niveau local contre le racisme.



morpholic a silvery so which we الفيجية والفيجة النبي المحراطيق البارعتسينية المراز فالرفار فدأتها ليراهي المراجع والمراجع والمحمد والمحمد والمحارك والمحارك والمحارك Comments are made to preciously the تياديك بالمل الجهير يعيي بشميطه وجريط على عدي الداء فاجارا Control dente de la control de Land to the State of the State and their part for gift a special parties affected in the state of a tendence income the desirable of material banking by yourself, in ेलें नेव्यानिकाल केलन ब्राह्मनेत्रका the will be the property of the state of the same of t Service Control The state of the same and the same of the the same of the same is an engineering the contract of The manner would be appeared to the group of the group.

PETITES COMMU

Tassocies pour introduce il

والرواح وز Con the Contract of The Later of the Company of the Comp A THE THE PROPERTY SHOULD BE MAKEN the street of th I The American State of Continue Company In the first addition of

-

-

10-

EHISTORIQUE MGE DE DIRECTION

Tale and the deliga Delense pourrouses : Tre- to orders entre la Grande A

> the state of the s the state of the same of Secretarian ser ser A Carlo Sanger THE PERSON NAMED IN COLUMN The second section of the second the second second

> the section box. 9 A TOTAL OF A TALES IN COMMENCE. to exercise the tall fine Thinks The state of the state of the same The same and the s Succession of The same and the s the state of the state of

> The said the discoult And And Market The same of the sa And the second second ALL STATE OF THE S

4. Market St. washing.

X 4. 4.55

La Seyne-sur-Mer repense son avenir

La ville des chantiers navals

Du travail pour oublier la drogue

Paris et la Fondation Platini s'associent pour aider les anciens drogués 21

Lumières sur la ville

L'éclairage participe aussi à la qualité du cadre de vie

Bègles,

du rouge au vert Les Béglais se cherchent une identité en lisière de Bordeaux

18 Statistiques

Agenda - Formation - Publications - Débat -

21

LES PETITES COMMUNES ADOPTENT L'INFORMATIQUE

Des élus ruraux se sont associés pour introduire les nouvelles technologies et aider les personnels comme les usagers

AC au dos, un jeune mntard vient passer la onit sur l'île de Ré. Il décide de planter sa tente à Rivedoux, non loin des maisons blanches aux volets verts qui font le charme du village. Il oe lui faut que deux minutes pour s'inscrire dans l'un des campings municipaux. Grâce à l'in-formatique, cette formalité rébarbative vient d'être raccourcie. Le terminal indique les emplacements disposibles et prend en compte les multiples paramètres qui déterminent le prix du séjour : âge du campeur, presence ou non d'animaux, raccordement à l'électricité, à l'eau, taxes diverses et variées... Aussitôt, l'imprimante édite une faeture en boone et due forme. Le vacancier est libre de s'instal-

Pour moderniser la gestion de ses campings, Rivedoux a fait appel au syndicat mixte pour l'informatisation communale en Charente-Maritime. Cet organisme a été créé eo 1985, par Josy Moinet (divers gauche), président de l'Association départementale des maires, promier magistrat de Saint-Rogatien (1 272 habitants), et alors sénateur. Cet élu estimait urgent de « remplacer la plume d'ole par l'ordinateur ». En supprimant les tâches les plus répétitives, l'informatique rendrait plusicurs services. « Elle dégagerait du temps pour mieux écouter et servir les gens. Elle permet-tratt de mieux gérer la commune. » Croulant sous l'ampleur de la tâche, certains élus ruraux confiaient à la préfecture le soin de remplir quelques-unes de leurs missions. L'informatique leur donnerait la possibilité d'assumer le rôle que la décen-tralisation leur avait confié.

Mais Josy Moinet fait alors figure de précurseur, et beau-



Trente édiles sculement sur 472 acceptent d'adhérer ao syndicat. «La personnalité de Josy Moinet a beaucoup joué. Nous l'esti-mions et lul faisions confiance. Comme, de plus, il présidait maires, nous nous sommes dit qu'en cas de problème nous ne serions pas seuls », se souvient Michel Fillodeau (divers droite), maire d'Andilly, commune de l 500 babitants. Les «piooniers» da syndicat informatique réclament les trois applications de base d'une commune : paie dn persounel, traitement des élections, comptabilité.

Les élns optent puur la microinformatique. « Bien que cette technologie soit à l'époque balbutiante, nous estimions

nomie des communes au'un eros serveur centralisateur auquel seraient reliées les mairies». explique Bruno Odin, directeur du syndicat.

Avant de choisir le matériel, l'Association départementale des des élus de Charente-Maritime vont prendre conseil auprès de leur collègue de la Vienne, René Mooory, maire de Loudun et président du conseil général. Passionné de nnuvelles technologies, René Monory a lancé une entreprise de logiciels de gestinn communale, rebaptisée depuis Séricol, et devenne la troisième du secteur. Cette société d'économie mixte devient le partenaire privilégié du syndicat informatique, qui prend une

participation à son capital. La Séricol développe une

édition de fiebes d'état-civil. suivi des emprunts, facturation d'eau, d'ordures méoagères, de cantines, gestioo des maisons de retraite... Actuellement, ses informaticiens adaptent le nnuveau calcul de la CSG sur la paie des fonctinunaires territo-

Marie Besnard et les logiciels funéraires

La Séricol a conçu un logiciel de enncessinns funéraires très apprécié des élus, à la demande de Claude Tartarin, ancien secrétaire de mairie de Lnudun, qui avait été marqué par l'affaire Marie Besnard. Cette femme, qui vivait à Lou-

sonnement dans les années 50. puis acquittée. L'instruction de son procès a requis un certain nombre d'exhumations, qui ont causé bien des tnurmeots au secrétaire de mairie. Très souvent, le corps déterré n'était pas celui que l'nn croyait! Ce genre d'erreur o'a pourtant rieo d'exceptionnel, les registres funéraires, remplis à la main au fil du temps, étant parsemés d'inexactitudes. Scule l'informatique peut rendre fiable la ges-

tion des cimetières. Les élus de Charente-Maritime nnt vite compris qu'ils avaient intérêt à se grouper au sein d'un syndicat intercommunal plutôt que de s'informatiser en nrdre dispersé. Le syndicat achète les logiciels, les teste,

vérifie leur agrément auprès des services de l'Etat. 11 se ebarge d'acquérir les terminanx, en groupant les acbats, ce qui permet d'notenir des prix. Il dispose d'une équipe de dix persnanes, dont un ingénieur et deux techniciens, qui font de la formation et de l'assistance. Il étudie les besoins des mairies et cooseille les élus dans leurs

Le syndicat informatique a connu un formidable succès. Il compte aujourd'hui 215 adhéreots: communes, offices d'HLM, maisons de retraite... Il dispose de bureaux à La Rochelle et à Saiotes. Son budget s'élève à 10 millions de francs. La contributioo des communes est pondérée en fonction de leur population et de leur eoofiguration ioformatique. Ainsi, les grosses collectivités paient plus que les petites. Pour que les maires exploitent toutes les richesses de l'informatique. la bibliothèque des logiciels fait l'objet d'un aecès forfaitaire. Qu'elle en utilise vingt ou uo

Pour certains agents, l'informatique a été un outil de pro-mntion sociale. Emplnyée de bureau à Andilly, Geneviève Thomas s'est rendue indispensable en maîtrisant cette technologie, ce qui lui a permis de devenir secrétaire de mairie. Son salaire est passé de 5 500 à 8 800 francs par mois. Certains functinnnaires servent de «relais» su syndicat. Ils vnnt prêter main forte à leurs collègues, moyennant nne légère déduction sur la cotisation de la commune. La coopération intercommunale a ainsi pris la forme d'un «cinb» fondé sur le travail, mais aussi sur l'amitié.

AMÉNAGEMENT

L'AXE HISTORIQUE **CHANGE DE DIRECTION**

Les changements à la tête de la Défense pourraient remettre en question l'aménagement prévu entre la Grande Arche et la Seine

A cohabitation ramène un élu à la tête de l'Etablissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD). Le conseil d'administration (1) qui s'est réuni le 3 juin a en effet éin à sa présidence Charles Ceccaldi-Raynaud, maire (RPR) de Puteaux et député des Hauts-de-Seine en remplacement da

Pierre Mayet, démissionnaire. Pour M. Ceccaldi-Raynaud, qui retrouve la place qu'il avait occupée pendant la première cohabitation, ce retour a un air de revanche. Il revient avec la volonté affirmée de remettre de l'ordre daos la gestion de l'EPAD. « Quand je suis parti, il devait y avoir I milliard de francs dans les caisses. Aujourd'hui, la situation financière est très inquiétante. L'EPAD va devoir emprunter. La dégradation de la conjoncture économique n'explique pas tout ». 1" août 1990, en pleine torpeur déclare M. Ceccaldi-Raynaud estivale, la décision d'aménager

qui met clairement en cause l'opportunité de plusieurs déci-sinns de l'Etat, ainsi que la manière dnot l'EPAD n'aurait pas su amélinrer ses rapports avec la ville de Nanterre.

En 1987, le gouvernement de Jacques Chirac avait cédé à un élu la présidence du conseil d'administration d'un établisse-ment que l'Etat cootrôle statutairement, mais dont la mission devait se terminer en 1992. Les socialistes et le président de la République nnt eu une autre ambition, celle de prolooger l'opération d'intérêt national en réalisant l'aménagement de l'axe historique, an-delà de la Grande Arche. Ils ont alors commé un fooctionnaire à la tête de l'EPAD, ce qui avait été qualifié à l'époque de «coup d'Etat» par les élus. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, avait donc aononcé le 1 août 1990, en pleine torpeur

la Défense jusqu'à Nanterre et à la Seine.
L'EPAD, doot la missinn

aliait être prolungée à cette occasinn jusqu'en 2007, se voyait chargé de détruire les inesthétiques navrages d'art qui attendaient depuis plusieurs années d'accneillir l'antornute A 14 Orgeval-la Défense, et d'eofouir celle-ei jusqu'à l'échangeur avec la rocade A 86. L'établissement publie devait ensuite poursuivre l'axe bistorique depuis la Grande Arche. pour y aménager une « composition urbaine où la nature serait prépondérante, à partir de laquelle Nanterre pourrait se restructurer ».

> Christophe de Chenay Lire la suite page 21

(1) Le conseil d'administration de l'EPAD est composé de neuf représentants de l'Etat et de huit représentants





 2000×10^{-12}

Park a

The same and the

P. John State 14. Act 10.

11.00

Crassa.

A MARKET OF S

44.45.142

3 742 21

--:::::

್ಷ - ಬಹುದಿ

医水杨素 接着

. + ≌ +

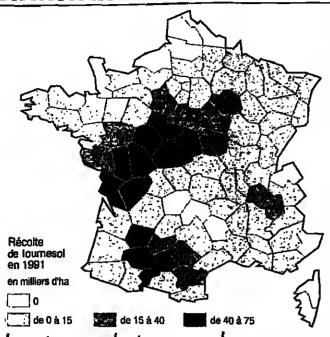
4 4...25

.

44 55

STATISTIQUES

1:



Les terres du tournesol

Merdi 8 juin, la France a eccepté l'accord sur la limitation de le production européenne de graines oléagineuses (le Monde du 10 juin). Les productions de colza et de tournesol ont pratiquement doublé en quinze ens dans l'Hexagone. La carte illustre la répartition des surfaces consacrées eu tournesol après la récolte de 1991. Elle met en évidence l'importance de cette culture dens des dépertements de l'Ouest atlentique. Source SIDO.

BLOC-NOTES

AGENDA

 Service public local, - L'Association des administrateurs territorieux, que préside Bernerd Ode, secrétaire général du conseil général de la Drôme, organise un colloque sur «L'avenir du service public local», vendredi 25 juin à Nimes (Gard), Chercheurs, hauts fonctionnaires et cadres territoriaux s'interrogeront sur l'évolution du service public local. En fonction de quels critères choisir une exploitation en régie plutôt qu'une ► Renselgnements eu (16-1)

30-38-36-11.

 Insécurité. – L'Institut d'études politiques de Rhône-Alpes organise un séminaire sur «La place de la sécurité privée dans la gestion de la cité», à Gre-noble, vendredi 25 juin. Comment la grande distribution gère-t-elle la sécurité ? Quelles sont les nouvelles réponses de la justice face à la délinquance urbaine ? Telles seront les questions posées au cours de ce colloque qui s'adresse aux fonctionnaires territoriaux, aux cadres du secteur HLM, aux responsables de la grande distribution.

► Renseignements su (16) 76-82-60-13.

Marchés publics. - La Maison des rence permanente sur l'aménagement et du dépertement Carrières sociales, une

► Renseignements eu (16-1) 45-35-00-00. Anciena de Sciences politiques. -

tion des services oublics.

collectivités locales organise un colloque

sur «La nouvelle situation juridique des

marchés publics, des marchés d'entre-

prises de travaux publics (METP), et des

délégations de services publics », mer-

credi 23 juin à Paris. Les participants

présenteront la loi du 29 janvier 1993,

dite loi anticorruption, et ses consé-

quences sur les procédures de délége-

L'association des anciens élèves de Sciences-Po et l'Institut d'études politiques (IEP) organisent une série de conférences à destination des anciens Sciences-Po du service public. Mercredi 30 juin, Bernard Stirn, secrétaire général du Conseil d'État, traiters de « Actualité juridique, législative, réglementaire et contentieuse»; mardi 6 juillet, Alain Lancelot, directeur de l'IEP de Paris, traitera de «Actualité politique et parlementaire»; mercredi 7 juillet, Raymond Barre, ancien premier ministre, fera un exposé sur « Conjoncture économique française et internationale ».

► Renseignements eu (16-1) 43-42-50-50.

Politiques urbaines. - La Confé-

STATUT DE L'ÉLU

FEU VERT POUR LES RETRAITES

Maires et conseillers peuvent désormais se constituer une rente viagère, ils ont même le choix entre deux régimes

ES retraites des élus locaux sont pour l'instant « scandaleusement faibles ». seinn l'expression de numbre d'entre eux. Il n'est pas rare que, après trois mandats, le maire d'une commune de mnins de 500 habitents inuche une pensinn de 200 francs par an seulement! La loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux entendait améliorer le quntidien des élus en instituent nntamment une retraite complémentaire par rente (le Mande daté 15-16 navembre 1992). La publication au Journal nsficiel d'un décret en date du 25 mai doene le feu vert à cette

La retraite par rente est une retraite par capitalisatinn, et non par répartition. La démographie des élus imposait un tel régime. En effet, le contingent des retraités grossit à chaque rennuvellement électural, tendis que le nombre de sièges, par conséquent d'actifs, reste invarieble. Le législateur a donc estimé que les élus devaient se constituer

eux-mêmes leur pensinn. Néanmnins, la formule reteeue n'est pas celle de l'épargne-retraite. Les cotisants ne doivent pas tnucher un capital, mais une pensinn viagère.

Qu'ils meurent sexagénaires nu qu'ils finissent centenaires, ils percevroot chaque mois une allocating, dnet le mantaet est fixé contrat. Cette disposition implique que la gestion des retraites se fasse de façue collective. En effet, les pensions de ceux qui meurent jeunes dnivent alimenter les pensinns de ceux qui vivent plus longtemps.

Associer les cotisants à la gestion

La constitution de la retraite par rente incombe pour mnitié aux élus et pour mnitié à la collectivité. Enviroe 150 000 personnes sont concernées. Il s'agit de maires, d'adjoints, de conseillers généraux ou régioeaux ainsi que de présidents et vice-

formation en gestion urbaine. Salon les

responsables de cette formation, l'ob-

jectif est de préparer les étudiants aux

métiers de l'ingénierie sociale et de la

gestion dans les collectivités locales et

leurs satellites (SBM et eutres associa-

tions). Cette formation de niveau bac

+ 2, originale en France, accueille 56

► Renseignements eu (18) 42-28-

La France des texts. - L'hebdoma-

daire la Vie du Rail consacre un dossier à

la France des texis. L'histoire mythique

des taxis, des témoignages d'artisans,

les récentes évolutions techniques, sont

les principaux sujets traités dans ce dos-

sier. Un abécédaire fort complet révèle

la césure entre Paris et la province.

Parmi les 36566 chauffeurs de taxi

recensés en France en 1991, la seule

étudiants per promotion.

PUBLICATION

présidents de groupements percevant une indemnité de fonction. Leur cotisation ne peut excéder 8 % du plafond de cette indemnité, précise le décret du 25 mai. Le « marché» des retraites représente danc, au minimum, 400 millinns de francs par an, estiment les spécialistes.

Compte tenu des sommes en au moment de la signature du jeu et du fait qu'elles seront constituées, pour mnitié, de fonds publics, le précédent gouvernement s'est longuement interrogé sur la forme juridique le plus souhaitable pour la gestion des retraites. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, et René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, préféraient un système mutualiste.

En effet, ils ne souhaitaient pas que l'argent des retraites ali-mente des sociétés à but lucratif. De plus, ils tenaient à ce que les élus soient largement associés à la gestinn de leur caisse. Les mutuelles nffraient ces garanties : les sociétés financières evec lesquelles elles passent des conventinns se rémunèrent ee prenant des frais de gestion, mais elles n'ont pas le droit de se servir les bénéfices qu'elles peuvent réaliser ee plaçant l'argent des retraites.

Lutte^{*} pour un marché

Eo revanche, les assureurs penvent récupérer 25 % de ces béoéfices. Néanmoins, le ministère du budget, soucieux de faire respecter les règles de la concurrence, ne voulait pas dooner un monopole aux mutuelles. D'ailleurs, le fooctioouement mutualiste est lourd : convoquer des milliers d'edhérents en assemblée géoérale est compliqué et

couteux. Bien qu'il o'offre qu'une démocratic représentative, le régime « assurantiel » ne devait pas être écarté, estimait Michel Charasse. D'autant plus que les contrôles prévus par le code des assurances sont très stricts et bien rodés. Enfin, le professionalisme des assureurs n'est pas

contestable. MM. Sucur et Teulade ayant néanmoins obtenu gain de cause auprès de Matignon, leurs services ont rédigé un projet de décret stipulant que le régime des retraites serait géré selon les

règles du code de le mutualité. Le texte, soumis au Conseil d'Etat, e recu un avis négatif en fevrier dernier. En effet, la loi sur les cooditions d'exercice des mandats locaux n'habilite pas le gouvernement à restremdre la liberté de choix des élus. Le gouvernement de M. Bailadur a repris le dossier. Le décret qu'il vient de faire publier ne prévoit aucune restriction.

Fortes de cette liberté, une association et une mutuelle vont se disputer le marché. L'Associatinn des maires de France (AMF), que préside Jean-Paul Delevnye (RPR), soutient un régime baptisé Fonpel (Fonds de pension des élus locaux), régi par le code des assurances. Elle va demander à la Caisse des dépôts et consigations de centraliser les cotisations et de verser les rentes.

La Caisse des dépôts gère déjà l'Ircantec, régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales, anquel sont affiliés tous les élus susceptibles de se constituer une retraite par rente. C'est un consortium d'assureurs, choisis après appel d'offres, qui sera chargé de placer l'argent et de le faire fructifier.

L'AMF souhaite progressivement élargir le conseil d'administratinn du Fonpel à d'autres association d'élus. Mais les conseillers généraux et régionaux accepteront-ils de détenir une perticipation minoritaire au sein d'une assemblée de maires?

La Mutuelle des élus locaux (Mudel), que préside Alice Sauoier-Seité (UDF), a créé nne caisse autonome mntualiste baptisée Carel (Caisse de retraite des élus locaux). «Il ne faut pas que la gestion des retraites soit confiée exclusivement à l'AMF et à la Caisse des dépôts et consignations. L'intérêt des élus réclame de la concurrence ». explique Gérald Guelton (UDF), secrétaire général de la Mudel. Les partenaires fioanciers de cette mutuelle soot le Crédit lyounais et la BRED-Banque populaire.

La gestion administrative sera confiée à la Fédération mutualiste parisienne. Pour attirer les élus, la Mudel propose une formule d'épargue susceptible de s'ajouter à la retraite par rente et d'intéresser ceux qui veulent cotiser au-delà du plafond réglementaire.

Les affinités politiques détermineront sans doute le choix des élus. Toutefois, ils auront intérêt à comparer les cootrats, chiffres en mains avant d'opter pour l'un ou l'autre régime.

► AMF, 41, quei d'Orsay, 75007 Paris. MUDEL, 400, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Bordeaux, un colloque sur la thème : «Les quartiers populaires, entre nostalgle et recemposition». Philosophes, sociologues et urbanistes s'interrogeront. sur les mutations des quartiers dits populaires et proposeront de nouvelles options pour les politiques urbaines. Renseignements eu (16) 56-17-Monde rural. - Le groupe Pour un

l'urbanisma (CPAU) et la réseau Réflex

organisant le 1º juillet à Bègles, près de

monde rural vivant, qui rassemble desassociations comme les étus de la montagne (ANEM) ou des fédérations de foyers ruraux, organise, jeudi 17 juin à Paris, un colloque sur la loi d'administration territoriele et la coopération intercommunale. Un bilan de cette nouvelle orientation doit être présenté à partir d'une enquête réalisée auprès de 250 nouveeux groupements de communes, ensuite un débat est prévu sur les perspectives de coopération communele. ► Renseignements au (16-1)

FORMATION

45-22-15-13.

Gestion urbeine. - L'Institut universitaire de technologie (IUT) d'Aix-en-Provence a créé en octobre 1992, au sein

ville de Paris'en compte 15 000. Les taxis parisiens parcourent 50 000 km quand les véhicules de province affi-chent 100 000 km à leur compteur. Enfin. le tarif horaire dens la cepitale atteint parfois le triple de celui pratiqué

dans les autres villes. ► La Vie du Rail, re 2398, du 2 juin 1993, 11, rue de Milen, 75440 Paris Cedex 09.

DÉBATS

PRIVATISER PARIS

par Alain Dumait

AS plus que l'Etat nu d'autres collectivités publiques territoriales, la Ville de Paris ne tient un bilan de sa shuation patrimoniele en actif et passif. Car noue sommes dans un pays où les agents publics se dispensent allègrement des règles comptables imposées pourtant au moindre « travailleur indépendant». Du coup, au regard d'un endettement - hors les engagements par caution - dant an sait saulement qu'il s'eccroît dangereusement depuis dix ans (pour le Ville comme pour toutes les autres collectivités locales, comme pour l'État...), on ignore quels sont les actifs. Ce qui évite de se poser la question de savoir s'ils sont mobilisables ou non...

Hier, cette question pouveit paraître théo-rique ou idéologique. Aujourd'hui, elle est d'ordre pretique. Demain, la Ville, pour financer un budget d'investissement même réduit, va-t-elle continuer à augmenter les impôts de 11 % en 1994 comme en 1993 (I), va-t-elle continuer à emprunter et eccroître la charge de sa dette, ou, au contraire, va-t-elle se résoudre à vendre une partie de son patrimoine, celle qui n'est en rien nécessaire au bon fonctionnement des services munici-Daux?

Cette troisième vois est possible. Malgré l'ebsence d'un véritable bilan patrimonial de la Ville, on sait qu'elle est propriétaire d'un peu plus de 10 000 immeubles entiere et de 12 % du patrimoine construit à Paris. La Ville possède en toute propriété la moitié du territoire de la commune. Chaque année, elle mayen incroyablement bas de 3 200 francs son budget d'investissement par la mise sur le mètre carré l

La Ville, bien avant 1977, quand Jacques Chirac s'est installé à la Meirie, e toujours considéré son fichier damenial comme un véritable secret d'Etat. Sans doute parce au une foule de propriétés qui e'y trouvent, pour des raisons historiques, n'ont rien à y faire du point de vue du strict fonctionnement des services municipaux.

. Dans le 2 arrondissement, la Ville est propriétaire du palais de la Bourse. Que ne l'a-t-elle vendu il y e quelques années, 500 ou 600 millions de francs (estimation des domaines) quand les élus de cet arrondissement le suggéraient? Entre-temps les agents de change sont devenue de simples diri-geants de filiales bançaires, la palais est aux trois quarts vide et le quartier, autrefois vivant, est sommeillant...

Un petit nombre de privilégiés

Beaucoup d'immeubles appartenant à la Ville sont de type bourgeois et trop anciens pour avoir été construits au titre de la politique sociele du logement. La Ville e commencé, au compte-gouttes, une politique de vente de certains ensembles (en particulier boulevard Suchet, dans le 16 arrondissement). Decuis six ans, elle s remis sur le marché libre quelques dizaines de logements quand, dans le même temps, elle faisait l'acquisition de 800 immeubles entiers, notamment pour ses opérations de rénovation.

Si elle le veut, la Ville peut, à partir de

le marché d'une partie de son patrimoine non liée eu fonctionnement des services municipaux. Au moins, le minimum serait-il que son compte foncier (un peu plus de 1 miliard de francs), qui lui permet de procéder à des acquisitions, soit alimenté par des cessions d'autres biens immobiliers.

Sur un plan moral, on peut s'interroger sur la justification qu'e la Ville – comme au temps des préfets - d'être propriétaire d'immeubles de standing, Ceux-ci ne peuvent servir qu'au logement d'un petit nombre de privilégiés qui apparaissent comme des protégés de la municipalité.

Sur un plan politique, on ee demande pourquoi la politique de privatisations enga-gée par Edouard Balladur au niveau de l'Etat ne serait pas bonne - et même encore meilleure – au niveau de la Ville.

Sur un plan pratique, lee biens qui seraient vendus par la Ville ne pourraient être que mieux gérés, devantage valorisés.

Enfin, sur un pian économique, la Ville (comme l'Etat) doit laisser aux entreprises, sur le marché financier, le plus de ressources d'épargne dieponible possible. Pour lutter contre le chômege, l'argent doit aller aux emplois productifs et non pas en être détourné per les collectivités publiques. De même, autant qu'elles le peuvent, celles-ci doivent laisser aux particuliers la disponibilité de la plus grande partie possible de leurs revenus : et donc réduire les prélèvements. e'est-à-dire les impôts. Ce qui suppose, au minimum, qu'on s'interdise de les augmenter l

► Alein Dumait est conseller de Paris accroît un peu plus ses emprises foncières : maintenant et jusqu'à la fin de la prochaine (UDF-PR), adjoint au maire du 2- arron-40 hectares encore acquis en 1992, au prix mandeture (an 2001), financer l'essentiel de l'accroît un peu plus ses emprises foncières : maintenant et jusqu'à la fin de la prochaine (UDF-PR), adjoint au maire du 2- arronPROVENCE-ALPES-COTE D'AZLIN

PENSE ENFIN SON AV

THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

The second of the papers and

والمتطورة والمراجي المراجي

and the state of the state of the state of

USEYNE-SUR-MER

WEDOC-ROUSSILLON

- Karana - K

, Table

ku, 👝 😁

V.

MES DANS UNE **ED'ESCALIER**

Augment of the second

The second secon

1000

The second

-1--

47.10 Ago

Commence Contract

22.00

- C.

and the second

A

1. 7

Le Monde DOSSIERS

Juin 1993

■ L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle

A l'approche de son cinquentième anniversaire, l'Organisation des Netions unies est confrontée à une vériteble crise de croissance. En dépit de son impuissance en Yougoslavie, l'ONU est de plus en plus sollicitée, et éprouve de grandes difficultés à essumer financièrement ses diverses missions. En outre se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne ?

Le commerce extérieur de la France

En 1992, paur la première fois depuis 1978, la balance commerciale de la France e été excédenteire. La « contrainte extérieure » se desserre, grace notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Meis ce récquilibrage des échanges semble précaire : les entreprises françaises devrant batailler durement paur continuer à exporter vers des pays truchés par la crise ou dont les monnaies unt été dévaluées.

Ao sommaire des Clès de l'infn : les mécanismes de la récession, l'IRA et le conflit en Irlande du Nord, la gauche et les entreprises, la crise du Parti socialiste, la CSG, l'indépendance de la Banque de France, le code de la nationalité. l'assouplissement du vote par procuration, la naissance du journal « le Jour », le fin de l'enseignement obligatoire du français en Algèrie.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F



En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

The state of the state of

Market Market - -

V24 ----

A CONTRACTOR SON

* - * -

And the same of

, 1

LA SEYNE-SUR-MER REPENSE ENFIN SON AVENIR

Après trois ans d'atermoiements, la ville

des chantiers navals a décidé de réviser ses projets

navals. En 1989, leur fermeture, est percue comme un cauchemar dans cette ville, la seconde du département (54 000 hebitants) qui perd alors 4 000 emplois et se retrouve brusquement evec 30 % de chômeurs. Aujourd'bni les bulldozers nnt tout gommé; il ne reste rien des vastes bengars, des nefs et des auperstructures. Le site est désert. Les austères bâtiments des enciens chantiers ne funt plua écran au grand large.

Jameis La Seyne n'evait envisagé son evenir sans cette mono-industrie essentielle à son éconnmie. Et il lui aura fallu plusieurs années pour prendre conscience que le solution devait être recherehée eu-delà du cadre étroit de ses chantiers enkystés eu cœur de la ville.

A peine lea derniers ouvriers de la «Nevale» ont-ils de francs quitté le site qu'est présenté un gigantesque projet pour y faire suite: « Marépolis », ce suite : « Marépolis », ce général du Var achète pour «technopôle de la mer » alliant 45 millions de francs les 14 hec-

. ...

or enterest

1 1 2:21

1.75%

-

2.4577

1 - C 75

.

. - :5

ندد:

URANT deux aiècles, La le recherene, l'eménagement industriel et les activités culturecu sur les chantiers ro-touristiques, a été imaginé et élahnré dès 1988 par M. Klimoff, un ancien cadre des chantiers. Cela s'inspire de Jules Verne mais rien n'est trop amhitieux ponr cette ville à la recherche de nouvelles amarres. Rapidement, 4 000 persnnnes vont se retrouver au sein de «Var Objectif 2000», une asso-cietion qui défend Marépolis; c'est le temps de l'exploitatinn et de l'espoir. D'eutant qu'une étude réalisée en juillet 1989 par la cité des sciences et de l'industrie valide le projet. Les convoitises ne menquent pes... 32,5 bectares en plein centreville, eu cœur de la rade de Toulon. Vnilà qui réveille des intérêts et ne manque pas de

Un milliard

En jnin 1990, le conseil

tares jnuxtent, les 18,5 autres appartenant au domaine public meritime. Mnis La Seyne préfere les racheter en septembre 1991 et porte à la présidence de la Société anonyme d'éconnmie mixte (SAEM), créée en evril 1990, Charles Scaglia, maire de la ville, en remplacement de Maurice Arreckx, président du conseil général. Tractations, tensinns et dissidence s'ensuivent. La municipalité craint d'être dépassédée de ce petrimaine dnnt elle pense pouvnir garder

senie in maitrise.

Ressources et valorisatinns générale des eaux) et un gronpe britennique (The Wnrld See Center Ltd) à qui l'nn doit un aménagement barmnnieux des chantiers navals de Stanford sont sur les rangs. Mais plus de I milliard de francs de capitaux privés sont nécessaires à l'aménagement du site et le maire de rapprocher les deux investisSAEM semblent plus préoccupés de commercialiser rapidement quelques terrains que d'avnir une approche ginbale et cohérente du site futur. L'apérateur britannique est privilégie. Son projet est assez proche de celui, initialement retenu dans le cadre de Marépulis; une ennventinn est signée en mai 1992 avec la SAEM et le commune, mais elle semble plutnt favnrable eux Britanniques et met en évidence, une fais de plus, le problème de la zone située sur le damaine public maritime que l'Etat ne souhaite pas mettre gratuitement à la disposition des aménageurs.

Un axe économicoindustriel

«En fait, naus sammes aujourd'hui devant un puzzle dont il faut récupérer les différentes pièces avec des études qui ne sont pas faites et une convention à renègocier, explique Jac-(une filiale de la Compegnie ques Mikeelien, l'urbeniste consultant qui a pris la direction de la SAEM il y a six mois. Le dossier de procédure de la ZAC n'est pas entamé et il est urgent de réaliser les études géotechniques, urbanistiques et de capacité d'accueil. Tout cela doit se faire dans un large consensus avec la commune, le département, la La Seyne tentera vainement de DATAR, in région, lo DDE, la marine, la chambre de camseurs potentiels (voir le Mande du 9 mars 1992). Le dossier naires. D'où la nécessuire mise traîne et les responsables de la en place d'un schéma régional

d'aménagement sans lequel il était impossible d'ovancer. » Aujnurd'hui, les études de

base peuvent enfin démarrer, En ettendant que l'Etat accepte de rétrocéder les 14,5 hectares du domaine maritime, « Les différents décideurs peuvent se retroupour définir l'organisation de l'espace » en utilisant les 40 millinns de francs de subventinns de la Communauté européenne pour des études de ce type. « Un site ne peut attirer qu'en fanctian de la qualité de sa composition urbaine », précise Jecques Mikeelian pour qui Marépolis est un des éléments de la nnuvelle configuration de la rade de Tnulan. Le groupe de travail ne s'y est pas trompé qui s'intéresse à le prispective dans le cadre d'une cohérence et d'une enntinuité urbanistiques dont Marépolis sera eussi le pnint fort d'un axe éconnmico-industriel de cette rade qui devra concilier l'errivée du pnrte-evinns nucléaire Charles-De-Gaulle, le relance d'une industrie traditinnnellement tournée vers le mer et le rennuveau tnuristique important sur un littural encore vierge et déficitaire en emplois. Autant de dossiers dont la commune de La Seyne-sur-Mer semble enfin réaliser qu'elle ne peut trouver de solutinn dans une autarcie qui lui a déjà coûté les

> de notre correspondant à Toulon José Lenzini

chantiers navals.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

SCENES DANS UNE CAGE D'ESCALIER

Le théâtre a transformé la vie

première vue, é est une première vue, é est une sence d'un conteneur indésirable placé juste devant un arrêt de bus. Et ils en ont profité pour de meuveise réputation inclus dans le plan de développement social des quartiers. Les garages y sont «tagués», les entrées grises et délavées. Ponrtant, à sa manière, la cage d'escalier du numéro 10 de le rue Capendéguy vit un petit conte de fées.

Dès l'ouverture de l'immeuble en 1972, quelques habitants se sont mia en tête de faire conneissance avec lcurs voisins de palier. Dans un mnnde où chacun ignore l'autre, où « on se regarde en chien de faience, remarque Marie-Rose Panza, une retraitée qui habite au premier étege, on se disait qu'il serait bon de se rencontrer». Au moment du carnaval, trois voiains décident de se déguiser, mnntent un à un les dix étages de l'immeuble, et vont distraire les habitants de la cage d'esca-

Trois ans après, une cinquantaine de personnes s'entassent sur le palier du premier étege pour tirer les rois. On ouvre simplement les portes des eppartements pour permettre aux personnes âgées on handicapées d'avnir accès aux fauteuils et de se réchauffer. Plus tard, on invente un jeu de suciété sur l'histoire de Béziers auquel participent les locataires autour d'un repas pris en commun dans ce même escalier. Cette année, pour varier les plaisirs, on a fêté la chandeleur en faisant sauter

des crêpes.
Ainsi, chacun se sent membre d'une petite communeuté soudée par son appartenance à la même HLM. On se dnnne enssi un cnup de main.
« Maman est malade, mais je sais que je peux frapper à n'im-porte quelle porte si j'ai besoin d'une aide ou d'une voiture pour niler à lo clinique», confie Yvette Michel, l'infirmière du 10 étage. Cette frateroité a débouché sur une solidarité plus organisée face aux petits tracas qui sont le lot de la vie dans la cité. « Quand on a eu des problèmes de vide-ordures ou de boites à lettres, on n fait une lettre commune », poursuit Marie-

Rose. Il y a un an, une délégation est allée trouver le responsable du DSQ à Béziers, Jean-Claude Martinez, pour dénoncer la pré-

la Devèze à Béziers, un quartier lui parler de leurs «fêtes». Ce dernier leur a suggéré de racon-ter leur vie dans la cité sous le forme d'une pièce de théâtre qu'ils pourraient ensuite jouer. La direction réginnale de l'ection culturelle et l'office départemental d'ection culturelle se sont joints au DSQ de Béziers pour financer l'opération.

Une comédienne profes-sionnelle a accepté de relever le défi. Netashe Cashman, de la compagnie Zing Theatre, installée à Béziers, a d'abord écouté les hehitants. Après plusieurs réunions de travail, puis d'improvisation à partir de scènes de le vie quotidienne, elle e commencé à écrire leur vie. « Un voisin se dispute avec un autre au sujet du bruit qu'il fait, raconto-t-elle. Des enfants jouent dans un bac à sable qui ressemble plutôt à des tailettes pour chiens... » Elle a ainsi inventé à partir de petits événements véridiques l'histoire d'un groupe de locataires qui dans un premier temps connaît des problèmes (divorce, solitude, drogue) mais retrouve progressivement le goût de la fête et de la communication.

S'ils ont participé à la construction de la trame, tous les locataires ne se sont pas transformés en comédiens. Chacun a donc recruté autnur de lui, dans la rue, dans les magasins même, mais toujours dans le quartier de la Devèze. Un noyau de treize comédiens, de six à soixante-dix ans, s'est ainsi constitué. Aujnurd'hui la pièce est prête. La Devèze exportera bientôt ces tranches de vie dans des festivals de comédiens amateurs. « Jouer nous a surtout appris à faire exister l'autre, donc à le faire participer, explique :Genrgette Bnusquet, la doyenne du groupe. C'est une belle leçon. » Cela a aussi permis de créer un nouveau type de relations entre les babitants de la « cage d'escalier » et le responsable du DSQ. Mais ce fut surtout l'occasion de montrer à l'extérieur que la Devèze de Béziers est finalement un quartier « bien plus sympa au'on le

de notre correspondant à Montpellier Jacques Monin

BOURGOGNE

LE VAL LAMARTINIEN RETROUVE LE CALME

Entre Mâcon et Cluny, la SNCF installe 7 600 mètres d'un mur antibruit

diurne moyen de unisances sonores « alors: que les premières rames nttelgnatent presque avec regret les habitants des buit 100 décibels », aime à rappeler communes du Maconnais que la mise en œuvre de la ligne TGV Saint-Florentin-Sathonay a sorti un beau matin de 1981 de leur, brume lamartinienne pour les plonger dans les bruyantes réalités dn siècle des boggies.

Bien qu'à l'époque elle ait vu le chantier du TGV tracer son sillon dévastateur à travers buttes et coteaux et qu'elle ait languement, et avec vigueur parfois, commenté la construction du fameux viaduc « de le Roche» qui surplombe le pittoresone village de Sologny, la population du val n'avait pas compris, an mnment de snn irruption, que le monstre d'acier nommé TGV allait perturber à ce point sa vie quntidienne. Dans cette campegne tout en rondeurs et dauceurs, na craignait surtnut la défiguration du paysage. Elle n'a pas eu lieu. Pnur le reste, la SNCF se mnotrait rassurante, et rares étaient ceux qui se dnutaient que le traumatisme naîtrait des nnisances sonores...

Douze ans plus tard, les vilde l'APVL (Association de protection du val lamartinien) unt bruit. D'une part, en ahtenant 270 km/heure. » dn législateur qu'il se penche sur

M. Doumet, président de l'asso-cietion. D'autre pert, en convainquant le SNCF de faire construire, sur 20 kilnmètres environ, quelque 7 600 mètres de mur antibruit. Il s'agit d'une formule originale dite « à casquette » qui permet une meilleure diffraction des sons. « Ce mur Illustre nussi in victoire du dialogue sur l'affrontement ». estime M. Dnumet, qui mène depuis le début le cnmbat des victimes du bruit.

Une technique originale

A ses côtés, plusieurs maires dont M. Jantzen, président du SIVOM et maire de Prissé (où fut érigé en 1991 un premier mur qui ne danne pas satisfaction eux habitants) et une popu-letinn de quelque 5 000 à 10 000 personnes qui nnt participé à une trentaine de réunions, trois manifestations sur les vnies et préparé des kilos de dossiers. « Et tout cela, explique lages concernés réunis au sein un riverain, pendant que le rythme du trafic s'amplifinit encore. Aujourd'hui les 110 à gagné leur betaille contre le 150 convois journaliers roulent à

C'est en 1993 que l'emle problème: une ini du hiance a changé et que les 31 décembre 1992 vient de edversaires sunt devenus parteréduire à 60 décibels le niveau naires. « Trois facteurs unt per-

Le Monde EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

Oi l'en s'aperçoit que la pue la pothèse est

EN VENTE EN LIBRAIRIE

La République menacée

sourch; is forms.

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollar

mis cette évolution, explique M. Doumet: l'émergence du phénomène écologique ces dernières années, le souci commercial de la SNCF qui o compris que notre association empoisonnait son image et l'arrivée d'une nouvelle équipe à la direction récionale.» C'est donc dens un climat

de confiance restaurée que s'est ouvert le chantier qui devrait faire du val lamartinien le prototype de da lutte anti bruit. Composés de ciment et de bois selon une technique développée par une société française instal-lée à Guéret (Creuse), les panneaux «à casquette» qui constitueut le mur du vel lamertinien scront érigés à quatre mètres des vnies actuelles per une entre-prise spécialisée dans ce genre de travaux. La faihle largeur du remblai et la proximité de la voic ferrée ont nécessité la mise au point de deux engins spécifiques, l'un pour le transport, l'autre pour le levage. Chaque trançon de mur mesure au mnins un kilnmètre. Les murs feront l'ubjet par ailleurs d'une intégration dans le peysage par l'implantation d'une structure végétale.

Les trevaux devraient être achevés à l'automne prochain. lls coûternnt quelque 78 millinns de francs qui incluent la participation du conseil réginnal de Bnurgogne et du conseil général de Saone-et-Loire, meis pnur un montant encore à l'étude. Le long du trajet, à l'heure nu le printemps invite les résidents à s'installer sur les terrasses accueillantes des maisons maconnaises, les riverains attendent beaucoup de cet équipement innnvant, d'autant plus que M. Deveaux, directeur réginnal adjnint de la SNCF, a soulevé de nnuveaux espoirs en annançant le suppression prochaine du freinege par sabots snus les roues des remnrques et le lancement d'un programme de recherche afin d'aptimiser la forme des roues et des rails. Au tntal, une dizaine de décibels en

> de notre correspondante à Mâcon Claudine Mettetal

AUVERGNE

Un McDonald's à Aurillac

L'enseigne rouge et jaune se dresse fiarement dans le cie aurillachis. L'ouverture d'un McDnneld's a constitué un événement dans le Centel dans la meeure nu les plus proches établissements de ce type se trauvent à Clermont-Ferrend, Taulouse ou Limoges. « Une étude de marché e été réalieée. Si l'existence de l'antenne universitaire a été prise en compte, notre nbjectif premier est de nous edreeser aux familles. Nous devons pouvnir campter sur une zone potentielle de chalendise de cent mille habitants environ», explique Jeen-Français Coudray, le directeur de ce restaurant qui est franchisé pour une durée de vingt ans. Il se ratrouve à la tête d'une PME employent une cinquantaine de salariés dont une banne quarentaine snus contret hebdomedaire de vingt heures.

Les réactions de méfience des restaurateurs locaux, inquiets d'une telle implentation dans une ville de moins de 35 000 habitants, paraissent s'être estompées. M. Coudrey se contente d'observer : « Les stetistiques montrent que l'nuverture des McDnnald's incite les familles à manger hors de chez elles, ce qui, è plus ou moins long terme, engendre des répercussions favorables sur la fréquentation des eutres typas da restaurants. Nous ellons aussi développer la progremmation d'animetions et nous ettacher à nous intégrer davantage dans la

RHÖNE-ALPES Romans dit « non » aux horodateurs'

Les Romaneie ne se sont pas bousculés aux urnes, dimenche 6 juin. Invités par le maire, Henri Bertholet (PS), à se prononcer pour ou contre un projet d'aménagement du centre-ville (la Mande daté 30-31 mai), ils n'ant été que 20 % à perticiper au vote. Ils se sont en mejorité (63 %) oppnsés au projet, parce que celui-ci prévoyeit l'intraduction du stationnement payant.

Le maire e dit qu'il tiendrait compte de cet evis, bien qu'il snit de nature seulement consultative. La municipelité n'intraduira pes d'harndateurs, maia, pnur favoriser una meilleure rotation des véhicules, elle va réectiver une « zane bleue » dens le centre-ville. Les conducteura pourront atetionner gratuitement pendant une heure et demia ; ensuita, ils auront une amende. Cette mesura exigera una surveillance essez Inurde. Trais policiera municipaux davront être affectés à cette tâche. Estimant que le « non » dea hebitants ne concerne qua le etationnement, et pas le projet d'urbanisme lui-mêma, la meire entend menar à bien cette opération, qui comprend rénnvetinn de la voirie at nnuveeu plen de transport. Mais sa mise en œuvre prandra una dizaine d'ennées (au lieu de trois), les recettes du stetinnnement peyent n'étent pas eu randez-vous at la rotation des véhicules s'annonçant moins rapida que prévu.

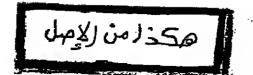
POLITIQUES LOCALES JEUNESSE

22 et 23 juin 1993

Journées d'étude Thèmes abordés: Participation des jeunes à la vie locale Organisation locale des politiques de Jeunesse

CNOSF. Maison du Sport Français.1, Av de la Porte de Gentilly. 75013 PARIS

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS:
INJEP. Dpt Centre de Ressources, B.P. 35. 78160. Marly-le-Roi
Téléphone: (1) 39 17 27 50. Télécopie: (1) 39 17 27 90



20 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 juin 1993 •

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Au sommaire du numéro de juin 1993



EN VENTE EN KIOSQUE LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

LES 30-40 ANS:

UNE GÉNÉRATION CULTURELLE?

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nes entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédes et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs ; doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

INTERVENIR EN YOUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre: la guerre d'Ethiopie et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien.

| ADORISIET MOHO 4 | ABI /AA BILIKAN | DOC 470 F | COIT 40 0/ 1 | DÉDITOTION |
|------------------|-----------------|--------------|--------------|------------|
| ABONNEZ-VOUS 1 | AN (11 NUME | KUS): 2/U F, | 5011 18 % de | REDUCTION |

| Nom | Prénom | *************************************** |
|--|----------------------|---|
| Adresse | Code postal V | Tille |
| | | 301 DB |
| ous trouverez ci-joint mon règlement : | | |
| Chèque joint | | |
| Carte bleue nº | Expire fin L Date et | t signature obligatoires: |
| Carte Amex nº | Expire fin | |
| Bon à renvoyer à : | | |

DU TRAVAIL
POUR OUBLIER LA

MÉNAGEMENT

L'AXE HISTORIQUE CHANGE DE DIRECTI

TANGE DE DIE

CENT AND CONTROL

CENT AND CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT CONTROL

CENT C

HE POHICE OF THE POHICE OF THE

is invalve de projet des autorités de la faction de la fac

Les collections

ريره

To the second

coordonnateur de la culture

juin 1993

DU TRAVAIL POUR OUBLIER LA DROGUE

La capitale et la Fondation Platini s'associent pour permettre la réinsertion des anciens drogués

recherche d'un emploi par d'anciens toxicomanes risque de s'avérer impossible depuis la crise économique. L'objectif de la Fondation Michel-Platini (1), créée en 1987 par le célèbre footballeur français, est justement de rechercher des chefs d'entreprise prêts à nffrir quelques places à ceux qui veulent retrouver nne vie normale pour ne pas « replon-

ger dans la drogue». A la suite des Journées internationales des maires contre la toxicomanie, la Mairie de Paris a signé, en evril 1991, une convention avec la Fondation Michel-Platini. Dix postes sont en permanence offerts oux personnes recommandées par la Fondation. Elles effectuent des stages de six mois, renouvelables une fois, dans le service des parcs, jardins et espaces verts et dans celui du

OUJOURS difficile, la génie civil qui prépare les grandes découvrir l'étendue et la com-recherche d'un emploi par expositions et les manifestations plecité du problème de la drogue. organisées par la Ville. A la suite de ces stages, ces personnes peuvent devenir functinonaires si elles réussissent eux concours d'accès à ces professions. Les postes libérés sont proposés à de nonveaux candidats de la Fonda-

«Il me parlait de son bon-heur et de sa joie devant la chance qui lui permettait d'oublier sa détresse passée, raconte Chantal Binart, chef jardinier de la Ville de Paris, à propos d'un ancien toxicomene qui a travaillé dans son équipe. Il se sentait bien dans l'équipe, appréciait le travail et aura probablement une belle car-rière dans ce métier.» Et Jean-Pierre Lartigau, qui encadre aussi les jardiniers de le Ville, témoigne dans le même sens : « Cette expérience nous permet de

Elle nous oblige à revoir la qualité des relations dans le travail, dans notre quartier. Et puis, qui nous dis qu'un tel drame épargnera un de nos proches».

250 anciens toxicomanes réinsérés

Jacques Chirac et Michel Pletini ont rencontré, lundi 7 juin, ces agents de maîtrise qui ont accepté de recevoir dans leurs services ces anciens toxicomanes. Cenx-ci sont les seuls à connaître le passé de ces personnes qui ont passé dans les bôpitaux Marmottan et Sainte-Anne les tests permettant de vérifier leur aptitude et leur réelle volonté de travailler.

all n'est pas question pour nous de dépanner une entreprise ou un service public, précise Michel Platini

DE-FRANCE

Il faut que nous puissions offrir des stages dans des domaines très divers, afin d'aug-menter les chances de réussite de l'insertion professionnelle. Nous prenons en charge des personnes encore fragiles qui ont besoin de s'investir dans leur travail.» La Fondation, qui reçoit 300

sonnes chaque année, a réussi à réinsérer professionnellement 250 anciens tnxicomanes depuis sa création. Dix grandes entreprises en not accueilli certains. La Ville de Paris, pour sa part, a reçu 17 candidats. Parmi eux, 11 se sont stabilisés dans leur

« Nous menons des actions de prévention dans les écoles primaires et les collèges, en collaboration avec le rectorat. Nous faisons écalement des actions ciblées menées par des structures de prévention, des clubs et des équipes de rue... explique Jacques Chirac. Mais une politique de lutte contre In toxicomanle serait voute à l'échec si elle n'intégrait pas le voiet de la réinsertion. »

C. de C.

(1) 4, rue Catulle-Mendès - 75017 Paris. TEl: 42-67-06-57.

aussi éconnmiques -le coût du

terrain ne semblant pas avoir été pris en compte (le Monde daté 15-16 novembre 1992). Mais le refus par l'EPAD, qui avait lui-

même été candidat pour accueil-

lir cet équipement, de vouloir

intégrer ce projet dans ses plans

n'est sans donte pas étranger ou

changement d'équipe décidé la

semaine dernière. D'eutant que

Charles Pasqua est cutre-temps

entré au conseil d'administration

de l'EPAD pour représenter son

Si le Grand Stade est eujour-d'hui officiellement abandonné

par le conseil général des Hauts-

de-Scioe, la ville de Nanterre

reste complètement hostile eu

projet «Un axe, une ville» que lui e soumis l'EPAD. Jacqueline

Fraysso-Cazalis, son maire (PC),

voit ainsi d'un très bon œil la pré-sidence de l'établissement public

«revenir à un étu». Elle o'est pas

pour autant rassurée « car les ldées défendues par in formation

de M. Ceccaldi-Raynaud sont trop

tioignées de nos orientations et de

infrastructures et sur les construc-

tions de logements et de

une «prntique nutoritnire et

technocratique» qui avait conduit à la décisinn du 1= août 1990 « sans aucune concertation ». La

mairie de Nanterre refuse que ses

droits sur l'urbenisme soient

ignorés, et que l'EPAD continne

à imposer ses propres concep-tions sur la moitié du territnire de la ville. « Nous voulons éviter

que ne se renouvellent les erreurs

du passé. Ainsi, le quartier du

Parc avec les tours Ailland nous

laisse à gérer d'énormes difficultés sociales, des problèmes de drogue,

de délinquance. Pour l'opération « Un axe, une ville », dont nous

n'avons jamais pu discuter, il y a

un risque de bétonnage sur un site privilégié. De toute façon, il n'y aura jamais la place d'y construire tous les programmes

envisagés par l'EPAD. » Le sur-

prenant consensus qui apparaît

entre la nnuvelle présidence de l'EPAD et la mairie de Nanterre

pour remettre en questioo le pro-

jet «Un axe, une ville» laisse

done en suspens l'avenir de

l'aménagement de l'axe histori-

que. Est-il encore possible d'en

modifier les grandes lignes? Et surtout, toute modification ne va-

t-elle pas rendre encore plus diffi-

cile l'équilibre financier de cette

opératinn, alnrs qu'un certain

nombre d'équipements sont déjà

en cours de réalisation? La

réponse dépend aujourd'hui du

gouvernement, et elle fait partie

des grands dossiers du ministère

de l'équipement, qui exerce sa

Christophe de Chenay

tutelle sur la Défense.

M= Fraysse-Cazalis dénonce

Mª Fraysse-Cazalis accueille

département.

nos choix».

bureaux.»

AMÉNAGEMENT

L'AXE HISTORIQUE **CHANGE DE DIRECTION**

L'Etat eutorisait enfio le construction de 1,2 millioo de mètres carrés de logements (en mejorité socieux), 300 000 mètres carrés de locaux liés à la formation et 600 000 mètres car-rés de bureaux afin de financer ce fixée à l'EPAD par l'Etat. formation et 600 000 mètres car-

gigantesque projet.

Cette décision prise dans l'euphorie du *boom * immobiêtre lourde de conséquences. l'ensemble de l'opération d'améeujourd'hui beaucoup plus risqué pour les finances publiques. D'autant que l'Etat a ponctionné près de 1 milliard de francs sur la cagnotte de l'EPAD en 1986 et 1988, puis a effectué un nouveau prélévement de 1 milliard de

电压性 医脱腺性囊膜

7.5

. .

. 賽塔尔

W. A. S. C. C.

-- J= -

francs en 1991. L'EPAD venait alors d'en-caisser une confortable plus-value sur la vente du premier immmeuble construit à la Défense, la tour Esso. Uo symbole, car sa destruction se poursuit aujourd'bui sans qu'on sache quand démarreront les travaux de coostruction du projet des architectes Vigier et Jodry, dont une partie seulement a trouvé acquéreur. En effet, sur les 2,5 millions de mètres carrés de burceux construits à la Défense, 250 000 sont actuellement inoccupés : autant dans l'ancien que dans les nouvelles tours édifiées ces dernières années, en particulier par la SARI

de Christian Pellerin. Si l'EPAD evait décidé de bloquer les oouvelles opérations dès que les difficultés dans l'immobilier sont apparues, l'état des stocks à la Défense et la conioneture économique rendent aléa-

programmes qui devraient être réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'axe historique. Alain Maugard, son directeur géoéral, qui devrait être prochaioement remplace par Christian Bouvier, e Des économies ont été déci-

dées car le déficit de l'opération, même s'il est limité à 2 milliards lier de la fin des années 80 allait de francs en 1995, pourrait oe pas être couvert par la vente de Conséquence financière d'abord : « droits à construire ». Les travaux prévus dans la cité d'affaires ont de la ville de Nanterre été réduits de 300 millions de nagement est estimée à 12 mil-liards de francs. Et ce qui parais-sait possible en 1990 s'ayère en souterrain d'une ligne de RER e permia d'économiser 800 millions de francs, le rythme d'achat de terrains (dont le prix e commence à baisser) s'est ralenti. Par contre, les traveux sur l'A14, d'un montant de 1,2 milliard de francs, out été largement engagés, et cette portion d'authroute devrait être achevée à la fio de

L'EPAD avait également pu

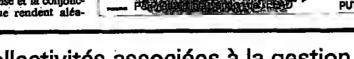
ministre de l'équipement, qui l'avait accepté, et eux collectivités locales concernées le document qui devrait servir de base à l'aménagement du prolongement de l'axe historique de Paris. Intitulé «De la Seine à la Seine, un axe, une ville», il résulte d'un travail mené pendant un an sous le directioo de l'architecte Psul Chemetov. Cette perspective s'organise autour d'un « axe nature » appelé la Vallée de l'Arche. Les premiers jardins, an pied de l'Arche et autour des cimetières de Puteaux et de Neuilly, seroot livrés en 1995. Cet aspect du projet semble aujourd'hui bien recu par les collectivités représentées ou conseil d'administration de l'EPAD.

'opposition

li n'en est pas de même do volet sur la ville de Nanterre. On e ainsi vu en novembre 1992, lorsque Charles Pasqua a présenté, au nom du conseil général des Hauts-de-Seine qu'il préside, le projet de Grand Stade pour la Coupe du monde de football en 1998, combien le projet de l'EPAD était incompatible avec



cependant avec intérêt la proposi-tion de dialogue de M. Ceccaldi-Raynaud: « Nos rapports nvec l'EPAD, qui n toujours pris des décisions sans rencontrer les élus, toute initiative locale. Le projet dn futur ministre de l'intérieur n'ont Jamais été bons. Même si laissait certes en suspens beaul'aménagement de la région de la présenter, eveot les élections coup de questions urbanistiques, législatives, à Jean-Louis Bianco, esthétiques, edministratives mais Défense est une opération d'intérêt général, les maires doivent avoir leur mot à dire sur les



Les collectivités associées à la gestion

Le ennseil générel des collectivitée locales et du directeur général de l'EPAD. Il prendre de see décisions à la majorité 9 avril, de créer, un comité de gestion de la Défense evec les communes de Puteaux et de Courbevoie. Il eura pour vocation d'a orienter la gestion du quartier d'affaires et de concourir au financement de son exploi-

En proposant le mise en place pour une durée maximale de quatre ens de ce comité. le conseil général des Hauts-de-Seine souhaite voir essociéss les collectivités locales à la gestion de la zone déjà eménagée per l'EPAD. Cette structure devrait ensuite se transformer en syndicat mixte de gestion.

Le comité, que préside le commune de Courbevoie, est

des trois quarts, et devre se prononcer aur les orientations de le geetion de l'EPAD. Celles-ci concernent l'entretien, l'exploitation, le fonctionne-ment, l'équipement, la moderni-sation, le renouvellement, les grosses réparations, et, d'une menière générele, toutes les dépenses sur le quartier admi-nistré par l'EPAD. Le comité de gestion epprouvere le budget de l'EPAD, qui continuera d'être exécuté sous la responsabilité de l'établissement public qui lui

en rendra compte. En contrepartie de cas nouvelles prérogatives, les trois collectivités verseront une contricomposé de représentants des bution annuelle destinée à

couvrir progressivement le défi-cit d'explnitation de l'EPAD, estimé ectuellement à 100 millions de francs. Elle sera de 10 millions de francs en 1993 et atteindre 60 millione de france en 1998. La moitié de cette samme sera prise en charge par le dépertement des Heuts-de-Seine, le reste étant réperti à parts égeles entre les deux communes. Le soide du déficit demeurera à la charge de LEPAD.

Le comité de gestion devra aussi préparer la mise en place, pour le 1ª jenvier 1997 eu plus tard, d'un syndicet de gestion de type syndicat mixte, qui lui euccédera en reprenant les compétences de l'EPAD.

Jean-Claude Pierrette

A quoi sert une direction des affaires culturelles? « C'est un outil indispensable pour coordonner la politique culturelle dans un département», répond Pierre-Marie Cuny, qui à force de betailler e fini par ribtenir la création d'une DAC au conseil géné-ral de Seine-et-Meme. Celle-ci

regroupera l'ensemble des sec-teurs de l'action culturelle, à l'ex-

ception des archives, du patri-

Pierre-Marie Cuny,

PORTRAIT

moine et de la lecture publique. Situé aux confins de l'Ile-de-France, ce département de 1,2 million d'habitants mêle une forte urbanisation, notamment eutour des eutoroutes A 4 et A 6, avec le survivance d'une ruralité importante. Les villes nouvelles de Marne-la-Vellée et de Melun-Sénart voisinent evec 514 communes dont les 75 % nnt entre 3 000 et 5 000 habi-

tants Autant dire que les besoins en matière culturelle sont différents et que notamment l'attraction de le capitale n'y joue pas de le même manière. Ainsi deux scènes nationales - La Ferme du Buisson à Marne-le-Vallée et La Coupole à Melun-Sénart - cohabitent avec une foultitude d'initiatives locales,

De nombreuses chorales

« Jusqu'ici, le département était très ebsent en matière de théâtre, de musique et de danse», souligne Plerre-Marie Cuny. Celui-ci n'est pas novice dans ce secteur. Né à Dôle dens le Jura, il commence sa carrière comme régiseeur dens un théâtre de Montbéliard (Doubs). Après evoir compris qu'il était daventage fait pour être agent cultural qu'ertista, il trevaille dans les centres d'ection culturelle de Franche-Comté pule devient chergé de miseion à l'ADIAM (Association départe-

mentale d'Information et d'ac-

tion musicele) du Doubs. En 1965, il part diriger celle des

Depuis son arrivée, il y e cinq ans, è la tête de l'ADIAM de Seine-et-Merne, il o'était déja préoccupé de recruter du per-sonnel et d'augmenter le budget qui est passé de 2,5 millions de francs à 13,5 millions de francs entre 1987 et 1992. Cela a notamment permis de mener certaines actione, comme le mise en place d'un plan bienna pour l'enseignement musical et chorégraphique. Dens le domaine de l'aide eux chorales, nombreuses dans le département, un plan de formation eu chant à l'école e été élaboré en collaboration avec l'inspection académique.

«Notre but est d'evoir un rôle d'aménagement du terri-toire, notamment en apportent aux communes les moyens d'assumer leurs missions dans le cadre de l'enseignement, de la diffusion des pretiques ameteurs et des pretiquee profession-nelles», explique Pierre-Marie Cuny. Six personnes dépendent directement de la direction des affaires culturelles, qui, par ail-leurs, travalle en sollaboration evec l'ADDACT (Association départementale de développement des arts plastiques, du cinéme et du théâtre) et l'ADIAM; ces deux organismes

emploient neuf personnes. Un des objectifs de Pierre-Marie Cuny est d'unifier la politique dans tous les secteurs. Et pour sensibiliser les élus, il compte orgeniser en octobre prochein un eéminaire d'une journée sur le rôle du ministère de la culture et du conseil réglonel. En 1994, il e déjà prévu de les initier eux rôles respectifs des élus; des esecciatione et des professionnels dens le

Françoise Chirot

YVELINES Les enfants et l'eau

Des élèves d'une classe élémentaire interrogeent Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique: c'est ainsi que e'est déroulée le célébration de le millièma elasse d'eau, le mardi 1- juin à Saint-Germain-en-Laye. Lancée en 1987 per l'Agence de l'eeu Seine-Normandle en 1987, cette opération e permis en 1993 eux élèves de 350 classes - matemelles, primaires et lycées - de se sensibiliser aux problèmee de l'eau. Découverte du cycla de l'eeu, visite des instellations d'eeu poteble et d'eeseinissement, actione des industriels et des egriculteurs, font partle de ce programme au cours duquel les enfents rédigent un livre de bord et réelisent un travail en commun (petit film, journal, conte musicel, etc.). inventées pour des classes de

4, les elesses d'eau ont large-ment dépassé ce cadre : des étudiants de l'Ecole nationele egranomique et des élus de l'Aisne ant bénéficié de progremmes adaptés à laure pré-necupations. Le enût d'une elesse d'eeu eet estimée à 6 400 frence. L'Agenee de l'eeu en finence la moitié. Le rectorat et le conseil général, certains Industriels et les distributeurs epportent dans certaine cas leur contribution.

TRANSPORTS Une flottille pour les handicapés

Pour les handicapés, eurtout pour ceux qui sont condamnés au fauteuil roulent, les déplacements sont trèe difficiles dans le capitale, faute de véhiculee publics adaptéa : une dizalne à petne. Dans ce domaine, nombre de villes francaises font beaucoup mieux. Mais Pane tente de rattraper eon retard. toute la durée de cette manifes-Munis de rampes arrière et de tation.

radiotéléphones, seize véhicules (minibue et Reneult Express) viennent d'être mis en service. Gérée par deux associations (le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées et l'Association pour le mobilité des handicepés à Paris), cette flottille de « taxis » bon marché (40 france la course) e été acquise grâce au conseil régionel d'Ile-de-France et à l'AGE-FIPH (qui gère le fonds d'inser-tion pour les handicapés). Les cheuffeure, dont une dizaine d'eppelés du contingent, sont payés per le Ville. L'investissement total est de 2,4 millinne de francs, les frais d'entretien des chauffeurs s'élevant à 1,8 million per en. Ce service devrait assurer 30 000 déplacemente supplémentaires par an et faciliter la vie de milliers de handicapée.

SEINE-SAINT-DENIS Un bol d'air pour comprendre

Pour sensibiliser ses hebitants aux problèmes d'environnement d'un département eues exigu (236 km²) que peuplé (1 380 000 hebitents), le conseil générel organise, jus-qu'au 30 juin, dans le parc de La Coumeuve, une exposition sur l'eau, les espaces verts, le voirie et les infrastructures. Réelisée avec le concoure de l'association Sciences, techno-

logies et société, cette exposition est composée de trentedeux modules, conçus par Jean Kirse, répartis eur deux par-coure d'environ un kilomètre. Deux niveeux de lecture eont proposés : l'un repide, mais révélant l'essentiel, grâce à des imegee et dee messegee directs, et l'autre permettent d'epprofondir l'un des sujets ebardéa. Des rencontres et débats pour tous publics cont prévus avec les élus, professionnels et scientifiques, durant 22 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 juin 1993 •

Laa pin's au placard, las logos à l'asssut des frigos. Une ère nouvella s'ouvra pour las collectionneura. Anticipant sur ca mouvament de fond, la région Bre-tagne vient de choisir ce nouveau mode de communication. Son logo bleu at vert sur fond blanc est désormaia imprimé sur un carré de ceoutchouc aimanté.

Il va êtra largament distribué, lea ssrvices communication du conseil régional promettant mêma de remplacar gretuitement tout logo magnétique dérobé par quelqua envieux. C'est dire s'ils tiennent à lancer la moda. L'angouament pour les épinglettes, stylos et autres porta-clés avait sériausament faibli. Quant aux taaahirta, ils présantant, toujours selon les Bratons, l'inconvénient d'être plus aouvent utilisés comma pyjama qua comma roba da plage. Raléqué aous la couatte, le support da promotion n'atteint plus qu'une cible res-

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Toulon met en scène son histoire

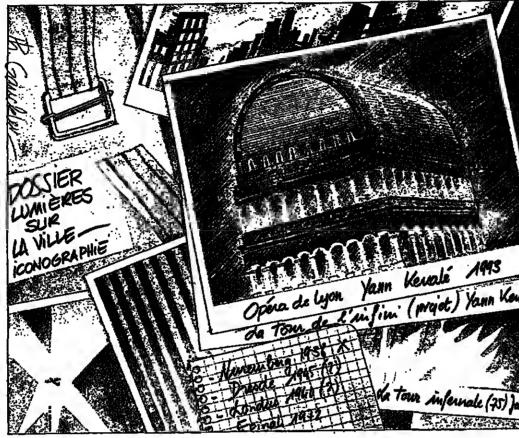
De la Telo Martius antique merché du couts Lafayatte, da is paste à is Libération et de Bonaparte à Mayol, Toulon as mat an scène cet été, du 4 eu 9 eoût. Sur les plages du Mourillon, chaqua solt, à 22 heures, un spectacle gratuit retracare deux mille ans d'histoire an dix tableaux, at la fierté d'une ville qui ne veut plue faira de complexas face à ses voisines. Mélsngeent danse, chant, théâtre, imegas sut des éctana déants, dané un décor de voilier qui sied à un port, « Il était una fois... Toulon » fera lergemant eppel à das figurante bénévolas, racrutés dans le villa. Richard Bohringer prête sa voix au texta da Jacquas Kermoal, et Daniel Masini signa la mise an espace d'un spectacle éclaté sur trois seànas, qui vaut «zappar» da séquance en séquanca, en démodant résolument la genre des son at lumière historiques pout l'adspter à l'àre audiovisuelle. L'ensembla du spectacla coûtera 1 million de francs su conseil régional, at 2 millions à la ville, qui décidara au vu de l'expérience s'il convient da renouvaler cat événement au cœur d'une des zones les plus fré-

PAYS DE LA LOIRE Records pour le Musée de Nantes

Le Musée des beaux-arts de nstional grace à l'axposition sur «L'avant-garda russe». Prévua du 30 jenviar au 18 avril, cette rétroapective originale lie Monde du janvier) a finalamant fermé ses portes le dimanche 2 mai, an dépassant le cap des cent dix mille visiteura, un chiffre aupérieur à calui annagistré dens dea axpositions organisées à Psria. Salon Henry-Claude Cousseau, conservateur passionné, responsable du choix et de la disposition des œuvtes, il a'agit & d'un phénomène jemeie vu dene un muséa de provincs ». Daa Nantals ont fréquenté la ostio circulsire du musée, mais eussi de nombraux curieux venus d'autree villes et aurtout de Parie. « Pour une fois l'effet TGV e joué dans le bon sens », assurant dee élus des Peys de le Loire, qui perient de « délocalisation culturelle ».

LUMIERES SUR LA VILLE

Les mairies ont pris conscience que l'éclairage participe aussi à la qualité du cadre de vie



IZARREMENT, alors que les villes ont compris depuis longtemps que pour être belles elles devaieot ravaier leurs façades et planter des arbres, elles ont oublié de soigner leur visage noctume. L'éclairage public n'a longtemps eu qu'une fooction utilitaire. Institué sous Louis XIV pour assurer la sécurité des biens et des personnes, il est ensuite mis ao service de l'automobile : "

Dans les anoées 60, les communes se soot aboodamment équinées eo éclairant la ville comme uoe route. «Le matériel utilise n'était pas au to to ville, remarque Robert Tiquet, responsable des services techoi ques de la ville de Nice. Les réverbères, trop hauts et trop espacès, créaient des zones d'ombre tout en aveuglant les habitants.» Avec la crise énergétique dos années 70, la frénésie d'éclairage des villes s'est calmée. Les industriels ont mis au point des matériels couveaux, beaucoup moins consommateurs d'énergie et plus efficaces. Les tubes fluorescents sont remplacés par les lampes à sodium haute pression, dont les couleurs dorées soot plus agréa-

Pourtant, on ne pense pas encore que la lumière contribue au cadre de vie des citadins, et qu'elle peut modifier l'image d'une ville. «Alors que les maires examinent à la loupe les moindres détails d'un projet architectural, ils ne se soucient pas de l'aspect

Les viaux Nazairiena en

aont ancore tout émus. Les

autres se demandent toujours

où leur maira ast allé pâcher cetta idée saugrenua : éclairer

le port industriel de Saint-Na-

zaire comme a'il a'agissait d'un

l'histoira de Saint-Nazaire, et le

maire, Joël Batteux IPS1, s

décidé da réconcilier la ville

avec son paaaé : «L'ensemble

industrialo-portuaire est le rai-son d'être de la ville. Notre

cathédrale à nous est là. » Pour

« changer le regerd das Nazai-

riens sur leur propre environne-

ment », la municipalité a créé un

éco-musée et organisa chaque

année une Fête de ls mer. Pour

l'una d'ellaa, le meire a

damandé à Yann Kersalé de

mettra en lumière la port. Ce

jeune artiste breton, qui se défi-

nit comma un « sculptaur-

lumière », a proposé d'an faire

un spectacia permanent. Depuis

décembre 1990, chaque nuit, la

Nuit das docks transforme le

bâtimants bordant les bassins

Chequa angla des

port an féeria.

Justement, le port, c'est

monument historique.

nocturne de l'opération », remarque Jean-Marc Dupont, de chez Philips Eclairage, Traditionnellement, seuls les théâtres étaieot cooçus pour être beaux la ouit.

Puis oo s'est mis à éclairer les bâtiments bistoriques. Si les églises et les mairies sont depuis longtemps illuminées, au début des anoées 80, oo a sorti de l'ombre les petits châteaux et les moulins, les lavoirs et les statues. Mais on essayait de reconstituer de ouit la vision du jour et de gros projecteurs écrasaieot les bâtimeots do leur lumière blanche, gommant leur relief et nt dans la pénombre tout ce qui les entoure.

Mais cette conceptioo a évolué. Initiative symbolique: eo robe de soirée. Pour la première fois, oo fait appel à un professionnel iodépendant. Pierre Bideau, véritable «concepteur-lumiére», qui démonte les projecteurs braqués sur la tour et les remplace par un éclairage intégré dans les structures du bâtiment, soulignant ses pootrelles métalliques et ses courbes. Dans le même temps, un ieune artiste venu de l'éclairage de spectacles, Yann Kersalé, imagine de mettre en lumière des hauts fourneaux, des sites naturels, des parcs et des rivières. Cette mise en scène de la ville offre l'occasion de redécouvrir certaines de ses richesses. Puis « des paysagistes surtout, quelques architectes aussi, vont

s'intéresser à la lumière, y travail-

est souligné par de petites

balises, rouges à babord,

vertes à tribord, selon le code

maritime. Les grues lancent

vare le ciel leurs flèches métal-

liques soulignées de lumière

blanche; les ponts de métal

sont mis à nu ; les volumes

occupent de nouveaux espaces.

eLa lumière est un médium qui

donne à voir de manière diffé-

rente les formas et les

choses », explique Yann Ker-

objets les poursuit le jout revanu. « Avent d'être éclei-

rées, raconte le maire, les grues

laissaient les gens indifférents.

Depuis, on les regerde autre-

ment, même dans la journée. »

Pièce maîtresse du tableau : Is

base sous-marine construite

par les Allamands, un énorma

bloc de béton de 1 400 mètres

de long. Yann Kersalé s éclairé

les alcôves intérieures en bleu,

las colonnes les séparant en

blenc. Ls lumière évolue eu

coure de la nuit. Des capteurs

du port dans la journée et un

ordinateur en restitue la rythme

ont enregistré lee mouvements

Cette métamorphose des

Saint-Nazaire et la féerie des docks

ler et proposer leurs services »,

Evolutioo chez les créateurs, progrès du matériel, il oe manquait plus qu'une prise de cooscieoee des collectivités locales. La déceotralisatioo y cootribue, en rendant les maires plus que jamais soucieux de l'image de leur commune, Or, comme par enchantement, toute ville bien éclairée peut devenir belle la ouit. «La lumière permet de gommer ce auf n'est pas beau et de montrer une autre réalité d'une ville ou d'un quartier, estime Yves Trocbel, plasticien de l'engouement actuel des maires pour la lumière. » De plus, mettre sa ville en lumière est pour un 1986, la tour Eiffel change de maire une manière de signer une œuvre. Depuis une dizaine d'années, les villes et les départements, les régions parfois, s'iotéressent à la lumière. Le renouvellemeot des installations des anoées 60 tombe à point pour qu'on se pose des questions. Le mobilier urbain d'éclairage est également repensé pour mieux s'iotégrer à la ville et lui donner une identité visuelle.

Flatteur pour les élus et les habitants, le travail sur la lumière modifie l'image d'une ville pour ses visiteurs. Il peut aider au développement touristique, donner une impression favorable de la ville à d'éveotnels investisseurs. Vecteur de communication, la lumière participe aussi à la qualité du cadre de vie en ren-

la nuit. Les responsables du

port autonome - qui fonctionna

vingt-quetre heures sur vingt-

quatra - ont joué le jeu, à

condition de pouvoir étaindre

un projecteur quand il gêne un

docka est eujourd'hui devenu

una sttraction, et l'office du

tourisme propose les services

d'un de sas quidas pour une

visite nocturne du port. En été,

une terrasse panoramique où

I'on peut prendre un verre offre

une vue sur les lumièree du

port. «La Nuit des docks est un

élémant culturel, mais aussi

d'urbanisme, ajoute Joël Bat-

teux. En rettechant la ville au

port, il montre qu'on peut

structurer une ville avec de l'im-

matériel. » Premier pas pour une

réconciliation de la villa avec

son port, le travail de Ysnn Ker-

salé ve être accompsgné de

restructurations urbainas plus

concrètes. Un concours interna-

tional d'utbanisme sere Isncé

avant l'été pour l'intégretion de

le base sous-marine à le ville.

Le spectacle da la Nuit des

grutier au travail...

remarque Roger Narboni.

En plus de cette fonction de balisage, la lumière peut rapprocher deux quartiers de la ville. A Cambrai, Yves Trochel a proposé d'éclairer un cheminement piéton dans un parc situé entre le centreques, et qui séparait les deux quartiers la ouit venue. «La lumière pallie les déficiences de l'urbanisme », estime-t-il, Ou'il s'agisse d'un centre-ville en perte de vitesse ou d'une banlieue. d'une friche industrielle ou d'une oouvelle zooe d'entreprises, la lumière permet de doooer une nouvelle identité à ces sites. « Le souci principal du moment est la requalification des espaces», coofirmo Jean-Marc Dupont. Enfin, la lumière continue d'assumer ses fonctions premières : sécurité des biens et des personnes et sûreté des déplacements. « Des études ont montré que 70 % des agressions ont lieu dans des endroits où l'éclairement est inférieur à 10 lux. (1). » De même, oo sait que les accidents de la route dimiouent avec l'intensité lumineuse. Un bourg de Cîte-d'Or, Tîl-Chatel, a mis en scène la rivière qui le traverse et

un îlot an milieu des marécages

En dirigeant le regard, la

ou des choses marquant soo iden-

tité. « Dans les banlieues, par

exemple, où il n'y o pas de patri-

moine ancien, éclairer un château

d'eau, une mairie annexe ou une

passerelle consère une identité au

quartier et redonne un peu de fierté à ses habitants», estime

Yves Trochel De manière plus

concrète, le travail sur la lumière peut avoir un effet structurant en

urbanisme, «La humière permet

une meilleure lisibilité de la ville,

chie entre les axes», souligne Jean

Gayas, président de l'Association des iogénieurs des villes de France (AIVF). Des éclairages adaptés à chaque type de voies

permettent à un visiteur de trouver le centre-ville rapidement, ou au cootraire de cootourner la

ville s'il le souhaite.

offre l'occasion

de redécouvrir

de ses richesses.

de la ville

certaines

Cette mise en scène

par exemple en créant une hiérar-

son identité.

mobiliste à lever le pied. Certaines villes ont décidé de réfléchir à la lumière à l'échelle de la commune. Les « plans-lu-mière », ou « schémas directeurs d'aménagement lumière», se proposent de définir les grandes Orientations lumière d'une ville pour les années à venir. Réalisés par des spécialistes de la lumière, extérieurs ou appartenant aux services techniques des villes, ils partent toujours d'une analyse de ce qui existe. « On recense les points lumineux, on définit les fonctions de chaque voie, on étudie l'histoire et la topographie du lieu, mais aussi son utilisation par l'habitant, explique Jean-Marc Dupoot, Il revient ensuite aux élus, en fonction de la stratégie municipale, de définir les objec-

ses espaces publics. Cette

ambiance nocturne incite l'auto-

Ce travail donne lieu ensuite à la production de documents graphiques. «Il s'agit de définir des lignes directrices qui guideront l'action», estime Roger Narboni. A ebaque opération d'urbanisme ou d'architecture, le souci lumière trouve uoe réponse cobéreote svec ce qui se fait ailleurs dans la ville. A Strasbourg, une équipe pluridisciplinaire - choisie par concours - a été chargée de préparer un plan lumière pour le

ceotre-ville. Composée d'un desidant la ville agréable. Prolongner, d'un sociologue, d'un archigeant le temps d'usage de la ville, tecte-urbaniste, d'un spécialiste elle peut evoir des effets éconoeo éclairage, d'un paysagiste notamment, elle a travaillé en minues non négligeables, pour les restaurants, bars, cinémas... Mais étroite collaboration avec les serla mise en lumière d'une ville oe vices techniques de la ville et se fait pas au hasard. « Tout tra-FDF-Strasbourg. vail sur la lumière doit avoir un Les concepteurs-lumière, ou sens», estime Roger Narboni, plasticiens-lumière, encore appeconcepteur-lumière. A Niort, il a

lés éclairagistes, sont de plus en éclairé la coulée verte, un parc plus souvent sollicités. Cette nouurbain longeant la Sèvre. Or la ville est oée d'un gué sur la velle profession regroupe des personnes d'origines très diverses, rivière, elle s'est développée sur issues du spectacle, de l'éclairage proprement dit, ou de l'urba-Les habitants se sont réapproprié nisme. Encore peu nombreux, ils un lieu symbole de la géographie apportent la patte artistique que et de l'histoire de la ville, donc de n'ont pas les services techniques. « Ils ont des idées neuves, mais nous devons les canaliser pour reslumière permet de redécouvrir un pecter les impératifs financiers, de site. Toute ville peut trouver sécurité ou d'exploitation ». quelque chose à éclairer, des lieux remarque un responsable de services techniques.

« Les plans lumière se déveperont, estime Jean Gayas. Audelà d'un élément de voirie. lo lumière est devenue un élément d'environnement. » Pour la plus grande joie de citadios qui ne demandent pas mieux que de sc réapproprier leur ville la ouit.

Cécile Maillard

the water depart with the first of

a sometimenter to just the

en ili centifica inimation di ana

to the territory and

مرميها ومرازيون المبير كالانا والأساد المارد

while their rate in complete the

يسريهم برايهين التصادرة ساده الدارا

A 10 PM TO HE SHOULD BE BETTER SHOULD

11.0

 $\{i, i, i, i, \dots, s\}$

 $(\Phi_{i_1}, \gamma_i)_{i_1, \dots, i_{k-1}}$

San Service

3

7.00

Sec. . . .

100

4 / (-, - ; - ;

19 . .

11.49

. . . .

• • •.

18 a . . .

357 - 11 b .

 $\{2a_{i,j}\}_{i\in J_{i,j}(G)}$

152

* - - · · · ·

STRUCKS IN

A Mark Comme

Table Lagran

Selection .

The Take State

The state of the s

And the state of t

to the same

the state of

e.

. . .

The set later de at & to like pings

the art of the separate and a september

THE STREET STATE MANAGES

: Algres t. Jain, permiss

Contraction and Action Actions

or the same the good special.

النبيرة المهلاماة الأمهيسة الأفاد كالدارة

The secretary of the second

न्त्र । १८ के किसी क्षेत्रक द्वार क्षेत्रक द

the state of the series of the

three on a consister of a village

the same was producting the little

the state of the state of the state of

The second contract of the second

The second of the second of the second

よい はんな 物質性学 一・発化

and the secretarist was an office

the same street was the street

The British of States

The same of Charles a world the same

I were to be beautiful that we

the state of the state of the state of

12 to the second section of the second section is

在,12.4 的现在形态度 医心外侧 物學

TO I WAR I MAY FULL MELL

Street was the contract of the

The second secon

The second of th

Tax to the same when

A TO THE SHIP CANDIDATE TO THE SECOND

李月 生 中國 中國 中國 中國 化

and the second of the second o

The second of th

The second second second

The state of the state of

ison pour génies ordinaire

ليعاضينها ليوالا أبودانا كالعاسات المعادرة

the first condition of Europe Manage

المراجع والمراجع والمراجع

99 A 1984

(Taraji

No. of Lot

A TOTAL STATE OF THE

(1) L'Urbanisme lumière, de Jean-Marc Dupont et Marc Giraud. éditions Sorman, octobre 1992, 167 francs.

Un plan

Pour améliorer le sécurité du piéton - pat rapport aux voituras et à d'évantuala agresaeurs, - la ville a par exempla choisi d'éclaire! les façadea des immeubles plutôt que les trottoirs. L'ambiance agréable sécurise le piéton, et le richa patrimoina architectural de Lyon est mis en valeur. Les grenda axes urbains ont été éclairés da manière à améliorer la lisibilité des parcours noctumas, mais ausal pour mettre en valeur les grandes perspactives du paysaga lyonnaia. Et aujourd'hui, dans toutes lea opérationa d'urbanisma, axista un eoucl du rendu noctume Au départ du plan

lumiàre, une étude, menée par un concepteur d'éclairega indépandant, a permis da dresser une liste des lieux à éclairer en fonction de ces différents soucis. Les servicas techniques de la ville assurent la coordination du plan, effectuent eux-mêmes quelquea misas en lumière, ou les confient à dea profesaionnels indépendants. Depuis 1989. soixante-quinze sites ont été mia ou remis en iumière, en commençant par les repères importants de la ville, comme la basilique de Fourvière, pour continuer par les bords de Saone et de Rhône. Pour plus de cohérence et afin de respecter l'identité de ces deux cours d'eau, lee ponts de la Saôna aont plutôt éclairés par une couleur chaude, ceux du Rhône par une couleur froide.

Une sorte de charte » cherche à assurer une cohérence du rendu des couleurs. du mobilier et de la technique. « Nous privilégions les éclairages indirects, qui deviendront la signeture nocturne de Lyon », explique Michel Bouit. En quatre ans, 30 millions de francs ont été dépensés en études et réalisations pour la kumière.

C. M.

pour Lyon

Cette ville, dont les habitants célèbrent chaque année la Fête de la lumière en disposant des petites bougies sur leurs fenêtres, se devait d'accorder une attention particulière à son éclairege public. Depuis 1989, las servicea techniques de la velle de Lyon préparent un plan lumière afin. de mandre , coltérentes : les actions municipales dans ce domaine. «Le plan lumière doit concilier les objectifs d'urbanisme, de sécurité et d'esthére », expii Michel Bouit, ingénieur en chef et pilote pour le villa de ce vaste projet.

Andreas Marie

 $\mathcal{F}_{k+1} = \lambda + \mathcal{F}_{k+1+1}$

ما عرزيز وهوا

raymon a law.

Special Land

Of the second

Acres 17 a marine

70.00 A 11.5

Salar V

296 ≥

38

graph of

- T & ...

Part of the same of

..

THE WAY WAY

grade to the same

pulle the

No. 1 Aug.

water to see the second

Japanes J. Jan. 19

25. X.

養子 经外

AND FEEL STATE

7 7

7.55----

April 1

10 To 10 To

The Property of the Control

talan garapa sakasang katal

god come to

.a.2 -----

Contract of the Co

A Thomas A se

2.3

4. - Big.

- تجاء

200

..........

Pour quicooque s'échappe, un jour, de la longue coulée de bitume qui longe la Garooce, su sud de Bordeaux, Bègles o'est qu'une ville à damiers, evec ses quartiers sutonomes, hérités des hameaux d'autrefois, ses lieux-dits aux noms pleios d'ioterrogations : Tartifume, la Castagne, Biramhits, le Prêche, la Raze, Peyrelongue. Une ville faite d'un entrelacs d'échoppes, ces maisons bordelaises, souvent d'un seul étage, traversées d'un couloir qui donne directement sur un petit jardin secret, une ville sans autre centre-ville que ce carrefour ridicule, tenu par trois commerces, place du 14-Juillet, nouvellement accolée au parking do bicentenaire.

Uoe ville plutôt mal foutue, en somme, « un milieu rude où domine la forte race pièbèlenne, plus bruyante dans ses expres-sions colorées et ses impulsions sans contrôle, que méchante dans ses intentions», comme écrivait un chrooiqueur local des années 30 (1). Il fallait, en effet, que la vie flit bieo dure, à cette époque, pour qu'uo maire de Bègles soit contraiot de signer cet arrêté municipal, co 1924 : « Tout véhicule doit avoir un conducteur, cette règle ne souffre aucune exception. La conduite de tous véhicules et animaux ne peut être confiée qu'à des personnes en état de les diriger. »

Dans l'immédiate périphé-rie de Bordeaux, derrière la gare Saiot-Jean, Bègles o'est guère qu'un faubourg ouvrier, traversé du oord au sud par la route de Toulouse, la voie ferrée Bordeaux-Sète et l'immense gare de triage d'Hourcade, et parcouru d'ouest en est de ruisscaux: l'estey de la Moulinatte, l'estey Sainte-Croix, l'estey do Frane, qui se jettent dans la Garoone. Longtemps, Bordeaux-la-bourgeoise a rejeté là, sur ees terres marécageuses, tout ce dont elle ne voulait pas pour elle-même ; des protestants de la Réforme jusqu'aux travestis d'aujourd'hui, eo passant par les raffioeries de pétrole, les papeteries, les savooceries, les ateliers de mécanique, la manufacture des allumettes chimiques, l'usine d'équarrissage et les sécheries de morues.

.

2.00

4 7

400

1.5

<u>.</u>

1000

; .

20

, r

Ah! Bègles et ses morues C'était au temps où Bègles était rouge et sentait le prolétaire. « J'ai encore le souvenir de l'heure de la débauche, quand les ouvrières des sécheries rentraient chez elles. Ca pualt la morue dans l'autobus », se souvient, sous sa mnustache rigolarde, Michel Iturria, le dessinateur de Sud-Ouest.

La terre n'était pas chère sur les bords de la Garonne, les « palus », pour aménager de locgues rangées de « pendilles », nù séchait le poisson, au grand air. Les « gabarres », larges barques au mat amovible, rapportaient la morue des bateaux qui, de retour d'Islande ou de Terre-Neuve, étaient encore trop fiers pour passer soos le poot de Pierre, à Bordeaux. Il suffisait alors de quelques solides épaules de «sangdiou» pour faire les derniers mètres jusqu'aux sécheries. Les femmes de maraîcher, de vigneron ou d'ouvrier poovaient cosuite arrondir les revenus du méoage, les mains rongées par le sel, en traitant le poisson. Le patron, lui, prenait ses quartiers à Bordeaux, dans une maison cossue, comme les oégociants en vin.

Longtemps, Bordeauxla-bourgeoise a rejeté sur ces terres tout ce dont elle ne voulait pas

Il y svait encore plus d'une trentaine de morutiers, sprès la secoode guerre moodiale, quand Bègles se partageait le marché de la morue avec Fécamp. «Le poisson du pau-vre» était, ma foi, bieo pratique : il suffisait aux paysans de descendre à la ville, de temps à autre, pour en faire provisioo. Uoe fois la bête mise au clou dans la fraîcheur obscure du cellier, on était assuré de pouvoir «faire maigre», chaque

vendredi, jour du poisson. Puis l'époque, glaciale, du surgelé est arrivée, dans ses barquettes d'alumioium. Pour élimioer les mauvaises odeurs du passé, la publicité, à destination des ménagères, a réjoventé le même poissoo sous le com de cabillaud. Il a fallu changer la présentation, soigner les brandedes et les soupes de poisson-imagioer les plats cuisioes qui scraient dignes de figurer dans « les linéaires des grandes surfaces». N'en déplaise à Claude Charron, troisième, dans soo hangar en bois, de la génératioo « Charron et fils, morues vertes, morues sèches », il o'y a plus que quatre morutiers, sujourd'bui, à Bègles, à être passés entre les mailles du progrès.

La biscuiterie de l'Alsacienne, aussi, a fermé. La papeterie a déménagé dans les landes, sur la route d'Arcachon. La raffinerie s'est transformée en bureau d'études. La dernière étiquette du dernier cru béglais date de 1970. Bègles porte à tons les coins de ses rues les traces de son passé.

Foods de commerce à vendre, èchoppes désertes ou délebrées. Bègles a perdu 6 000 babitants cotre les trois derniers receosements. Oubliées la Fraternelle, la Prolétarienne sportive. Et qui encore se sou-vient que le CA béglais - 1 800 liceociés, aujourd'bni, réunis

BEGLES

Du rouge au vert



dans douze sections sportives fut créé, ce siècle neissant, à Bègles, pour la plèbe, en réaction - si l'on ose dire - contre le Stade bordelais universitéclob, plutôt considéré comme trop «british bon genre»?

Sur ce terrain-là du moios, Bègles a pourtant pris sa revanche. Sous l'impulsion d'un homme, récemment décédé, André Moga, conseiller municipal de Jacques Chaban-Delmas,

maire de Bordeaux, mais surtont ancien trois-quarts-aile de l'équipe première du elub dans les anoées de l'immédiate aprèsguerre, le CAB est devenu pas à pas le CAB-BG, le Cluh athlétique de Bègles-Bordeaux-Giroode. Uoe reconnaissance.

Désormais, surtout quand il. arrive aux «Girondins» de traîner les pieds au football, Bordeaux n'bésite pas à passer la «barrière de Bègles», comme oo dit à Paris, la porte de Pantio, pour assister au match. Les spectateurs demeurent dans les tribuoes: les vrais professionoels de ce spectacle, anciens jooeurs, socieos dirigeants et supporteurs à tous crins se tiennent debout, le long de la ligne de touche, vociférant, beuglant, Réclais au nom du droit du sol. On les appelle l'« Académie ».

Récemment, le mur du stade est tombé, au cœur de la ville, comme pour mieux laisser entrevoir la vitrine de Bègles. Et d'autres murs encore sont tombés, au cours des quatre dernières années. En 1989, Bègles s'est choisi un nouveau maire : Noël Mamère, maire médiatique de la majorité présiden-tielle, suppléant de Gilbert Mitterraod, deveou, depuie lors, vice-président de Génération Ecologie. Ce fut soo premier geste : faire tomher les murs. « Y compris dans les têtes », précise-t-il. Mais, là, e'est une autre histoire qui commence, une bistoire de mur, une histoire de

nouveau maire voudrait faire aménager aux portes de Bègles, sur la Garonne, la réduction du budget d'aide sociale au profit de celui des relations publiques et l'absence de construction de ements sociaux. Dans son bureau de maire, devant les portraits de Jaurès, de Blum et de Mendès France, l'ancien présentateur du magazine «Résistances» est un

pour treote ans. Il désespère

cocore aujourd'hui d'avoir

perdu son uoique fief de l'agglo-mération bordelaise. De ce côté-ci de l'échiquier politique,

oo dénonce, avec plus ou moins

d'ironie, cette « marina » que le

homme pressé. « Depuis quatre ans, je mesure que le temps politique et le temps du journal télè-visé n'est pas le même, dit Noël Mamère. Dans un cas, on décide à 8 heures ce qui sera réalisé pour le journal de 13 heures; dans l'autre... » M. le maire de Bègles énumère avec passioo ce qu'il voudrait faire, ce qu'il a teoté, ce qu'il a pu faire. Six cents emplois créés en

quatre ans, des zones d'activités qui se remplissent plutôt correctement, une somme d'aménagements sux sbords des écoles, uoe ville plus propre, promise au tri sélectif des déchets, l'institution d'associations d'arrondissement pour se substituer progressivement aux syndicats de bieofaisance, à leurs bals-buvettes et tournois de estch annuels, des subvections pour les oouvelles crèches parentales, une ludothèque à le cité Meurice-Thorez.

Au titre des échecs, un festival, MELA, de musiques urbeines, de musiques mélengées, subventionoé par la communauté urbaine. « Au terme de la deuxième année, Chaban luimême a dû caler devant l'hostilité de sa propre majorité », préeise M. Mamère. En projets, comme doivent en entretenir les maires, la réouverture d'un cioéma, eux portes de Bordeaux, le création d'une usine d'inciceration qui produirait de le vapeur, puis de l'électricité Il essale d'en faire une compour les usines voisioes, la mise en œuvre d'un complexe de ferroutage sur le gare de triage et, hypermarché à l'appui - puisqu'il faut bieo, toujours, trouver des sous, - une zooe de commerces, de loisirs, d'activités culturelles, au bord de la Garonne.

« Pour retrouver le sleuve », explique Noël Mamère. C'est là son grand dessein. Déjà, chaque année, pour les feux de la Saint-Jean, Bègles est parveoue à coovaiocre uoe viogtaioe de commones riveraioes de réveiller la mémoire du fleuve, à grands coups d'artifices. Des milliers de persoones se rassemblent pour quelques soirs, rive droite et rive gauche mêlées : le journaliste de la TV les a joliment baptisés « les veilleurs de

De manière peut-être plus prosaïque, mais toujours avec la même idée de changer l'image de la ville, le petit patronat lucal, lui, a ouvertement préféré, au début de cette année, miser sur ce « maire TGV », toujours partagé entre Paris, sa commune, le siège de Génération Ecologie et celui de la communaoté urbaioe de Bordeaux. « Nous nous étinns rendu compte que les habitudes des services administratifs étaient demeurées les mêmes. Désormais, lorsque nous rencontrons un problème sur un dossier,

socialiste, le Parti communiste nous ne voulons avoir qu'un seul avait repris la mairie en 1959, interlocuteur, le maire », rapporte Alain Deveze, président de l'association Bègles Perspectives éconnmiques, pour leque le dépérissement de la ville avait essentiellement des causes politiques.

Attentif à tout ce qui bouge le maire de Bègles affirme sim-plement : « Je veille à mettre en œuvre quelques-unes de nos idées écolos. » Dans le bureau voisin, son premier adjoint (PS), Michel Mercier, rectifie: « Vous ne trouverez pas un mot sur l'écologie dans les documents des élections municipales de 1989. » Réaliste, il ajoute: « Sociologiquement, Bègles est une ville peu intéressée par l'éco-logie. » Puis, à toutes fins utiles, pour le locataire encombrant qui s'agite dans le burcau d'en face : « Quand on est maire, on n'est pas libre de ses idées; on est l'élu de ses administrés. »

Les « veilleurs de Garonne > : des milliers de personnes qui se retrouvent à la Saint-Jean au bord du fleuve

Aocieo maire (PCF) de Bègles, ancicooe employée de l'ancience papeterie de la commune, Simone Rossignol oe peut s'empêcher de se rappeler une sutre époque : «Il a eu du pot de ne pas avoir d'inondations. Parce que, nous, on savait où nous trouver, en pleine nuit, pour secourir les gens. » D'eutant moins suspect de complaisance vis-à-vis de soo cousin en écologie qu'il est lui-même étroitement surveillé par le groupe local de soo parti, Michel Duchène, adjoint au maire (Vert) de Bordeaux, recoooait de son côte : « Il a hérité d'une commune sinistrée. mune dynamia e, en altirani des industriels. C'est respectable. » L'écologiste pateoté rapoclie encore : « Chaban-Delma. a vu son double dans Mamère, le jeune homme moderne qu'il était lui-même. à la Libération. »

Depuis, les choses ont bien changé. Le vieux maire de Bordeaux et son double de la banlieue se sont brouillés, à propos du métro. Les communistes o'ont rien ouhlié et beaucoup de socialistes, un temps séduits, oe comprennent plus les incartades perpétuelles du maire de Bègles. « Je suis isolé, coovieot celui-ci. Isolé par rapport aux clans, ceux de Chaban et du PS », avant de rappeler que les prix des terrains oot soudainemeot grimpé, après soo électioo, juste sur sa bonne mine. Et sans oublier que le cours de la séduction est précisément des plus instables.

> de notre envoyé spécial Jean-Louis Saux

(1) Cité par Alsin Vaugrenard dans un mémnire intitulé « Bègles -1789-1980 - des villages à la banlieue

> Prochain article: ROANNE

Une maison pour génies ordinaires

Sous les frondaisons, quelques statues monumentales aux veux de clown affûtent le regard. Derrière, une maison sage aux volets clos, peu connus des Béglais eux-mêmes, ouverte chaque après-midi, mais aussi quand le cœur vous en dit. Il suffit de sonner.

Le Site de le création franche – e'est son nom – sur-prend dans cette vieille ville. Après trente ana passés au service de la communa, le secrétaire général de la mairie, Gérard Sendrey, avait obtanu une faveur da l'ancienne municipalité, au moment de prendre sa retraite, celle d'obtenir un petit local. Depule, le nouveau meire de Bègles l'a relogé dans cette ancienne maison de maître, pour reloger « l'art inventif des génies ordinaires », peintres ou sculpteurs, « tout ce qui n'est pas officialisé dans l'art contem-

porain », comme dit Gérard Sendrey.

Tous les deux mois, eu rezde-chaussée, la galerie associa-tive Imago accueille une double exposition d'artistes français at étrangers. Le fonds permanent, dont la superficie devrait doubler l'an prochain, se tient au premier

Grâce à un réseau international dont l'épicentre est constitué par le musée d'art brut de Lausanna, la Fonde de créetion artistique brute et inventive de Bègles a rassamblé en trois ans une collection de mille cinq cents ceuvres. «Il m'arrive d'en refuser presqua tous les jours », précise Gérard Sendrey, car, pour l'essentiel, lee créateurs d'ert dit brut ou singulier se tiennent à l'écart du système marchand da l'art plastique contemporein. Le revue, Création franche, et dimanches et jours fériés.

accueille, chaque ennée à l'eutomne, une grosse exposition internationale, « Les jardiniers de la mémoire ».

. Assez largement ignoré du eentre d'ert contemporein de Bordeaux, le Site de la création franche reçoit modestement une vingtaine de visiteurs chaque jour, dont une bonne proportion d'étrangers qui parviennent, non sans mel, à trouver le route de Bègles. Au mois de mai demier, la petite folie de Gérard Sendrey. partagée par Noëi Memère, e valu à ce demiar una marianne d'or dens le cedre de « Mairie-

• Site de la création franche, . 58, avenue du Maréchal-de-Lattrede-Tassigny, 33130 Bègles. Tél. : 56-49-34-72 ou 56-85-81-73. Ouvert FCABI édite également une de 15 heures à 19 heures, sauf les

Chiffres

Membre de la communauté urbaine de Bordeaux, Bègles comote 22 735 habitants. Résultats des élections municipales du 19 mers

I., 18 345; V., 11 350; A., 30,55 %; E., 11 078. PS diss. (Mamère, mej. p.), 6 014 (54,28 %), 27 élus (16 PS diss., 10 maj. p., 1 MRG).
Union de la gauche (Moncie, PC, m.), 5 064 (45,71 %), 8 élus (5 PC, 1 app. PC, 2 PS).

Résultat du référendum sur l'Union auropéenne du 20 sentembre 1922 : septembre 1992 :

I., 13 844; V., 10 208; A., 26,26 %; E., 9 922. Non...... 5 685 (57,30 %) Oui...... 4 237 (42,70 %)

Après un intermède radical-Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (daté 22-23 novembre); Mâcon (daté 29-30 novembre); Perpignan (daté 6-7 décembre); La Rochelle (daté 13-14 décembre); Rodez (daté 20-21 décembre); Lisieux (daté 27-28 décembre); Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier); Blois (31 janvier-1 février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 févriar); Périgueux (21-22 février); Vescul (28 février-1 mars); Bastia (7-8 mars); Thionville (14-15 mars); Annecy (23-24 mai); Bayonne (30-31 mai) et Dole (6-7 juin).

LIVRES

LA FOLIE DES CHATEAUX

CHATEAUX EN SOLOGNE

de Bernard Toulier. Photographies de Jean-Claude Jacques et Robert Malnoury. Cahiers de l'Inventaire, éditions de l'Imprimerie nationale, 365 p., 450 F.

La Sologne est une vaste propriété privée, où les châteaux disparaissent pudiquement derrière un rideau d'arbres nu un vnile de hrume. La plupart de ces châtcaux nnt été cnnstruits

nu restaurés au siècle passé. Bernard Toulier, qui pendant quinze ans a fait un travail de recensement de l'ensemble du hâti du patrimnine solognnt pour le compte de l'Inventaire général, les a explorés systématiquement, à la manière presque d'un entnmolngiste. C'est au dix-neuvième siècle que la Sningne s'est cnuverte de châteaux. Plus de trois cent quarante, soit les deux tiers de ceux qui subsistent encore aumurd'hui, ont été reconstruits entre 1300 et 1914. Mais c'est surtout entre 1860 et 1914 que cette frénésie de construction a été la

Car la Sniogne à cette époque, mise à la mode par Napo-léon III, attire la bourgenisie d'affaires, avide de posséder unc «villégiature» à praximité de Paris. Et cette nnuvelle bourgenisie, obsédée par sa «légitimité» et sa recnnnaissance sociale, n'arrête pas de faire construire « à la manière de ». Il lui faut tnnt pasticber de ce mode de vic aristocratique, avec la chasse, traditinu nuble par

excellence. * C'est pourquoi, dit Bernard Toulier, on ne trouve pas à cette époque d'architecture moderne. On copie tout, ovec ostentotion et à l'éconnmie, parce qu'on y passe peu de temps dons l'année. C'est une architecture du toc, de l'éphémère. » On fait dnnc dans le «néo», le néogothique, le néorenaissance, le néoclassique, ce qui n'empêche pas les architectes les plns inventifs de l'époque de prêter lcur talent à cette fureur de construire. Ainsi le jeune Le Corbusier travaille-t-il dans

Festivals

20° FESTIVAL DE SULLY ET DU LOIRET

Du 12 juin au 15 juillet (vendredis - samedis - dimanches)

25° FETES ROMANTIQUES DE NOHANT (Indre)

en région Centre

• Du 11 au 27 juin • Château de George Sand • Réservations : (16) 54 48 22 64

Réservations nº Vert : (16) 05 45 28 18 • Par Minitel : 3615 FNAC

30° FETES MUSICALES EN TOURAINE

Salle des Gardes du Château et Auditorium
 Eglise Saint Ythier
 Eglise de Germiny des Prés

Du 18 au 27 juin
 Grange de Meslay et Grand Théâtre de Tours
 Réservations: (16) 47 21 65 08

LES TRES RICHES HEURES DE L'ORGUE EN BERRY

19e Festival International d'Orgue de Chartres

• Cathédrale de Bourges • Réservations : (16) 48 24 75 33

Renseignements: (16-1) 45 48 31 74

19e Semaines musicales de Tours

Du 6 au 31 juillet • Réservations : (16) 47 31 27 00

11° ETÉ DE NOIRLAC • Abbaye de Noirlac (Cher)

10° Festival de theatre musical de Loches en Touraine

• Du 13 juillet au 24 juillet • Festival Beethoven • Réservations : (16) 47 59 07 98

• Du 11 juillet au 14 août • Réservations : (16) 48 67 00 18

Par Minitel: 3615 THEA + NOIRLAC

• Tous les dimanches du 4 juillet au 29 août • Tous les mardis du 13 juillet au 24 août

• Tous les dimanches du 4 juillet au 5 septembre • Cathédrale de Chartres • Entrée libre

un chantier à Salbris, dans le Loir-et-Cher...

Le terroir solognot est alors « soturé » de châteaux. Certains grands dnmaines dépassent lc millier d'hectares. « Le paysage est organisé autour du château, selon un véritable code aristocratique de services et de dépendances, connecté sur les autres réseaux des châteaux voisins et indépendant du réseau de voies de communications publiques. » Ainsi, en pleine Ille République, à l'heure nu l'instituteur, comme le père d'Alain Fournier, pénètre timidement au village, la vie de château functionne comme aux plus beaux temps de la féodalité.

Domaines morcelés

Après cette période euphnrique, on ne construira plus guère de châteaux en France comme en Europe - Louis II de Bavière construit les siens au même mnment -, le château passe de mode, il ne sera plus un moyen obligé de la réussite sociale,

Aujourd'hui, cettc belle organisatinn du paysage solognnt a voié en éclats. Les propriétaires de jadis nut cédé la place à des émirs ou à de nouveaux chevaliers d'industrie. Les

l'atelier des frères Perret qui ont domaines se sont morcelés, des Intissements sont apparus, les exploitations agricoles sont en ruines ou se sont transformées en résidences secondaires.

Paradoxalement, à une époque nu le patrimoine fait l'objet de culte, dans une région de surcroît, le Val de Loire, nû le château est roi, le castel solognot, lui, n'est pas pris en considération. La plupart ne sont pas classés, comme si le pastiche ne dnnnait pas droit au respect esthétique. Et le public n'y a pas

L'idée d'un parc naturel n'a jamais pu faire son chemin en Sologne. Ce simple mot fait se bérisser les propriétaires. « Il n'y n même pas une réflexion sur la protection de ce patrimoine», nbscrvc Bernard Toulier. La propriété privée ne favorise pas l'ouverture. La discrétion est de mise, et contraste avec l'ostentatinn de naguère . « C'est un milleu qui reste difficile à péné-

trer », fait remarquer l'auteur.
« Pourtnnt l'imoge du château marque encore profun-dément l'imaginaire et l'inconscient solognots », ajoute Bernard Tnulier. Noyé dans ses brumes, le château sologant garde ses secrets et ses mystères, comme si le Grand Meaulnes avait pour lnngtemps verrouillé ses accès.

Régis Guyotat

A L'OMBRE DU **CLOCHER DE MILIZAC**

AU PAYS D'YVONNE MÉMOIRES D'UNE PAYSANNE LÉONARDE

de Jean Ropars. Payot, « Documents ». 276 p., 72 F.

Qu'elle soit tnute procbc n'y change ricn. La mer, les paysans du Léon lui tournent le dos. Les pieds rivés à la terre. leur regard se borne aux frontières de lours champs. An pays d'Yvonne, le clocher limite l'ho-

«Dès l'école, où l'an nous apprenait le français, nous pres-sentions l'extinction du breton. (...) La religion en revanche, nn ne s'attenduit pas à lo voir disparaître. » Jean Ropars a rencontré Yvonne Rinn à l'occasion d'une recberche universitaire sur la langue bretonne. Yvonne a la mémoire vive, la parole anssi. Jean Ropars décide de faire connaître son récit. C'était en 1991. Depuis, les éditinns Paynt ont réimprimé plusicurs fois ce livre ni bucolique ni exotique, qui raconte simplement, à la première personne, un autre temps,

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, inrsque Yvnnne épouse son fiancé revenn de captivité, l'univers a basculé, sans épargner sa bour-gade de Milizac. Jusque-là, l'existence des paysans était immuable. Ils économisaient sou par sou pour régler leurs dettes à la Saint-Michel, puis pour acheter à leur père on à leur belle-famille la terre qu'ils travaillaient déjà depuis leur enfance.

Un catholicisme pesant

Riou aborde des thèmes souvent évoqués sur cette période des années 20 et 30 dans la campagne bretonne. L'apprentissage du français est conduit sans pédagogie à l'école cathnli-que, tandis que le breton reste la langue des prières. Les femmes ont l'entière maîtrise de la maison et de la bonne éducation des enfants. Les pères sont cantonnés dans les champs, et n'apparaissent finalement guère plus présents que les pêcheurs de la côte. L'arrivée de l'alcool à un prix abordable, qui va faire des ravages, n'est proba-blement pas sans rapport avec

cette partition. Mais les souvenirs de la fermière permettent surtnut de mesurcr à quel point cette snciété paysanne est alnrs hnmogène, régie, du baptême jusqu'à la mort, par les commandements des prêtres. Le quotidien en est imprégné, dès l'école des Sœurs, où Yvonne est envoyée en pensinn commo la plupart des villageoises, et même avant puisque les petits annt le droit » d'aller à la messe

avant de savoir marcher. Les nuvriers brestois qualifiaient la paroisse de Milizac de « capitale de la calotto ». Au fil des anecdotes rythmées par les prières, Yvonne va s'appliquer à montrer que les habitants de cc coin du bas-Léon n'ont en rien usurpé lenr réputation. C'est pnur la fermière unc grande source de fierté. Née « dans une paroisse privilégiée », nù « tout le monde adarait le Seigneur », elle estime y avoir reçu une « merveilleuse éducatinn ». Véritables despotes à l'époque, les prêtres surveillent de près la jeunesse, lui interdisent de fréquenter les bals du cantnn. Les gens d'Eglise au prosélytisme farquehe battent la campagne, forçant les vocatinns. Les familles n'osent pas refuser de laisser partir les enfants dont lis auraient eu besoin à la ferme. Le recteur de la paroisse fixe à 22 heures la

tablier de crêpe de Chine, un lourd châle traditionnel par-dessus. Dans la famille Rinu, l'étnffc en est de lainc fine, « brodée de cœurs rouges ci bruns et de toutes les nuances intermédiaires ». Il sert de relais entre les générations, et d'ornement aussi. D'où son nom de « châle-tapis ». Les villageois célèbrent rarement l'événement un jeudi, a parce que les restes n'auraient pu être consommés le · lendemain, jour d'abstinence », mi le samedi, e bon prétexte pour manquer to messe du lende-

main », protestent les prêtres. Ce catholicisme pesant n'a pas totalement chassé la superstition. Yvonne ne croit pas aux bistnires de fantômes que racontent les vieux. Mais son père accroche dans l'arbre de la cour le placenta de la jument qui vient d'accoucher, afin de porter bonheur au poulain et à toute sa descendance.

Lorsqu'il lui faut quitter sa mère et les travaux de la ferme, dont elle raffole, pour rejoindre la sévére école des Sœurs, Yvonne ravale ses larmes, Lespardons, les processions, les préparations de la grand-messe de Pâques sont aussi ses seuls loisirs. Es représentent pour la coquette paysanne l'occasion de rencontrer des jeunes et de repérer « les filles n'impurte comment » : « celles chez qui la couture des bas se promenait au travers du mollet ».

-Yvonne alle-même reconnaît que son village souffrait peut-être d'un conformisme excessif. Fondée sur une foi sans faille, la vie de Milizac ne devait pas être tendre pour ceux qui ne se pliaient pas volontiers à cette obéissance dévote. Son récit ne s'intéresse guère à ces « Antéchrist ».

Courageuse, foncièrement positive et généreuse de ses senses jeunes années sans état d'âme. Attachée à sa terre, peu friande de vnyages, la fermière se souvient que la prospérité était rare. Comme bien d'autres de sa génération, elle a reçu une orange en cadean de Noël, une claque pour une éplucbure de pomme de terre trop épaisse. Mais la rudesse des temps est relative. Et la vieille Bretonne se demande parfois si, «à notre époque, nous ne devenons pas de plus en plus malheureux».

Martine Valo

ILE-DE-FRANCE, PRODUITS DU TERROIR ET RECETTES TRADITIONNELLES Albin Michel, 336 p., 120 F.

Monthe do Milly, mnn-tarde de Meaux, Grand Marnier, chouquettes, paris-brest, volaille de Houdan, miel du Gâtinais, jambon de Paris, asperge d'Argentcuil, brie de Meaux, finitainebleau sini quelques-unes des productions alimentaires de la région Ilede-France dnnt la liste vient d'être dressée par le Conseil natinnal des arts culinaires en partenariat avec lc conseil régional d'Ilc-de-Francc. La descriptinn, l'histnrique, l'usage, la fabrication de cha-cun de ces produits constituent le plus important chapitre du deuxième tnme de cet inventaire du patrimoine culinaire, établi, à la demande des ministères de l'agriculture et de la culture, pour recenser l'ensemble des savoir-faire authentiques du terrnir français. Le premier avait été celui de la région Nord-Pas-de-Calais, publić en octobre 1992.

Cet onvrage savoureux sc poursuit par une quarantainc de recettes traditionnelles de la région, comme la gratinée des Halles, les merlans Bercy, le poulet du père Lathuille et le

ALEXANDER DE

Des program



South Course pour sur manufacture en South en Course par l'avenue au l'avenue Authorities of the state of the

fin des fêtes de mariage. flan-parisian. Les cuisiniers Pour les noces, jusque dans Gérard Vie et Guy Savoy proles années 40, les femmes porposent de leur côté plusieurs. tent la coiffe. Elles revêtent une recettes réginnales e réinvenépaisse robe de soie noire et un